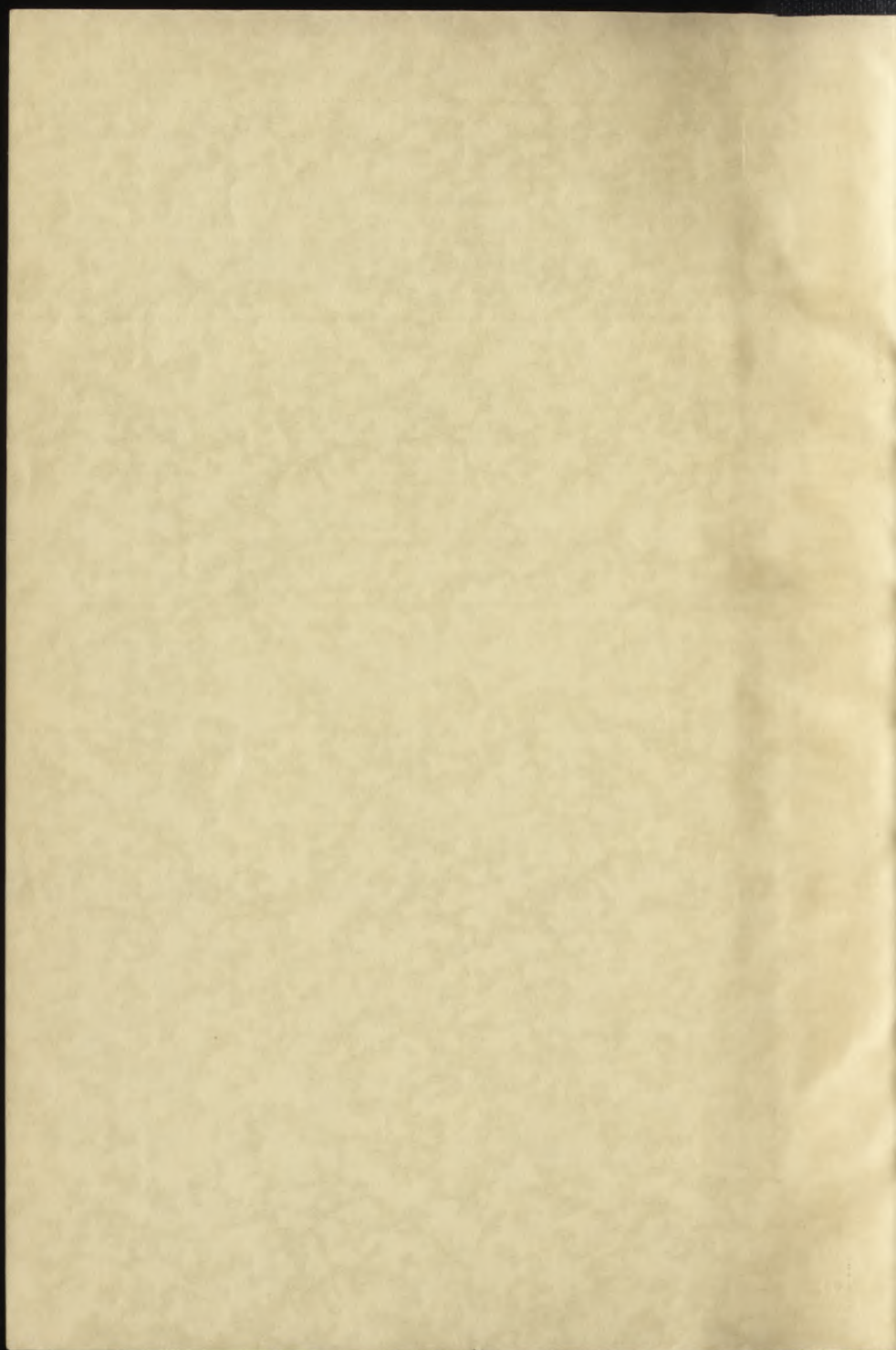
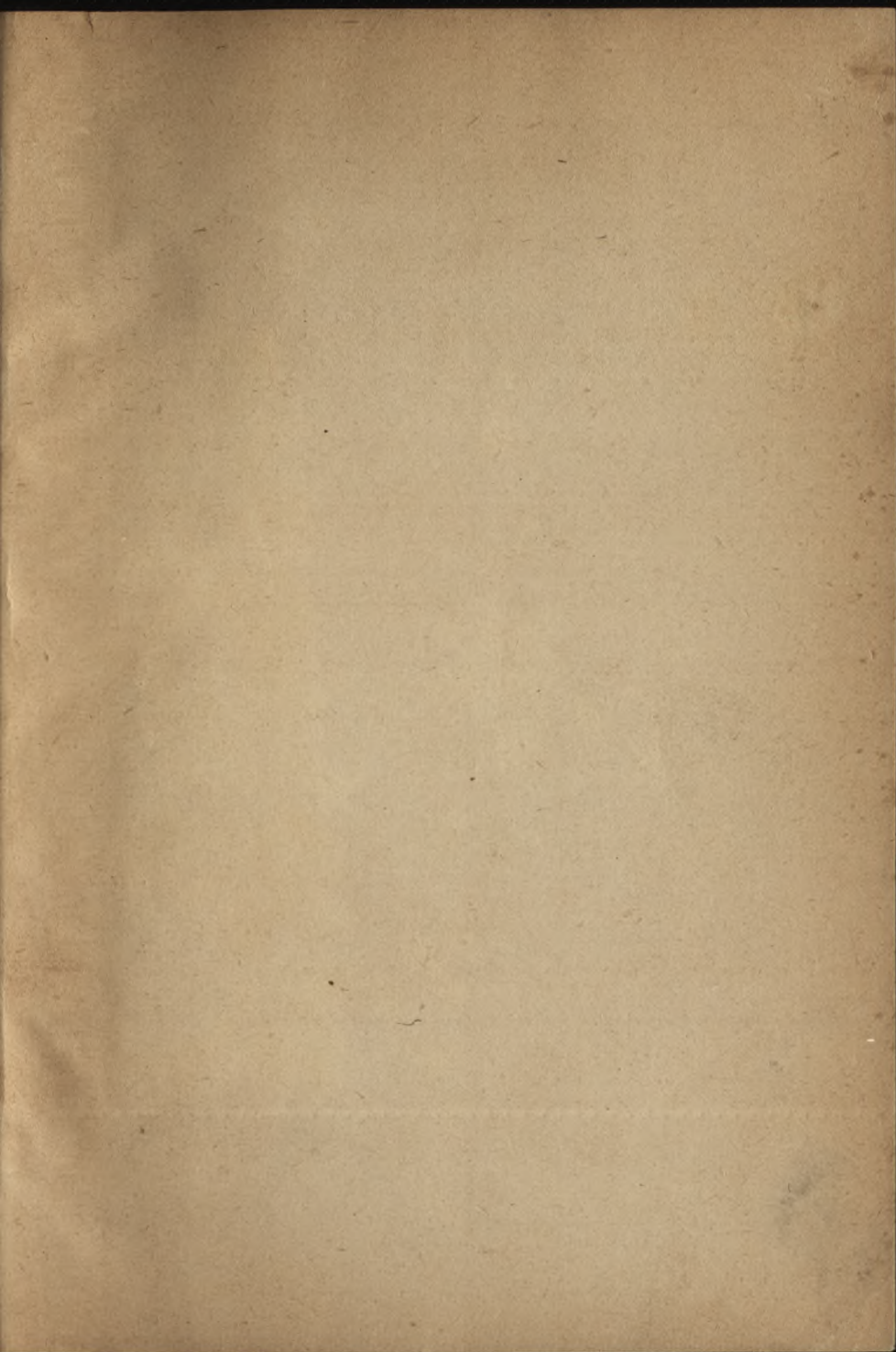
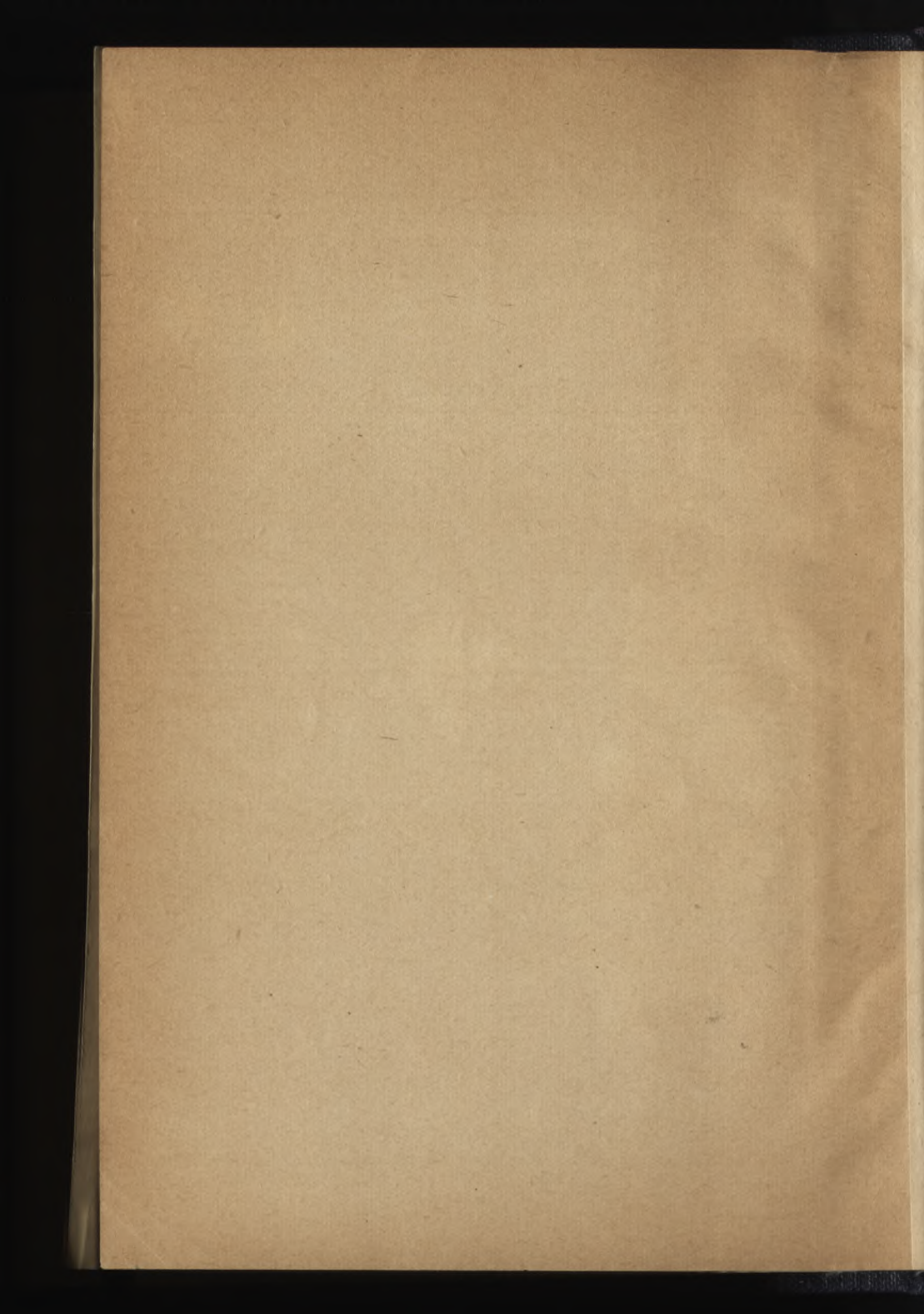


III
2.44







ÉTAT ET NATION

BIBLIOTHEQUE
DE LA
REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE
IV

RÉDIGÉE PAR
COLOMAN BENDA

ÉDITÉE PAR L'INSTITUT PAUL TELEKI, BUDAPEST

ÉTAT ET NATION

PAR
JULES SZEKFÜ



LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, Paris (5^e)

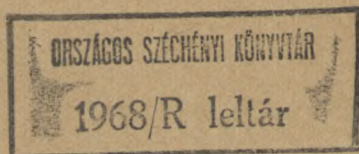
1945



6541614

3.

M 20'694/4



Les livres publiés dans la Bibliothèque de la Revue d'Histoire Comparée ne
représentent pas nécessairement l'opinion de la rédaction.

Responsable pour l'édition: C. Benda

99 572 Imprimerie de la S.A. Globus, Budapest
Responsable pour l'impression: A. Margittay

1989 -05- 02

Dans ce volume nous offrons trois études de M. Szekfű, professeur d'histoire moderne de Hongrie à l'université de Budapest, depuis longtemps partisan et propagateur zélé de l'idée de l'égalité des peuples danubiens. Toutes les trois études se rapportent à l'histoire des nationalités vivant dans le bassin carpathique.

Ces études n'ont pas été écrites maintenant. La première partie de l'article *Le hongrois, langue d'État* (*Lutte pour la langue hongroise*) fut publiée dès 1926 pour servir d'introduction à une grande publication de sources historique (*Documents relatifs à l'histoire du problème de la langue de l'État hongrois*). La deuxième: *Essai d'une histoire des nationalités en Hongrie* fut écrite en 1942 et publiée en hongrois, avec d'autres études exposant les idées de l'auteur sur la question des nationalités dans le volume *Állam és Nemzet*. La troisième qui analyse l'évolution du sentiment national dans le cadre de l'historiographie des Saxons de Transylvanie parut en 1943, en hongrois, dans la revue *Hungarologie*. La même année la première partie de cette dernière a été éditée en français dans la *Revue d'Histoire Comparée*. La seconde partie de la première étude, *La langue hongroise et les minorités* est inédite jusqu'à présent, mais elle aussi était écrite au printemps de 1943.

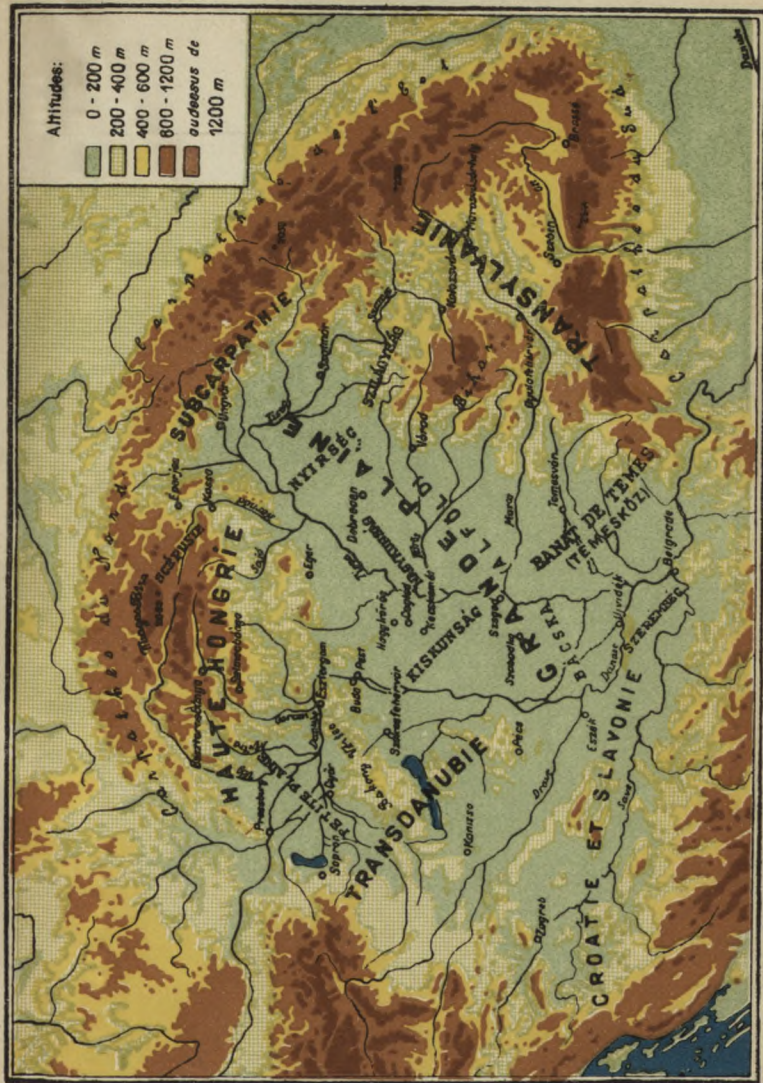
Dans sa forme actuelle le recueil d'études a été mis sous presse déjà au printemps de l'an passé. Mais lors de l'invasion de la Hongrie par les Allemands, le 19 mars 1944, l'auteur même dut chercher un refuge et ce fut impossible de penser à ce que la censure permît l'édition de ce volume.

Ces études ont une idée commune: les peuples danubiens ne connaîtront un sort prospère que dans le cas où ils renonceront à tout visés d'impérialisme et d'égal à égal ils se réconcilieront. La paix n'est durable lorsque un peuple opprime l'autre.

Cet argument a toujours eu sa valeur et il l'a de nos jours aussi. C'est pourquoi nous publions ces études sans-aucun changement.

LE RÉDACTEUR

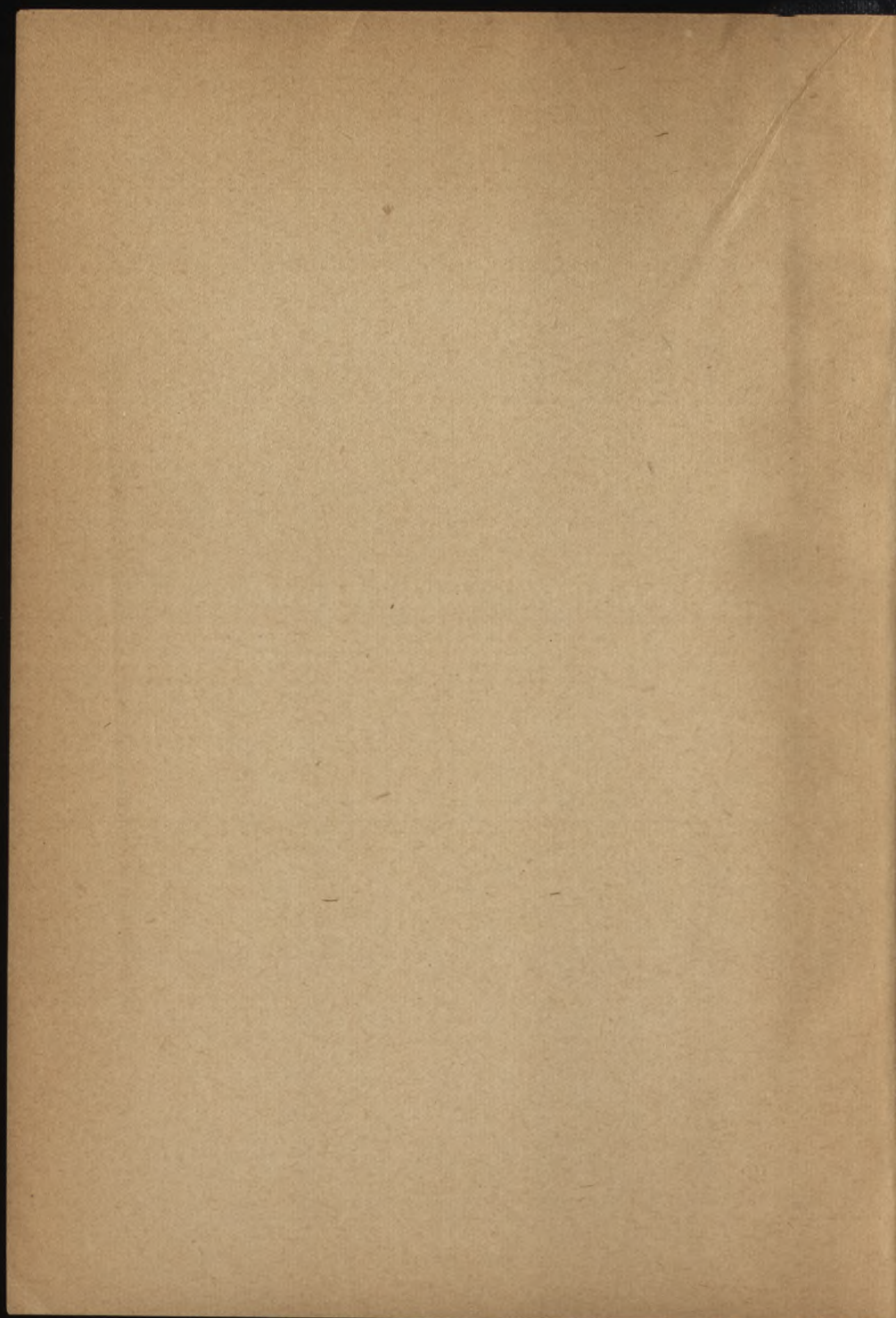
LA HONGRIE PHYSIQUE





LE HONGROIS, LANGUE D'ÉTAT

1790



LUTTE POUR LA LANGUE HONGROISE

Pour le XVIII^e siècle, la question de la langue n'était pas encore un problème.

C'est ce qu'il ne faut pas oublier lorsque nous entreprenons l'analyse de notre sujet. De nos jours, comme on le sait, le problème de la langue est l'un des plus importants qui se posent aux États et à la civilisation de l'Europe. Tout le monde en connaît les données intellectuelles, nationales et politiques extrêmement profondes. Mais, au XVIII^e siècle, nos conceptions présentes n'avaient pas cours encore et les mots eux-mêmes avaient un tout autre sens; ce serait faire un anachronisme et fausser le caractère de l'histoire que de vouloir les lui appliquer. De plus, on serait injuste envers les hommes d'alors.

Prenons par exemple le décret de Joseph II touchant la langue. A nos yeux, c'est un décret plein d'une violence extrême, inapplicable, et, au point de vue pratique, enfantin. Les décrets de cet empereur éclairé, concernant la langue, forment la tentative la plus audacieuse de transformer et d'altérer dans le plus bref délai la langue et la nationalité ancestrales de peuples entiers. Le décret de l'empereur, remis le 11 mai 1784 par la chancellerie hongroise au conseil de lieutenance et que ce dernier fit parvenir le 18 mai aux autorités hongroises*, prescrit la langue allemande

* Szilágyi: *A germanizálás történelméből a két magyar hazában II. József alatt* (Sur l'histoire de la germanisation dans les deux patries hongroises sous Joseph II). Akad. Ert. a tört. tud. köréből, VI/3, 1876, p. 16; *Handbuch aller unter der Regierung des K. Joseph II. für die k. k. Erbländer ergangenen Verordnungen und Gesetzen in einer systematischen Verbindung*. Wien, 1786, t. VII, p. 931.

comme langue officielle pour toutes les autorités de Hongrie. L'administration centrale doit l'introduire aussitôt, les comitats et les villes en un an, tous les tribunaux séculiers et ecclésiastiques en trois ans. C'est de la connaissance de l'allemand qu'il fait dépendre tous les postes de fonctionnaires, l'admission aux écoles secondaires, et l'élection d'un député à la diète. L'empereur savait très bien les conséquences de cette disposition qui devait bouleverser les rapports d'homme à homme, et détruire des carrières et des existences. Il déclara lui-même que, pour partir, les portes étaient ouvertes à tout le monde, depuis les hauts fonctionnaires de la chancellerie jusqu'au dernier employé de comitat.*

En termes d'aujourd'hui, cela signifiait la germanisation complète de la législation, de l'administration centrale et régionale et de l'enseignement secondaire et supérieur, sans exception. D'après nos expériences actuelles, nous pouvons très bien saisir l'effet fatal que cette disposition exerça sur la nationalité hongroise ainsi attaquée. Mais, en adoptant la mentalité d'alors, on ne peut pas soutenir qu'avec cette disposition pourtant germanisatrice, l'empereur Joseph ait voulu supprimer la langue et la nationalité hongroises. Il est certainement sincère lorsqu'il déclare au chancelier, comte François Esterházy, qui prenait la défense de la langue hongroise, qu'il ne veut éliminer ni le hongrois, ni d'autres langues indigènes. Il ne veut pas que des millions d'hommes échangent leur langue contre un autre idiome, il s'agit ici tout simplement d'une disposition portée dans l'intérêt du service public.** La justification de son décret, d'après laquelle il aurait été disposé à mettre le hongrois à la place du latin qui servait jusque-là de langue officielle,

* Résolution du 13 sept. 1784. Marczali, *Magyarország története II. József korában* (Histoire de la Hongrie à l'époque de Joseph II). Budapest, 1885. 2, p. 533.

** Marczali op. cit. p. 532 et Szilágyi op. cit. p. 13; une semblable déclaration se trouve à la fin du décret du conseil de lieutenance, Marczali op. cit. p. 390.

si celui-là avait été déjà général dans le pays, nous semble également bienveillante. Il était le chef du Saint-Empire romain germanique et, dans cet empire, l'allemand était la langue universelle. En face de l'Empire, il considérait la Hongrie comme une petite province de moindre importance qui, dans le domaine de la langue, devait s'adapter aux autres pays. La germanisation de la vie officielle n'a pas pour but la dénationalisation des Hongrois et l'expulsion de la langue hongroise. L'allemand ne sert que de moyen pour forger, avec des provinces de langue et de nationalité différentes, un empire uni et clos.

A en juger par l'intention de leur créateur, les décrets germanisants de Joseph II ont un caractère purement politique et gouvernemental, et ne touchent pas aux nationalités. Il n'en aurait d'ailleurs pu être autrement. On connaît trop les tendances humanitaires et la personnalité ascétique de Joseph, qui se dévoua au service de l'État, pour croire qu'il ait eu l'intention de priver par ses décrets linguistiques la forte majorité de ses sujets de ce qui est à leurs yeux leur plus grand trésor, un droit divin, humain, naturel et international: leur langue et leur nationalité. Mais, puisque les conséquences des décrets de l'empereur contiennent pourtant le fait de la spoliation définitive, la contradiction qui est entre l'intention et le résultat ne peut être expliquée qu'en supposant que Joseph ne fut pas lui-même très conscient des conséquences de ses décrets violant les droits et la dignité de l'homme. Et ce fut bien le cas. Il ne lui fut pas possible d'en prévoir les conséquences, car il n'était pas encore en état, ainsi que ses contemporains, d'apercevoir le rapport fatal qui existe entre la langue et la nationalité. Or, ne croyons pas que leur point de vue fut, en le comparant au nôtre, par trop primitif et digne de notre mépris. Il s'agit ici de deux sphères bien délimitées de la civilisation. Tandis que, dans la civilisation et la politique d'aujourd'hui, la langue et la nationalité sont des notions primordiales qui sautent sans cesse au premier plan de l'intérêt, la philosophie rationaliste du XVIII^e siècle était encore indifférente

à l'égard de ces deux phénomènes dont elle avait à peine la notion.

Aujourd'hui on sait déjà que ce n'est pas sous l'influence de la Révolution française, ni même comme une réaction aux conquêtes napoléoniennes que l'idée de nation et de nationalité est née.* Nation et nationalité sont des faits historiques dont le développement ininterrompu peut s'observer chez les peuples européens à partir de leur entrée dans l'histoire, à travers les siècles du moyen âge et de l'âge moderne. Même l'atmosphère du XVIII^e siècle ne les a pas tuées, elles figurent chez Montesquieu de même que dans les ouvrages de Voltaire. Un des sujets constants du mouvement intellectuel précédant la révolution est de savoir dans quelle mesure la notion de nation comprend l'idée de peuple et quelles sont les classes sociales qui constituent la nation.

Dans un phénomène si complexe qu'est l'idéologie du rationalisme, ce serait une initiative vaine que de vouloir définir le sens de la nation par le plus grand nombre possible de faits. Mais nous n'en avons pas besoin. L'idéologie de Joseph et des cercles gouvernementaux de Vienne, de même que celle des Ordres hongrois jouant un rôle d'opposition, se définissent plus aisément si l'on s'adresse à des sources qui, par leur popularité et leur autorité magistrale, exercèrent un effet décisif sur la formation de l'opinion publique.

Avant tout, c'est la grande *Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert qu'il est nécessaire de consulter, celle-ci étant la bible des penseurs du XVIII^e siècle. Nation, État, Langue, — voilà les trois mots qui ont un intérêt spécial pour nous.

* Sur ce problème et sur les généralités suivantes cf. Fr. Meinecke, *Weltbürgertum und Nationalstaat*, 6e éd. München. — Berlin, 1922; René Johannet, *Le principe des nationalités*, 2e éd. Paris, 1923; puis le volume consacré à la question des nationalités: *Verhandlungen des 2. deutschen Soziologentages*, 20—22. Okt. 1912. Berlin-Tübingen, 1913, surtout les déclarations de Max Weber, Werner Sombart et Robert Michels.

Aux termes de l'*Encyclopédie*: «Nation, mot collectif dont on fait usage pour exprimer une quantité considérable du peuple qui habite une certaine étendue du pays, renfermée dans de certaines limites, et obéit au même gouvernement.» Rien de plus, parce que ce qui s'ensuit est très à la mode, mais a une importance plutôt ethnographique ou anecdotique que doctrinale: chaque peuple a son caractère propre, comme le prouvent les dictons: léger comme le Français, jaloux comme l'Italien, plein de dignité comme l'Espagnol, malveillant comme l'Anglais, ivrogne comme l'Allemand. Au terme État nous trouvons ceci: «État, terme générique qui désigne une société d'hommes vivant ensemble sous un gouvernement quelconque, heureux ou malheureux.» Tandis qu'«une langue est la totalité des usages propres à une nation pour exprimer la pensée par la voix.» Cette définition assez peu substantielle est complétée par une explication très caractéristique: «Si une langue est parlée par une nation composée de plusieurs peuples égaux ou indépendants les uns des autres, tels qu'étaient anciennement les Grecs, et tels que sont aujourd'hui les Italiens et les Allemands, avec l'usage général des mêmes mots et de la même syntaxe, chaque peuple peut avoir des usages propres sur la prononciation ou sur les terminaisons des mêmes mots: les usages subalternes, également légitimes, constituent les dialectes de la langue nationale». Par contre, si: «la nation est *une* par rapport au gouvernement, il ne peut y avoir dans sa manière de parler qu'un usage légitime, tout autre qui s'en écarte dans la prononciation, dans la syntaxe, ou en quelque façon que ce puisse être, ne fait ni une *langue* à part, ni un dialecte de la *langue* nationale, c'est un *patois* abandonné à la populace des provinces et chaque province a le sien.»

D'après cette théorie, c'est la constitution de l'État qui définit la langue: les dialectes florentin et vénitien, les idiomes patois bas-allemand et bavarois sont des productions reconnues par le droit, car les villes italiennes et les terri-

toires allemands étaient indépendants les uns des autres, par contre, la langue provençale n'a pas le droit de figurer à côté du français commun, car la France a un seul gouvernement, il faut donc que sa langue soit également une.

Il apparaît clairement de toutes ces définitions que c'est d'un point de vue politique que les auteurs de l'*Encyclopédie* envisagent les notions de nation et de langue, et que c'est dans cet esprit qu'ils subordonnent leur application à celle d'État. La nation n'est autre chose que la collectivité des gens vivant sous le même gouvernement, entre les mêmes frontières d'État. Ce qui compte avant tout, c'est le territoire de l'État, dont il faut déduire celui de la nation et de la langue. Le territoire de la nation et de la langue ne s'étend que jusqu'à la limite où s'étend la frontière de l'État. La prépondérance de l'État est si grande qu'elle prive la nation même de son droit de différencier dans un État uni sa propre langue selon des dialectes. Les auteurs de l'*Encyclopédie* subirent ici l'ascendant de l'idée de l'unité de la langue et de l'État français, inaugurée par Richelieu; c'est d'après ce modèle qu'ils exigent (c'est la seule possibilité qui leur vient à la mémoire) qu'une unité linguistique totale corresponde à l'unité de l'État.

Au XVIII^e siècle, toutes les cours et tous les gouvernements subissent le règne de l'*Encyclopédie* et du rationalisme, Vienne comme les autres. Elle a pour principal représentant un homme d'État autrichien de la plus grande autorité, le savant Sonnenfels, dont les manuels fondamentaux servirent d'étude à toute une génération de hauts fonctionnaires, dans les provinces héréditaires de même qu'en Hongrie. Dans sa théorie de l'État* il rectifie le contrat social et professe que l'homme isolé se sent abandonné et sans défense; s'il est privé de liens de société et d'État, il lui manque la commodité de la vie, mais par bonheur, il a une intelligence naturelle qui l'incite à établir un rapport

* Jos. v. Sonnenfels, *Grundsätze der Polizei, Handlung u. Finanz*, 6^{me} éd. Wien, 1786, t. I, pp. 3, 27, 109, t. II, pp. 17, 71, 106.

social avec ses semblables. Ses prétentions sont la commodité et le bonheur, en faveur desquels il s'adapte aux différents cercles de la vie sociale, à la communauté de la famille et de l'État.

D'après cette conception, le but de l'État est de procurer et de maintenir la sécurité, la commodité et le bien-être des sujets. C'est de ce triple devoir que découlent, selon Sonnenfels, les trois branches des sciences politiques, qui sont les disciplines de la *Polizey*, du commerce et des finances d'État. Là où la nation figure dans ce système, elle a un sens complètement identique à celui de l'État. De l'État riche il dit que celui-ci a des «biens nationaux», par conséquent un «crédit national»; la circulation des biens au dedans des frontières de l'État est nommée par lui *besogne nationale*, il parle de consommateurs et de producteurs nationaux dont le réseau et le contact entre eux s'étend sur tout l'État, même dans l'État divisé en provinces, et c'est à cause de cela qu'ils sont nommés producteurs et consommateurs *nationaux*.

Rien ne caractérise mieux l'absence du problème national au sens moderne du mot que le fait que le même Sonnenfels ait consacré un opuscule à «l'amour de la patrie»* où, bien qu'il se plaigne de l'absence de l'amour de la patrie, ce qu'il exige n'est pourtant pas autre chose que l'amour de l'État. La définition de la patrie est typique pour l'époque. Le pays où nous avons notre domicile constant, les lois qui règnent sur un pays, le régime gouvernemental en vigueur, les autres habitants du pays qui jouissent des biens du pays: ce sont les éléments dont l'ensemble constitue la notion de patrie.** En définissant la notion de patriote, il attribue une force unificatrice aussi à la langue, mais pas plus qu'il n'en attribue à la personne du souverain commun qui unit les patriotes. Jusqu'au jeune Goethe qui trouva exagérée la notion

* *Über die Liebe des Vaterlandes*. Wien, 1771.

** Ibid. p. 10.

de patrie ainsi définie et repoussa vivement l'œuvre de Sonnenfels.

A côté de la notion de l'État, cette époque n'accorda aucune place à la nation. Dès son âge le plus tendre et jusqu'à sa vieillesse, Frédéric le Grand observa sans cesse avec attention la structure des États européens, leur population, leurs armées et leurs finances, les facultés de leurs souverains et de leurs hommes d'État, pour bien définir, à l'aide de ces données, l'effort qu'on en pouvait attendre en cas de conflit. Il est naturel que son attention se soit tournée vers la monarchie de Marie-Thérèse. Pour nous, ce qui nous saute tout d'abord aux yeux, c'est que la monarchie des Habsbourg se composait de peuples de nationalités différentes, car cette particularité devait sans doute avoir son influence sur l'exercice du pouvoir. Mais Frédéric le Grand ne fait jamais allusion à cette diversité des nationalités, car ce n'est pas à ses yeux un phénomène important.* Les hommes d'État de Vienne furent contraints d'apercevoir à certaines occasions, dès que les forces nationales se firent sentir, les différentes nationalités de la monarchie, mais la philosophie de l'époque, qui subordonnait la nation à un rapport d'État, les autorisait à négliger, voire à opprimer, les forces nationales qui manifestaient leur particularisme. L'unification de l'administration et de l'armée par la langue allemande commence à cette époque, sous l'empereur Charles VI et sa fille, Marie-Thérèse. L'État commence à s'occuper de choses dont jusque-là il ne se souciait pas. L'instruction publique est en train d'être soumise à l'autorité de l'État qui veut son unification. A l'époque de Marie-Thérèse, un effort puissant est fourni en vue d'unifier tout l'enseignement de la monarchie. Là aussi, ce sont les influences d'État qui prévalent. Les hommes d'État de l'époque s'efforcent de faire développer sur tout le

* Fr. Meinecke, *Die Idee der Staatsräson in der neueren Geschichte*. München-Berlin, 1924, p. 411.

territoire de l'État la seule et même civilisation prescrite par l'État.

Dans les dernières années de Marie-Thérèse, le gouvernement de Vienne veut, d'après les projets de Maximilien Hell, fonder une académie des sciences à Vienne, dont les frais auraient été couverts par les taxes sur les calendriers de toutes les provinces de la monarchie, y compris la Hongrie. La chancellerie hongroise protesta contre ce projet et, se rapportant au *genius nationis*, elle demanda qu'on emploie les revenus des calendriers hongrois à fonder une académie hongroise des sciences. Les conseillers d'État de Vienne, entre autres les barons Gebler et Eger, qui exercèrent dans le gouvernement des affaires de Hongrie une influence décisive pendant plusieurs dizaines d'années, trouvèrent ce vœu ridicule. La monarchie des Habsbourg doit se contenter d'une seule académie, dans la capitale, à Vienne, à l'exemple de la France qui n'en possède qu'une seule qui se trouve à Paris. De même que la monarchie de la maison d'Autriche, la France est également le résultat d'une union de différentes parties,* ajoutent les conseillers d'État qui ne voient aucune différence entre la France homogène au point de vue national et la monarchie autrichienne d'une hétérogénéité fatale. La langue et la nationalité sont au-delà de leur horizon. Ils croient défendre les intérêts de l'État en opprimant les mouvements des langues et des nationalités. Mais à côté des intérêts de l'État, l'attitude culturelle des lumières entraîne pour eux les mêmes exigences. D'après cette conception, l'État, dirigé dans un sens rationaliste, est un pionnier de la civilisation humaine, et il a pour devoir culturel d'écraser les forces particularistes qui dérangent son activité. Et puisque Joseph II mit toute sa personnalité au service de la

* Gleich wie Frankreich, das ebenfalls aus verschiedenen Teilen zusammen erwachsen ist. 1775. Édité par H. Schlitter, *Gründung der kais. Akademie der Wiss.*, Sitz-Ber., phil.-hist. Kl. de Vienne, vol. 197, numéro 5, p. 133.

propagation de l'humanisme universel, il ne faut pas s'étonner qu'il ait été le plus fervent à attaquer les forces nationales dans lesquelles il ne voyait que des éléments particularistes et anti-culturels dus au régime des Ordres, ni qu'il ait été incapable de comprendre leur raison d'être et leur essence enracinée dans les âmes.

2

La philosophie du rationalisme, bien que ses grands adeptes français l'aient propagée sous une forme claire et réduite à quelques doctrines universellement intelligibles, fut une tendance intellectuelle, par conséquent un phénomène complexe et c'est ainsi que son influence révèle des tendances différentes. Elle autorisa le gouvernement à l'unification, à la centralisation et à l'anéantissement des diversités nationales et provinciales. Mais d'un autre côté, la même tendance intellectuelle protégea les nationalités opprimées par les gouvernements rationalistes, les pauvres petits symptômes nationaux qui se présentaient alors. Et cela résulta de l'essence la plus intérieure de l'idée des lumières. Prenant au sérieux son devoir, la propagation des lumières, elle devait quitter les hautes régions de l'État et de la cour pour descendre parmi les humains, afin de guider tout le monde dans le chemin de la civilisation et de l'humanisme, et cela naturellement dans une langue qui fut compréhensible à tous, c'est-à-dire dans la langue maternelle de chacun. En une langue étrangère, même en latin, c'est en vain qu'elle se serait adressée aux grandes foules des humains.

Le promoteur de la renaissance de la littérature hongroise, Georges Bessenyei (deuxième moitié du XVIII^e siècle), exprime cette idée avec une clarté surprenante déjà avant les décrets de l'empereur Joseph, concernant la langue :* «Tu noteras cette grande vérité que jamais sur le globe de cette

* *Magyarság* (Hongrois). 1778, p. 6.

terre aucune nation n'est arrivée jusqu'ici à s'emparer de la sagesse et de la profondeur, tant qu'elle n'a pu introduire les sciences dans sa propre langue maternelle. C'est dans leur propre langue que les nations devinrent savantes, mais jamais en une langue étrangère». A une autre occasion, il s'adresse aux Ordres du pays, aux politiciens, et constate ceci: «L'un des moyens les plus puissants du bonheur du pays, c'est la science. Plus celle-ci est commune parmi la population, plus le pays en est heureux. La clé des sciences est la langue, et vu que la majorité de la population n'a pas l'occasion d'apprendre plusieurs langues, c'est de la langue maternelle de chaque pays qu'il s'agit. Le perfectionnement de celle-ci doit former la première tâche de la nation qui propage les sciences parmi ses propres habitants auxquels elle veut procurer un bonheur stable».*

Dans la littérature politique et nationale qui s'accroît durant les années du règne de Joseph II, cette idée, si caractéristique des lumières, s'observe partout. Le même amour de la culture, ce désir inextinguible de civilisation qui revêt un caractère tragique parmi les Hongrois de basse condition, conduisirent Nicolas Révai, le fameux linguiste hongrois, à l'étude de la langue hongroise qu'il servit pendant toute sa vie mouvementée. En 1783, il annonce la parution d'un journal en hongrois, et il se réfère à la doctrine de Bessenyei; c'est dans l'intérêt de la civilisation qu'il exige l'estime et l'amour de la langue maternelle. En premier lieu, c'est l'exemple du peuple français, déjà éclairé, qui exerce ici son influence, aussi Révai recommande-t-il aux Hongrois de suivre cet exemple, car le Français apprécie et aime sa propre langue comme une «langue céleste» et par son exemple il a déjà réchauffé les Allemands et même le cœur gelé des Russes. Le tour est maintenant aux Hongrois. Ne craignons

* *Egy magyar társaság iránt való jámbor szándék* (Vœu pieux afin de former une société hongroise). Vienne, 1790, édité par Nicolas Révai. Dans cet ouvrage on peut nettement constater que langue du pays et langue de la nation sont synonymes.

pas, nous ne serons pas arriérés derrière les Occidentaux civilisés. «Il faut seulement un vrai amour chaleureux et tout de suite apparaîtra ce que peut produire n'importe quelle langue. Ou bien serais-tu si insensible, ma chère nation hongroise, que tu n'aimes pas ta langue maternelle, que tu ne te réjouisses pas à la vue de tes enfants assidus qui la cultivent de tant de façons et que tu ne les favorises pas?»*

Les déclarations de Bessenyei et de Révai, qui furent faites avant l'attentat linguistique de l'empereur Joseph, montrent clairement que le mouvement national hongrois de la dernière dizaine d'années du XVIII^e siècle ne fut pas seulement une réaction contre les dispositions autoritaires de l'empereur. Et même, si l'on parcourt les multiples ouvrages de cette époque, consacrés à la langue hongroise, on est enclin à attribuer un rôle relativement peu important à la réaction comme instigatrice du mouvement. C'est avec un cœur pur, on pourrait dire, dans l'innocence du cœur, que les grands écrivains hongrois: Bessenyei, Báróczi, Révai, Rájinis, Bacsányi, Péczeli, Kazinczy glorifient la langue hongroise, qu'ils déplorent son état abandonné. Même si leurs ouvrages contiennent une certaine tendance agressive celle-ci n'est pas dirigée contre les décrets de l'empereur, mais en premier lieu contre les Hongrois d'une certaine condition qui négligeaient le hongrois au profit du latin, de l'allemand et du français.

Déjà Bessenyei, dont l'activité coïncide avec le règne de Marie-Thérèse, était l'instigateur du mouvement pour la langue, mouvement qui s'accroît de plus en plus au cours d'une cinquantaine d'années. Bessenyei stigmatise avec des mots très durs les *Hongrois* qui rabaissent la langue hongroise: «quelques-uns se dégradent avec un mépris de soi-même digne de regret et de crachat, en soutenant qu'il est impossible d'écrire et de raisonner en hongrois, car la langue n'a ni assez de force, ni de contenu. . .»** Dans cet état, c'est-

* Benoit Csaplár, *Révai Miklós élete* (La vie de Nicolas Révai). Budapest, 1881—1889, pp. 2, 109.

** *Magyarság*, p. 3.

à-dire tant qu'au service des lumières il veut cultiver la langue maternelle, le mouvement ne contient pas d'élément politique du tout, et même la position prise par Joseph II n'a pas d'influence sur lui. Si l'on cherchait ses antécédents, il faudrait s'adresser d'une part à la curiosité scientifique qui se porte, à partir du XVII^e siècle, sur l'origine des Hongrois (la première source de tout sentiment national et de toute conscience nationale est une curiosité pour les origines); d'autre part il faudrait énumérer les poètes hongrois de l'époque précédente, qui, à partir d'Étienne Gyöngyösi et jusqu'à François Faludi, consacrèrent leur activité à montrer que la langue hongroise est apte à quelque chose et qu'elle est au moins un instrument qu'il serait dommage de rejeter définitivement. C'est de ce fond purement culturel que se nourrissait le mouvement pour sauver la langue à la fin du XVIII^e siècle; il est privé de toute préoccupation politique. Ses pionniers furent même de simples écrivains, des professeurs de l'enseignement secondaire que l'opinion de la noblesse méprisait, les considérant comme appartenant à un degré inférieur de la société. Toute ambition politique ou bureaucratique leur fut étrangère. Ce furent ceux qui «unirent leurs épaules pour soutenir les Hongrois en train de s'écrouler» et en qui «la patrie vénérera un jour ses martyrs qui ont tant souffert pour la conservation de sa langue». Ces paroles sont de Nicolas Révai et caractérisent aussi bien leur auteur que ses compagnons.*

Le but du mouvement n'est autre que de faire de la langue hongroise l'unique moyen possible et raisonnable de la culture hongroise de l'avenir, apte à cultiver les sciences et la littérature. Un des efforts principaux de l'activité de Bessenyei consistait déjà à montrer à l'aide de son propre exemple que la langue hongroise est aussi propre à composer n'importe quel ouvrage littéraire que les langues occidentales si cultivées. Cet écrivain, d'une taille

* Csaplár, op. cit. pp. 3, 162, 163.

herculéenne, dont les poings furent les premiers à frapper à la porte de la culture en langue hongroise, est encore obligé d'expliquer à ses compatriotes de mentalité étrangère qu'il y a en effet des mots hongrois et que les générations précédentes «donnèrent aussi aux choses des noms hongrois avec lesquels on peut écrire et parler»; la civilisation hongroise n'est donc pas réduite à recourir uniquement aux langues étrangères.*

Par la voie de l'humanisme éclairé, on va tout droit de Bessenyei au grand écrivain et réformateur de la langue, François Kazinczy, d'un physique plus délicat et doué de sentiments plus compliqués. C'est avec transport, d'après sa propre expression: «en poussant des cris», qu'il découvre les beautés éblouissantes de la langue hongroise et sa souplesse apte à exprimer même des notions abstraites. Il est tellement imbu de l'humanisme et des lumières dont se nourrissent son sentiment national et son amour de la langue que, là où les deux tendances se trouvent en contradiction, il choisit sans hésitation les lumières; aussi refuse-t-il d'accepter une culture uniquement parce qu'elle se présente en langue et en costume hongrois. Il lit les ouvrages de son contemporain, le poète Joseph Gvadányi «en lâchant des jurons»; il s'attache sévèrement au discours d'ouverture que le premier professeur de langue hongroise à l'université de Budapest, André Vályi, prononça sur l'effet puissant de la langue hongroise;** dans le roman d'André Dugonics, intitulé *Etelka*, il ne voit qu'une «galanterie des plus fades, un popularisme des plus bas et une affection enfantine», il déclare que malgré qu'il «se vante d'être hongrois presque jusqu'à devenir insupportable, et à offenser les autres nations», il a honte pourtant d'être hongrois, en lisant *Etelka****

* Introduction de son ouvrage intitulé *Magyar Néző* (Spectateur hongrois).

** Correspondance de François Kazinczy, éd. Jean Váczy, t. II, p. 223.

*** Ibid. t. I, p. 191.

Son goût européen et sa culture éclairée forcent Kazinczy à proclamer son amour pour sa nation et à entreprendre de cultiver la langue hongroise. Dans sa revue, il publie une traduction et explique avec enthousiasme: «Quelles intonations voluptueuses! quelle jolie prosodie des iambes! ô notre chère langue maternelle, quand est-ce que nos belles sentiront que tu es vraiment belle, que tu surpasses infiniment le persiflage français et le murmure allemand?»* L'humanisme exalta et intensifia en Kazinczy l'amour de la langue hongroise et c'est par là que l'on comprend pourquoi il haït, taquina et pourchassa pendant toute sa vie son grand contemporain, le politicien Grégoire Berzeviczy, qui avait le même niveau de culture, mais en qui l'esprit des lumières avait définitivement vaincu l'esprit hongrois et lui faisait préférer le latin à la langue hongroise.

A cette étape initiale, le mouvement pour la langue hongroise n'est encore qu'une tendance culturelle fécondée par la philosophie des lumières. Comme telle, on peut la mettre en parallèle avec le mouvement allemand qui, quelques années plus tôt, avait atteint son apogée, sans avoir eu une influence directe sur l'évolution hongroise. Dans les ouvrages de Justus Möser et dans la littérature des patriotes allemands, on rencontre des pensées semblables aux idées énoncées par les Hongrois, sans pouvoir trouver de rapport entre les deux. L'évolution allemande et l'évolution hongroise sont deux phénomènes distincts qui se ressemblent. L'influence allemande, que la critique des sources peut démontrer, est plutôt d'un effet négatif ou bien elle se manifeste dans quelques phénomènes purement extérieurs. Telle fut notamment l'influence apparente qu'eut au milieu du siècle un fameux écrivain suisse nommé Johann Georg Zimmermann au service de Hanovre, qui, dans son ouvrage sur «la vie solitaire» qui fut traduit en hongrois, professait une philosophie rationaliste et humaniste. Son autre ouvrage,

* *Orpheus*, 1790, t. I, p. 50.

consacré à la «fierté nationale», raconte dans le style frivole des conversations, des historiettes amusantes, et c'est ainsi qu'il caractérise les personnalités nationales de la France, de l'Italie et de l'Espagne. Il constate que la fierté nationale est quelquefois ridicule, mais qu'elle est plus d'une fois nécessaire parmi les peuples qui aspirent à l'avenir. La conception de Zimmermann touchant la diversité des nations est identique à celle de Voltaire: il aperçoit également les qualités morales qui se présentent dans des formes diverses parmi de différents peuples, sans savoir apprécier leur caractère national et le fond spirituel des manifestations morales extérieures. Ce dernier ouvrage de Zimmermann fut souvent utilisé par les écrivains hongrois, d'abord en original, puis en traduction hongroise: son atmosphère éclairée correspondait à la leur et on sympathisa avec sa doctrine selon laquelle la fierté nationale est digne de louange et utile, surtout lorsque le peuple se trouve dans la misère et dans l'oppression. Dans un tel cas, la fierté peut devenir un moyen puissant d'élévation.*

L'influence de Herder est plus significative. Contrairement au mouvement des lumières qui se place à un point de vue nettement étatiste, il témoigne déjà à la veille du romantisme d'une grande compréhension pour le fond spirituel de la nationalité. Contrairement aux rationalistes précédents, il découvre avec netteté le caractère antihumanaire des décrets de Joseph II: «Un peuple, surtout un peuple inculte, a-t-il un bien plus cher que la langue de ses ancêtres? C'est dans celle-ci qu'habitent tous les trésors de pensée, les traditions, l'histoire, la religion, la philosophie, tout le cœur et toute l'âme du peuple. Celui qui enlève sa langue à un tel peuple ou qui ne l'estime pas, le prive de sa seule propriété immortelle, héritée de père en fils.» Or, l'empereur Joseph connaissait de près ses peuples, et il est surprenant, presque incompréhensible qu'il ait

* *Vom Nationalstolze*, édité plusieurs fois entre 1758 et 1783. Traduit en hongrois en 1792.

pris de telles dispositions par lesquelles il a frustré l'intelligence, l'honneur et les droits de peuples entiers. Herder n'accepte pas les preuves tirées de l'idéologie des lumières: Joseph a agi ainsi pour accélérer l'administration des affaires et la propagation de la culture. La culture du peuple ne connaît pas la vitesse, ni même la langue étrangère, elle ne peut se développer que sur le sol national en employant une langue héritée et héritable.*

Comme on le voit, ce qu'il exprime dans une langue universellement humaine, c'est la même chose que ce qu'exprimait la phraséologie nationale des Hongrois qui se déclaraient contre la langue allemande. Herder sympathise en d'autres questions encore avec le mouvement hongrois: il tient pour une faute d'avoir transporté la couronne royale hors du pays et déplore que Joseph II ne s'en soit pas couronné,** et il constate avec joie qu'au cours du règne, d'ailleurs bienveillant, de Joseph, non seulement Vienne et la Bohême, mais aussi la Hongrie eurent d'excellents écrivains.*** Et tout cela fut écrit en 1793, quelques années seulement après la parution de ses *Ideen zur Philosophie der Geschichte der Menschheit* où il témoigna d'une ignorance complète à l'égard des Hongrois. Dans ce livre d'une composition merveilleuse, Herder nous étale l'immensité de l'univers qu'il embrasse d'un coup d'œil vraiment digne d'un maître. C'est avec une compréhension délicate des choses de la création qu'il commence par l'air qui entoure notre globe, par les configurations organiques du sol pour arriver jusqu'à l'homme dont il connaît tous les mouvements physiques et intellectuels et dont il développe l'histoire universelle. Mais ce même Herder qui projette sur l'écran de l'humanisme tous les miracles de la nature et de l'histoire, les

* Herder, *Briefe zur Beförderung der Humanität. Erste Sammlung*. Riga, 1793. p. 146, lettre 10.

** Ibid. p. 131.

*** Ibid. p. 154.

merveilleuses étoiles et les fleurs, la civilisation grecque et le sort misérable des Nègres qu'il analyse avec un chaleureux amour d'humaniste, ce même Herder ne trouve rien d'autre à dire sur les Hongrois que ceci: les armes à la main, ils firent une irruption en Europe qu'ils pillèrent et qu'ils dévastèrent, mais on réussit à les réduire à l'impuissance. Cet apôtre de l'humanisme arrive à peine à cacher son contentement en constatant que, dans leur propre pays, les Hongrois réduits à l'état de minorité en face des Allemands, des Roumains et des Slaves, disparaîtront probablement avec leur langue, que plus personne ne les connaîtra dans quelques siècles.* Nous ne savons pas et ce n'est pas notre devoir de rechercher l'influence sous laquelle Herder a pu écrire ces lignes.** Ce qui est certain, c'est que dans son ouvrage de 1793, que nous venons de citer plus haut, il est revenu sur cette déclaration dénigrante, et que dans ses lettres sur l'humanité, il a révisé ses idées pas trop impartiales. Mais les Hongrois subirent l'effet de la première déclaration, la seconde leur échappa.

L'appel herdérien niant l'avenir hongrois joua un rôle important dans les soucieuses rêveries patriotiques du comte François Széchényi et c'est sous l'influence de Herder que l'idée de la fin de la nation s'introduisit dans les pensées relatives à la langue et aux nationalités. Ce fut un stimulant pour la plupart des Hongrois. Le baron Ladislas Prónay qui se disait «de religion et de naissance slovaques» écrit à Kazinczy déjà en 1788: «Voici le temps et l'heure où cette nation (la hongroise) devenue grande, cherche et trouve la force de sa langue dans ses anciens poètes qui contribuèrent à élever infiniment cette langue. Je suis entière-

* *Herders Sämmtliche Werke*, éd. Suphan, t. 14, *Ideen* 2, p. 269.

** Il est possible que les recherches futures démontreront l'influence de Schlözer que l'on appelait le patron des Slaves, cf. Alfred Fischel, *Der Panlavismus bis zum Weltkrieg*, Stuttgart-Berlin, 1919, p. 34 et le compte rendu anonyme (de Engel) dans *Allg. Literatur-Zeitung* (Iéna), 1798, 15 févr. et les suivants. Le grand ouvrage de R. Haym, intitulé *Herder*, ne nous donne pas de renseignement.

ment convaincu que le moment de la chute définitive de la langue hongroise n'est pas encore venu. Je suis du moins un admirateur fanatique de notre langue maternelle et de tous ceux qui la protègent contre l'oubli final.»* C'est le danger de l'oubli final et du dépérissement irrévocable qui fait que le mouvement pour la langue dépasse le plan de l'enthousiasme esthétique et du patriotisme général provoqués par les traditions classiques et c'est ce qui donne l'élan à une évolution au cours de laquelle l'amour de la race revêtira une forme déjà politique.

C'est ce qu'on doit considérer si l'on jette un coup d'œil sur les premières conquêtes de l'amour de la langue. Le dépérissement de la langue est aussi le dépérissement de la nation, seule la conscience de l'unité indissoluble de la langue et de la nationalité peut expliquer l'enthousiasme avec lequel les écrivains de cette époque défendent le projet de constituer une société savante pour le culte de la langue. Parmi ces écrivains on trouve, en dehors de quelques magnats qui ne sont que des assistants et non pas des mécènes, de pauvres pasteurs protestants et des religieux encore plus pauvres, chassés de leurs cloîtres et vivant aux crochets des autres. Leur horizon et leur influence ne sont pas assez larges pour pouvoir atteindre les régions de la législation et de l'administration. Aux yeux de cette société d'hommes simples, ce fut un honneur et une instruction lorsque le chancelier, le comte Charles Pálffy, félicita Péczeli de sa traduction de la *Henriade*: «Vous avez montré, Monsieur, combien notre langue est riche et qu'aucune des langues ne peut dépasser l'efficacité de ses expressions».** L'idée de «rendre la langue efficace» jointe à l'affection que l'on portait à la nationalité, explique cet enthousiasme infini et cette volonté de sacrifice dont font preuve les prêtres et les professeurs en vue d'ériger l'académie.

* *Orpheus* I, p. 15 et Correspondance de Kazinczy t. I, p. 190.

** A. Takáts, *Péczeli József élete* (La vie de Joseph Péczeli). Nemzeti Könyvtár, t. XXXIX, pp. 39 et 133.

ÉTAT ET NATION

A partir du milieu du XVIII^e siècle, l'idée de l'académie est toujours présente et forme le corollaire permanent des tendances à cultiver la langue.

Ce premier degré du problème de la langue, son fond intellectuel élaboré par les travailleurs intellectuels du pays est donc parti, comme on l'a vu, du mouvement général du rationalisme. La pensée existait déjà avant Joseph II. Sous son règne, et même sans ses décrets, elle aurait été mûre pour pénétrer dans de larges couches de la nation. C'est à ce moment que se transportant avec audace du domaine purement intellectuel sur le plan politique, la pensée rationaliste du culte de la langue et le sentiment innocent de l'amour de la langue deviennent le *problème de la langue*, c'est-à-dire une question politique compliquée qui est capable d'exercer un pouvoir sans borne et d'exciter des haines mortelles et des mouvements pleins d'un feu dévorant.

II

LA LANGUE HONGROISE ET LES MINORITÉS

Lorsque, pénétrés des idées des „lumières“, de bons Hongrois entreprirent la culture de leur langue maternelle, ils ne songeaient pas que leur activité rencontrerait des obstacles au dedans même des frontières hongroises. Mais plus tard, comme leurs idées se répandaient, on s'aperçut que les frontières de la langue et celles de l'État ne coïncidaient pas. On décida alors, justement à cause du caractère culturel de l'idée de la langue, d'étendre le rayon de cette action jusqu'aux frontières de l'État.

Le public cultivé étant très restreint, c'est en premier lieu dans la jeunesse, surtout parmi les lycéens et les étudiants que se répandit l'idée de cette culture de l'idiome. Dans les séminaires catholiques de la Transdanubie et de la Haute-Hongrie, cet esprit eut de l'ascendant jusque sur des séminaristes dont la langue maternelle était l'allemand ou le slovaque. C'est alors, en 1790, que Philippe Wohlgemuth, supérieur général du séminaire catholique de Pest, commence à apprendre le hongrois. Voire il espère qu'au bout „d'un certain temps toute la science sacrée sera enseignée en notre chère langue.“ En même temps, ce prêtre allemand, sachant à peine le hongrois, encourage les théologiens croates, slovaques et allemands à apprendre le hongrois.

Jusqu'alors, on n'avait même pas songé à apprendre le hongrois à des gens d'une autre langue. Le besoin ne s'en faisait pas sentir et cela eût d'ailleurs paru irréalisable jusqu'au moment où le décret de Joseph II, concernant l'usage de la langue, montra qu'il était possible de régler, avec les moyens dont dispose l'État, l'usage même de la langue. De même que les partisans connus du hongrois, dans son décret du 11 mai 1784, il fit constater au conseil de lieutenance hongrois que la nation hongroise était gouvernée en une langue morte, le latin, qu'elle ne comprenait pas. Or, l'usage d'une langue morte montre que le peuple en question

n'a pas encore atteint un degré suffisant de „lumières“; c'est pourquoi il faut introduire une langue vivante. Or, étant donné qu'en dehors du hongrois, l'allemand, l'illyrien et le roumain sont également répandus dans le pays, il est impossible de faire du hongrois la langue officielle. Dans de telles circonstances, c'est l'allemand qui est prédestiné à être langue officielle, étant en même temps la langue de l'administration civile et militaire de la Monarchie. Après toutes ces considérations, l'empereur ordonnait que les autorités centrales adoptassent sans délai l'allemand comme langue officielle, ce que les comitats et les municipalités devaient faire en un an et les tribunaux en trois ans. Chaque fonctionnaire, chaque délégué à la diète devait apprendre l'allemand dont la connaissance était exigée de tous les enfants désireux d'être admis aux lycées. Lorsque la chancellerie hongroise protesta douloureusement contre ce décret qui, selon elle, tendait à anéantir la langue maternelle du peuple hongrois, l'empereur qualifia cette accusation de folie. Il soutint qu'il ne voulait pas détruire par un décret la langue de plusieurs millions d'hommes, mais qu'il avait seulement voulu faire cesser l'usage périmé de gouverner ces millions d'hommes en une langue qui leur fût étrangère, comme le latin.

Il est indubitable que Joseph II parlait sincèrement et nous ne pouvons qu'admirer la puissance de l'idéologie des lumières capable de voiler à ses yeux le fait pourtant bien simple que pour les peuples hongrois, slaves et roumains de la Hongrie, la langue allemande était plus étrangère que le latin même. Dans ce décret de l'empereur, on découvre en germe l'évolution des problèmes concernant l'usage de la langue, telle qu'elle se déroule chez tous les peuples du bassin carpathique: 1^o le point de départ est une bonne intention culturelle, 2^o dans l'intérêt de la réalisation de celle-ci, l'autorité supérieure prend des mesures, ou, s'il est possible, elle donne un ordre qui est en dernière analyse un acte de violence plus ou moins camouflé contre un autre peuple, 3^o l'ordre n'est pas capable d'opérer un changement dans l'usage de la langue, mais il provoque seulement une lutte autour de

la langue et une résistance politique, 4° le peuple contre lequel fut appliqué cet ordre apprend à son tour à s'en servir à l'égard d'autres peuples.

Naturellement, on ne put exécuter le décret de Joseph II. Il provoqua une indignation générale parmi les Hongrois et contribua à détruire les réformes de l'empereur. Mais il eut pour résultat de créer un certain trouble autour de la situation privilégiée du latin et contribua à faire revendiquer par les écrivains hongrois l'usage du hongrois au lieu du latin et de l'allemand. D'un seul coup, la langue sort de sa sphère culturelle, elle devient un moyen politique pour le maintien et, chose curieuse, pour la propagation de la nationalité. Au moment où l'on réussit à écarter le danger causé par la langue allemande, le pasteur protestant Joseph Péczeli, un des partisans des réformes de l'empereur, écrit ceci: „si les écoles avaient enseigné et si les tribunaux avaient jugé en allemand, les Hongrois auraient définitivement disparu du nombre des nations européennes“. Désormais, il faut qu'au lieu du latin le hongrois soit la langue des „choses bourgeoises“ également, ce n'est qu'ainsi que l'on peut espérer le retour à la cause nationale des magnats hongrois germanisés de Vienne, qui, employant la langue du pays, pourraient devenir les Pitt et les Fox de la patrie. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut espérer que „tous ceux qui habitent la Hongrie et la Transylvanie deviendront en une cinquantaine d'années des Hongrois de naissance“.

Nous pouvons à peine suivre la course effrénée de cette idée. Au début elle est encore accablée sous le jugement de Herder qui voulait effacer les Hongrois de la liste des nations européennes. Bientôt après on croit pouvoir réaliser, par une seule mesure d'ordre administratif, la magyarisation des quelques millions de non-Hongrois du pays qui formaient en plusieurs endroits de puissantes taches étrangères. Seules les doctrines du rationalisme furent capables de faire croire aux écrivains qu'un tel changement était possible et de leur faire voir un futur État national hongrois dans cette Hongrie en piètre état, où, depuis trois siècles, les Hongrois

n'avaient pas même d'autonomie complète à l'égard de Vienne. Tous les poètes élevés dans l'esprit rationaliste rêvent de ce pays idéal. Le piariste Nicolas Révai voit déjà l'époque où, grâce à l'enseignement, les Slovaques, les Serbes, les Roumains et les Allemands deviendront volontiers hongrois et seront des Hongrois „adoptifs“ à côté des Hongrois de naissance. Kazinczy écrit en 1790 que si l'on introduit le hongrois à la place de l'allemand, „l'étranger deviendra hongrois ou bien il mourra de faim; nous progresserons à vue d'oeil dans nos études, les enfants hongrois auront des maîtres hongrois et l'artisanat, les sciences s'épanouiront tout comme en Allemagne lorsque celle-ci, abandonnant la langue morte latine et le français étranger, commença à rédiger ses livres dans sa propre langue. Pour arriver à ce but il est nécessaire tout d'abord que dans les écoles l'enseignement de la jeunesse se fasse en langue hongroise.“

Dans ce domaine il est impossible de ne pas tenir compte de la population non-hongroise qui vit dans le pays, question qui, à l'époque où l'administration et l'enseignement se faisaient en latin, ne paraissait pas constituer un problème politique essentiel. Ce qui intéresse Kazinczy, c'est le degré de civilisation et non la nationalité, et chaque fois qu'il parle de celle-ci il le fait du point de vue culture, la plus haute valeur du siècle des lumières. Selon lui on ne peut la pratiquer que dans la langue du pays qu'elle doit représenter: française en France, allemande en Allemagne et hongroise ici. A cette époque on ne connaissait que les frontières d'État; les frontières linguistiques et ethniques étaient inconnues. Sur les territoires pris à l'Allemagne la Révolution française entreprend ouvertement de franciser. En 1793, le commissaire de la Convention proclame que dans l'intérêt de la civilisation, c'est à dire de la liberté, il est de son devoir de „franciser l'administration“. Pour que leurs voisins puissent jouir des bienfaits de la liberté, les représentants de la Révolution veulent conquérir et franciser les pays limitrophes. Dans l'intérêt de la liberté, ils dissimulent ces annexions sous le couvert du plébiscite qui commence déjà à

cette époque à être à la mode pour justifier les changements territoriaux projetés ou même exécutés. A la demande d'un de ses généraux, le gouvernement français envoie au plébiscite de Savoie 19.000 soldats „afin de conserver au parti populaire la prépondérance que nous lui désirons“.¹ L'essentiel est que tous les peuples puissent arriver à la civilisation — c'est à dire, dans l'esprit français, à la liberté — et pour arriver à ce but il n'existe pas de frontières ethnique et l'intervention armée peut être nécessaire.

Les écrivains hongrois partagent cette façon de penser, mais les moyens qu'ils préconisent, quand ils préconisent des moyens, sont plus modestes, presque enfantins; ils se bornent le plus souvent à formuler de vagues souhaits. En 1790, le poète Bacsányi, qui devait plus tard s'attacher à Napoléon, pense que le moment est venu pour solliciter du bienveillant empereur Léopold l'introduction de la langue hongroise „maintenant ou peut-être jamais“ afin que „notre langue ne puisse être étouffée par toute cette populace qui afflue sans cesse dans notre patrie“, (il entend par là les Souabes). Selon Kazinczy les débuts sont toujours modestes. Il y a deux ou trois comitats dans les montagnes de Slovaquie où les nobles ne parlent même pas le hongrois latinisant. Il pense pouvoir y remédier en envoyant en Haute-Hongrie des jeunes nobles de la grande plaine pour qu'ils se mêlent par mariages aux familles de la région. Pour lui aussi l'essentiel est de donner aux enfants non-hongrois un enseignement hongrois qui fera de la langue hongroise la première langue et la langue commune de tout le pays. Le gouvernement de Vienne emprisonna pour des années ces deux poètes, partisans de la liberté, qui ne voyaient pas très clairement où leur programme de magyarisation et la résistance des populations non-hongroises allaient aboutir. Ils planaient à leur aise dans le monde harmonieux de l'esprit, mais ni eux ni les penseurs occidentaux, leurs contemporains, ne prévoyaient qu'un jour la question de la langue les entraînerait hors de

¹ Johannel op. cit. pp. 98, 100—1.

ce domaine dans les champs sanglants de la politique et de la domination.

L'an 1790 servit, en Hongrie, de préface à „l'époque des réformes“ qui plus tard, à partir de 1825, sera dirigée par Széchenyi, Deák, le baron Eötvös et Kossuth, tous sincèrement dévoués aux idées de liberté basée sur la morale, d'égalité naturelle des hommes et de dignité humaine. Le premier d'entre eux, Széchenyi, se rendit compte de l'opposition qu'il y avait entre l'idéal de liberté représenté par la réforme libérale hongroise et la propagation de la langue et de la nationalité hongroises. Ce fut lui qui, dans son discours à l'Académie, en 1843, cria „halte“ aux partisans de la magyarisation. Son exemple fut suivi par François Deák et Eötvös qui, dans une vaste oeuvre philosophique, chercha à concilier les notions de nationalité, liberté et égalité. Par la loi sur les nationalités, promulguée en 1849 au Parlement de Szeged, Kossuth offrit aux non-Hongrois l'égalité absolue. Mais l'esprit européen s'était déjà engagé sur la voie du nationalisme qui, reléguant à l'arrière-plan les autres nationalités, passa de la „soif des lumières“ à l'„étatisme“. Cette évolution fut plus forte que Széchenyi et ses collègues et entraîna les Hongrois puis les non-Hongrois, à travers toutes les phases de ce développement national, de la civilisation à la violence politique et administrative et au conflit militaire. La logique des faits les entraîna sur le même chemin, au bout duquel on a tout droit de constater aujourd'hui la faillite totale du nationalisme du XIX^e siècle.

2

C'est au cours du deuxième quart du XIX^e siècle que la résistance des peuples non-hongrois du pays se développa contre l'usage de la langue hongroise dans l'administration et l'enseignement. Ces peuples avaient parcouru les mêmes étapes menant au nationalisme. Chez eux aussi, la nationalité moderne prenait sa racine dans la culture et la première mention en apparaît partout dans des œuvres littéraires

des ecclésiastiques. Mais, tandis que le passé politique de la Hongrie et le fait que ce pays a été fondé et administré par des Hongrois constituaient de grands avantages pour ce peuple, les Roumains et les minorités serbes et slovaques n'avaient aucune tradition politique susceptible de servir de cadre à leur nationalisme naissant. Pourtant, chez eux aussi, le nationalisme passa irrésistiblement du domaine de la culture à celui de l'État. Faute d'un État réel, ils durent se contenter de prétentions chimériques. Ils brossèrent tout d'abord des tableaux historiques splendides, pour prouver leur grandeur dans le passé.

Ces tableaux étaient naturellement hungarophobes, puisque d'après ces légendes, la grandeur et la liberté de l'antique État roumain ou croate auraient été mutilées et détruites par l'envie des Hongrois, par la fondation injuste et le maintien par la force de l'État hongrois. Les Slovaques et les Serbes n'eurent au début aucun talent pour créer de telles constructions historiques. Ils n'avaient jamais eu d'existence nationale propre dans la région carpathique, et d'ailleurs ils étaient trop tardivement arrivés en Hongrie pour pouvoir créer de telles légendes. Ces peuples s'unirent ultérieurement à leurs parents habitant en dehors du pays.

L'origine occidentale et latine de ce phénomène nationaliste est attestée par le fait que l'évolution roumaine ne commence et ne devient consciente qu'au moment où l'Église roumaine uniate se forme en Transylvanie. Par suite de l'union, il fut possible de former une classe intellectuelle, libre et cultivée, dans un peuple qui ne comprenait jusque-là que des serfs, et des nobles souvent magyarisés. Les prêtres uniates roumains furent affranchis des obligations des serfs, comme l'étaient depuis un temps considérable les prêtres catholiques et les pasteurs protestants. L'Église catholique leur ouvrit les séminaires de Rome et des pays occidentaux. Cette nouvelle couche ecclésiastique fit les premiers pas vers la formation d'un nationalisme moderne sous Marie-Thérèse déjà. Dans les écrits de Samuel Klein-Micu, qui

était alors évêque de Fogaras,* on trouve déjà la thèse de l'origine dace des Roumains, cette croyance dont l'importance politique dure encore, d'après laquelle les Roumains sont le peuple le plus ancien de la Transylvanie.

Ces prêtres uniates s'affranchissent consciemment de l'influence russe qui dominait alors l'Église orthodoxe grecque. Dans sa grammaire roumaine, composée en 1780, Samuel Klein-Micu sépara la langue et l'orthographe roumaines de la langue liturgique russe; les premiers dictionnaires, paraissant à cette époque, soulignent les éléments latins de la langue roumaine. On développa sentimentalement une science nationale roumaine, fondée sur un principe occidental et latin.

D'abord en bons termes avec la hiérarchie et la noblesse hongroises, les religieux basilistes de Balázsfalva vivaient dans les maisons d'évêques et de comtes hongrois dont ils acceptaient l'appui. Ils travaillaient régulièrement comme censeurs et correcteurs des Presses Universitaires de Bude. Klein-Micu, Georges Şincai et Pierre Major composèrent, l'un continuant l'autre, à la fin du XVIII^e siècle et dans les premières décades du XIX^e, le *Lexicon Budense*, l'*Istoria Românilor*, l'histoire de l'Église roumaine, le premier manuel d'économie roumain, destiné aux classes. Prenant pour base la langue, ils inventèrent le passé politique nécessaire à leur nationalisme. Déjà dans l'introduction de la grammaire de Klein-Micu, composée en 1780, Şincai constate que le roumain est une langue daco-romaine, soeur de l'italien. D'autre part ils se réclamèrent d'une chronique hongroise découverte en 1746, dont l'auteur anonyme du XIII^e siècle, en racontant l'histoire de la conquête du pays, écrivait que le duc hongrois Tuhutum, arrivé en

* Nous avons employé les noms de lieu historiques hongrois, comme c'était habituel dans le passé. Les nouvelles variantes de ces noms se trouvent dans l'annexe.

Transylvanie, tomba d'accord avec les Roumains trouvés dans cette province sur l'occupation de cette partie du pays qu'il ne tarda pas à effectuer. Sincai et Major utilisèrent ces éléments pour reconstruire le passé lointain de leur peuple. Les ancêtres des Roumains sont d'une part le peuple puissant des Daces, d'autre part les légions de l'empereur Trajan, envoyées en Transylvanie. L'élément dace et l'élément latin donnèrent naissance au peuple daco-roumain, population indigène de la Transylvanie qui, malgré les orages de la grande migration, demeura entre les montagnes de la Transylvanie, conclut un véritable accord politique avec le duc Tuhutum et accueillit les Hongrois dans son pays, quasi comme des nouveau-venus. Il est naturel que cette théorie construite par les meilleurs esprits roumains ait joué le même rôle dans l'évolution nationaliste que l'État historique réel des Hongrois. Les Roumains eurent ainsi un idéal politique qu'ils cherchèrent à réaliser à tout prix, et cela contre les Hongrois qui, auparavant nouveau-venus, sont devenus leurs maîtres, en les réduisant au servage. Parti de la théorie daco-roumaine et du récit du chroniqueur anonyme, le nationalisme roumain apparaît comme une revendication, quittant le domaine culturel pour celui de la politique.

Pour les Slovaques et les Ruthènes, peuples slaves du Nord, habitant la Haute-Hongrie, le chemin du nationalisme fut beaucoup plus difficile. L'immigration ruthène ne commença qu'au XIV^e siècle. Les Ruthènes ne purent donc pas former, avant le XX^e siècle, de nationalisme à eux. Comme Hongrois de langue ruthène, ils acceptèrent l'évolution hongroise. Mais, par suite de leur langue et de leur religion, une partie de leurs prêtres subit l'influence russe et se joignit à différents mouvements panslavistes, grand-russes et ukrainiens.

Parmi les Slovaques, la situation, était différente. Ils habitaient le pays déjà avant la conquête hongroise, mais ne formèrent jamais d'unité politique ou administrative. Ils vécu-

rent toujours sous l'administration des comitats, mêlés aux Hongrois et aux Allemands ou vivant dans leur voisinage. Leur évolution spéciale fut entravée aussi par l'influence séculaire de la culture tchèque, influence instaurée par les hussites établis au XV^e siècle dans la Haute-Hongrie et fortifiée plus tard par les protestants tchèques et moraves réfugiés en Hongrie, lors des persécutions religieuses de Bohême. La langue du culte luthérien, des Bibles et des cantiques des Slovaques fut l'ancien tchèque ecclésiastique que le nationalisme dut plus tard écarter, ainsi que firent les Roumains avec le russe de l'Église. Là, aussi, le travail fut commencé par des prêtres. Les premiers qui découvrirent la valeur de la langue vulgaire slovaque furent Georges Fándly, prêtre catholique et Antoine Bernolák. Ce dernier, dans ses ouvrages de linguistique, à partir de 1787, et dans son grand dictionnaire slovaque-tchèque-latin-hongrois, paru en 1825, choisit le dialecte slovaque de la région de Nagyszombat, (Trnava en slovaque), pour en faire une langue littéraire. Cette tendance catholique slovaque n'était pas à l'origine hostile aux Hongrois et ses adeptes tenaient la connaissance de la langue hongroise pour également nécessaire. Mais, là aussi, sous l'influence de Rousseau, la conception du *Contrat social* hantait les esprits. On soutenait que les Hongrois établis dans le pays s'étaient unis aux Slovaques indigènes par une espèce de contrat.

Quant aux Slovaques luthériens, ils subirent une nouvelle influence des Tchèques. Les érudits tchèques de la fin du siècle, Dobrowsky, Jungmann et les autres, voulurent s'appuyer sur l'idée panslaviste et sur l'État russe, afin d'écarter l'influence allemande. Parmi ces érudits, Hanka donna à son peuple une série de tableaux mensongers reflétant un merveilleux âge héroïque, conçu dans l'esprit du romantisme. On sait qu'il commit une supercherie avec les manuscrits de Königinhof. La linguistique slave et l'ethnographie ont été fondées par Safárik, d'origine slovaque, tandis que Palacký composa une histoire des Tchèques, romanti-

que toujours, mais ayant déjà une valeur scientifique. Le nationalisme tchèque était déjà vigoureux lorsque les luthériens slovaques s'attachèrent à ce mouvement. Jean Kollár, pasteur luthérien de Pest, était à leur tête. A l'exemple de ses confrères tchèques, il était en bons termes avec le gouvernement de Vienne et camouflait son panslavisme sous des rapports littéraires entre les peuples slaves. La „réciprocité“ slave, dite „wzajemnost“, est — selon lui, — une des plus belles fleurs de la culture des peuples slaves multiples. En 1830, il consacra au „wzajemnost“ une étude spéciale en langue allemande: il réclamait pour tous les peuples slaves la fondation de librairies, de grammaires, de chaires d'universités en langue slave, de revues littéraires, des bibliothèques, des recueils de chansons populaires et de proverbes, une orthographe unifiée. Ce programme est identique à celui des frères Grimm et du romantisme allemand. Grâce à la linguistique et à l'ethnologie, la conscience ethnique se fortifie et remplace chez les Slovaques, quelque peu attardés, les idées des lumières du XVIII^e siècle. On voit déjà se dessiner le but politique, dirigé contre les Hongrois.

D'après Kollár et tous les partisans du panslavisme culturel, la véritable patrie est dans la langue et le peuple, et non dans les frontières, à l'intérieur desquelles les Slaves furent contraints de s'établir par la fatalité et par la méchanceté des Allemands et des Hongrois. La mère-patrie slave possède un territoire illimité, son domaine est toujours éclairé par le soleil, étant donné que les frontières du peuple slave s'étendent de l'Adriatique à l'Oural, de la Baltique au Tatra et aux Balkans. Les fils d'un petit peuple vivant à l'intérieur de frontières rétrécies n'ont pas oublié la grandeur de leur pays qui les remplit de joie et d'enthousiasme. Mais ce nouveau sentiment slave n'est pas sans mélancolie lorsqu'il songe au passé: les Allemands, les Francs et les Danois ont assimilé un peuple de 60 à 80 millions d'âmes, ainsi que firent „les Espagnols avec les Péruviens“. Mais, en même temps, confiant dans la parenté

slave toute puissante, ce nationalisme engage une lutte aveugle contre ceux qui, grâce aux circonstances, à la conquête ou peut-être à leur talent politique, les avaient précédés dans la création de leur nationalité. Se réfugiant dans le monde des livres et se contentant du slavisme intellectuel, Kollár écrivit son ouvrage en allemand pour ses protecteurs viennois et pour l'Europe de la réorganisation pacifique. Mais auparavant il avait publié un recueil de sonnets, dans lesquels la déesse Štura punit les Allemands et les Hongrois, ennemis des Slaves. Nous sommes ici en présence d'un slavisme d'une violence farouche, qui pénètre dans le domaine politique: tel un déluge, dit-il, le fleuve slave inondera le monde, la langue des méprisés retentira dans les châteaux allemands, sur les rives de l'Elbe et de la Seine, la Panslavie s'étendra jusque parmi les Britanniques et les Grecs, des monts des Géants à l'Oural, du Tatra aux Montagnes noires. Bien que l'ennemi principal soit l'Allemand, — «ce peuple de l'Antéchrist», — on réserve une haine et une vengeance non moins grandes aux Hongrois qui ont jadis brisé le grand empire morave de Svatoplouk et subjugué les Slaves. Dès sa naissance, le nationalisme slovaque, à tendance tchèque, se basa sur une interprétation sentimentale et fantastique de l'histoire, pour exiger la dislocation du vieil État hongrois. C'était de mauvais présage pour les relations hungaro-slovaques des cent années suivantes.

Au début du XVIII^e siècle, dès l'immigration des Serbes, ce peuple se rapprocha de la politique russe. L'Église orthodoxe serbe et son chef, le patriarche de Karlovitz, s'attachèrent aussi bien à la liturgie qu'à l'orientation politique des Russes. Un moine serbe, nommé Dossitij Obradovič, travaillant dans l'enseignement public, essaya de réaliser dans son peuple le programme des „lumières“ hongroises et allemandes. Puis, le poète grand-serbe, Vuk Stefanović Karadžić, selon les principes du romantisme allemand, recueillit les chansons populaires serbes, dont la fraîche beauté eurent un ascendant même sur Goethe.

Sa grammaire serbe fut traduite en allemand par Jacques Grimm. Dans cet ouvrage, Karadžić simplifia l'alphabet cyrillique et introduisit une nouvelle orthographe. C'est ainsi que la langue littéraire serbe a été élaborée en territoire hongrois. Les innovations de Karadžić furent interdites non seulement par le clergé orthodoxe, mais encore par la nouvelle principauté serbe. Les premiers livres sont sortis des Presses Universitaires de Bude, leurs auteurs furent en bons termes avec les écrivains hongrois, tant que le nationalisme culturel ne pénétra pas dans le domaine politique. Cette nouvelle tendance contribua, bien entendu, à constituer l'union nationale des Serbes vivant tant en territoire hongrois que sur le territoire occupé par les Turcs.

Le nationalisme appelé aujourd'hui „yougoslave“, n'est pas une invention des Serbes qui vivaient pour la plupart sous la domination turque, mais des Croates. Ceux-ci, dès qu'ils furent soumis à la domination hongroise, à la fin du XI^e siècle, jouirent, comme l'un des pays attachés à l'État hongrois, d'une autonomie spéciale et d'une évolution à part. Les Ordres croates eurent leur diète régionale et leur administration intérieure autonome. Ils étaient dirigés par le ban de Croatie, leur plus haut dignitaire nommé par le roi de Hongrie qui lui accordait en même temps l'une des plus hautes fonctions de la couronne hongroise, avec le titre de *baro regni*. Les délégués de la diète régionale représentaient leur pays à la diète hongroise. Les hauts barons croates étaient généralement propriétaires en Hongrie aussi et considérés comme membres de l'aristocratie hongroise. Grâce au Code Tripartite de Werbőczy, la noblesse croate avaient les mêmes droits que la noblesse hongroise. Le serf croate participait également au sort du serf hongrois, mais il se révoltait plus fréquemment. Cette coexistence hungaro-croate et l'autonomie des Croates peuvent être tenues pour exemplaires. Les diètes hongroises respectèrent toujours l'autonomie des Croates. Cette situation fut modifiée par la naissance de l'idée nationale, mais

le gouvernement de Vienne y contribua aussi de bonne heure par ses interventions. Pour entraver les mouvements hongrois, le prince Kaunitz appliqua déjà le principe *divide et impera*. Les Croates semblaient extrêmement aptes à être opposés aux Hongrois, étant une nation politiquement mûre et qui avait été pendant plusieurs siècles le compagnon d'armes des populations de Styrie et de Carniole, dans la défense contre les Turcs.

Les premières disputes entre Croates et Hongrois apparurent au début du XIX^e siècle; à propos de certaines innovations, les délégués croates souhaitèrent que la diète hongroise n'établisse pas de lois qui puissent contredire au droit régional croate. Ils protestèrent par exemple contre l'émancipation des protestants, car les lois croates ne les toléraient pas sur leur territoire. Ils protestèrent ensuite contre l'usage du hongrois comme langue de l'État et de l'enseignement. La diète hongroise crut faire cesser leurs craintes en ajoutant à ses lois les mots: *intra limites regni*, exprimant par là qu'elles n'étaient pas valables en Croatie, mais seulement à l'intérieur de la Hongrie proprement dite. Mais les membres du gouvernement de Vienne encouragèrent ouvertement les hungarophobes, puis ils prirent fait et cause pour le mouvement dit illyrien. Son pionnier, Louis Gáj, appliqua l'orthographe tchèque à la langue croate, conformément à l'idéal panslaviste, pour que les Tchèques et les Polonais puissent également lire la littérature croate. En 1830, il écrivait à Šafařík qu'à son grand regret, un „magyarisme funeste“ avait pénétré parmi les Croates et „en ce qui concerne l'avenir de mes projets anti-hongrois, je ne peux avoir confiance que si l'on réussit à introduire l'orthographe“. Gáj fut l'objet d'une très haute distinction de la part de gouvernement de Vienne, juste au moment où l'on incarcérait Kossuth. La plupart des mouvements nationaux d'Europe centrale partirent d'en-bas, seul l'illyrisme reçut au départ l'approbation suprême de Vienne. Les compagnons de Metternich étaient persuadés que le mouvement des réformistes hongrois tendait à

affaiblir les rapports de la Monarchie avec la Hongrie. C'est pour y remédier qu'ils prêtèrent leur appui aux Illyriens. Pourtant, le mouvement de Gáj allait déjà au-delà de ce qu'espérait le gouvernement de vieillards de Vienne puisqu'il voulait séparer la Croatie non seulement de la Hongrie, mais encore de la Monarchie.

Chose curieuse, ce mouvement, propagé et accueilli par des Croates, ne se contenta pas du peuple croate, numériquement faible, il voulut unir tous les Slaves du Sud dans l'empire illyrien qui aurait compris la Croatie, la Dalmatie, la Hongrie du Sud, la Styrie du Sud, la Carinthie, la Carniole, la Bosnie, le Monténégro, la Serbie et la Bulgarie, qui étaient soumis à cette époque en partie à la Turquie, en partie à l'Autriche et à la Hongrie. Cette conception politique était tellement exubérante qu'elle n'hésitait pas à forcer les Hongrois, les Albanais, les Grecs, les Roumains et les Turcs à entrer dans le nouvel empire. Au cours des mêmes années, un certain Garašanin, chef des affaires intérieures de la principauté serbe occupée par les Turcs, préparait un autre projet concernant l'empire serbe auquel il rattachait également la Bosnie, la Bulgarie, l'Albanie et, pour le moment, en attendant l'annexion, il exigeait des rapports intellectuels étroits avec les Serbes de la Sirmie, de la Bácska et du Bánát, territoires hongrois. Les années, en apparence calmes, qui précédèrent 1848, préparaient déjà les événements de notre génération. La chanson des Illyriens: „tire le sabre, frappe le Hongrois, c'est ce que la nation exige de nous“, faisait prévoir la rupture de la Croatie d'avec la Hongrie. Dans l'opposition des rêveries de Gáj et des projets secrets de Garašanin, se dessinait la fin sanglante du nationalisme yougoslave: la tragédie serbo-croate.

Tout ce mouvement dépassait la volonté et la force des hommes. Il ne s'agissait pas seulement de la Hongrie ou de l'Autriche. Le mouvement gagna l'énorme territoire situé entre la Baltique et le Péloponèse, habité par plus d'une douzaine de nations mêlées les unes aux autres. C'est l'idée nationale qui fit de ce territoire la zone la plus dangereuse

pour la paix aux XIX^e et XX^e siècles. La même idée nationale s'infiltra dans toutes les nations sommeillantes et, dès qu'elles s'éveillèrent, chacune dut affronter sa voisine, sa compagne séculaire. L'idée nationale transforma des voisins paisibles en ennemis mortels. Ce qui est étonnant, c'est qu'au prix de solutions provisoires, la catastrophe put être retardée jusqu'à la grande guerre. Les Ordres hongrois cherchaient toujours à forcer le gouvernement de Vienne à faire du hongrois la langue de l'administration et de l'enseignement, mais c'était là une question de peu d'importance, car, étant donné la mauvaise qualité de l'enseignement et de l'administration, une telle loi eût été inapplicable. Les Hongrois croyaient que s'il devenaient un État indépendant, la conquête à la langue hongroise des non-Hongrois vivant dans le pays s'en suivrait tout naturellement. Ils croyaient à un rêve, mais en le poursuivant, ils offensèrent indubitablement les prétentions naturelles des autres peuples. Et ceux-ci réagirent très vivement contre cette lésion culturelle. A partir de 1830, c'est autour de ce problème que se développa contre les prétentions oppressives des Hongrois une littérature polémique, presque entièrement rédigée en langue allemande, du moins au début. Tous ces peuples formaient en outre des projets relatifs au démembrement de la terre des aïeux, leur patrie commune. Seul Széchenyi, comme une Cassandre, comprenait le sens de ces choses et prévoyait leur évolution future. Les autres Hongrois ne reconnaissaient pas l'impossibilité des rêves qu'ils poursuivaient dans le domaine linguistique. Les Croates n'apercevaient pas le poignard caché dans la main serbe. Le gouvernement de Vienne ne voyait de danger que dans les mouvements libéraux, c'est-à-dire chez les Hongrois et les Italiens; il augmenta les autres au contraire, artificiellement. Le gouvernement de Vienne était loin de penser que tous les petits peuples suivant leurs instincts profonds se tourneraient contre lui. Tous ces petits peuples, qui commençaient par fixer l'orthographe de leur langue (ce fut la première manifestation de leur nationalisme), se sentirent en

effet rapidement appelés à créer leur propre État national, sans considérer s'il était possible de réaliser ces divers États au milieu de peuples mêlés et secoués depuis des siècles, dans la zone mixte de l'Europe carpathique.

Un seul État comprit la situation. Depuis le partage de la Pologne, les hommes d'États prussiens s'étaient rendu compte que derrière la phraséologie intellectuelle et cultivée du nationalisme se cachait la violence et pour en prévenir les effets, ils furent les seuls à recourir à la violence. Aussi, dès la fin du XVIII^e siècle, l'État prussien mit la main sur les domaines polonais et força les écoles à enseigner la langue allemande. Dans le bassin carpathique on n'eut pas, avant bien longtemps, recours à de pareils moyens. Mais, plus les peuples mûrissaient dans le nationalisme, plus ils tendaient à la réalisation de leurs buts de domination.

3

En 1848, l'idée de nationalité quitta soudain le domaine culturel. Sans aucun préparatif, le bassin carpathique retentit du bruit des armes. Dans les conflits armés, se manifesta brusquement le nationalisme exacerbé de chacun des peuples. Ayant abandonné les exigences culturelles, on visa exclusivement des buts politiques avec lesquels une seule forme de gouvernement était compatible. Au début, la Hongrie ne combattait pas pour son existence politique, mais pour une forme libérale et démocratique que lui permettait l'ancienneté de son État. Au cours du printemps 1848 elle réussit à obtenir de Vienne un gouvernement parlementaire, indépendant, de type occidental. Mais la réaction viennoise, dirigée par Bach et le prince Schwarzenberg, après la démission de Metternich, redoubla. Craignant la sécession définitive de la Hongrie et par suite l'affaiblissement de la monarchie des Habsbourg, elle excita les nationalités non-hongroises contre les Hongrois libéraux. Elle envoya contre eux une armée d'Autrichiens, de Croates et de Slovaques que les „honvéd“ de Görgey repous-

sèrent. C'est alors que la réaction viennoise demanda l'intervention russe. Les armées de Paskievitch défirent la Hongrie libérale et soumirent de nouveau les Hongrois à Vienne, paralysant ainsi leur action vis à vis des nationalités non-hongroises.

Celles-ci, au cours du printemps de 1848, grâce aux lois de Presbourg du mois d'avril, établies par les Hongrois, avaient bénéficié de droits libéraux que leur accordait un système parlementaire démocratique et avaient été affranchies de leur condition de servage. La diète hongroise, en votant toutes ces lois, n'avait fait aucune distinction entre les minorités qui, au début, qu'elles soient slovaque, roumaine ou allemande accueillirent avec la même joie la nouvelle de l'affranchissement. Le fait que la diète avait exigé la connaissance de la langue hongroise comme condition de droit électoral—conformément au caractère gouvernemental du nationalisme hongrois — n'eut aucune influence sur l'évolution du conflit. Ce fut avec ses agents et ses régiments stationnés dans le pays que la réaction de Vienne essaya d'organiser les nationalités à l'appui desquelles elle voulait liquider l'État autonome et les institutions libérales des Hongrois pour rétablir l'empire absolu et homogène d'Autriche. Dans les tendances séparatistes des nationalités, Vienne ne voyait aucun danger pour la Monarchie et elle décida — ce qu'elle fit d'ailleurs — de faire cesser le mouvement hongrois en utilisant les nationalités qu'elle priva ensuite de leurs droits.

On réussit d'abord à gagner à la monarchie centraliste Jelačić, ban de Croatie, qui, copiant dans ses moindres détails le mouvement de l'indépendance hongroise, dénonça les liens qui unissaient son pays au gouvernement hongrois et décida la réunion d'une diète autonome croate-dalmate-slavonne-fiuméenne qui aurait tenu ses assemblées tantôt à Zagreb, tantôt à Osijek (en hongr. Eszék), Fiume ou Zara. Le ministère croate indépendant aurait uniquement dépendu de Vienne, au lieu de dépendre de Presbourg et de Pest. Jelačić occupa en même temps Fiume, qui jusque-là



Joseph Jelačić ban de Croatie

D'après la lithographie de Joseph Kriehaber. Vienne, 1848



Le baron Joseph Eötvös
Photographie de Canzi et Heller à Pest



LE HONGROIS, LANGUE D'ÉTAT

appartenait à la Hongrie, la zone maritime hongroise et la Sirmie et refusa l'obéissance au nouveau gouvernement hongrois et à l'archiduc-palatin Étienne. Afin de chasser le gouvernement libéral hongrois, il fit une irruption armée dans le pays puis, ayant subi une défaite aux environs de Székesfehérvár, se retira en direction de Vienne. Au bout de quelques mois on dut donc constater que le nationalisme croate voulait se détacher entièrement de la Hongrie et prendre part à sa destruction.

Au début, les Serbes étaient disposés à s'entendre pacifiquement avec les Hongrois qui leur offraient des libertés publiques d'esprit libéral. Mais, aux yeux des milieux serbes de Belgrade, le moment était venu de réaliser les aspirations territoriales de Garašanin, ministre d'Alexandre Karageorgevitch. En rompant les pourparles hungaro-serbes, les agents de Belgrade, propagateurs de la conscience grande-serbe, formèrent, des territoires de la Sirmie, de la Bácska, du Banat et du comitat de Baranya, un voïvodat serbe indépendant, sous la direction du patriarche et du voïvode des Serbes et offrirent immédiatement aux Croates une union (ils revinrent donc à l'idée ancienne de l'État yougoslave). L'influence du gouvernement serbe de Belgrade sur les Serbes de Hongrie et l'éveil des sentiments hungarophobes de ceux-ci furent extrêmement favorisés par le consul du gouvernement de Vienne à Belgrade. Le lieutenant-colonel impérial Mayerhofer qui affirmait hautement le loyalisme du gouvernement de Karageorges pour Vienne, prépara l'irruption de 10 à 12.000 mille Serbes armés en territoire hongrois et l'appel aux armes des Serbes de ce pays. Contre les pillards serbes, les Allemands des territoires mixtes hungaro-serbo-allemands, des Souabes immigrés au XVIII^e siècle, se rangèrent aux côtés des Hongrois et obligèrent les Serbes à quitter le pays. La lutte fut acharnée. Le général des „honvéd“ hongrois, un officier d'origine serbe nommé Damjanich, déclara qu'il n'aurait de cesse qu'il n'exterminât tous les Serbes et qu'il se donnerait ensuite la mort. Après la défaite de la guerre

de la liberté, il fut exécuté par les Autrichiens; il fut l'un des treize généraux qui tombèrent à Arad. Depuis, les partisans du nationalisme serbe ne se résignèrent qu'en apparence à faire partie de l'État hongrois.

Entre Roumains et Hongrois les relations devinrent plus sanglantes encore. Au début, les Roumains essayèrent de négocier avec les Hongrois et se contentèrent de la reconnaissance d'une nation roumaine à part, d'une représentation à la diète hongroise, d'une administration et d'écoles de langue roumaine, d'une assemblée nationale annuelle. C'est-à-dire d'une autonomie peu précise dans le cadre de la Transylvanie et de la Hongrie. Mais ils rappelèrent bientôt leurs délégués envoyés au parlement de Pest. Le régime garde-frontière roumain de Naszód, qui faisait partie des troupes impériales, et était placé sous le commandement de Vienne, refusa d'obéir au gouvernement de Pest; puis une nouvelle assemblée nationale roumaine demanda l'extension de la constitution autrichienne à la Transylvanie. Dans le conflit, les Roumains et les Saxons de Transylvanie combattirent sous le chef militaire impérial contre les Hongrois. Il y eut pourtant quelques tentatives de conciliation hongaro-roumaines. Ce furent surtout les émigrés de la révolution libérale de Bucarest, fuyant devant les Russes, qui jouèrent le rôle d'intermédiaires entre Kossuth et les insurgés roumains en faveur de la liberté commune. Janku et Dragoş, ce dernier au nom de Kossuth, comme membre roumain du parlement hongrois, tombèrent d'accord sur la reconnaissance des droits roumains par le parlement hongrois, du hongrois comme langue d'État, de l'administration roumaine des comitats à population roumaine, de leur garde nationale et de leurs écoles. Mais la lutte dégénéra en persécution sanglante, au cours de laquelle, négligeant complètement l'élément hongrois, on projeta d'établir un État roumain indépendant en rapport plus ou moins étroit avec la monarchie habsbourgeoise. Cette conception reposait sur la théorie fictive de la continuité daco-roumaine. Les paysans roumains exterminèrent les familles de seigneurs terri-



ens, pillèrent et incendièrent Nagyenyed et autres villes. Les cours martiales hongroises de leur côté ne furent pas avaries en sentences de mort. C'est ainsi que l'on exécuta Étienne Louis Roth, pédagogue et chef spirituel des Saxons, qui avait facilité les mouvements stratégiques des impériaux. Du reste, Roth professait depuis longtemps que le peuple hongrois n'était pas apte à former un État, car il était trop petit pour cela et trop mêlé à d'autres peuples. Son sort consisterait donc à suivre un des grands peuples voisins, comme la lune suit le soleil. Le peuple saxon qui comptait 200.000 âmes, ne voulait pas non plus demeurer dans le cadre de la Hongrie libérale. Sont but final était une assimilation à l'empire viennois des Habsbourg, ce qui les poussa à se ranger aux côtés des Roumains contre les Hongrois. Ils étaient persuadés que les Roumains s'adaptèrent à la monarchie habsbourgeoise plus aisément que les Hongrois.

En 1848, le mouvement slovaque était encore à l'état embryonnaire. Le passé historique ne fournissait aucun prétexte à des revendications historiques et l'accord avec les Tchèques n'était pas encore réalisé. Les foules vivaient alors dans le cadre de l'État hongrois et, suivant ses traditions, combattaient dans l'armée hongroise, comme auparavant au commencement du XVIII^e siècle lors du soulèvement de Rákóczi. Mais la mince couche intellectuelle dans laquelle s'éveilla la conscience culturelle slovaque, et qui, sous la conduite du professeur Štur, s'opposa pendant des années à la langue et à l'influence culturelle des Tchèques, tout en continuant à former la langue et la culture slovaques indépendantes, se lia au début, en 1848, au mouvement national tchèque, sans réserve. Celui-ci ignorait encore quel serait son propre chemin. La seule opinion commune à tous les Tchèques, c'était de ne pas devenir une partie du grand empire germanique. Ils refusèrent donc de prendre part à la diète de Francfort. Palacký, le chef tchèque, demeura fidèle à l'Autriche et, conformément à son austro-slavisme, il milita en faveur d'un empire slave sous les Habsbourg, avec cessation des influences alle-

mande et hongroise. Mais le congrès slave de Prague tenta en vain d'unir les Slaves d'Autriche et de Hongrie sous le drapeau du panslavisme et de la liberté. L'armée autrichienne réprima le mouvement révolutionnaire de juin à Prague, mais les Tchèques, qui entrèrent alors au parlement autrichien, ne cessèrent de travailler, sous le voile de la fidélité à la dynastie, à la slavisation de l'Autriche. Štur et ses compagnon, Hurbán et Hodža, prirent part au congrès de Prague, mais ils protestèrent contre les tendances tchèques qui, en se référant au grand empire morave, sollicitaient l'attachement des Slovaques à la Bohême. Hurbán déclara qu'ils ne cherchaient qu'une protection contre les Hongrois, mais qu'ils n'avaient pas l'intention de rompre les liens historiques qui les liaient à la Hongrie. Au début de 1849, les Tchèques, dans le parlement de Kremsier, se souciant peu de la protestation des Slovaques, élaborèrent un nouveau projet de partage de la Monarchie. Ils ne voulaient laisser aux Hongrois que la Transdanubie et la vallée de la Tisza, en englobant la Haute-Hongrie dans la Bohême. Štur et ses compagnons les accompagnèrent à Vienne et y offrirent leurs services à la dynastie. Suivis de soldats impériaux, ils envahirent certains territoires slovaques, mais les troupes territoriales slovaques commandées par des Hongrois les chassèrent sans difficulté. Parmi les Slovaques, l'idée de l'État hongrois s'avéra plus forte que la nationalité slovaque et l'absolutisme des Habsbourg. Les dirigeants slovaques hésitèrent, encore, sans boussole, entre la nationalité culturelle slovaque, l'État tchèque, la dynastie viennoise et le libéralisme hongrois.

La position prise par les nationalités surprit les hommes d'État hongrois qui croyaient fermement que l'idée de la liberté était capable d'unir les hommes. Or, étant donné que c'était le parlement hongrois, c'est-à-dire la volonté politique de la nation hongroise qui avait procuré la liberté à toutes les nationalités, les dirigeants hongrois tenaient pour naturel que les nationalités s'attachassent à eux et

prissent part avec eux à la lutte qu'ils menaient contre Vienne, non seulement pour les Hongrois, mais encore pour le maintien des libertés publiques. Quant à Kossuth, qui croyait fermement à cette force unificatrice de la liberté, lorsque les expériences sanglantes de la résistance armée des nationalités lui fournirent l'occasion de jeter un coup d'oeil derrière les coulisses de la question des nationalités et d'apercevoir que les mouvements avaient déjà dépassé le domaine culturel, il s'efforça de s'adapter à la nouvelle situation. Comme régent, à la tête de son nouveau ministère, il profita du détronement de la maison des Habsbourg et élaborer un projet de loi concernant l'émancipation des nationalités, qui fut accepté, au mois de juillet 1849, par le parlement de Szeged, présidé par Barthélemy Szemere, premier ministre. Conformément à cette loi, à côté du hongrois comme langue d'État, la langue des assemblées communales et des conseils généraux, de leurs procès-verbaux, des cours d'assises, des tribunaux de première instance, de la garde nationale, des écoles primaires, des états-civils et des Églises devait être celle de la population respective. Dans la nomination des fonctionnaires, la nationalité et la religion ne devaient pas compter. En Europe carpathique et orientale, c'était la première loi détaillée sur les nationalités qui, faite dans l'intention de protéger les minorités, établissait une entière égalité de droit dans le domaine de la langue. Il est possible que, si cette loi avait été établie au cours du printemps de 1848, parmi les lois d'avril qui apportèrent la grande transformation, la lutte fratricide aurait été évitée.

Or, la lutte entre les diverses nationalités répondait aux désirs du gouvernement de Vienne qui eut soin d'armer les nationalités non-hongroises, bien que celles-ci, comme nous l'avons déjà vu n'eussent pas de sentiments hostiles à l'égard des Hongrois. D'autre part, ce qui eut une importance décisive, les mouvements des nationalités, à l'exception de celui des Slovaques, étaient déjà loin de se contenter de libertés publiques individuelles. Bien qu'incapables

encore d'établir une protection juridique des minorités, ils ne voulaient, ou ne voulaient plus, d'aucune forme de coexistence, chacun exigeait son État à lui, un pays à part et le pouvoir absolu. Il est caractéristique de ce nationalisme intransigeant et violent qu'aucun des peuples ne songeât que son territoire, formé au dépens de la Hongrie, continuerait à avoir une population mixte et qu'ainsi, la population hongroise détachée serait réduite à être protégée. Pour les territoires à population mixte, seule la loi de Szemere, concernant les nationalités, s'efforça d'établir une situation pacifique et stable. Cette loi ne fut en vigueur que pendant trois semaines, au bout desquelles les restes de l'armée hongroise durent déposer les armes devant les Russes.

Au prix de grands sacrifices en vies humaines, l'an 1848 révéla nettement quel était le caractère du problème des nationalités. Puis, le souvenir des scènes sanglantes qui s'étaient déroulées de toutes parts produisit une rupture certaine entre les diverses nationalités. Le Hongrois transylvain n'oublia pas l'activité des Daco-Roumains, qui en 1848 avait pris l'aspect d'une révolte paysanne. Le souvenir des irruptions serbes et des capotes rouges des soldats croates de Jelačić hantèrent pendant bien longtemps les Hongrois et les Souabes du Sud de la Hongrie. De leur côté, les minorités et les historiens austro-allemands blâmèrent la répression exercée par les „honvéd“. En même temps l'an 1848 révéla que des relations, jusque-là invisibles, existaient réellement entre les questions des nationalités de Hongrie et d'Autriche, mais qu'il était impossible que le gouvernement d'Autriche et les Allemands essayassent, de concert avec les Hongrois, de résoudre ce problème difficile. Après l'échec de la guerre de l'indépendance, le gouvernement d'Autriche prit une vengeance sanglante sur les Hongrois. Il fit pendre ou fusiller les principaux chefs du mouvement et envoya les intellectuels, les officiers et les politiciens en prison de forteresse ou en service militaire en Italie. Le gouvernement allemand, extrêmement puissant, avait alors la possibilité de

pacifier le territoire des nationalités les plus dangereuses, mais le prince Schwarzenberg, cet esprit absolutiste, et Bach, s'attaquant à la révolution libérale, ne profitèrent pas de ces possibilités. Ils semèrent les graines de conflits nouveaux.

4

En dressant les nationalités contre les Hongrois, le gouvernement de Vienne se targua d'avoir surmonté la jalousie et les différends entre les minorités, et d'avoir été le premier à fixer sur ces territoires le grand principe de l'égalité en droit des nationalités. Et il avait raison. On peut lire en effet dans le texte de la première constitution autrichienne d'avril 1848 que „l'intégrité de la nationalité et de la langue sont garanties pour toutes les tribus ethniques“, ce qui est exprimé de façon encore plus précise dans la constitution de Kremsier: „toutes les tribus ethniques de l'empire jouissent d'une égalité de droit“. Cette constitution assurait à chaque minorité, à l'intérieur de l'État, le droit inviolable de conserver sa nationalité et de cultiver sa langue. L'État garantissait l'égalité de droits de toutes les langues usitées dans le pays, non seulement dans les écoles et l'administration, mais encore dans la vie publique. Les mêmes principes furent reproduits dans la constitution autoritaire du mois de mars 1849, avec laquelle le prince Schwarzenberg introduisit le nouvel absolutisme: toute tribu ethnique a le droit égal et inviolable de conserver et de cultiver sa nationalité et sa langue. A la même époque, les lettres patentes de l'empereur sur les droits politiques déclaraient que dans les provinces de population mixte, les minorités recevraient également les moyens nécessaires pour cultiver et perfectionner leur langue. L'égalité de droits des nationalités ainsi déclarée marquait indubitablement un progrès important, mais seulement dans le domaine des principes, car le gouvernement d'Autriche ne voulaient aucunement la réaliser. Même l'expression „tribu ethnique“ (*«Volksstamm»*), à laquelle s'attacha le gouvernement au

cours de toute l'existence de l'empire autrichien, ne correspondait en rien aux conceptions des différents peuples, étant donné que ceux-ci formulaient déjà des prétentions à créer des États. Or, les textes que nous venons de citer, et qui ne parlaient que de la protection de leur nationalité et de leur langue, ne leur promettaient autre chose que l'ancienne autonomie culturelle, c'est-à-dire une forme restreinte de l'indépendance nationale.

Du reste, le problème des nationalités était extrêmement compliqué en Autriche. Non seulement le territoire entier de cet État, mais encore chacune des provinces formées aux cours de l'histoire étaient de population mélangée. Les Tchèques et les Allemands dans le royaume de Bohême, les Polonais et les Ruthènes en Galicie, les Allemands et les Italiens au Tyrol avaient déjà commencé leur lutte sans merci, les uns contre les autres. Les constitutions ayant déclaré l'égalité de droits des nationalités dans l'État, ce principe important ne pouvait être mis en application tant que le problème de la langue officielle et de la langue de l'administration et de l'enseignement de chacune des provinces n'était pas réglé selon le même principe. Or, le gouvernement de Vienne n'était pas du tout décidé à régler ainsi cette question.

L'absolutisme de Vienne sous la protection de l'armée impériale et de la gendarmerie établies dans tous le pays reprit, en effet, de diverses façons, de 1849 à 1866, la politique germanisatrice de Joseph II. Sur les territoires autrichien et mixte, l'allemand devint la langue d'État, dans les universités et les classes supérieures des écoles secondaires on enseigna également en allemand, qui était aussi la langue officielle des lois et des décrets. Ainsi la langue des tribus ethniques fut réduite à la vie communale et familiale, mais, en raison de l'enseignement forcé de l'allemand, Vienne ne dissimulait pas l'espoir qu'au bout de 15 à 20 ans les garçons hongrois des écoles primaires de la grande plaine hongroise parleraient aussi l'allemand. La conséquence la plus grave de ce changement concernait

avant tout la Hongrie qui, passée au rang de tribu ethnique réduite à vivre dans le cadre de sa culture, dut abandonner son caractère d'État national. On renouvela la colonisation du XVIII^e siècle, on établit des colons allemands en Hongrie et on fit des tentatives pour faire émigrer en Algérie une partie de la rebelle et incorrigible noblesse hongroise. Schwarzenberg voulait établir un grand empire allemand homogène, s'étendant de Hambourg à Brassó, à l'exclusion de la puissance prussienne. Pour réaliser ce projet il n'avait pas hésité des Hongrois toujours disposés à prendre les armes pour défendre leur propre État.

Ni lui, ni ses successeurs, Bach et Schmerling, n'avaient non plus besoin des nationalités non-hongroises, dont les revendications territoriales et politiques présentées en 48 ne furent même pas prises en considération. Pourtant, on divisa le royaume hongrois en cinq districts, sans se soucier de faire correspondre les frontières politiques aux frontières ethniques. Une partie Sud du royaume fut séparée de la Hongrie, sous le nom serbe de *Vojvodina*, ce qui ne donnait pas satisfaction aux souhaits des Serbes. C'était plutôt une dérision pour eux car ce territoire de population extrêmement mélangé était soumis non pas au voïvode serbe et à l'administration serbe, mais à un gouverneur militaire autrichien et à une administration de langue allemande. Les marches du royaume croate furent administrées militairement par Vienne. On supprima aux Croates leur diète régionale qui fonctionnait intacte depuis plusieurs siècles de rapports hungaro-croates et on les soumit à l'administration autrichienne et à la germanisation. Dans l'intérêt de cette dernière tendance, on négligea entièrement les exigences des „lumières“ au sujet de la langue maternelle et de la culture nationale. Malgré toute l'activité déployée pour l'organiser, l'enseignement primaire et secondaire était plus défectueux qu'auparavant.

Naturellement, toutes ces nationalités ainsi opprimées poursuivirent leur activité souvent négative et répondirent par la haine à la persécution étrangère. C'est alors que la

majorité du peuple hongrois adopta une attitude germanophobe, ou, pour mieux dire, un aspect spécial de ce sentiment: on haïssait Vienne et les Autrichiens oppresseurs.

Si forte qu'elle fût, la pression était incapable de faire taire les aspirations des minorités qui reprirent leurs rêves d'avenir là où elles les avaient abandonnés en 1849. à l'époque des luttes contre l'État hongrois. Les Croates exigèrent de nouveau l'indépendance de leur «triple» royaume (Croatie-Slavonie-Dalmatie). Au début, les Slovaques se contentèrent de discuter sur les règles de la langue littéraire et de l'orthographe slovaques, mais déjà en 1861, quand l'absolutisme fut provisoirement suspendu, à l'assemblée nationale de Turócszentmárton, ils formulèrent les mêmes prétentions politiques qu'en 1848. A côté de la reconnaissance de la langue et de la nationalité slovaques, ils demandaient la formation d'un arrondissement slovaque (*Okolia*) des comitats de la Haute-Hongrie. La langue officielle de ce territoire aurait été le slovaque, et ils voulaient que la même langue fut employée par les autorités centrales hongroises en partie chargées de juger en appel les affaires de l'arrondissement. On eut égard aussi aux prétentions des îlots linguistiques slovaques demeurés à l'intérieur des comitats hongrois, seuls les Hongrois vivant dans l'*Okolia* slovaque furent oubliés. Comme on le voit, les projets de démembrement du territoire de l'État hongrois négligent, dès le début, les droits des Hongrois dégradés en minorité par suite du partage. On croyait pouvoir, par un simple démembrement de la carte géographique, détacher du territoire de la Hongrie des parties délimitées et homogènes au point de vue linguistique. On remit le mémorandum de Túróc à l'empereur qui donna son approbation à la fondation de l'association littéraire slovaque, nommée Matica, et consentit à la fondation d'écoles secondaires slovaques; bien entendu, il ne s'agissait pas du tout de la réalisation d'une autoromie territoriale slovaque, pas plus qu'au temps de la domination autrichienne il n'avait été donné satisfaction aux préten-

tions serbes: sous le nom de Vojvodina serbe, 407.000 Serbes avaient dû se contenter de vivre à côté de 325.000 Allemands, 395.000 Roumains et 241.000 Hongrois sous la domination autrichienne.

Le côté roumain du problème des nationalités ne subit pas non plus de changement. La Transylvanie, comme province autonome de l'empire autrichien, se vit octroyer en 1863, une diète régionale spéciale où, selon le décret impérial, 54 places furent réservées aux députés hongrois, 43 aux Saxons et 57 aux Roumains. Les Hongrois tenaient la domination impériale pour illégitime et ne prenaient pas part à la diète. Les Saxons et les Roumains, demeurés seuls, reconurent aux Roumains le titre de quatrième nation, à côté des trois anciennes nations des Ordres (Hongrois, Sicules et Saxons). Les Roumains obtinrent ainsi une égalité de droits dans tous les domaines. On établit en même temps une loi sur l'émancipation des langues. Le hongrois, l'allemand et le roumain devinrent ainsi équivalents dans l'administration, l'enseignement et l'Église. Les Roumains abandonnèrent donc leur conception de 48, renoncèrent à l'État roumain séparé, passèrent sous silence les conséquences politiques de la théorie daco-roumaine et le rôle de dirigeant de la nation roumaine et théoriquement adoptèrent le principe adopté par la loi de Szeged sur les nationalités: administration dans la langue nationale et reconnaissance des mêmes droits à chacune des langues. Mais tout cela ne signifiait aucunement un renoncement aux tendances daco-roumaines: parmi les 57 délégués roumains de la diète régionale, 11 étaient invités par le roi, 33 fonctionnaires, 8 hauts dignitaires ecclésiastiques et 5 seulement étaient des hommes indépendants. L'attitude roumaine suivit son développement et, des points de vue ethniques et linguistiques, aboutit à la Roumanie qui était alors en train de se former. Dans ce domaine, un phénomène très important doit être signalé. Au congrès de Paris en 1895, l'union des principautés roumaines fut reconnue sous le prince Cuza, mais le chef du nouvel État roumain ne se

contenta pas de ce succès. Il songeait déjà à l'acquisition de la Transylvanie et du Banat. Cuza espérait fanatiquement le rétablissement de la Daco-Roumanie d'autrefois et l'union de tous les Roumains. Ce fut la raison principale pour laquelle il ne tomba pas d'accord avec Kossuth et son délégué, le général Klapka. Il ne consentit même pas à ce qu'en vue d'une irruption en Transylvanie les émigrés hongrois fissent leurs préparatifs en territoire roumain.

Pourtant, le projet hongrois, le plus important à ce moment, escomptait l'amitié des Roumains et des Slaves du Sud. Kossuth, dans l'intention d'affranchir pour toujours les Hongrois de l'absolutisme autrichien, dans son projet de „confédération danubienne“, jeta les bases d'une alliance de la Hongrie, de la Roumanie, de la Croatie et de la Serbie. (Ce dernier pays aurait été agrandi de certaines parties de l'Empire Ottoman.) D'après ce projet, les affaires communes de la confédération auraient été: la défense armée, les affaires étrangères et le commerce. Le conseil fédéral, exerçant le pouvoir exécutif, aurait tenu ses réunions annuelles alternativement à Budapest, Bucarest, Zagreb et Belgrade. Son président aurait toujours été le chef de l'État sur le territoire duquel le conseil aurait tenu séance. Les quatre États auraient établi leur constitution selon leur gré. Les habitants de la Transylvanie devaient décider au scrutin général s'ils voulaient appartenir à la Hongrie ou être seulement en alliance avec elle. Dans les deux cas, il y aurait eu entre la Transylvanie et la Hongrie une „union personnelle“, sous un chef d'État commun. Ce dernier point aurait suffi à attirer l'hostilité des Roumains à l'égard du projet. Leur intention devint de plus en plus claire. Ils voulaient détacher la Transylvanie du corps de l'État hongrois. Mais il est possible que la forme logique de l'émancipation nationale, admise par le projet de Kossuth, leur déplut également: chaque commune devait choisir elle-même la langue de l'administration et de l'enseignement et les comitats n'auraient pas été

non plus obligés de garder leur caractère homogène. Les minorités auraient reçu des droits et chaque comitat mixte aurait pu décider de son plein gré sur certaines questions militaires. Ainsi, par exemple, les comitats mixtes du Sud de la Hongrie auraient eu le droit de créer quatre gardes nationales séparées, selon les populations hongroise, allemande, serbe et roumaine. Il est hors de doute qu'au point de vue d'une conception humaine et juridique concernant les minorités, le projet de Kossuth dépassait de beaucoup ce qui avait été établi par le gouvernement autrichien dans le voïvodat. Par contre, en séparant la Hongrie de l'Occident et de la maison des Habsbourg dans laquelle, grâce à la *Pragmatica Sanction* le pouvoir était devenu héréditaire depuis 1722, il ne pouvait pas compter non plus sur l'approbation des Hongrois. En 1862, Kossuth formula le texte définitif de son projet dont il attendait que „si les Hongrois, Sud-Slaves et Roumains le protègent, ils arriveront à constituer un État puissant de 30 millions d'habitants“ et tous auront un avenir doré. Mais, les Hongrois attendaient alors la réconciliation avec l'empereur autrichien et continuaient de tourner leurs regards vers l'Occident.

5

En 1867, le Compromis fut, en effet, établi entre l'empereur François-Joseph et le parlement hongrois. La monarchie habsbourgeoise, dirigée auparavant par Vienne, fut divisée en deux parties qui, toutes les deux, l'empire autrichien et le royaume hongrois, furent revêtues des mêmes droits. Les Hongrois atteignirent ainsi à l'indépendance politique que, dès le XVI^e siècle, sous les rois Habsbourg, ils ne possédaient qu'en principe et pour laquelle ils avaient fait en 1848 une guerre sanglante et sans succès. Le gouvernement d'Autriche et les Allemands de Vienne renoncèrent ainsi à exercer leur influence sur les questions relatives aux nationalités de la Hongrie.

La germanisation fut entravée et le nouveau gouvernement hongrois abandonna le système d'administration et d'enseignement en langue allemande. Avant 1848, les Hongrois, dans leur lutte pour leur langue d'État, avaient été constamment liés par la volonté du gouvernement de Vienne, tandis qu'après 1867 ils purent à leur gré arranger leurs relations avec les minorités non-hongroises du pays, mais sous leur propre responsabilité.

Le premier gouvernement, à la tête duquel était le comte Andrassy, président du ministère, comprit l'importance de la tâche à accomplir et se prépara à un arrangement général, conformément aux idées de Deák, auteur du Compromis, et d'Eötvös, ministre de l'Instruction Publique. L'article 44 de la loi 1868 sur „l'égalité des droits des nationalités“ accomplit le travail promis depuis 1848 par les constitutions autrichiennes, mais dont elles ne s'étaient jamais occupé sérieusement. La loi hongroise est la première réglementation détaillée de la coexistence de nationalités dans le même État, notamment dans l'atmosphère modérée du libéralisme, qui présentait une grande supériorité du XIX^e siècle sur notre époque. Les principes furent fournis par Eötvös, philosophe comparable à Humboldt et à Stuart Mill, qui en 1851 publia son ouvrage en hongrois et en allemand sur „l'influence des idées dominantes du XIX^e siècle sur l'État“. Pour lui, les idées dominantes du siècle étaient la liberté et l'égalité, héritages de la Révolution française. Au cours de son examen, il aboutit au triste résultat que ces deux grandes idées, toutes deux nécessaires à la vie et à la dignité de l'homme, se contredisent et que là où l'une est prépondérante, l'autre doit nécessairement disparaître. La liberté sans égalité signifie tyrannie, mais l'égalité détruit à elle seule la liberté de l'individu qu'elle remplace par la tyrannie de la collectivité. Or, cette dernière n'est autre chose que l'oppression du peuple par des despotes qui usurpent le pouvoir au nom de la collectivité. Donc, en dernière analyse, l'égalité n'est pas l'égalité des hommes libres, mais celle des foules réduites à la servitude. Influencé d'une part par le

témoignage de la Révolution française, d'autre part par l'expérience tirée de son époque, particulièrement de la grandeur de Napoléon III, Eötvös contemplait avec une extrême méfiance l'accroissement fatal du pouvoir de l'État. Celui qui lit aujourd'hui son analyse saura reconnaître sa prévoyance. Contre les excès de pouvoir de l'État et l'égalisation des individus noyés dans la foule, Eötvös examina les possibilités de garantie des libertés. En faveur de la liberté de l'individu, de la religion, de l'enseignement, de la presse et de la liberté d'association, il exclua des fonctions de l'État tous les pouvoirs susceptibles d'être exercés en dehors des cadres de l'État. D'après sa conception, la garantie la plus efficace des libertés se trouve dans l'administration des individus par eux-mêmes, dans le cadre d'autonomies locales où ils s'habituent à user raisonnablement de leurs libertés, à respecter les libertés similaires de leurs prochains et de leurs concitoyens. Sur leurs territoires autonomes, ils seront ainsi capables de résister à l'accroissement excessif du pouvoir de l'État et à ses tendances tyranniques qui en sont les conséquences. Déjà, avant le changement de 48, il y eut un groupe de nobles moyens cultivés qui, autour d'Eötvös et de l'historien Ladislav Szalay, surtout d'après le modèle nord-américain décrit par Tocqueville, voyaient le moyen de mettre les libertés publiques en accord avec les exigences de l'État en organisant „des communes libres“. La conception d'Eötvös au sujet des nationalités est imbuë de cette idéologie. Les buts de cet homme d'État et philosophe étaient les suivants: assurer par des sanctions, pour tout le monde, sans tenir compte de la nationalité, les libertés publiques à la mode dans la vie d'État du XIX^e siècle, ainsi que le firent les lois de la diète de 1848, puis de celle de 1867—68, satisfaire enfin, dans le cadre des communes, des comitats, des Églises et des associations libres les prétentions linguistiques et nationalitaires de chacun. Dans le système Deák-Eötvös, il ne s'agissait donc ni de nationalités unies selon les territoires, ni d'autonomies territoriales. Au point de vue de l'administration, l'État était divisé d'une manière

homogène, mais dans chacune des sections secondaires de l'administration le principe de la nationalité restait en vigueur, conformément aux exigences respectives des nationalités. En ce qui concerne la langue et la nationalité, chacun conservait sa liberté dans la mesure où il ne touchait pas aux sphères d'intérêt fortement centralisées de l'État. Même dans l'application des ces principes, François Deák, dont l'amour de la justice est devenu proverbial, s'efforçait d'assurer aux peuples non-hongrois un traitement identique à celui dont jouissaient les Hongrois. Tant qu'il vécut, sa personne en constitua la garantie. La loi institua en effet l'usage de chaque langue maternelle aux degrés inférieurs et moyens de l'administration, de l'enseignement et de la législation, non seulement dans les contacts avec les intéressés, mais encore dans le travail intérieur et les procès-verbaux. Elle précisa les droits des langues des nationalités dans les communes, les villes et les comitats, en désignant le hongrois comme langue officielle du parlement, des lois et du gouvernement supérieur de l'État. En dehors de l'égalité devant la loi, l'accès des offices aux ressortissants des diverses nationalités fut jugé nécessaire, de sorte qu'en cas d'une application stricte de l'article de la loi, les nationalités non-hongroises, qui, par l'intermédiaire de leurs fonctionnaires pourvus de toutes les connaissances techniques, tenaient en main l'administration moyenne, pouvaient exercer leur influence jusqu'aux degrés les plus élevés de l'administration de l'État du territoire qu'ils habitaient. Pour eux, la séparation territoriale était remplacée par la liberté absolue de leurs Églises, comprenant la gestion indépendante de leurs affaires confessionnelles, de leurs écoles et de leur fortune. De plus, les Églises pouvaient compter aussi sur l'appui matériel de l'État. La loi sur l'émancipation des nationalités a été organiquement complétée par la loi d'Eötvös sur l'enseignement primaire, qui, affranchissant les écoles primaires confessionnelles de toute influence de l'État, les laissa aux mains des Églises, puis, par une autre loi, assurant l'indépendance réciproque de



Louis Stur



Gardes frontière serbes dans la première moitié du
XVIII^e siècle

Gravure colorée sur cuivre, édition de M. Engelbrecht à Augsbourg



l'Église uniate et de l'Église orthodoxe. En effet, la liberté des Églises roumaine uniate et orthodoxe, ruthène uniate, serbe orthodoxe et saxonne luthérienne comprenait, jusqu'à la fin de l'époque du Compromis, la liberté de la langue et de l'enseignement des nationalités respectives, non seulement dans le domaine de l'enseignement primaire, mais encore dans celui de l'enseignement secondaire, de la théologie et de l'enseignement supérieur reçu à l'étranger.

Sous la direction de Deák et d'Eötvös, cette réglementation de l'émancipation des nationalités fut établie par la génération qui, dans sa jeunesse, avait subi la catastrophe de 49. Cette génération reconnut que l'existence des Hongrois ne pourrait être tranquille tant que l'on ne reconnaîtrait pas aux nationalités non-hongroises les droits qui leur sont dûs et qu'elles ne tendraient sincèrement la main au peuple qui avait gouverné le pays pendant près de mille ans. La Guerre de la Liberté de 48 était dirigée d'une part contre les nationalités, d'autre part pour la liberté de l'État des Hongrois. En 67, on essaya de résoudre à la fois les deux questions. On assura l'indépendance de l'État à l'égard de l'Autriche, en faisant la concession de l'«union personnelle» et, dans certains domaines de l'union réelle. A l'égard des nationalités on alla jusqu'aux limites extrêmes compatibles avec l'existence d'un État libéral et démocratique, — tout en conservant l'unité de l'État. Malgré cela, même pour Kossuth, les Hongrois ne se sentaient pas disposés à abandonner l'unité de l'État, pour laquelle ils avaient perdu tant de sang en 48—49. Ils repoussèrent donc unanimement l'idée de confédération danubienne. On aurait pu quelque temps auparavant encore résoudre ainsi le problème des nationalités, mais après 1848 cela n'était plus possible. Les nationalités, en effet, outrepassant dans leurs projets la conception libérale de l'égalité des citoyens, arrivèrent à exiger une autonomie territoriale, pour laquelle elles avaient déjà versé leur sang. La situation ressemblait à celle de l'époque des guerres de religion du XVI^e siècle où tous les catholiques et protestants d'Europe

étaient persuadés de ne pouvoir exercer leur liberté confessionnelle qu'à l'intérieur d'une unité politique fermée, sur un territoire purgé de toute autre religion. Si à cette époque quelqu'un avait proposé une solution du problème de la coexistence des religions, indépendamment de toute domination et de toute séparation territoriale — ainsi que firent les codificateurs de la loi hongroise sur les nationalités, — il aurait été considéré, sans doute, comme un utopiste, ou, dans le meilleur des cas, comme un hypocrite qui voudrait, de cette façon, gagner la confiance des adeptes des autres religions pour les exterminer plus aisément ensuite et fonder sa propre hégémonie. A l'égard de la loi hongroise sur les nationalités, la situation était la suivante: les non-Hongrois continuaient à exiger leur autonomie territoriale; les rapports entre les Roumains de Transylvanie et ceux de Roumanie, les Serbes du Sud de la Hongrie et ceux de Belgrade, les Slovaques et les Tchèques, au lieu de disparaître, s'accrurent au contraire et se raffermirent. Même les Saxons de Transylvanie qui, ayant fréquenté les universités allemandes, étaient plus aptes à comprendre le fond philosophique et philanthropique des propositions d'Eötvös, l'accusèrent ouvertement de ne témoigner de l'amitié à l'égard des nationalités que pour les opprimer.

Repoussant la loi hongroise et refusant son entremise entre leur peuple et les Hongrois, en vue du rétablissement de la paix, les nationalités non-hongroises, ou plutôt leur classe moyenne politicienne, quittant le domaine culturel, réclamèrent un cadre politique. Après eux, la majorité de la classe dirigeante hongroise elle-même adopta cette attitude. La génération de Deák et d'Eötvös s'éteignit vers 1870, ou bien elle céda la direction à la jeune génération qui n'avait pas dans sa mémoire un souvenir aussi précis des horreurs et des souffrances que l'échec des tentatives pour résoudre le problème des nationalités avait entraînées pour les Hongrois en 48-49. Devant ce danger qui menaçait toujours la nation ils n'eurent pas l'élan d'Eötvös et de

ses compagnons. L'objet des leur crainte était tout autre et cette crainte les conduisit sur des chemins différents de ceux qu'avait suivis Eötvös. En 1867, la première tâche qui s'imposait à eux était de réorganiser l'État hongrois, en abandonnant l'ancien régime et en étendant à tous les organes gouvernementaux et administratifs le système moderne d'État parlementaire, non plus sous une autorité suprême viennoise et avec la collaboration des organes gouvernementaux allemands de Vienne, mais exclusivement avec des forces hongroises. Or on s'aperçut bientôt que celles-ci étaient insuffisantes. Une classe moyenne hongroise d'intellectuels aurait difficilement pu se développer à l'époque de l'ancien régime et, au cours des deux décades de l'absolutisme, même les fils des nobles aisés ne fréquentaient guère les universités où l'on enseignait en allemand. Ainsi, il n'y eut pas assez de Hongrois pour occuper les postes nouvellement créés ou devenus vacants. Au premier moment, il fallut garder les fonctionnaires allemands et tchèques qui avaient été introduits en Hongrie par l'absolutisme. A ceux-ci on accorda un délai de quelques années pour apprendre le hongrois, ce dont ils profitèrent beaucoup et finirent par s'assimiler, ainsi que leurs enfants, à la classe moyenne hongroise. Voilà le premier résultat important de l'assimilation. Avant 48, ce n'était que quelques Allemands et juifs citadins qui s'étaient magyarisés et avaient pris avec zèle des noms hongrois, voulant prouver ainsi leur solidarité avec l'esprit d'opposition de l'époque des réformes, puis avec la guerre de la liberté hongroise. Avec l'organisation du capitalisme, du commerce et de l'industrie, de l'hygiène et de l'agriculture rationalisée, la vie d'État devint de plus en plus compliquée et exigea des fonctionnaires spécialisés en nombre toujours croissant. Deák et ses compagnons étant disparus, le régime de Coloman Tisza recruta ses fonctionnaires, en partie parmi les propriétaires moyens ruinés de province, en les installant dans les offices des villes, en partie parmi la bourgeoisie urbaine de langue allemande qui continua à

vivre dans la sphère d'attraction de la vie politique et spirituelle hongroise et se magyarisa rapidement. Le chiffre du personnel des offices publics, à la fin du siècle, était le triple de celui dont on avait eu besoin à l'époque du Compromis. Une partie considérable de ces nouveaux postes durent être occupés par des assimilés, car une très grande partie des Hongrois de la Grande Plaine étaient hostiles aux rapports avec l'Autriche, et, suivant les instructions de l'émigré Kossuth, affichaient une opposition marquée aux gouvernements qui s'étaient chargés d'appliquer les lois du Compromis.

C'est ainsi qu'aux yeux de la génération nouvelle, le problème de l'assimilation passa au premier plan. Depuis la victoire de l'Allemagne en 1870—71, cette génération regardait avec une admiration mêlée d'angoisse l'ascension de l'empire allemand de Bismarck. Elle se rendit compte que les Hongrois constituaient un peuple trop petit et trop faible pour continuer à régner en paix sur un pays menacé par de grandes ombres, telles l'Allemagne et la Russie. Le soupir: «nous sommes peu», devint de plus en plus fréquent et, pour combler les lacunes, les hommes cultivés cherchèrent les moyens d'assurer le caractère hongrois de l'État, dans ces temps graves, malgré le petit nombre du peuple qui lui avait donné son nom. Un spécialiste de l'administration, appartenant aux milieux nobles de Haute-Hongrie mais d'origine allemande, Béla Grünwald, en précisa les moyens avec une justesse remarquable: à l'aide de l'enseignement, il faut assimiler la classe moyenne des minorités. La nation hongroise deviendrait ainsi forte dans sa supériorité intellectuelle nécessaire à son activité politique et saurait établir un compromis avec les classes paysannes des diverses nationalités privées de la direction de la classe moyenne. (Notons ici que Grünwald prenait surtout en considération le cas des Slovaques.) Ces minorités, comme on le sait, avaient été au cours de plusieurs siècles les amis et compagnons d'armes des Hongrois, jusqu'au moment où elles eurent des prêtres, des instituteurs, des notaires et des

LE HONGROIS, LANGUE D'ÉTAT

avocats qui, comme «agitateurs», les excitèrent contre les Hongrois. Grünwald souligna énergiquement qu'il était impossible, et même inutile de magyariser les couches inférieures, les agriculteurs villageois des nationalités, mais qu'il fallait d'autant plus assimiler les membres de la classe moyenne, dont les Hongrois attendaient la précieuse collaboration.

Ce fut justement par peur qu'une grande partie de la classe dirigeante hongroise accepta cette conception. On craignait de n'être pas assez forts, au point de vue numérique et culturel, dans la lutte déjà engagée par les grandes puissances. C'était sans aucun doute une conception égoïste. On voulait refuser aux nationalités les droits ancestraux que la nature leur avait accordés pour le développement de leur propre existence et de leur propre culture. Les moyens utilisés, magyarisation de l'enseignement et mise en valeur successive de l'élément hongrois dans l'administration, étaient en opposition non seulement avec le droit naturel, mais encore avec les principes du libéralisme démocratique sur lesquels Deák et ses compagnons avaient fondé l'État en 1869. On comprend donc que toute la génération se soit opposée à la loi sur les nationalités, et qu'à tout le système gouvernemental elle ait donné une interprétation qui permit à l'État d'augmenter son pouvoir en faveur de l'assimilation. En effet, dès 1880, des voix s'élevèrent çà et là, condamnant le «libéralisme vieillot» des hommes de 48 et de 67, comme une chose tombée en désuétude, sans avoir accompli son devoir.

On soutient que ces hommes ont commis une erreur en croyant que la liberté qu'ils apportaient à chaque minorité les désarmerait et en feraient des amis pour les Hongrois. L'idée de liberté fut incapable de vaincre l'opposition des nationalités et les peuples non-hongrois ne renoncèrent même pas un seul moment à leurs projets de démembrer l'État hongrois. Les Hongrois durent donc se défendre contre leur esprit agressif. Mais la défense ne devait réussir que s'ils utilisaient leur pouvoir gouvernemental pour

l'affermissement de leur État et pour l'affaiblissement des nationalités hostiles. En effet, la propagande hungarophobe, commencée par les Saxons de Transylvanie, se continua dès 1870, avec une force de plus en plus grande, d'abord dans l'empire allemand, puis en Autriche, tandis qu'à partir de 1890 environ, ce fut surtout la propagande roumaine qui menaça l'existence et l'hégémonie de l'État hongrois. Chacun de ces faits fournit un nouveau prétexte au journalisme hongrois pour se détourner définitivement d'Eötvös et exiger que l'État dirige de plus en plus son activité contre les nationalités. Par contre, dans ces dernières, les déclarations hongroises fortifièrent la crainte et les partis en cause se trouvèrent face à face, comme les „bravi“ italiens à l'époque des tyrans de la Renaissance, l'arme à la main, prêts à l'enfoncer dans le corps de l'ennemi.

L'examen de la presse et des discussions parlementaires de cette époque prouve que la politique relative aux nationalités qui introduisit l'étatisme fut adoptée par les dirigeants hongrois sûrs de ne commettre ainsi aucune erreur mais d'appliquer au contraire des principes dont l'exemple des grands peuples prouvait qu'ils avaient une valeur générale en Europe. Les temps étaient en effet changés et la conception d'Eötvös devint une théorie surannée que ni les nationalités non-hongroises, ni les Hongrois, ni même l'Europe ne comprenaient plus. On était maintenant partisan de l'assimilation et on justifiait ouvertement l'utilisation du pouvoir dans ce but; avec une rapidité diabolique, on en arriva à la violence gouvernementale et à l'étatisme. Les publicistes hongrois exigeant l'assimilation, se refèrent sans cesse à des exemples étrangers et tout ce qu'ils demandent à l'État hongrois, c'est ce que l'Allemagne puissante et cultivée pratique depuis longtemps et dont la justesse n'est niée ni par la presse compétente des Allemands, ni par celle des Français ou des Autrichiens.

Là aussi, le journalisme hongrois, abandonnant le chemin tracé par Eötvös, agit de nouveau selon la mentalité européenne du moment, comme il l'avait fait auparavant en

abandonnant le nationalisme culturel pour adopter, à l'exemple des Français, l'idée d'État national.

6

Ce fut sous l'influence profonde de la guerre franco-allemande, de la défaite de Sedan et de la perte de l'Alsace-Lorraine que la conception française relative au caractère de la nationalité se développa après 1871. Lorsque les Allemands, se réclamant du droit des races, détachèrent l'Alsace de la France, les adversaires du droit de la race et de la langue créèrent une conception de la nation qui répondait presque entièrement aux prétentions et aux besoins hongrois. Cherchant les moyens de se libérer du malheur, Michelet constata que la France était une unité organique, que l'égalité devant la loi, l'unité de l'administration et de la communication établissaient une fusion des différentes races, mettant en relief la fraternité et „l'âme commune“, ce qui veut dire que la France n'est pas une race mais une „nation“. Fustel de Coulanges, dans sa controverse avec Mommsen, réfuta la doctrine d'après laquelle un État puissant, fondé sur le principe des nationalités, a des droits sur les territoires étrangers habités par des représentants de sa race. D'après lui, la patrie se définit par une conformité spirituelle se faisant valoir dans un certain cadre géographique. La patrie est le pays que nous aimons, et, puisque les Alsaciens aiment la France, c'est leur patrie, dont il est injuste de les détacher. Pour lui, le seul principe moderne compatible avec le système européen est le principe français: le peuple vit sous des institutions qu'il a choisies de son plein gré, et son adhésion à l'État est exclusivement une question de libre arbitre.

La conception de la nation, organique et historique, exprimée par les grands esprits de la France, apporta une importante satisfaction aux Hongrois, dans le domaine des nouveaux problèmes qui se posaient à cette époque à l'égard des nationalités non-hongroises. Si les notions de race et

de langue ne fournissent aucune justification aux prétentions territoriales, dans ce cas, les tendances des Roumains de Bucarest et des Serbes de Belgrade, visant à se détacher, sont également erronées et injustes au point de vue d'une haute conception européenne. La notion d'esprit national avait une importance pratique encore plus grande, ainsi que le fait que l'adhésion à l'État dépendait, ainsi que le prétendaient les Français, de la volonté et non de la race, de la langue et de la nationalité. Si c'est une injustice que de détacher l'Alsace, où l'on parle allemand, de la France, il est également injuste de détacher la Transylvanie, roumaine dans sa majorité, de la Hongrie et de la céder, par une considération raciale, à la Roumanie. A cet égard, la plus grande influence fut exercée par l'analyse de Renan, parue, comme on sait, dans sa correspondance avec Strauss et dans l'opuscule intitulé *Qu'est-ce qu'une nation?* Dans ce dernier, Renan a résumé en vingt pages, à l'usage des Français, les notions de nationalité et de race, afin que les „Français se souvinssent toujours de ces vingt pages“. Il ne pensait pas assurément qu'il avait fourni des armes puissantes pour une lutte des nationalités dans des territoires lointains. A ses yeux aussi, la nation est une personnalité historique, dont l'origine remonte à la dissolution de l'Empire Romain et à l'invasion des Germains. Mais, écartant le principe de la descendance germanique, il soutint que la nation est l'oeuvre de la dynastie et du féodalisme. La France doit son unité et la fusion des races mêlées sur son territoire à la royauté. Là où le roi n'a pas accompli cette tâche historique, les races se trouvent encore aujourd'hui non-mêlées, l'une à côté de l'autre, comme c'était le cas pour les Hongrois, les Slaves, les Roumains et les Allemands en Autriche. Évidemment, en dehors de la royauté et du féodalisme, la volonté du peuple peut également créer la nation, comme cela s'est produit en Italie ou aux États-Unis d'Amérique.

Ces constatations de Renan pénétrèrent dans la conscience des politiciens hongrois qui soutinrent que la royauté

n'avait pas accompli en Hongrie sa tâche relative à la création d'une nation. Elle ne pouvait d'ailleurs pas l'accomplir, étant donné que dès le XV^e siècle le trône de saint Étienne n'était plus occupé par des Hongrois, le dernier roi hongrois étant Mathias Hunyadi. Aussi la fusion des races ne s'est-elle pas produite, et puisqu'elle n'a pu être accomplie jusqu'ici, c'est maintenant qu'il faut la réaliser, à un moment où l'on doit déjà compter avec une résistance consciente. Pour cette fusion moderne et tardive, Renan fournit des indications à ses disciples hongrois qui dans leurs discours au parlement citèrent souvent ses analyses. Le nationalisme renanien est une âme, un „principe spirituel“, une possession commune à l'égard du passé, tandis que pour le présent c'est un consentement et une „grande solidarité“ qui prévoit aussi l'avenir. Sur les territoires de population mixte, le „plébiscite de tous les jours“, ce principe devenu un adage en Hongrie, laisse un champ libre à la possibilité d'une assimilation. La terre, le territoire n'est qu'un substratum, c'est l'homme qui est l'âme. La base de la nationalité ainsi conçue est la „conscience morale“. L'annexion ne peut être juste que dans un seul cas, si elle découle de la volonté du peuple. „Consultez les populations“, tel est le conseil pratique le plus important que Renan peut donner en vue de régler les différends entre les nationalités. La prépondérance de l'élément spirituel dans cette thèse enleva toute sa force au point de vue linguistique et, selon la conception hongroise, les foules non-hongroises étaient satisfaites, seuls leurs chefs, les „agitateurs“, essayèrent de les détacher de la communauté morale millénaire. Les optimistes pouvaient donc supposer que le plébiscite quotidien qui se faisait dans l'âme des masses, était, à cette époque aussi, comme tant de fois dans le passé, favorable à la Hongrie, la patrie commune. Plus ils étaient persuadés que c'étaient eux qui apportaient aux peuples non-hongrois la liberté et les conditions de vie humaine, plus ils croyaient à cette supposition. A cette époque libérale, époque de l'égalité devant la loi et du maintien du règne du droit, la

conception hongroise de la nation était une conception sublime et apte à la conquête comme l'était la conception française de la nation professée par Renan. Si chacun pouvait décider à quelle nation il appartenait, on était en droit d'espérer que, tôt ou tard, les non-Hongrois reconnaîtraient les avantages spirituels et moraux de l'appartenance à la nation hongroise et qu'ils feraient ce pas décisif vers le plébiscite. Renan confiait cette décision au libre arbitre de chacun, ce qui raffermait encore la conviction de la classe dirigeante hongroise qui croyait que parmi les minorités non-hongroises, la classe cultivée trouverait peu à peu le chemin qui conduit à la magyarisation. D'après ce raisonnement, l'assimilation de la classe moyenne, question soulevée par Grünwald, paraissait possible.

Durant la guerre franco-allemande, l'opinion publique hongroise et la politique officieuse étaient favorables aux Français, et, plus tard, on assiste, même pendant une quinzaine d'années, à un regain de l'amitié franco-hongroise. Quelques-uns des principaux protagonistes de cette amitié, comme par exemple Madame Adam, y voyaient un moyen politique de gagner, à l'aide des Hongrois, l'Autriche et le gouvernement de Vienne à l'idée de revanche et de les pousser contre l'Allemagne. Mais il semble que les Hongrois francophiles n'aient pas été jugés capables de jouer ce rôle et on leur préféra les Slaves et tous ceux qui étaient les vrais ennemis de l'existence de la Hongrie, pensant qu'ils seraient beaucoup plus aptes à être alliés de la France. Les Français s'aperçurent alors que les Hongrois, qui, ayant constaté ce fait, avaient été déçus par les nations libérales, se tournaient vers l'empire allemand dont ils attendaient le maintien de leur unité nationale et politique contre les tendances slaves et roumaines. Les rapports franco-hongrois, s'ils n'eurent aucun résultat pratique sur le plan politique, n'en raffermirent pas moins dans la classe intellectuelle hongroise l'idée de nation historique, en contribuant au rejet de la notion de race et en montrant la justesse et la légitimité de l'assimilation.

L'empereur et roi François-Joseph et son ministre des affaires étrangères, le comte Andrassy-père, rapprochèrent définitivement la double Monarchie de l'Allemagne de Bismarck, car ce n'était que de cette manière qu'ils espéraient une défense efficace contre la Russie, qui était, en temps de guerre, l'adversaire le plus fort, tandis qu'en temps de paix, elle présentait un danger constant pour la Monarchie, à cause de l'agitation panslaviste qu'elle entretenait sans cesse. Par contre, l'Allemagne voyait dans les Allemands d'Autriche et dans la sympathie des Hongrois, la garantie de la germanophilie de la Monarchie. C'est ce qui explique que Bismarck n'ait jamais essayé de défendre les Allemands de Hongrie contre le danger de la magyarisation et qu'il ne leur appliquât jamais sa politique des nationalités qu'il mit en oeuvre, et cela sans scrupule, contre les Polonais. De son côté la classe dirigeante hongroise contemplait sans crainte et sans intérêt personnel la politique adoptée par le Reich à l'égard des nationalités. Plusieurs politiciens firent des voyages d'études pour examiner la situation des nationalités d'Allemagne. A côté de l'estime dont jouissaient alors, en Hongrie comme dans d'autres pays du continent, la science, la littérature et la culture allemandes, tout ce que le Reich, s'élevant vers des hauteurs quasi incommensurables, enseignait aux petits peuples attentifs à sa parole eut une très grande importance.

Dans le domaine des nationalités, son enseignement laissa à désirer. Tant en théorie qu'en pratique les solutions adoptées ne facilitèrent pas la coexistence pacifique des peuples et, aux points de vue moral et humanitaire, les Allemands restèrent bien au dessous de Széchenyi, de Kossuth, d'Eötvös et de Deák. La politique polonaise de Bismarck est généralement connue. En ce qui concerne l'évolution des choses, ce qui nous intéresse particulièrement ici, c'est de savoir sur quels domaines de la vie privée et de la vie publique s'étendit la politique de la dénationalisation. Le décret de 1873 déclara l'allemand

langue de l'enseignement des Polonais, excepté pour la religion et le chant d'Église et si le prêtre polonais savait l'allemand, il devait aussi enseigner le catéchisme en allemand. Plus tard, Caprivi adoucit les décrets germanisants concernant les écoles, mais Bülow adopta la sévérité de Bismarck. La situation devint si grave que toute une série de grèves scolaires éclata. En 1907, 46.000 enfants de 733 écoles primaires firent la grève à Posen, pour la protection de leur langue natale. Déjà le ministre de la police, nommé Eulenburg, limita le droit de réunion à des séances en langue allemande, puis la même politique fut adoptée par le chancelier Bülow. Les polonais catholiques, partisans fidèles de Rome, furent en même temps victimes de la lutte culturelle („Kulturkampf“) de l'empire. Des ecclésiastiques et des laïcs, qui s'étaient opposés à la germanisation dans les domaines scolaire, ecclésiastique et culturel subirent des peines d'amende et de prison. Dans l'administration cette germanisation s'accomplit dès la première moitié du siècle. Depuis 1833, les „Landrat“ furent nommés par le roi, mais, naturellement, ils ne se recrutèrent pas parmi les aristocrates polonais. A la même époque se raffermît la tendance de priver les grands et les moyens propriétaires polonais de la terre habitée par les Polonais. Ces vieilles mesures furent dictées, sans aucun doute, par la crainte qu'inspirait une minorité forte et passionnée, née avec les sentiments de l'hostilité. Or, vers 1840, parmi les 14 millions d'habitants de la Prusse, il y avait deux millions de Polonais ou d'autres Slaves, tandis que deux tiers de la population de la ville de Posen étaient polonais. Mais au temps de Bismarck, le Reich puissant n'avait rien à craindre des Polonais. En les opprimant le Reich appliquait des principes généraux. Avec son peuple imbu d'une supériorité intellectuelle, le grand État national tenait pour juste d'assimiler le peuple plus petit et moins cultivé, vivant à l'intérieur de ses frontières, d'annuler sa culture et de l'amalgamer.

C'est, assurément, l'ancienne forme de l'idée française

de nation qui exerça ici son influence, mais, arrivée dans les territoires de l'Est, elle se plia aux conceptions vitales de cette région. La classe intellectuelle germano-prussienne quitta le domaine politique pour s'engager sur le plan culturel: les chefs militaires de la Révolution française avaient propagé la langue et les coutumes françaises afin d'affranchir les opprimés — ils voulurent les rendre libres en les francisant — les politiciens petits bourgeois de l'empire bismarckien, eux, germanisèrent, afin de répandre la culture, et même d'élever certaines races inférieures au niveau des hommes, en quoi ils suivirent aussi la bourgeoisie éclairée du XVIII^e siècle. Une déclaration fort caractéristique fut consacrée à la minorité vende-serbe, évaluée à 80.000 habitants. L'auteur de cette déclaration blâme les Allemands qui, dans l'intention d'étudier la vie des peuples sauvages condamnés à l'extinction, partent pour la Nouvelle-Zélande et les îles du Pacifique. Il est inutile d'observer l'agonie des Maoris et des Polynésiens — dit-il — voici les Serbes et les Vendes qui sont en train d'agoniser en tant que nation. Jusque-là, ils n'ont eu qu'une existence latente et, après leur mort, ils renaîtront sous une forme plus belle et plus forte, avec une nouvelle langue, comme membres d'un grand peuple de la culture. Et en même temps, comme s'il prescrivait un médicament, il précise les étapes de la germanisation linguistique. Celle-ci pourra être appliquée avec un succès rapide à l'égard des Vendes, de plus, ses moyens sont doux et ne ressemblent pas à ceux que les Tchèques et les Polonais avaient appliqués contre les Allemands. Nous autres Allemands, dit-il avec satisfaction, qu'on a l'habitude de calomnier comme des sauvages, nous sommes mieux que les autres, étant donné qu'il nous serait facile d'exterminer les Vendes, mais nous les germanisons avec ménagement, sans recourir aux vieilles méthodes avec lesquelles nos ancêtres du XII^e siècle ont exterminé les peuples slaves et, au XIII^e siècle, interdit l'usage de la parole slave, sous peine de mort. Les moyens de la germanisation actuelle sont les suivants: l'école, le développement

de l'agriculture, l'établissement de rapports économiques entre les paysans allemands et vendes, enfin l'activité du pasteur protestant allemand. Tout cela semblait suffisant à l'égard des Vendes.

Vis-à-vis des Polonais, Bismarck poussa plus avant et, dès 1882, il fit une tentative de grande envergure afin de les priver de leurs terres. La loi de 1886 créa une fondation de 100 millions de marks pour lutter contre les tentatives que l'on faisait alors pour poloniser les provinces de la Prusse Orientale et de Posen, et raffermir la position des Allemands, en établissant des paysans et des ouvriers allemands. Comme on sait, une partie considérable des domaines de l'aristocratie polonaise périt ainsi, et, contre le pouvoir de l'État prussien, la terre et le peuple de Pologne furent sauvés par un mouvement démocratique de résistance qui organisa une petite classe moyenne, représentée par les ouvriers et les paysans. Il est possible que cet exemple eut également une influence sur Masaryk, lorsqu'il organisa, sur une base démocratique, la résistance des Slovaques contre l'État hongrois et la gentry.

L'État bismarckien, né à Sadowa et à Sedan, dans le bruit des armes, donna bientôt la vie à des politiciens et des philosophes pratiques. Ceux-ci s'appuyèrent sur le pouvoir, sur le droit des armes et de la violence. Dans le domaine des nationalités, ils appelèrent les choses par leur nom et développèrent le nationalisme d'État, enclin dès le début à la violence, avec une brutalité auparavant inimaginable. Qu'il suffise de mentionner le nom de Henry Treitschke, que les historiens respecteront toujours, mais qui, dans ses ouvrages, d'une lucidité digne d'un grand savant, formula l'idée de l'État national, embryonnaire à l'époque de Bismarck, et contribua à pousser l'évolution nationale jusqu'aux extrêmes. Son État est le „peuple juridiquement uni par le pouvoir indépendant“, ce qui implique la primauté de l'État et de la nation sur l'individu. Tout homme est d'abord allemand ou français et ce n'est qu'ensuite qu'il est homme. Seul le christianisme admet, d'une

manière peu partique, la notion du prochain et de l'amour du prochain. L'État n'a rien à faire avec l'amour (*der Wille ist das Wesen des Staates*), c'est pourquoi l'histoire politique revêt un caractère viril. Seuls les peuples courageux peuvent constituer des États, et c'est uniquement la volonté divine qui décide quels sont ces peuples courageux. L'homme n'y saurait rien changer. Ainsi, l'idée est à la fois une idée morale, car l'État est le produit de l'esprit qui se réalise dans le monde, par la volonté de Dieu. L'État étant lui-même la morale, il est affranchi de la morale bourgeoise. Il règne non seulement sur ses sujets, mais encore sur les petits peuples qui, n'ayant pas assez de pouvoir, n'ont pas non plus le droit de constituer des États. C'est sa grandeur qui rend l'État heureux. Treitschke envie sincèrement l'Angleterre, car celle-ci, dès Elisabeth et Shakespeare, puis à l'époque de Cromwell et de Milton, fut toujours grande, puissante et, par suite, abonda en biens spirituels, pendant que l'Allemagne n'accéda qu'en 1870 à l'unité nationale, fondement de la grandeur. Pour atteindre l'unité, on n'a pas forcément besoin d'une identité de sang, c'est-à-dire d'une unité de la race ou de la langue, on peut y accéder aussi par un mélange de peuples d'origine dissemblable. L'État étant le plus haut phénomène moral, chaque État „a le droit d'amalgamer les nationalités qu'il réunit“. Le peuple qui peut le plus aisément le faire est celui qui possède le talent de créer un État, puis la supériorité intellectuelle. L'assimilation des autres peuples n'est pas seulement un droit du grand peuple, mais peut-être encore un devoir douloureux, car cette opération ne se fait pas sans causer „une douleur infinie aux opprimés“. Une consolation nous est fournie ici par la différence dans la qualité des peuples. La colonisation allemande parmi les Slaves fut sans aucun doute un massacre de peuples (*Völkermord*), mais elle est devenue une bénédiction, étant donné que les Allemands étaient tellement au-dessus des Prussiens et des Vendes slaves, que ceux-ci finirent par accéder au bonheur avec la

germanisation. Là où l'assimilation n'est pas possible, la minorité peut obtenir des droits spéciaux, si elle les mérite. Ainsi par exemple les masses slaves qui habitent à l'est de l'Allemagne et que Treitschke nomme „subgermaniques“ (semblablement à l'expression „Zwischeneuropa“ des nationaux-socialistes), ne méritent pas les droits spéciaux de minorité. Il est vrai que l'éveil de la conscience des peuples subgermaniques créa une situation difficile pour les Allemands: les Russes et les Tchèques essayèrent, avec une rapidité effrénée, d'assimiler à leur barbarisme les Allemands vivant parmi eux. François-Joseph a cru pouvoir résoudre le problème de l'Autriche avec la création d'un État hongrois et d'un État allemand, ce que Treitschke ne blâme pas en principe. Il permet même que la langue d'État soit petit à petit répandue aussi dans l'État mixte, mais, comme Allemand, il souffre du fait que les Hongrois aient introduit leur langue à la place du latin, ayant mortellement offensé par là les Allemands de Hongrie qui sont, selon lui, les exemplaires les plus tristes de la race germanique. Dans leur dépravation, ils se sont abaissés jusqu'à s'assimiler à une race inférieure. Par contre, les Hongrois ont tout droit d'amalgamer les Slaves, ceux-ci étant inférieurs même à eux.

Ayant établi une hiérarchie des divers peuples suivant leur valeur morale, la conception allemande entrava toute protection du droit des minorités, ainsi que la coexistence pacifique des peuples. Car il était clair qu'aucun des peuples ne reconnaîtrait son caractère inférieur. Or, possédant un État, chaque peuple se comportera comme supérieur et profitera des possibilités d'oppression que lui fournissent les théoriciens. Du reste, au début de la popularité de la théorie allemande, les Hongrois figuraient encore comme alliés historiques dans la lutte contre les Slaves, ils furent donc comptés pour un peuple supérieur. Mais cela ne dura pas longtemps et les politiciens hongrois comprirent bientôt que l'on essayait d'ajouter à leurs minorités hostiles les Souabes de Hongrie, dont l'éveil national devint la préoc-

cupation constante de Treitschke et de ses compagnons, des grands-Allemands et des „Alldeutsch“.

L'opinion publique hongroise n'accepta pas cette théorie et n'admit pas le principe d'une attitude brutale à l'égard des minorités, mais, au parlement et dans les journaux, on ne manqua pas de faire allusion à l'exemple de Treitschke lorsque la Hongrie fut accusée d'opprimer ses nationalités. On se référa au caractère violent de la théorie allemande et de la pratique bismarckienne, surtout contre les accusations faites par les Saxons de Transylvanie. On prouva que les actes qualifiés de magyarisation étaient bien loin de la mesure et des moyens de la germanisation auxquels avait eu recours le Reich à l'égard des Polonais, des Vendes, des Danois et des Alsaciens. Tout ce que les Saxons purent répondre ce fut de dire que l'Allemagne était différente de la Hongrie, que là, la dénationalisation s'effectuait contre des minorités insignifiantes, tandis qu'ici, en Hongrie, à peine la moitié de la population totale se chargeait de réaliser l'impossible, de magyariser des foules plus nombreuses. Autrement dit, ils reconnaissaient au grand le droit d'opprimer le petit et ne s'opposaient pas à priori à la théorie de l'oppression mais ils la rejetaient en raison des circonstances de fait. L'influence de la théorie de Treitschke se rencontre assurément chez d'autres peuples aussi. A l'université de Berlin, ses cours de politique furent suivis non seulement par des Hongrois, mais encore par des Slaves et des Roumains.

Il est indubitable que vers la fin du siècle, c'était encore l'idée française de la nation, ce produit de la fin du XVIII^e siècle, qui dominait en Europe carpathique. Chaque peuple dominant s'efforçait d'avancer, d'une manière quelconque, les frontières de la nation jusqu'aux frontières de l'État et d'assimiler les éléments d'idiome différent entravant cette extension. Par contre, ceux-ci, se sentant menacés dans leur existence, se défendirent et élaborèrent des projets, conclurent des alliances, afin de se libérer de leur état de subordination, de se procurer un État à eux, c'est-à-dire,

— soyons sincères — de devenir oppresseurs au lieu d'être opprimés. Déjà cette tendance menaçait la paix du continent, mais la théorie allemande et son application rendirent le danger plus imminent encore. Cette théorie, pour la première fois, osait déclarer que les affaires des minorités ne connaissaient pas de règles générales et que la morale obligatoire pour tous les peuples ne leur était applicable que de façon relative dans la mesure où elle était favorable à la nation intéressée. Il est indubitable que derrière les discussions concernant le problème des nationalités, discussions qui agitaient depuis longtemps l'Europe, se cachait cet égoïsme: les Russes n'avaient considéré que leurs propres intérêts lorsqu'ils étaient venus à bout des Finlandais et des autres nationalités, et seuls les intérêts anglais avaient déterminé les différentes méthodes et étapes de l'oppression des Irlandais. Mais personne n'essaya d'ériger en doctrine philosophique le principe du *sic volo sic jubeo* et le rôle décisif du *Wille*. On peut aussi tenir pour une tragédie de l'Europe que, lorsque certains de ses grands peuples, les Allemands et les Italiens, sont entrés dans le courant du nationalisme, cette conception était déjà dénuée de tout trait humain et de toute trace de l'amour du prochain qui avait caractérisé l'époque des lumières. Si quelqu'un avait pu avoir une idée juste des nationalismes européens, il aurait dû constater déjà vers la fin du siècle que ceux-ci étaient les écoles de l'égoïsme, plus d'une fois de la haine, et non de l'amour.

En Allemagne, ce ne furent pas seulement les disciples de Nietzsche et de Treitschke qui professèrent la théorie du *Wille zur Macht* mais aussi le professeur Lagarde, conservateur quasi isolé à cette époque, que plus tard le national-socialisme reconnut comme un de ses précurseurs, bien qu'il s'efforçât de former et de protéger l'individu, sans toutefois user de moyens libéraux. Il professait la nécessité de l'oppression. Il parlait également d'„ethos“ mais seulement au-dedans des frontières de son pays. Pour lui, l'Allemagne n'est pas une notion géographique ou politique. Elle

est un „ethos“ qui se réalise dans les âmes. La nation est réalisée par ceux qui sentent, pensent et veulent en allemand, „durch das ethnische Pathos aller seiner Kinder“. Au service de cette „morale“, il faut rompre avec la philanthropie, car la tâche de l'Allemand n'est pas ce qui est commun à tous les hommes. Son intérêt se porte sur ce qui le caractérise en tant qu'Allemand. La philanthropie pour l'Allemand est un vice, dont il doit se libérer en faveur de l'individualisme allemand. Pour tout cela, il réclame comme moyens la religion allemande, l'expulsion du catholicisme, le rattachement de la Monarchie austro-hongroise au Reich et la germanisation des peuples non-allemands de cet État. Les Tchèques doivent être germanisés sans condition, l'élément allemand doit être fortifié en Hongrie où il faut aussi envoyer de nouveaux colons. Un nouveau chapitre important de la colonisation orientale du moyen âge doit être ouvert, afin que le nouvel empire allemand s'étende de l'embouchure de l'Ems jusqu'au défilé de Vöröstorony. Pour le moment, les Hongrois sont encore protégés par le système monarchique du dualisme, mais tôt ou tard, il faudra les germaniser, de même que les juifs, car la „Durchschnittsware“ prussienne ne s'améliorera qu'à l'aide d'une infinité de mariages mixtes.

Ces projets constituaient déjà un danger grave pour les peuples voisins, danger qui s'accroît lorsque, contrairement à la politique de non-intervention de Bismarck, toute la classe intellectuelle allemande réclama, petit à petit, le recours aux armes en faveur des Allemands vivant dans les milieux hongrois, tchèques, polonais... Les protecteurs des Saxons de Transylvanie furent, dès 1860, de grands savants allemands de Wattenbach à Kirchow. La haute classe cultivée d'Autriche créa le parti „grossdeutsch“, qui tenait pour un de ses devoirs l'éveil des Souabes de Hongrie. L'association dite „Alldeutsches Verband“, qui par les notions de „Volkstum“ et de „Volksboden“ a préparé l'avènement du national-socialisme, essaya d'étendre l'hégémo-

nie allemande sur toute l'Europe carpathique, en mobilisant les minorités vivant en dehors des frontières du Reich. Les membres de cette association furent donc les antagonistes acharnés de Bismarck, et tandis que le chancelier se contenta jusqu'au bout de la participation de la Hongrie à la Triple-Alliance, les „Alldeutsch“ voyaient le plus grand obstacle de leurs projets précisément dans la conscience politique des Hongrois. Pour eux, Treitschke n'était plus une autorité.

Ernst Hasse, professeur à Leipzig, exposant déjà officiellement la politique de l'„Alldeutscher Verband“,^{*} réfute la doctrine de Treitschke d'après laquelle on a besoin de la grande puissance austro-hongroise. L'alliance avec cette monarchie, oeuvre de Bismarck, est une fausse conception, car „elle ne correspond pas à notre juste égoïsme politique“. Il faut détrôner la dynastie des Habsbourg, rattacher les provinces allemandes de la Monarchie au Reich. Pour les autres provinces, on peut leur laisser leur langue, mais uniquement au degré inférieur de l'administration. Cette „Südöstliche Grenzmark“ sera soumise, pour toujours, à une direction allemande, avec l'allemand comme langue d'État, avec une culture germanique et une nouvelle colonisation puissante. Le dualisme n'est donc qu'un épisode dans la vallée du Danube où l'État territorial des Hongrois depuis bien longtemps ne correspond pas à ce qu'exige un „Volksstaat“. Si les Hongrois et l'État des Habsbourg résistaient à l'Allemagne, celle-ci aurait le droit de s'allier à n'importe qui, dans le but de liquider la double-monarchie. Elle cédera la Galicie à la Russie, la Transylvanie et la Bukovine à la Roumaine, le Tyrol du Sud et l'Albanie à l'Italie, elle conservera le reste. En dernière analyse, il s'agit ici de petits peuples impuissants, à partir des Finlandais jusqu'aux Tchèques, aux Slovènes et aux Hongrois,

^{*} *Deutsche Politik*. T. I. München, 1907.

contre lesquels le grand peuple a toujours raison. Il est curieux que le projet de Hasse, parmi les peuples qu'il condamne à la disparition, ne ménage que les Roumains et les Ruthènes.

Vers la fin du siècle, de pareilles menaces et de semblables projets furent dirigés en grande quantité contre la Hongrie. Les „Alldeutsch“ s'unirent aux Roumains dans la propagande qui visait au détachement de la Transylvanie. Le nouveau danger allemand fit davantage comprendre aux Hongrois qu'ils devaient réaliser immédiatement leur unité nationale dans le domaine de l'État. Au début du siècle, cette crainte qui s'augmenta de nouveau provoqua un nouveau courant d'assimilation, dont un moyen était la magyarisation des noms de lieu, puis le développement de la magyarisation des noms de famille dans la classe moyenne d'origine allemande, dont une certaine partie était devenue depuis longtemps hongroise.

L'assimilation n'était pas un crime et qui s'en chargeait ne devait pas se sentir coupable dans l'Europe d'alors dont l'horizon était hérissé de poings menaçants. Bien que les Hongrois aient été au courant non seulement de la situation allemande, mais encore des luttes des nationalités en Belgique et de l'oppression des Irlandais, et qu'ils en aient conclu que leur assimilation était plus humaine et plus douce que celle des Occidentaux, ce furent les événements d'Autriche qui exercèrent la plus grande influence sur eux. Là, comme on le sait, l'émancipation des nationalités fixée dans les chartes constitutionnelles ne put être réalisée. L'anarchie fit en même temps des progrès, dans la mesure où les Allemands, dominant encore au temps du compromis de 67, s'affaiblirent dans le domaine politique. Le parlement, de même que les diètes régionales, par suite des luttes relatives au problème des nationalités, furent dans l'impossibilité de poursuivre leur activité législative. A cause de l'égoïsme des nationalités, qui ne tenaient pas compte des réalités et repoussaient toute tentative de compromis, l'existence politique de l'Autriche ne fut maintenue que par

la personne de l'empereur et par l'absolutisme dissimulé sous le § 14. L'élément allemand, qui dirigeait auparavant l'État, renonça peu à peu à trouver une place dans ce chaos. Les Allemands d'Autriche qui avaient conscience de leur devoir national renoncèrent à leurs pays et se préparèrent à rentrer en Allemagne. Ni les Allemands, ni les Tchèques, ni les Polonais, ni les Italiens ne trouvèrent plus aucun principe de réorganisation, chacun se contenta de sauver et de raffermir sa propre situation au milieu de luttes continues avec les autorités administratives et gouvernementales. Seul le soi-disant «Moravaausgleich» de 1906 apporta un élément nouveau dans la question des nationalités. Les Tchèques et les Allemands de la Moravie se séparèrent au point de vue politique et dressèrent un «cadastre national ou matricule» pour les Tchèques et un pour les Allemands. Ils établirent des corps électoraux autonomes, excluant ainsi toute rivalité. A la diète régionale, ils exprimèrent leur volonté par „blocs nationaux“, et non personnellement. Cette solution aurait dû avoir un grand avenir, mais la Monarchie n'avait que quelques années à vivre et ses États successeurs, en tant qu'États nationaux nouvellement nés, n'étaient pas disposés à suivre ces tentatives destinées à éliminer les injustices provenant du mélange de la population des États nationaux. Mais, jusqu'à la dissolution de la Monarchie, l'assimilation fut pratiquée même en Autriche et aucune nation ne refusa d'accueillir les étrangers désireux d'entrer dans sa communauté. Il est notoire que les «Grossdeutsch» les plus combattifs avaient des noms tchèques, et que parmi les Tchèques il y eut beaucoup de politiciens portant des noms allemands. Les spécialistes du droit et de la question des nationalités s'attachèrent dans leurs ouvrages, jusqu'à la chute de la Monarchie, à l'assimilation qu'ils tenaient pour possible. Ils soutenaient que les États de population mixte avaient toujours besoin d'une langue principale garantissant l'unité du pays.

Vers la fin du siècle, ce fut un professeur de Graz, d'origine polonaise, nommé Gumpłowitz, qui eut la plus

grande autorité.* Semblablement aux Hongois désillusionnés par l'idéalisme d'Eötvös, il ne tenait plus l'émancipation nationale, ni les autres résultats de la constitution autrichienne de 48 pour réalisables et proposait de céder tous les droits aux nationalités historiques». A ses yeux également, la nationalité n'est pas constituée par la langue, mais par les grandes vertus politiques qui apparaissent au cours de l'histoire. Les peuples dépourvus d'un tel passé ne sont — selon lui — que des vestiges peu cultivés qui, dans les rapports personnels, peuvent garder leur langue, sans pouvoir pénétrer au degré d'État. En 1848, ce furent de telles tribus primitives qui se levèrent contre les grandes nations historiques, tribus qui pendant 2000 ans n'arrivèrent jamais à créer des États et ne furent que des collectivités anthropologiques et ethniques. Pourtant, elles exigèrent les mêmes droits politiques que les grandes nations qui avaient mené des luttes séculaires et déployé une activité historique assidue. Il est impossible — d'après Gumplovitz — de leur accorder l'émancipation, il est préférable de faciliter leur assimilation sans oppression en leur ouvrant les carrières juridiques, économiques et pédagogiques dans la langue de l'État. De cette manière, ces idiomes dépourvus de culture disparaîtront ou, si se n'est pas possible, les individus qui continuent à les parler s'adapteront entièrement à l'unité politique et historique du peuple supérieur. Ainsi, ces nouveaux États polyglottes donneront naissance à un type d'homme plus parfait.

Edward Bernatzik,** cet excellent spécialiste viennois du droit public, fervent hungarophile, avoua les difficultés de l'émancipation des peuples d'Autriche avec moins d'imagination. Pour lui, dans la définition de la nationalité, le principe de la descendance est également suranné. C'est

* *Das Recht der Nationalitäten und Sprachen in Österreich-Ungarn* 1879.

** *Über nationale Matriken*. Wien, 1910, et: *Die ausgestattung des Nationalgefühls im 19. Jahrhundert*. Hannover, 1912.

dans le registre matricule national du compromis morave qu'il voyait la meilleure garantie de l'émancipation. Ce registre permet à chacun de se faire inscrire selon ses désirs comme membre de telle ou telle nationalité, indépendamment de la langue. Mais tous les peuples ne peuvent avoir un tel registre national, c'est-à-dire une nationalité reconnue par l'État, seuls les peuples pourvus d'une culture et d'une langue littéraire développées peuvent y prétendre. Ainsi par exemple les Tziganes n'y ont pas droit. Cela, bien entendu, suppose de nouveau une hiérarchie entre les peuples, et permet aux États d'avoir des minorités méprisées et dépourvues de droits. Par contre, il résultait de la nature des registres nationaux que l'individu pouvait changer, de temps en temps, de conviction, si une nouvelle sympathie pour une autre nation l'emportait dans son âme et s'il commençait à se sentir solidaire de l'histoire et du présent d'un autre peuple et d'une autre nation. Dans un cas pareil, il s'assimilait de son plein gré et, en conséquence de l'assimilation accomplie, il pouvait s'inscrire sur le registre d'une autre nation.

On pourrait continuer l'examen de ce processus jusqu'à l'infini et on obtiendrait toujours le même résultat. A l'ouest de la Hongrie, les États cultivés du continent, jusqu'à la première guerre mondiale, ne purent arriver à une théorie juridique de la protection des petits peuples qui rallie tous les consentements. Mais il furent unanimes à permettre l'assimilation des minorités et leur opinion sur la question des nationalités dépendait généralement de leurs propres intérêts. Il se trouva pourtant des esprits indépendants qui élevèrent de temps en temps leur voix contre l'oppression des minorités, oppression qui, bien que de façon différente, s'exerçait presque sans discontinuité de l'empire russe et de la Turquie jusqu'à l'Irlande. Mais aucune nation, à moins que son intérêt personnel ne l'y poussât, ne partageait l'avis de ces quelques individus. A cette époque de nationalisme, chaque nation croyait à la nationalité, quelquefois même c'était sa seule croyance, mais elle croyait à sa nationalité

et non à celle des autres. Or, la tolérance religieuse n'apparut pas sur le continent européen au moment où les religions montrèrent leurs blessures, dans l'intention de causer, le cas échéant, des blessures encore plus graves aux autres, mais la vraie tolérance naquit au moment où les hommes aperçurent et désapprouvèrent aussi l'oppression de ceux des autres religions. Cette analogie puisée dans la vie religieuse a quelque chose de déprimant: les premiers véritables représentants de la tolérance furent ceux qui, comme les déistes anglais, ne croyaient plus à aucune religion positive. Serait-il donc vrai que la véritable tolérance nationale, l'amour pour le prochain entre les nations, ne nous sera fournie un jour que par ceux pour qui la nationalité sera une conception tombée en désuétude?

7

La paix des peuples, conforme au système établi par Eötvös, ne s'est pas réalisée en Hongrie. Ceux qui, vers la fin du siècle, dans un nombre toujours décroissant, s'attachaient à l'article 44 de la loi de 1868, dont ils désiraient l'application, ne trouvèrent pas de consolation dans les idées et les événements européens. Adopter les principes libéraux concernant la liberté, et, à l'aide d'une tolérance réciproque, essayer de pacifier les peuples depuis longtemps en désaccord, — tout cela ne fut qu'une initiative isolée et sans issue, non seulement en Hongrie, mais, comme nous venons de le voir, dans toute l'Europe carpathique, c'est-à-dire partout où les peuples, dans leur coexistence, auraient eu besoin d'une conception juridique de l'amour du prochain. Dans la mer de domination et de violence, les adversaires du pouvoir n'étaient que des *rari nantes*.

Au début de notre siècle, un Hongrois fut le seul à professer les doctrines de Széchenyi, de Deák et d'Eötvös. C'était un noble de la Grande Plaine, nommé Antoine Mocsáry, qui en raison même de ses idées fut élu député uniquement par une circonscription roumaine. Ses exigen-

ces relatives à l'application de la loi de 1868 furent rejetées par le premier ministre Coloman Tisza en personne qui déclara reconnaître les bonnes intentions hongroises de Mocsáry à qui il pardonnait, car Mocsáry ne savait pas ce qu'il faisait.

Les gouvernements successifs maintinrent la loi et ne donnèrent pas satisfaction aux prétentions des foules nationalistes qui en réclamaient la suppression et se refusaient à l'appliquer. Les dispositions de la loi n'étaient d'ailleurs respectées que là où les vieux usages hongrois demeuraient encore en vigueur. Aux degrés inférieurs : sur les territoires non-hongrois, et même dans les villages isolés roumains, slovaques ou serbes, l'administration locale était faite dans la langue du village. Les autorités inférieures des comitats, les conseillers d'arrondissement et les sous-préfets de district connaissaient généralement la langue du peuple. L'affaire de celui qui ne parlait pas le hongrois était réglée dans sa langue maternelle. Tout cela se passait sans difficulté, car les fonctionnaires des comitats étaient choisis parmi les habitants du comitat même qui connaissaient dès leur enfance les langues usitées par la population. Les nécessités de l'administration étaient généralement plus fortes, du moins à ce degré, que n'était le désir de magyarisation. En Transylvanie, les décrets des autorités du comitat, adressés aux villages, étaient édités pour la plupart en roumain. Les préfets de comitats étaient, en effet, pour la plupart des Hongrois, mais aux conseils généraux on continuait à employer également les langues des nationalités.

Les difficultés commencèrent dans les villages où la classe intellectuelle était moins tolérante et moins influencée par la situation que dans les villages : les tribunaux des villes empêchèrent de plus en plus fréquemment les villageois de parler leur langue non-hongroise et employèrent des interprètes jurés. Cette habitude fut favorisée par quelques attaques de certains journaux, ou bien, par la requête des barreaux d'avocats, adressée au ministre de la justice, demandant d'imposer l'usage de la langue

hongroise dans les tribunaux, aussi bien que dans les rapports avec les clients. Dans les administrations centrales et les ministères, la situation était plus favorable, étant donné que dans ces offices il y avait aussi des fonctionnaires non-hongrois, qui n'avaient pas été obligés de renier ouvertement leur nationalité. Auprès des tribunaux supérieurs, à la Cour royale de Cassation, il y eut toujours des juges roumains qui prirent une part active à la vie intellectuelle roumaine de Budapest. Les véritables difficultés se présentèrent dans le domaine politique. Pendant bien longtemps, les Roumains, les Serbes et les Slovaques demeurèrent passifs, ils n'acceptèrent pas la loi de 1868 comme base de la vie politique et, lorsqu'ils se présentèrent à la députation, le gouvernement entrava toujours leur élection avec les mêmes méthodes. Dans le pays entier, le droit électoral dépendait d'un cens élevé et d'autres conditions, ce qui permettait d'exercer toute sorte de pressions sur les électeurs. Les électeurs ne pouvaient voter qu'à un seul endroit, le chef-lieu d'arrondissement. Leur accès et leur séjour dans cette ville étaient fixés par l'administration et contrôlés par la gendarmerie. A l'époque des élections, il s'en suivait une grande agitation, les foules que l'on empêchait de voter s'excitaient, les partisans des divers candidats en venaient souvent aux mains et il arriva plusieurs fois, à l'occasion d'élections de Hongrois ou de non-Hongrois, que la gendarmerie ouvrit le feu sur la foule. La seule différence c'est que, lorsque dans une ville hongroise de la grande plaine une pareille «atrocité électorale» était commise contre un candidat du parti de l'indépendance, on ne s'en souciait guère à l'étranger et on l'attribuait au caractère défectueux du système électoral hongrois, tandis que si elle se produisait contre des candidats non-hongrois, le même acte était qualifié d'atrocité commise contre les minorités et toute la presse européenne le relatait. Seton-Watson consacra plusieurs années à l'étude de ces élections dont il donna, dans ses livres, des descriptions pleines de partialité. Il aboutit à compromettre aux yeux des États occidentaux la

domination des Hongrois sur les nationalités. En Allemagne, le même travail a été exécuté par les journalistes du mouvement des „Alldeutsch“.

Si avant 1918 les nationalités n'ont pu accéder à la vie politique dans la mesure de leur proportion numérique, il faut en rechercher la cause, outre les défauts et l'application défectueuse du système électoral, dans leur longue passivité. Il faut la rechercher aussi dans le fait que les foules des nationalités, surtout la population des villages, ne participaient pas encore à l'éveil national qui s'est emparé d'abord des classes intellectuelles, et, seulement bien plus tard, des masses. Une partie considérable des populations roumaine, ruthène et slovaque vivait encore dans l'indifférence nationale et se préoccupait plus des questions religieuses que de l'idée de nationalité. C'est dans les arrondissements slovaques de la Haute-Hongrie que le parti populaire catholique hongrois obtint la majorité de ses mandats, c'est-à-dire là où même le parti de la nationalité slovaque avait dû dans sa campagne électorale utiliser des arguments d'ordre religieux. Ces succès électoraux ne purent être obtenus que grâce à l'appui des prêtres catholiques. En 1907, l'incident sanglant de Csernora, au cours duquel les gendarmes tirèrent sur la foule et firent 15 victimes parmi les Slovaques, avait pour origine une question religieuse: le curé Hlinka avait été relevé, par son évêque, de ses fonctions ecclésiastiques, et, lorsque le curé voisin voulut faire le dédicace de l'église du village, le peuple résista aux forces de police qui voulaient rétablir l'ordre. Pour que les masses acquièrent une conscience nationale il a fallu attendre l'époque de Trianon et l'enseignement et la propagande de l'État autonome slovaque et des Roumains.

La plus grande difficulté fut soulevée par la question scolaire. La majorité des politiciens hongrois étaient persuadés que l'école suffisait pour apprendre le hongrois, que celui qui l'avait appris deviendrait Hongrois, et que par ce moyen le nombre des Hongrois pouvait être considérablement augmenté. Au début, cette illusion n'était répandue que

parmi les politiciens indépendants de culture et de langue purement hongroises, puis plus tard, influencés par les exemples germano-polonais, germano-alsaciens et anglo-irlandais, plusieurs se rangèrent à leurs côtés. Ils se rassuraient en prétendant que le changement de langue ne s'effectuait au détriment de personne, et que la magyarisation pratiquée dans l'enseignement était un procédé extrêmement doux encore, si on la comparait à la manière adoptée par ces grands peuples occidentaux à l'égard de leurs minorités. Malgré tout cela, la codification relative à la magyarisation de l'enseignement marcha très péniblement. On mit longtemps avant d'abandonner les lois d'Eötvös sur les écoles primaires. Dans les deux classes supérieures des écoles secondaires on introduisit l'enseignement de la langue et de la littérature hongroises puis on fonda des écoles maternelles, dans lesquelles des institutrices sachant le hongrois jouèrent avec les enfants, en les habituant à la langue hongroise. Enfin, en 1907, dans les écoles primaires de langue non-hongroise, on exigea un enseignement qui devait permettre aux enfants, au bout d'un an, de s'exprimer même en langue hongroise. Mais tous ces décrets restèrent lettre morte car on ne pensa même pas à supprimer les écoles de langue non-hongroise, ni à priver les Églises des nationalités de leur droit d'entretenir des écoles, alors que la somme nécessaire manquait à la fondation de nombreuses écoles hongroises de l'État. Ils donnèrent l'occasion, et ce fut leur unique résultat, à certains inspecteurs, au cours de leurs visites officielles, de réclamer des écoles non-hongroises, ce qui était du reste irréalisable. Au lieu de chercher à éliminer les nationalités, on exerça un contrôle inutile et inefficace qui contribua à rendre constante leur exaspération. Les inspecteurs exigeaient des fêtes de fin d'année en langue hongroise, les gendarmes interdirent aux enfants de porter les couleurs de l'État roumain.

Pour les hommes d'État sensés, il était clair que ces moyens étaient peu efficaces. Quant aux moyens allemands, personne en Hongrie ne voulait les utiliser. Ce

fut Jules Andrassy-fils qui en 1906, comme ministre de l'intérieur, déclara qu'il tiendrait la magyarisation forcée pour la faute la plus éclatante. „Il est impossible de priver de son caractère national un peuple de plusieurs millions d'hommes.“ Bien que l'on essayât de le faire à l'étranger, il croyait que l'on n'y réussirait pas non plus, malgré tous les moyens puissants dont disposaient les Allemands. S'il est vrai que la magyarisation ait fait des progrès sensibles, ce n'est pas à l'activité de l'État qu'on le doit, au contraire. Cette magyarisation ne s'est pas produite dans la classe paysanne de province, mais dans la population urbaine qui, vivant dans la vie économique, littéraire et politique de la Hongrie, pouvait à peine se soustraire à son influence. Bien entendu, ce fut en premier lieu l'ancienne bourgeoisie allemande des villes qui se magyarisait. À Budapest et dans les villes de province il n'y avait guère, au début du siècle, que quelques bourgeois de langue allemande. Puis la vie moderne, les communications faciles et multiples donnèrent tant d'occasions aux individus de se détacher de leur lieu d'origine. La société, les fonctions, les nouveaux paysages etc., facilitèrent le contact avec les Hongrois qui occupent la position centrale. À côté des autres étapes de l'histoire des nationalités, cette assimilation naturelle doit être aussi mentionnée.

En Hongrie il fut impossible de conserver le caractère pur et non-mêlé même des confessions. Les mariages entre catholiques et protestants sont si fréquents que leur réglementation des points de vue religieux et national forment, depuis une centaine d'années, une grande question politique qui intéresse vivement l'opinion publique. Il aurait été tout aussi impossible d'empêcher le croisement des nationalités qui s'effectua dans les classes inférieures de la société, et cela pas toujours au profit des Hongrois. En Transylvanie, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, plusieurs villages hongrois clairsemés, entourés de villages roumains, se roumanisèrent, ce qui entraîna généralement l'adoption de la confession roumaine

par la population du village en question, c'est-à-dire qu'elle devint uniate ou orthodoxe, sans toutefois que les noms de famille hongrois changent. Dans la suite les descendants devinrent entièrement Roumains. Dans la classe intellectuelle, ce fut, bien entendu, l'élément hongrois qui l'emporta, et, dans ce domaine, nous nous trouvons dans un labyrinthe d'influences intellectuelles, dont les règles sont, aujourd'hui encore, à peine accessibles.

Avant 1848, dans l'intention de défendre la nationalité slovaque, un pasteur luthérien slovaque nommé Samuel Hoitsy composa un pamphlet véhément, s'attaquant directement à Kossuth. Son fils, Paul Hoitsy, naturaliste et député, membre du parti de Kossuth, fut poursuivi en justice et privé de son grade d'officier. Il composa un ouvrage curieux, dans lequel il voulut étendre la Hongrie jusqu'aux monts des Balkans et la développer en un puissant empire jamais vu jusque-là. (Notons ici qu'aucun Hongrois de cette époque ne pensait à agrandir le pays). La famille Sulyok était également originaire de la petite noblesse slovaque de la Haute-Hongrie. Au XVIII^e siècle cette famille écrivait son nom à l'allemande, sous la forme de Schulek, et conserva ce nom au XIX^e siècle, mais, avec sa ramification, elle donne un exemple instructif de l'assimilation, telle qu'elle peut se présenter dans le cadre d'un État mixte. Avant 1848, quelques membres de cette famille firent leurs études au lycée de Presbourg et, sous l'influence de Štur, ils devinrent des Slaves hungarophobes. L'un d'eux, sous le nom de Šulek, s'établit à Zagreb et devint un écrivain et politicien croate, grand pionnier de l'État croate. A Zagreb, une statue conserve son souvenir. En 1848, ses deux frères, un vicaire et un orfèvre, furent exécutés par les autorités hongroises. Ils avaient été accusés de trahison. Le petit-fils de sa sœur, nommé Stefanik, ministre de la guerre, devint un des fondateurs de la république tchécoslovaque. Son quatrième frère, un pédagogue hongrois, mena une lutte littéraire contre les Slovaques. Leur cousin, sous le nom de Schulek, fut partisan de Kossuth et devint en 1848 haut

fonctionnaire ministériel, ses deux frères sont tombés en 48, comme officiers de la Honvéd hongroise. Leur sœur fut la femme de Kmetty, général de la Honvéd en 48, puis de l'armée turque. L'un des fils du partisan de Kossuth était professeur à la faculté de médecine de Budapest, puis recteur de l'université, l'autre reconstitua l'église du couronnement et construisit le Bastion des pêcheurs à Bude. L'une des branches de la famille prit le nom de Sulyok, pour faire preuve de ses sentiments hongrois. Tout cela doit nous inciter à la prudence et nous montrer que l'on ne peut établir de règles générales dans le domaine des nationalités. Les métamorphoses de la famille Sulyok—Schulek—Šulek montrent le double visage de l'idée de nationalité. Ici une conviction inébranlable que même la mort est incapable de modifier, là une mobilité dont on ne peut prévoir les changements, un éloignement brusque de la tradition familiale. Une chose est pourtant certaine: l'éducation (bien entendu, il ne s'agit pas de l'enseignement de la langue à l'école) a dû jouer ici un rôle très important. La dispersion de cette famille a été provoquée par l'instruction donnée aux lycées slovaques et hongrois, dont les professeurs étaient des esprits considérables.* Mais on se demande si ces esprits, c'est-à-dire leurs successeurs, ne pourraient un jour enseigner aux jeunes gens que l'on confiera à leurs soins, l'estime du peuple voisin, au lieu de leur en enseigner la haine.

8

Les Hongrois ne se contentèrent pas de cette assimilation naturelle qui, grâce à leur hégémonie politique et à leur position centrale leur tomba dans la main comme un fruit mûr. Dans l'atmosphère européenne d'alors aucun peuple ne pouvait se permettre d'être inactif. Chacun était ou bien un marteau, et voulait continuer de l'être, ou bien une

* Cf. T. Schulek, *Histoire d'une famille de Haute-Hongrie au XIXe siècle. Revue d'Histoire Comparée*, XXII (1944).

enclume et, dans ce cas, il voulait devenir marteau. Les minorités de Hongrie ne cessèrent de se plaindre, montrèrent au monde entier les blessures qu'elles avaient reçues au temps où elles étaient enclumes. Mais on devinait facilement qu'elles ne faisaient qu'attendre le moment de prendre le rôle de marteau. Les Hongrois savaient très bien que l'accord était impossible avec les minorités qui n'avaient pas abandonné leur vieux rêve de réaliser, au détriment de la Hongrie, des États autonomes. Or, les Hongrois, pas plus que les autres nations européennes n'entendaient abandonner leur unité politique. En 1907, Étienne Bethlen dit dans son premier discours à la chambre des députés: „Aujourd'hui, le problème des nationalités est arrivé à un tel point qu'il représente pour le pays le danger le plus grand. Aux yeux des Roumains, la valeur de la patrie hongroise a diminué, à côté de l'image d'État que la Roumanie indépendante peut leur présenter. Là, la nation roumaine n'est pas obligée de se contenter d'une parcelle des droits, car il y a la plénitude des droits, voire même la plénitude du pouvoir.“ Ce mouvement roumain s'efforce, poursuit Bethlen, „de former un territoire homogène dans la partie occidentale du pays, d'abord dans le domaine social, puis militairement et, s'il est possible, dans le domaine de la langue, afin de pouvoir l'unir sans danger, quand l'occasion s'en présentera, au royaume roumain indépendant.“

Le comte Bethlen s'est parfaitement rendu compte que les tendances des Roumains auraient continué à être hungarophobes même dans le cas où on leur aurait cédé la Transylvanie comme une province autonome. Le partage de l'unité de l'État hongrois ne présentait en lui-même aucun intérêt pour les Roumains mais en permettant de détacher certains territoires il favorisait la création d'une nouvelle unité roumaine. A la chute de la double monarchie, les Roumains de Transylvanie déclarèrent à l'assemblée de Gyulafehérvár, en 1918, l'annexion de la Transylvanie par la Roumanie et c'est à propos de cette déclaration que Théodore Mihali, collègue de Bethlen à la chambre des dé-

putés et chef du parti de la nationalité roumaine, écrivit en 1929 que cela „a été le couronnement heureux de longs efforts politiques, d'une lutte incessante et intrépide.“

Les Roumains de Hongrie ne furent pas seuls à mener cette lutte. Ils furent secondés par ceux du royaume, par le gouvernement de Bucarest, voire même par le roi Carol qui était, en apparence, l'allié et l'ami de la double monarchie. C'est ainsi que Mihali décrit la situation: „Je me souviens des contacts avoués et secrets, que nous, chefs des mouvements de Transylvanie et du Banat, entretenions avec l'ancien royaume de Roumanie lequel, nous pouvons le dire aujourd'hui, nous aimait, nous encourageait, nous guidait dans nos combats. Bucarest connaissait toutes nos aspirations, toutes nos défaites, toutes nos possibilités. Dans les moments décisifs, Bucarest détermina notre action. Bucarest nous donna les instructions tantôt pour freiner notre élan, tantôt pour engager la bataille. Nos relations avec Bucarest n'avaient pas un caractère personnel; elles faisaient partie de la politique, de la tactique politique du parti roumain... En quinze ans, j'ai été reçu vingt-deux fois en audience importante par le roi Carol, et le roi m'a fait part confidentiellement de sa conviction qu'un jour la Roumanie pourrait conquérir la Transylvanie.“* Voilà le pouvoir du sentiment national qui permet à un roi honnête et chevaleresque de faire des spéculations en vue du démembrement de son allié et qui donne la force aux politiciens de marcher, pendant des années, derrière un masque, se plaignant de l'oppression, proposant des conditions d'accord, bien que le but poursuivi, que l'on ne devait révéler qu'à l'heure décisive, ne soit pas de s'entendre avec l'adversaire mais de le détruire. De 1913 à 1917, les dirigeants roumains négocièrent sans cesse un accord avec le ministre Étienne Tisza qui croyait et espérait pouvoir tomber d'ac-

* Zs. de Szász, *Le problème transylvain. Nouvelle Revue de Hongrie*, 1943.

cord avec eux. Il était confiant dans les hommes et plus sentimental qu'Étienne Bethlen.

Dès le début, toute possibilité d'entente avait disparu, et cependant, partout, les politiciens des minorités feignaient d'entamer des pourparlers avec les Hongrois, mais sous leur manteau ils cachaient déjà des projets de partage. Les Tchèques, et les Slovaques qui marchaient avec eux, décidèrent de nouveau d'annexer un territoire tchéco-slovaque, conformément au projet de Palacký. En 1905, les Croates et les Serbes présentèrent la „résolution de Fiume“, dans laquelle ils s'adressaient encore en termes amicaux aux Hongrois et définissaient leur but d'une manière voilée, parlant d'un État croate équivalant à la couronne hongroise. L'opposition, le parti de l'indépendance qui était en train de prendre le gouvernement hongrois, n'a pas compris la „résolution“ et son chef François Kossuth la salua par télégramme. Or, les politiciens croates se fondaient déjà sur le trialisme, en réclamant, à côté de l'empire d'Autriche et de l'empire hongrois, un empire croate, c'est-à-dire la modification du compromis de 1867, le détachement des territoires du Sud de la Hongrie.

Les Hongrois avaient tout droit de se considérer comme un gibier pourchassé, lorsque même en Autriche, jusque-là le seul pays voisin neutre, un mouvement se dessinait contre l'unité de l'État hongrois: l'héritier du trône, François-Ferdinand se mit en rapport avec les adversaires roumains, slovaques et croates de l'unité politique hongroise et fit des projets concernant l'établissement du trialisme et, le cas échéant, l'aggression armée contre les Hongrois prêts à combattre pour le dualisme. Son but final aurait été d'amalgamer les peuples de la double monarchie en une unité fédérale, à l'exemple des États-Unis d'Amérique du Nord. Le rôle de la langue et de la culture anglaises aurait été joué ici par la langue et la culture allemande. Son projet a été dessiné par le Roumain Popovici, en 1906, dans son ouvrage intitulé *Die Vereinigten Staaten von Gross-österreich*, d'après lequel le nouvel État fédéral aurait

compris 15 États distincts et le territoire de la Hongrie aurait été diminué au profit d'un État slovaque, tandis que les territoires du Sud auraient porté le nom de Vojvodina. Même d'après le projet de Popovici, la langue de la fédération aurait été l'allemand, chaque État aurait employé sa propre langue. Mais ni ce projet, ni d'autres projets visant au partage territorial, ne se souciaient de la protection des minorités — il s'agissait de plusieurs millions d'hommes — englobés par les nouveaux États. Personne ne voulait entendre d'une protection des minorités, tout le monde désirait de nouveaux États nationaux et le pouvoir qui en découlait. On fermait les yeux devant le fait irrévocable que la terre de la Monarchie était habitée par des peuples mixtes et qu'il était impossible d'en faire des États homogènes, sans minorités.

Quelques politiciens aperçurent pourtant le caractère mêlé de la population, surtout Renner, qui devint plus tard chancelier social-démocrate de la république autrichienne. C'est justement en raison du caractère mixte de la population que Renner n'entreprit pas la division territoriale des nationalités, mais essaya d'établir un ordre équitable avec le système du registre matricule national. Bien entendu, le maintien des frontières entre l'Autriche et la Hongrie était pour lui aussi superflu; il voulait également anéantir l'État des Hongrois et son unité. De même que l'arrangement individuel du libéral Eötvös — une cinquantaine d'années avant l'époque dont nous parlons — ne suffisait à personne, le régime fondé sur les registres matricules nationaux ne contenta pas non plus les peuples partisans de l'idée de l'État national indépendant.

Tout ce que les Hongrois en retirèrent ce fut de se rendre compte du danger mortel où se trouvait leur existence historique. Ils ne pouvaient conclure la paix avec leurs nationalités sans commettre un suicide, ils durent donc continuer la politique de l'assimilation avec des moyens dont plusieurs savaient qu'ils étaient inefficaces, surannés, puériles. La politique hongroise concernant les natio-

nalités se trouvait, de cette manière, dans une impasse. Jusqu'à la catastrophe de 1918, personne n'était capable de trouver une issue.

9

Le partage de l'État hongrois à Trianon en 1920 pouvait-il aboutir, après tout cela, à une solution définitive, à un apaisement des peuples placés l'un à côté de l'autre et mélangés de façon étrange? Connaissant le caractère des minorités, on aurait dû prévoir, à la simple lueur d'un raisonnement, qu'une telle solution en raison des moyens employés, le partage de l'État hongrois déjà existant et la création de nouveaux États, était vouée à l'échec. La seule manière de créer de nouveaux États consistait à leur céder des millions d'habitants de l'État central, en qualité de minorités. Ni la Tchécoslovaquie, ni la Roumanie, ni la Yougoslavie ne furent des États nationaux, au sens occidental du mot. Pourtant, chacun se tenait pour un État national. Dans sa nouvelle constitution, la Roumanie déclara être un „État national, un et indivisible“. Elle avait promis aux puissances dictant la paix, et auxquelles elle devait toute son existence, de procéder à la protection de ses minorités, mais elle n'édicta une loi sur les minorités qu'en 1939, avant la formation de la Roumanie nationale-socialiste, en publiant un protocole de cabinet qu'elle appela „loi des minorités“. La Tchécoslovaquie n'était pas non plus un État national. Hongrois, Allemands, Slovaques et Ruthènes se protestèrent unanimement contre l'attitude des Tchèques. Même l'autonomie promise aux Ruthènes fut oubliée. En Yougoslavie le régime des Serbes était obligé de prendre des dispositions sévères contre les Croates et les Slovènes.

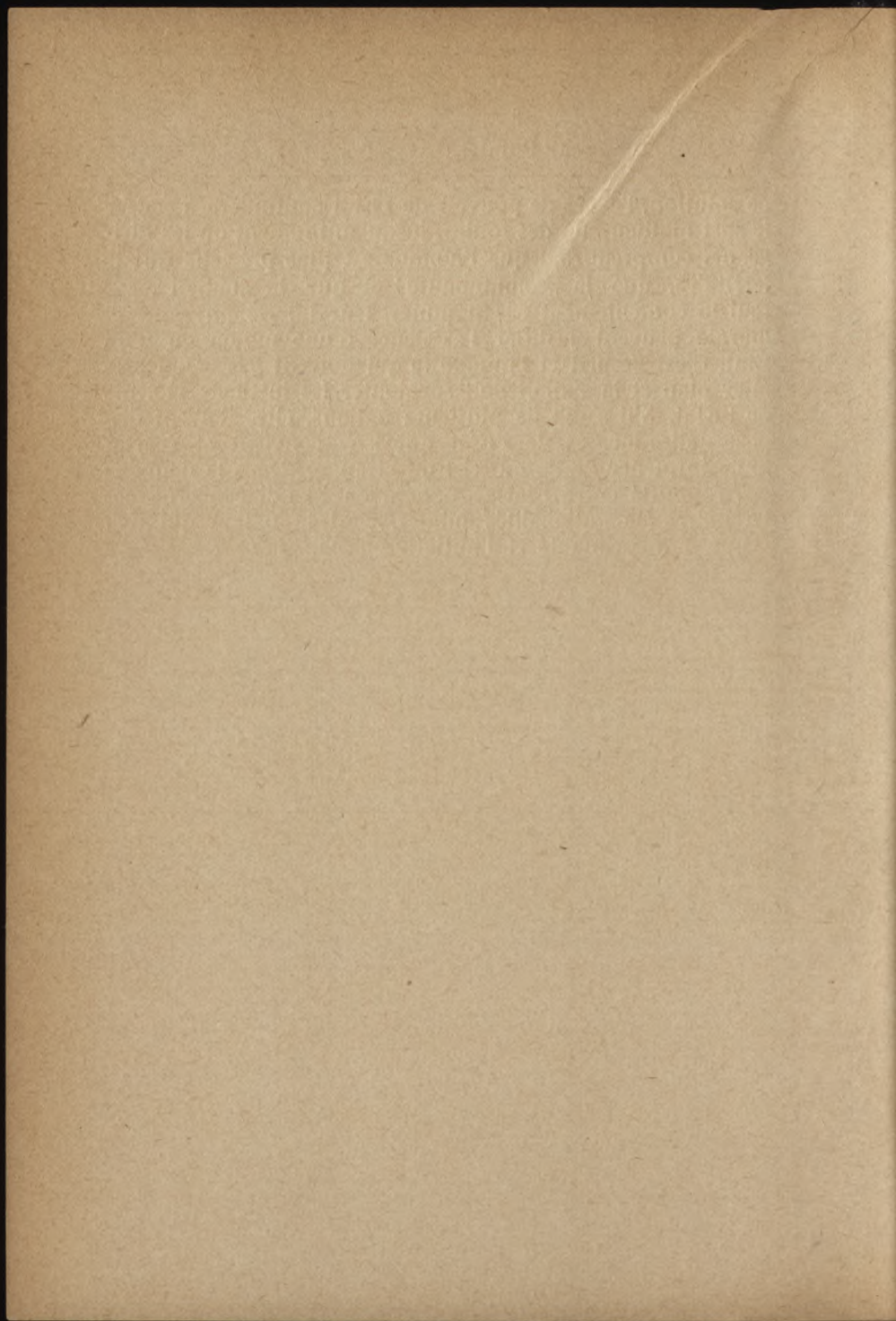
Nous n'avons pas l'intention de comparer la situation sous le régime hongrois avec celle qu'établirent les nouveaux États. C'est uniquement pour faire une allusion historique que nous mentionnons la politique des nouveaux États qui ressemblait beaucoup à la politique polo-

naise et alsacienne de l'empire allemand. Ce furent eux qui privèrent les minorités de leurs domaines, qui colonisèrent les territoires frontières et contrôlèrent les minorités jusque dans le foyer familial. Sous l'ère hongroise, une classe moyenne roumaine et slovaque, riche et indépendante, s'était développée, tandis que les États successeurs réduisirent la classe intellectuelle hongroise à la pauvreté matérielle et morale. Grâce aux nouvelles frontières, ils purent se permettre de pratiquer l'interdiction de séjour. Des centaines de milliers d'individus durent quitter les États successeurs et s'établir dans la Hongrie. La qualité de citoyen ne fut pas reconnue même à ceux dont la présence était tolérée.

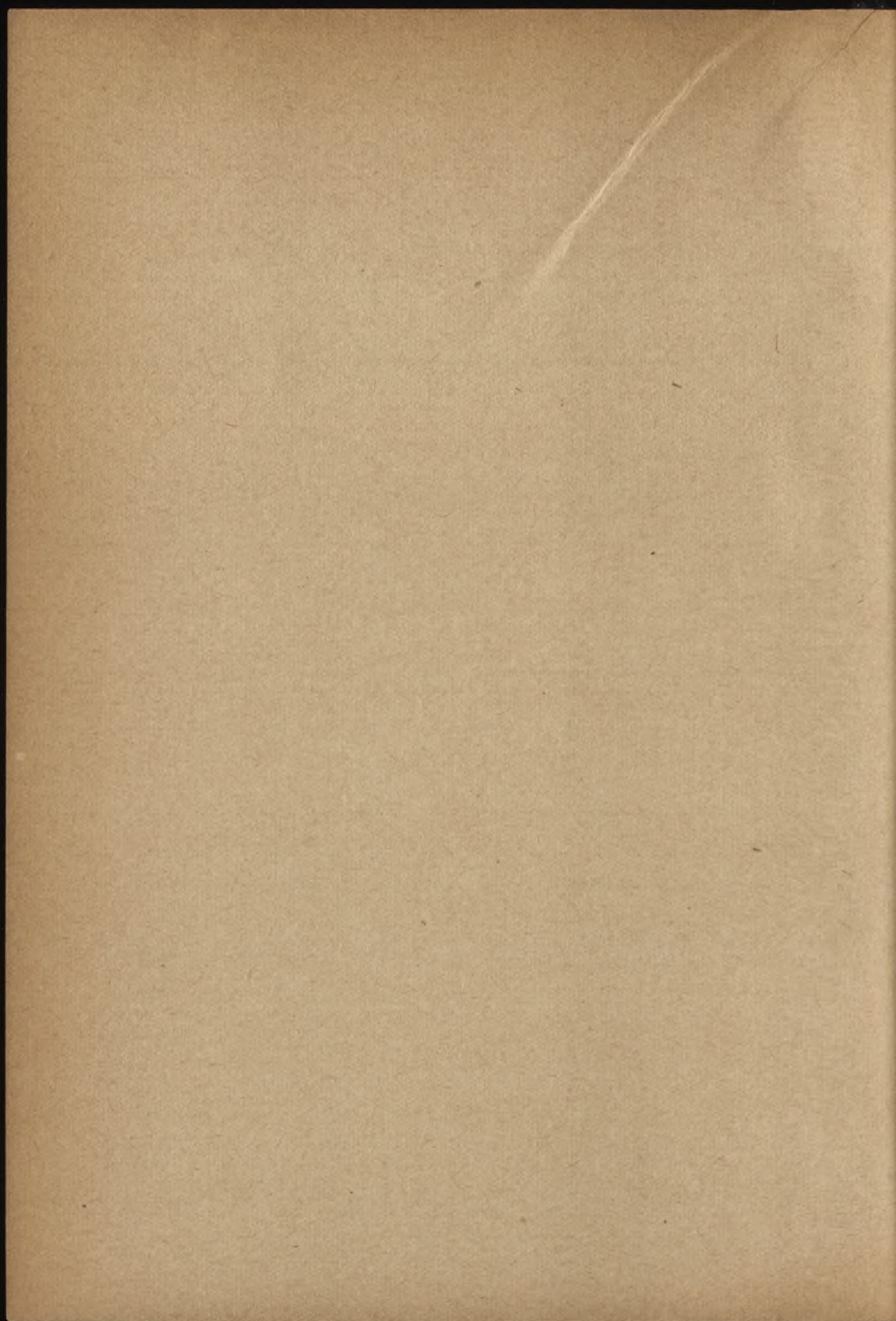
Dans un certain sens, on ne pouvait pas faire autre chose. Depuis une centaine d'années, le nationalisme avançait irrésistiblement dans le domaine de l'État et personne n'était sûr de posséder entièrement sa nationalité s'il ne pouvait vivre dans le cadre de son État national. Or, la réorganisation effectuée à Trianon refusa d'accorder cet État national à des millions d'habitants; par suite, les États successeurs furent obligés de se défendre contre des millions de mécontents. Voilà ce qui explique, que, lorsque l'Allemagne dispersa les États successeurs, ceux-ci se trouvèrent dans une impasse plus difficile encore que celle où, vingt-cinq ans auparavant, la Hongrie s'était trouvée.

Ce processus n'a pas de fin et tout dépend de la nouvelle réorganisation qu'apportera la fin de la deuxième guerre mondiale. Cette triste série sera-t-elle terminée ou non? Réussira-t-on à libérer la nationalité des fers de l'État et à la rendre à sa mission intellectuelle, dont le principe avait autrefois donné la vie à la civilisation européenne et à tant de fières valeurs de notre continent? Avec un nouveau partage de la carte géographique les nouveaux organisateurs n'aboutiront à rien, ils ne feront que des nouveaux riches couverts de blessures, qui, comme nouveaux seigneurs, distribueront de nouvelles blessures à leurs nouveaux serviteurs. Aucun État national nouveau n'apportera

de solution, l'excès de pouvoir de l'État continuera à causer le sort malheureux des foules, jusqu'au moment où les dirigeants comprendront que l'homme est plus précieux que le territoire, que la „communauté“ et que la „nation“, car seul le contentement des hommes, leur liberté physique et morale peuvent justifier l'existence d'une nation ou d'un État. C'est l'esprit et l'humanité qui doivent passer au premier plan et la nation doit surmonter les instincts violents de l'État. S'il s'agit de plusieurs nations, elles doivent disposer elles-mêmes de l'État qui leur convient et écarter toute influence de tel ou tel État étranger. Dans le domaine des rapports entre État et nation, en ce qui concerne ces territoires de nationalités mixtes, c'est la nation qui doit acquérir la primauté et l'initiative.



ESSAI D'UNE HISTOIRE
DES NATIONALITÉS EN HONGRIE



I

LE MOYEN AGE

De même qu'en Europe occidentale et centrale, l'histoire des nationalités de Hongrie est une histoire de minorités. Plus ces minorités sont petites et faibles au point de vue du nombre ou de la culture, plus leur adaptation à la majorité est aisée. La vie intellectuelle et gouvernementale de la majorité détermine alors le cours de l'existence et la portée de l'activité sociale et politique des minorités. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, à l'époque qui suivit le compromis de 1867, les Hongrois ne pouvaient qu'à grand'peine diriger la foule de leurs minorités, car toutes ensemble elles étaient presque aussi nombreuses que la nation dominante.

Par contre à l'époque arpadienne (XI^e-XIII^e siècles) Le nombre des non-Hongrois habitant le pays n'atteignait qu'un pourcentage négligeable. Même à la fin du moyen âge, lorsque ce nombre atteignit les 20 p. c., les étrangers n'occupaient que les quelques positions que les Hongrois leur avaient assignées. L'importance décisive de la volonté des Hongrois dans le destin des minorités au cours du moyen âge s'explique, entre autres raisons, par le fait qu'elles n'avaient pas de parents au-delà des frontières du pays, qui, le cas échéant, auraient pu les soutenir ou les influencer. D'autre part, il y avait dans l'organisation intérieure de la Hongrie d'alors deux facteurs qui devaient avoir leur effet sur l'établissement des nationalités.

L'une des caractéristiques n'est qu'un trait commun à toute la société médiévale qui se présente de la même

façon dans tous les États de la chrétienté latine. Ces sociétés avaient une hiérarchie extrêmement développée, du roi jusqu'aux classes inférieures. Chacune des couches était juridiquement séparée des autres. Bien que la chrétienté considérât les âmes comme entièrement égales devant le Seigneur, et qu'elle revêtît même les plus humbles et les plus indigents des couleurs de la dignité humaine dans le domaine de la vie de tous les jours, elle adopta le principe du *suum cuique*.

Tout individu doit donc prendre sa place dans l'ordre social selon sa profession et chacun doit se contenter de la manière de vivre qu'assurent à son métier les circonstances établies. C'était là le commandement divin et les privilèges furent sanctionnés par les autorités civiles; de là cette hiérarchie sociale compliquée que les générations nourries de la doctrine de l'égalité répandue par la révolution française ne peuvent qu'à peine se figurer. Au lieu de grandes classes sociales, nettement séparées, nous voyons de petits groupes qui s'entrelacent; les membres de chacun de ces groupes peuvent, s'ils obtiennent l'approbation des autorités, s'élever d'un ou deux échelons dans la hiérarchie. Ce cas mis à part, chacun avait son propre statut juridique que le droit coutumier ou les privilèges réglaient et stabilisaient. A l'intérieur même de la classe des grands seigneurs de l'époque arpadienne se forment, en groupes plus petits, les *optimates*, les *seniores*, les *jobagiones* du roi, au-dessous desquels les petits nobles, les *milites* ou «preux» les *servientes*, puis les petits nobles, les *jobagiones castri*, qui pendant bien longtemps occupent une situation intermédiaire entre les libres (*vulgaris*) et les demi-libres; puis se succèdent les différentes gens de châteaux (*castrenses*) et les couches agricoles et industrielles réparties selon leur profession. Parmi celles-ci, les vigneron, les pêcheurs, les palefreniers, les porchers, les bergers, les apiculteurs, les bottiers, les charpentiers et les meuniers vivent tous à l'abri du statut juridique de leur profession et tiennent jalousement à l'écart ceux qui voudraient pénétrer illégalement dans leurs rangs.

HISTOIRE DES NATIONALITÉS

Sur les grands domaines, royaux et autres, certaines professions se concentraient en des villages à part où elles exerçaient leur métier sous la protection des autorités et jouissaient de leurs privilèges.

Les chartes hongroises de cette époque contiennent des allusions à certaines tentatives de quelques particuliers et de plusieurs groupes qui s'efforçaient de monter d'un degré dans la hiérarchie sociale. Mais il arrive que le groupe supérieur défende son exclusivité contre les intrus. De toutes petites unités, des villages formés de quelques *mansions*, pouvaient donc mener une existence fermée reconnue par les autorités politiques. L'ensemble de tous ces petits groupes d'origine professionnelle n'en composait pas moins un même peuple qui se distinguait des autres peuples. Dans un pays où les écuyers, les jongleurs et les veneurs royaux possédaient des villages séparés où chacun pouvait vivre selon ses propres lois, il était naturel que les dirigeants n'empêchassent pas les nationalités de mener leur existence à elles. Le moyen âge fut en effet l'époque des autonomies tant que les deux grandes classes des serfs et des nobles n'eurent pas amalgamé en elles cette longue série de petites unités intermédiaires.

Ce fut d'abord à l'aide de considérations linguistiques et ethnographiques que l'historiographie hongroise reconnut que les Hongrois conquérants étaient des pâtres-cavaliers nomades ou demi-nomades venus des grandes steppes et vivant à travers les siècles selon des coutumes de peuples turcs que les recherches historiques et ethnographiques arrivèrent à définir avec précision.

Pour étudier l'attitude que les Hongrois adoptèrent dès le début à l'égard des autres peuples, il nous faut donc savoir ce qui caractérise le contact des peuples turcs entre eux. A l'époque où se constitua le peuple hongrois, ces peuples turcs chevauchaient depuis mille ans çà et là dans la grande steppe et les montagnes environnantes, des Monts Altaï jusqu'aux Carpathes. Avec leurs parents plus éloignés, les Mongols, ils sont les descendants des

peuples préhistoriques qui furent les premiers à domestiquer les animaux et, à cause des besoins de l'élevage, à créer la «grande famille», cette forme ancestrale de l'État organisé, de la principauté conquérante et de l'absolutisme. Ces pâtres-cavaliers, conduisant d'immenses troupeaux de bœufs et de chevaux, erraient dans la vaste plaine. Pour ne pas être dispersés, pour résister aux tribus étrangères et pour pouvoir vaquer tranquillement à l'élevage, ils avaient besoin d'un fort pouvoir central. D'Attila à Gengiskhan et à Tamerlan, et jusqu'aux sultans turcs de confession musulmane, les puissances à la souveraineté absolue furent les conséquences naturelles de la civilisation des pâtres cavaliers et nomades. L'empire des Huns et l'empire des Tartares avaient besoin d'être en des mains énergiques, capables de contenir la longue série des peuples qui les composaient. La même nécessité a dû être observée dans le groupe familial des Kirghizes, nommée *aul*, qui ne comprenait que quelques familles réunies en vue de l'élevage nomade.

Originellement, la famille, la grande famille et l'*aul* réunissaient les hommes d'après leur origine commune. Mais l'exclusivité du lien de sang fut petit à petit rompue par la nécessité économique: le patriarche de la grande famille ou *aul*, mettant la main sur la fortune des familles plus faibles qu'il rencontrait en chemin, augmentait parfois considérablement l'importance de ses troupeaux. Pour garder, pour conduire et pour soigner ce surcroît de bestiaux, il accueillait volontiers des servants, membres de familles ou de tribus dispersées, demeurés seuls et qui, en se mettant à son service, augmentaient le nombre des pâtres-armés de l'*aul*, de la tribu ou du clan. Personne ne leur demandait quelle langue ils parlaient. Il était naturel que ces isolés s'efforçassent de comprendre les commandements brefs que leur lançait le patriarche ou le bey; grâce à leur isolement, ils ne tardèrent pas à s'assimiler à leurs patrons. Des cas semblables se sont produits sur une plus grande échelle lorsque des tribus ou des peuples composés de plusieurs *auls* se

HISTOIRE DES NATIONALITÉS

mirent à la conquête de steppes nouvelles, dont ils soumettaient les anciens possesseurs. Le peuple victorieux soumettait le vaincu, mais ne portait atteinte ni à l'organisation sociale intérieure du peuple vaincu, ni à la sienne propre. Les Bulgares et les Khazars ne modifièrent en rien les tribus, les groupes et les familles du peuple hongrois, lorsqu'ils le soumirent près de la Volga ou entre la Mer Noire et la Mer Caspienne. Ils ne se mêlèrent pas à lui, ils se l'attachèrent de façon purement extérieure: les chefs hongrois obéirent aux ordres du chef bulgare ou khazar, ordres de caractère surtout militaire. En temps de paix, les cantonnements hongrois entouraient et protégeaient contre toute attaque les cantonnements du peuple souverain, tandis qu'en temps de guerre, ils combattaient aux points les plus dangereux. Sous la conduite de leurs seigneurs, ils formaient les premières lignes des troupes d'assaut. Dans les cantonnements d'hiver et d'été, la vie économique et sociale du peuple soumis continuait sans aucun changement. Ce n'est que par le haut commandement politique que le peuple soumis entraînait en rapport avec le conquérant, c'était donc une relation extrêmement vague qui pouvait se dissoudre à tout moment aussi vite qu'elle s'était établie.

C'est ainsi que s'explique l'accroissement si rapide de quelques empires, phénomène qu'on observe tant de fois dans le monde des steppes asiatiques. De l'Ouest de la grande Muraille, un groupe de quelques familles de cavaliers se met en route et, s'il a de la chance, il voit son pouvoir s'accroître à la vitesse de ses chevaux. Des tribus se soumettent à lui, la chevauchée continue en avalanche et, au cours de quelques années ou de quelques dizaines d'années, se constitue un empire comprenant le territoire de tout un pays, voire de tout un continent, mais qui ne subsiste que tant que ses fondateurs possèdent le pouvoir. Dès que ceux-ci ne sont plus capables d'unir leurs peuples, l'agglomération se décompose et les diverses parties reprennent leur existence séparée que les conquérants n'avaient pu inter-

rompre qu'en apparence. Voilà ce qui se produisit par exemple sous la domination des Huns. La conquête et la décomposition peuvent se dérouler dans des scènes sanglantes: on décime les peuples, comme ce fut le cas des anciens Hongrois attaqués sur la Volga par les Mongols. Mais le cas général, c'est la soumission extérieure des peuples et leur affranchissement subit au moment de l'affaiblissement du conquérant. Comment la transformation de cette civilisation païenne des cavaliers nomades s'effectua-t-elle après l'établissement dans le pays actuel et après l'évangélisation?

Indépendamment l'un de l'autre, deux historiens hongrois, MM. Joseph Deér et Pierre Váczy, ont traité cette question,* où ils ont exposé les survivances de coutumes de cavaliers nomades, leur mélange avec les idéologies chrétiennes, puis le triomphe définitif du christianisme. Ils ont prouvé qu'à la veille de l'an 1000, saint Étienne et la religion chrétienne, au lieu de détruire les coutumes païennes, les mirent tout simplement au second plan d'où quelques-unes ressortirent quelquefois et où, au dire de M. Deér, elles survécurent pendant plusieurs siècles.

Ce n'était pas seulement l'organisation des tribus, la vie quotidienne et la tactique nomades qui étaient en contradiction avec les cadres de la nouvelle existence chrétienne, mais aussi presque toute la mentalité antérieure. La succession au trône par voie de parenté, certaines particularités du droit de propriété et de l'organisation de la justice résistèrent pendant longtemps à la christianisation, ou même continuèrent à vivre inaperçues sous une apparence chrétienne. C'est le cas par exemple de la manière caractéristique de traiter les peuples étrangers. Selon leur coutume, les Turcs cavaliers nomades, de même que les anciens Hongrois, ne détruisaient pas, sans motif suf-

* J. Deér, *Pogány magyarság, keresztény magyarság* (Hongrois païens, Hongrois chrétiens), Szeged, 1938; P. Váczy, *Die erste Epoche des ungarischen Königtums*. Pécs, 1935.

HISTOIRE DES NATIONALITÉS

fisant, un peuple ou un vestige de peuple qu'ils avaient conquis; ils ne se l'incorporaient même pas. Les conquérants n'établissaient avec le peuple conquis qu'un rapport assez vague, lui laissant sa structure intérieure et se contentant de subordonner seulement les chefs à la nouvelle puissance centrale. C'est ainsi qu'entre la Volga, le Caucase et la Mer Noire, les ancêtres des Hongrois ont été liés successivement à différents peuples turcs plus forts qu'eux. Lorsque ces empires bulgare, turc, savir et khazar s'affaiblirent et se décomposèrent, les établissements intacts des Hongrois apparurent sous les ruines. Dans la steppe pontique, la situation changeait sans cesse: le subordonné se dressait et devenait lui-même souverain sur des peuples étrangers. C'est ainsi qu'aux Hongrois se joignirent d'autres vestiges de peuples, comme les Kabars, les Sicules, puis les Pétchéniègues qui, selon la coutume ancestrale des cavaliers nomades, conservèrent leurs propres coutumes et ne se mêlèrent pas aux tribus hongroises. Même après des siècles et dans le pays danubien, ils marchaient au combat dans les premières lignes, selon l'ordre de bataille ancestral et le devoir des peuples soumis parmi les cavaliers nomades.*

Si l'on compare la tendance de la société chrétienne du moyen âge à créer des autonomies de petite dimension aux coutumes des cavaliers-nomades à l'égard des peuples soumis, on s'aperçoit tout de suite que là il n'y a pas de contradiction et qu'il devait être facile d'établir un compromis. Les Hongrois pouvaient donner une certaine autonomie aux peuples entrés dans leur sphère d'intérêt et c'est ainsi qu'ils purent répondre aux exigences de la chrétienté occidentale. La façon dont les Hongrois traitèrent les peuples soumis resta la même et la nouvelle mentalité chrétienne l'approuva.

* Sur les Sicules cf. Gy. Németh, *A székelyek eredetének kérdése* (Le problème de l'origine des Sicules), *Századok*, 1935.

Mais l'attitude hongroise à l'égard des peuples non-hongrois trouva aussi d'autres appuis dans la chrétienté. La religion nouvelle qui, depuis saint Étienne, faisait l'éducation du peuple hongrois et formait sa mentalité, était la religion de l'amour du prochain. Le plus souvent — hélas! — la religion du Christ ne put pas anéantir les injustices et les atrocités trop fréquentes commises par les États du moyen âge, mais pourtant, bien qu'elle fût sans armes, son royaume n'étant pas de ce monde, elle ne cessa de prêcher la doctrine de la charité. Elle professait l'accueil amical des errants et des hôtes; il en résulta que les étrangers venus en Hongrie et qu'on appelait, depuis l'époque de saint Étienne, *hospites*, purent compter sur un bon traitement. Les Admonitions de saint Étienne, adressées à son fils saint Émeric, invoquent la miséricorde et d'autres vertus chrétiennes et elles exigent que les étrangers soient bien traités.

Le sol est bien préparé pour le développement de l'autonomie médiévale des nationalités non-hongroises. Au XI^e siècle, les immigrés trouvent dans la mentalité chrétienne du souverain la seule garantie d'un traitement fraternel et humain. On ne leur promet pas par écrit le maintien intact de leurs coutumes et de leurs droits. Mais, vers la fin du XII^e siècle, et au cours du XIII^e, il est de règle que lors de leur établissement, les peuples étrangers immigrants reçoivent sous forme de charte des privilèges définissant leurs droits. Ces premiers privilèges n'ont pas encore pour but d'assurer à tel groupe de peuple étranger des droits exclusifs sur tel ou tel territoire ou dans telle ou telle ville. On sait que dans des villes hongroises anciennes, à Esztergom, à Fejérvár, une population mixte, de nationalité hongroise, française, italienne, allemande cohabitait; ce n'est qu'ultérieurement que devient générale l'exigence, surtout de la part des bourgeois allemands, de ne pas être dérangés dans leurs murailles par une autre nationalité. Les anciennes lettres de privilège défendent les intérêts de l'existence humaine: la possession libre de la mai-

son et de la terre, la liberté du commerce, et surtout le droit de déménager et d'abandonner librement le lieu d'établissement s'il ne plaît plus à «l'hôte». Mais il semble que cette mobilité, ce va-et-vient entre les villes ne fut pratiqué que par les artisans et les commerçants. Les immigrés agricoles et guerriers s'attachèrent dès le début à la terre que le roi leur avait assignée. C'est pourquoi leurs lettres de privilège contiennent la garantie de la possession exclusive de la terre et de l'autonomie administrative et culturelle qui s'y trouvait attachée.

C'est ici que se compénètrent la mentalité des Turcs orientaux et celle des chrétiens d'Occident. Aux étrangers immigrants en grandes masses, les Hongrois accordent des cantonnements sur les frontières du pays, où, dans des territoires de grande étendue, ils peuvent librement continuer leur train de vie antérieur. C'est ainsi qu'arrivent en Transylvanie les Allemands nommés généralement Saxons, qui obtiennent un territoire déterminé et une autonomie entière analogue à celle de leurs voisins, les Sicules. Le même traitement fut réservé aux Allemands de la Scépusie ou aux Comans immigrés plus tard. Les confins montagneux ne permettant pas à ces derniers de continuer leur existence de la steppe, ils furent logés dans les plaines de l'Alföld. Les Hongrois ne détruisirent pas l'unité de ces peuples mais en firent magnaniment les seigneurs de leur propre domaine. C'était là une conséquence de la vieille coutume des peuples turcs. Il y a pourtant une différence: avant la conquête arpadienne, il s'agissait de peuples de pâtres cavaliers (quoiqu'ils connussent déjà l'agriculture) auxquels, pendant la vie nomade ou demi-nomade, on accordait des pâturages et des lieux de cantonnement d'hiver et d'été; dans le haut moyen âge par contre, sauf les Comans, ce ne furent que des agriculteurs qui s'établirent pour des siècles. L'organisme agraire dans les cadres duquel ils furent placés subsiste encore aujourd'hui, sauf dans les régions occupées plus tard par l'empire ottoman.

Dans ces établissements couvrant d'énormes territoires, des comitats entiers et dans la manière dont ils furent réglés se manifeste donc la tradition des peuples turs. L'installation de groupes moindres fut par contre le résultat des circonstances chrétiennes du moyen âge; ailleurs aussi elles produisirent le même mouvement de colonisation. Bien que les établissements allemands de la Hongrie du moyen âge constituent un chapitre du grand processus de la colonisation allemande de l'Est, ils ont pourtant un caractère hongrois. Avec les Allemands, des Français et des Italiens, des Wallons et des Levantins, des Pétchénergues et des Comans immigrèrent dans ce pays.

La différence qui fut faite entre tous ces étrangers résulte du degré culturel, économique et social dissimblable de chacun de ces groupes de peuples. Parmi les Italiens et les Allemands, il y avait beaucoup de commerçants et d'artisans. Ils obtinrent donc des privilèges urbains. Allemands, Ruthènes et Roumains, agriculteurs de profession immigrèrent sous la conduite de quelques entrepreneurs. Ils défrichèrent des forêts qu'ils remplacèrent par des colonies agricoles. En vertu des privilèges obtenus, ils formèrent sous la conduite de leur chef, dit *scultetus* (*Schultheiss*) ou *cnèze*, une unité spirituelle close, jouissant d'une autonomie administrative inférieure. Les Comans et les Iazyges, demi-nomades encore, reçurent des territoires assez grands pour qu'ils pussent continuer à pratiquer, sous leurs propres chefs, leurs coutumes ancestrales. Il leur fallut deux siècles pour pouvoir adapter leurs coutumes sociales et économiques à celles des Hongrois qui les environnaient, et cela eut lieu sans aucune influence extérieure.

D'autres peuples étaient d'un niveau plus bas: des pâtres errants d'origine ruthène, roumaine, polonaise, quelquefois slave du Sud. On les appelle *Vlachs*. Ils menaient paître leurs troupeaux à travers la Transylvanie, mais surtout sur les crêtes boisées de la Haute-Hongrie. Leurs *cnèzes* les établirent de bonne heure dans des villages primitifs où ils pouvaient

HISTOIRE DES NATIONALITÉS

continuer à pratiquer l'élevage. Le roi de Hongrie, *pius et justus*, les regardait d'un œil bienveillant. Il les laissa jouir de leurs coutumes et des formes de leur économie; il leur accorda une exonération fiscale et le droit de payer l'impôt en bétail. Dans le domaine de la justice et de l'administration intérieure, c'étaient leurs *cnèzes* qui administraient l'autonomie que leur avait accordée le roi ou le seigneur terrien hongrois. Pour leurs besoins culturels ils avaient leurs prêtres orthodoxes. L'intérêt bienveillant que leur portait le roi de Hongrie est attesté par le fait que dans les premiers temps, au XIII^e siècle, ces *Vlachs* étaient tous gens du roi; ce ne fut qu'au cours du XIV^e siècle, par suite de l'accroissement de leur nombre et de l'accélération de l'immigration qu'ils s'établirent sur les propriétés de seigneurs terriens privés.

C'est toujours le degré culturel, économique et social de l'immigré qui décide de son sort. Des Roumains aptes au service militaire, capables de défendre des marches ou des châteaux forts, obtinrent des privilèges plus importants: dans les châteaux de Hátszeg, de Déva, de Hunyad et de Fogaras, et dans les domaines qui en dépendaient, ils vivaient à l'abri d'une économie développée. Ils prenaient part au service militaire et étaient exonérés d'impôts. Les colonies roumaines avaient un tribunal à elles, présidé par le prévôt de Hátszeg, assisté de 12 *cnèzes*, de 6 prêtres et de 6 paysans. C'était dans la même autonomie supérieure que vivaient les Ruthènes de Máramaros et de Bereg, les Roumains des comitats de Krassó et de Szörény. En outre, tous ces étrangers avaient comme les serfs hongrois la possibilité de s'élever au rang des nobles qui formaient déjà un ordre de droit public.

Tout peuple immigré en foule considérable (à l'exception peut-être de quelques districts roumains qui ne furent que tardivement constitués) jouissait d'une forme d'autonomie attestée par des documents: population et territoire étaient soustraits par le roi à l'autorité du comitat. Seules les colonies éparses et isolées y étaient soumises. De

même que les groupes étrangers de grande étendue échappaient, au temps du comitat royal, à l'autorité du comte, officier du roi, de même plus tard, à l'époque du comitat nobilier, ils étaient indépendants du préfet et du conseil d'arrondissement de la noblesse. Ce phénomène n'est pas sans une certaine importance. Dans le comitat royal fondé par saint Étienne, le comte, nommé par lui, régissait le personnel agricole du château royal et du domaine, et en même temps les guerriers libres dits *jobagiones castri*. Il était leur chef administratif, judiciaire et militaire. Originellement, les membres des anciens lignages hongrois ne lui étaient pas soumis, mais, avec la dissolution des liens de lignage, ils entrèrent successivement dans les cadres du comitat.

Comme nous venons de le voir, les peuples vivant en Hongrie dès l'époque de saint Étienne n'appartenaient pas non plus à l'administration du comitat, pour autant qu'ils vivaient en masses cohérentes et considérables, comme les Pétchénegues et les Sicules. Il en fut de même des étrangers immigrés plus tard. Lorsqu'au XIII^e siècle, avec la chute du domaine royal, les comitats deviennent les organes administratifs des nobles, ils ne peuvent pas non plus étendre leur influence sur les peuples non-hongrois. Ceux-ci continuent à vivre selon leur propre droit, même lorsque leurs lieux d'établissement se trouvent au milieu du comitat, comme c'est le cas par exemple pour une colonie de Pétchénegues dans le comitat de Fejér, sur le Sárret. Nous pouvons tenir pour certain que la vraie vie hongroise était celle des comitats. Donc, puisque les non-Hongrois se tenaient à l'écart de ces grands réservoirs de l'existence nationale, il en résulte qu'ils demeuraient en dehors de la vie hongroise. Si les rois avaient voulu les magyariser, ils l'auraient fait en les enrôlant dans les comitats. Leur éloignement écarte jusqu'à la simple possibilité de parler d'une politique d'assimilation.

C'est là la principale forme de protection royale accordée

HISTOIRE DES NATIONALITÉS

aux peuples non-hongrois et on l'observe du X^e siècle jusque vers la fin du moyen âge. Dès le temps de saint Étienne il existait encore d'autres traits caractéristiques de l'autonomie: 1^o Il y avait une justice spéciale indépendante des comitats, dont le degré inférieur était exercé par les organes correspondants du peuple, tandis qu'au degré supérieur, c'était un haut fonctionnaire royal, chargé de leur protection qui remplissait cette charge. 2^o Il existait une armée des nationalités, séparée des armées du comitat, des seigneurs, des hauts prélats du roi, et commandée par les hauts protecteurs nommés par le roi. (C'est ainsi que les Pétchénegues, les Sicules et les Saxons de Transylvanie combattaient en groupes nationaux à part). 3^o Chacune des nationalités avait pour ses propres ressortissants, sur son propre domaine, une administration inférieure autonome, qui n'aurait pas pu subsister si on les avait divisés en comitats. 4^o Les nationalités avaient plus ou moins une fiscalité spéciale. 5^o On rencontre même sous différentes formes une autonomie ecclésiastique: au degré inférieur, l'élection des prêtres et par exemple les décanats saxons, institutions étrangères à la Hongrie, placés sous le patronage du prévôt de Szeben, qui est indépendant de l'évêque de Transylvanie, soumis seulement à l'archevêque d'Esztergom.

Il y a donc bien des preuves positives attestant qu'un traitement spécial fut réservé tout au long du moyen âge aux peuples non-hongrois qui jouissaient d'une autonomie variable selon les peuples et les époques. Ce n'était évidemment pas une autonomie au sens moderne du mot, avec pour trait essentiel l'élection des fonctionnaires. D'ailleurs aujourd'hui ce trait n'est pas essentiel non plus lorsqu'il s'agit de l'autonomie de la communauté ethnique. Mais il est indéniable qu'il y eut toujours une autonomie conforme à l'idéologie médiévale même si les appellations ne sont pas conformes au vocabulaire moderne. A tout prendre, la vie des peuples non-hongrois constituait un monde complètement à part, nettement

séparé de la vie des Hongrois massés dans les comitats. Cette vie séparée de chaque groupe ne cessa que lorsque disparurent les divisions.

Et ceci nous amène à deux importantes questions intéressant encore le moyen âge. La première est celle de l'assimilation, la seconde est de savoir, comment et pourquoi l'autonomie des peuples non-hongrois immigrés disparut à la fin du moyen âge.

La première de ces questions est en rapport avec l'établissement des Hongrois réalisé au cours des cent cinquante ans qui suivirent la conquête arpadienne. On sait que les tribus hongroises n'envahirent pas toutes les parties du pays, par contre elles envahirent des territoires d'où elles disparurent plus tard sans laisser de trace. Elles trouvèrent en Hongrie, dès l'origine de la conquête arpadienne, des peuples étrangers sur lesquels elles durent étendre leur domination.

Ces faits auront une importance capitale pour l'établissement des populations hongroises et non-hongroises. Il était naturel que les Hongrois conquérants n'aient occupé tout d'abord que les territoires sur lesquels ils pouvaient continuer leur existence de jadis. Peuple de pâtres et de pêcheurs, ils préféraient les plaines vertes, riches en eau et en plantes et les régions forestières dont l'abondante végétation permettait de faire paître le bétail. Sur les territoires marécageux et les collines couvertes de chênaies, les pêcheurs et les pâtres trouvaient de quoi vivre, mais les steppes de sable sans eau et les forêts de hêtres et de pins, privées d'herbe, n'offraient aucune possibilité d'existence pour eux-mêmes et pour leurs troupeaux. Les hauteurs des Carpathes par exemple étaient pour eux une région impraticable, aussi la vague de colonisation des X^e et XI^e siècles s'arrêta-t-elle aux pieds des montagnes boisées et, à l'exception des vallées du Hernád, du Tarca et du Szekcső, elle ne fit pas non plus de progrès dans les vallées des rivières. Dans le comitat de Sáros en Haute Hongrie dont nous venons de mentionner les rivières,

HISTOIRE DES NATIONALITÉS

l'établissement hongrois date de l'époque de la conquête arpadienne, ainsi que l'a démontré M. Étienne Kniezsa dans son ouvrage sur l'établissement hongrois du XI^e siècle.* Les Hongrois évitèrent de même les steppes du Nagyunság et du Kiskunság dans le centre du pays où s'établirent plus tard les Comans. Le caractère boisé de la frontière de l'Ouest empêcha les Hongrois de l'atteindre dès le début. Il est intéressant de noter qu'à cette époque la population allemande qui s'y était établie au cours de la conquête carolingienne, avait déjà disparue; au X^e et XI^e siècles il n'y avait pas de colonie allemande considérable en Hongrie.

Il va de soi que les montagnes entre la Transylvanie et la Hongrie proprement dite demeurèrent également inhabitées. Dans le Sud par contre, la colonisation progressait plus avant: dans la Bácska et le Banat, les Hongrois continuèrent à avancer progressivement vers le Danube et se dirigèrent également vers la région située entre la Drave et la Save, principalement à l'Est, sur le territoire des anciens comitats de Szerém et de Valkó. La Grande Plaine et la Petite Plaine, la Transdanubie et les landes de la Transylvanie formèrent un bloc presque fermé de population hongroise, mais, sur les frontières où le territoire habité par les Hongrois s'étendait jusqu'aux pieds des grandes montagnes, ils furent partout mêlés à des établissements slaves, qui se trouvaient déjà là avant la conquête arpadienne. Au Nord, ces Slaves étaient des Moraves et des Slovaques; puis au Sud des Slaves méridionaux parlant slovène, serbe, ou bulgare. Ils habitaient de préférence les régions de collines, les montagnes et les vallées des rivières. Dans les larges vallées du Vág et de la Nyitra (Ouest de la Haute-Hongrie) ils pénétrèrent vers le Nord plus avant que la population hongroise, mais en général leur limite septentrionale est la même que celle des Hongrois: eux non plus ne pénétrèrent pas dans la zone du hêtre et du pin.

* *Ungarns Völkerschaften im XI. Jahrhundert.* Budapest, 1938. (Ostmitteleuropäische Bibliothek No. 16.)

Dès le début les Hongrois sont étroitement mêlés aux Slaves du Nord, mais aussi aux Slaves du Banat et à ceux qui habitent les steppes de la Grande Plaine Hongroise (Nyírség, Szamoshát et Tiszahát) ainsi qu'aux Slaves habitant les montagnes du Szilágyság, d'Arad et de Krassószörény. Les seigneurs hongrois les faisaient travailler et les mettaient à contribution, tandis que les serfs hongrois se mêlaient petit à petit avec eux. M. Valentin Hóman a noté avec justesse que dans sa nouvelle patrie, si clairsemée que fût la population hongroise, la nation avait à sa disposition, pour continuer sa vie nomade, des terres beaucoup plus restreintes que celles dont elle jouissait auparavant dans sa patrie du Danube inférieur et de la Russie. Elle ne pouvait donc renoncer aux régions situées aux bords des montagnes, ni traiter les Slaves qui les habitaient selon ses anciennes coutumes. Elle ne pouvait pas leur accorder «l'autonomie», car ces agglomérations slaves étaient clairsemées, dispersées et privées d'une direction politique unifiée; elles ne vivaient pas d'une vie économique centralisée, à la manière des tribus turques. Chaque agglomération slave travaillait pour elle-même, dispersée sur de vastes territoires et sans lien avec ses voisins. Par suite, il fut impossible de gouverner ces peuplades selon les vieilles méthodes de cavaliers nomades, c'est-à-dire de les soumettre de façon globale, en leur conservant une vie indépendante sous la conduite de leur propre duc qui, lui, aurait été subordonné aux Hongrois conquérants. Un tel duc n'existait pas, les Slaves n'étaient qu'une couche éparse et c'est dans cet état que les Hongrois les ont soumis. C'est pourquoi il leur fut possible de les assimiler.

Par ailleurs, il ne faut pas croire que tous les membres de la communauté hongroise d'avant la conquête arpadienne aient été d'origine purement hongroise. En dehors même de la coutume du rapt des femmes, les tribus, en cours de leur vie errante, avaient accueilli beaucoup de réfugiés étrangers, car la grande famille, l'*aul*, avait souvent besoin de palefreniers ou de pâtres. Au XIX^e siècle encore, les peuples

turkmènes d'Asie Centrale embauchaient volontiers des étrangers à la tribu pour des services de ce genre, et ces étrangers s'alliaient à la famille du patron ou à celles des serfs, et par conséquent s'assimilaient. Pourtant des cas de ce genre n'étaient pas très fréquents et ne pouvaient pas altérer la structure des tribus.

Or, des circonstances jamais vues sur les steppes russes se présentèrent, au moment où des Hongrois et des Slaves se mirent à vivre ensemble dans la même région, sans qu'une communauté politique ou une organisation tribale ait protégé ou isolé les Slaves subordonnés aux Hongrois. La question se posa de savoir lequel des deux peuples assimilerait l'autre. Le fait que les Hongrois étaient les maîtres ne suffit pas à trancher la question. L'histoire présente assez d'exemples d'une assimilation des seigneurs par leurs serfs. C'était ainsi que les Bulgaro-Turcs furent absorbés par les Slaves et les Normands par les Saxons. Les linguistes soutiennent, et sans doute ont-ils raison, que les Hongrois dont la classe dirigeante était originairement d'idiome turc, quittèrent leur pays primitif avec une foule de serfs hongrois d'idiome finno-ougrien, qui, s'alliant sur le territoire de la Hongrie actuelle à des Slaves réduits à l'état d'esclavage, les absorbèrent plus tard. C'est donc l'élément hongrois qui prévalut. Cela ne fut naturellement possible que là où les serfs hongrois formaient la majorité.

Les colonies slaves, éloignées ou peu exposées à une influence hongroise, ont, sans aucun doute, conservé leur caractère ethnique. Au pied des hautes montagnes, les zones de population, originairement mixtes, se divisèrent ainsi en deux: une partie, surtout au Nord, et plus encore en Transdanubie et au Nord-Est de la Grande Plaine, se magyarisa, tandis que sur d'autres territoires, les Slaves prédominèrent, surtout au Sud et aussi par endroit au Nord. Le mélange ou la coexistence des deux races a laissé des traces dans la langue hongroise qui contient d'anciens éléments slaves notamment une partie du vocabulaire servant à exprimer les notions de la religion chrétienne.

Les Hongrois n'auraient réussi une telle absorption s'ils ne s'étaient superposés aux Slaves qu'en une mince couche dirigeante de nombre restreint. M. Hóman estime à 500.000 le nombre des Hongrois qui franchirent les cols des Carpathes.* Ce qui est certain, c'est qu'ils devaient être beaucoup plus nombreux que la population qu'ils trouvèrent dans le pays. S'il n'en avait pas été ainsi, l'élément hongrois n'aurait pu accomplir la conquête du pays et l'organisation pacifique des peuples sans que son caractère ethnique n'ait subi la moindre altération. Le fait que des régions de vaste étendue restèrent inhabitées sur la périphérie ainsi qu'à l'intérieur même du pays facilita l'expansion pacifique ultérieure des Hongrois.

Il va de soi que l'assimilation des Slaves, là où elle s'accomplit, ne fut pas un processus conscient et systématique, dirigé d'en haut; ce fut simplement le processus naturel qui se présente chaque fois que plusieurs peuples vivent mêlés les uns aux autres. Plus tard encore, on assistera à la même assimilation naturelle, lorsque des individus dépassant le niveau social des Slaves obtiendront des propriétés et deviendront membres de la couche supérieure hongroise, se magyarisant tôt ou tard. Ce sont les lois de l'assimilation naturelle qui se manifestent ici: c'est à la population la plus nombreuse que s'assimile la minorité. De même l'élévation sociale est un levier d'assimilation connu depuis longtemps. C'est à l'époque de saint Étienne que cette loi agit pour la première fois en Hongrie. Dans l'entourage de la reine Gisèle, princesse de Bavière, des chevaliers bavarois et allemands vinrent en Hongrie; ils obtinrent de la générosité royale de vastes domaines et devinrent fondateurs de familles hongroises renommées.

L'établissement hongrois primitif s'étendit de deux façons différentes. L'une prévalut à l'intérieur, en Transdanubie et sur la Grande Plaine où les tribus s'établirent comme elles le faisaient dans leurs habitats antérieurs:

* *Magyar Történet* (Histoire de Hongrie), t. I, Budapest, 1939.

HISTOIRE DES NATIONALITÉS

elles n'occupèrent que des territoires défendables, les deux rives des cours d'eau, les confluent et les gués. Le centre des agglomérations était en général un endroit fortifié au milieu des marais. Hors de ces centres protégés, le pays demeurait vide. Les tribus ne formaient donc pas une ligne ininterrompue, une cohérence organique, mais elles étaient séparées l'une de l'autre par de larges zones inhabitées. Plus tard, lorsqu'il n'y eut plus lieu de redouter une nouvelle attaque des Pétchénegues, et que le pouvoir central organisé par saint Étienne fut assez fort pour défendre les frontières de l'Est, ces territoires séparant les tribus et les clans se peuplèrent peu à peu de Hongrois. Ce furent aussi les tribus elles-mêmes qui peuplèrent les divers territoires qui leur servaient, au temps de la conquête arpadienne, de cantonnement d'hiver et d'été avant l'abandon de l'existence nomade et demi-nomade.

Une possibilité d'expansion plus grande encore fut offerte sur les confins par la zone des hautes montagnes et des forêts de hêtres et de pins. Ces territoires furent les marches (*gyepű* en hongrois), dont le but était militaire. Les Hongrois conquérants n'en purent pas profiter immédiatement, obligés qu'ils étaient de s'accoutumer d'abord à l'agriculture avant de s'installer dans des montagnes et des plateaux cultivables. Cette conquête ultérieure se déroula à partir du XII^e siècle, selon les projets des rois de Hongrie, des magnats et des prélats, mais elle ne profita plus uniquement aux Hongrois. Nous savons pourtant que des tribus et des familles hongroises, s'étant multipliées, envoyèrent des jeunes gens pour occuper les marches voisines donnant ainsi le premier élan à l'élargissement de la frontière et à l'établissement dans les marches.

Les régions nouvellement annexées s'emplirent d'une population à peu près semblable à celle des territoires s'étendant aux pieds des grandes montagnes, c'est-à-dire une population mêlée de Hongrois et de Slovaques. Des Hongrois d'anciennes familles pénétrèrent dans plusieurs

comitats où ils formèrent plus tard la couche nobilière qui se superposa, escortée de ses serfs hongrois, à la population slave autochtone. Dans ces territoires nouvellement conquis, les Hongrois relativement clairsemés furent incapables de rompre la cohésion des Slaves, car le recrutement cessa bientôt, du côté hongrois, tandis que les Slaves furent renforcés par des Ruthènes, puis vers l'Est, par des Roumains qui arrivèrent dès le XIII^e siècle en foules toujours grandissantes et assurèrent le caractère non-hongrois de ces régions. En ce qui concerne les marches du Nord, les larges zones de forêts vierges, qui séparaient la Hongrie de la Bohême et de la Pologne et qui la protégeaient contre les agressions étrangères, avaient une si grande étendue que les Hongrois ne disposaient pas d'assez d'agriculteurs et de pâtres pour les occuper. D'autant plus que l'incursion des Tartares en 1241 et la grande peste qui sévit entre 1347 et 1350 vinrent encore diminuer la population. Dès lors, les rois de Hongrie donnèrent asile à des colons étrangers, d'une part pour obéir à la coutume ancestrale des peuples turcs et à celle de la chrétienté, d'autre part dans un dessein politique, pour satisfaire à des besoins comme la défense des frontières ou l'occupation et l'exploitation économique des marches.

C'est avec ce double but que furent organisées les deux grandes colonisations du milieu du XII^e siècle: celles des Saxons de la Scépusie (comitat Szepes) et de ceux de Transylvanie. Ces deux fragments de peuples (il ne s'agissait probablement que de quelques milliers d'Allemands de Flandre et de Rhénanie) occupèrent des marches désertiques qu'ils transformèrent en pays cultivé; en outre ils se chargèrent du service armé pour la défense des frontières du pays. Cette dernière tâche fut d'ailleurs assumée de concert avec des Hongrois établis dans le voisinage dès l'époque de la conquête arpadienne. C'est ainsi que les Saxons trouvèrent en Transylvanie les Sicules, leurs voisins de l'Est, et, dans la Scépusie, le groupe dit «nobles lanciers» qui, recruté parmi les habitants du comitat

Gömör, fut expédié sur la ligne la plus septentrionale des marches afin de défendre la frontière.

Les nouveaux colons allemands étaient de simples agriculteurs formant un des courants de la grande migration allemande vers l'Orient. Ils devaient leur organisme politique à l'État hongrois. Sauf leur langue et quelques traits de leur organisation ecclésiastique, ils n'apportaient aucun souvenir de leur ancienne patrie. Devant leur existence politique aux Hongrois, ils ne pouvaient présenter aucun danger pour l'État hongrois.

Il en était autrement des membres de l'Ordre de chevalerie teutonique que le roi André II, au début du XIII^e siècle, établit au Sud de la Transylvanie, en face des voisins nomades de l'Est, surtout des Comans. Nous avons ici un exemple extrêmement instructif du vif sens politique des Hongrois. Tandis qu'ils organisaient les colonies saxonnes en leur accordant une existence politique, car au lieu d'être dangereux ils étaient utiles à l'État hongrois, ils reconurent tout de suite le péril que représentait l'Ordre de Chevalerie Teutonique. Cette compagnie disposait d'une merveilleuse organisation militaire et d'une direction politique de grande envergure. Le roi André II sentit aussitôt que cet ordre de chevalerie formerait un État à part, aussi, agissant rapidement, les chassa-t-il à main armée au-delà des confins hongrois. Leur grand maître se mit alors sous le patronage des Polonais et ce fut en Pologne qu'il fonda l'État qu'il ne put établir sur les confins de la Transylvanie. Nous voyons donc que la Hongrie facilita la vie autonome des étrangers, mais non pas à ses risques et périls.

Sur les territoires des confins de l'Ouest, on rencontre également un grand nombre de colonies militaires se recrutant surtout parmi les peuples turcs apparentés aux Hongrois. C'est le cas, notamment, des villages Péchéchègues, situés sur la zone de défense de l'Ouest, en face des Allemands, c'est aussi celui des Sicules de Transdanubie. Étant des organismes militaires, ils furent soustraits, par la nature des choses, à l'administration des comitats. Mais, comme

ils formaient des groupes isolés et de nombre restreint, ils ne purent conserver leur indépendance. Leur assimilation fut facilitée par leur parenté ethnique avec les Hongrois, et même, dans le cas des Sicules, par leur longue coexistence avec les Hongrois. Les Sicules menaient déjà sur la rive du Nord de la Mer Noire la même vie nomade que les Hongrois dont ils parlaient l'idiome; ils peuvent être considérés comme des Hongrois depuis mille ans au moins.

Tout autre, mais encore très mal connu, est le rapport de la conquête économique des marches situées dans la zone des Carpathes avec la question des nationalités. Nous savons que la fondation des colonies d'agriculteurs dans la forêt sauvage eut lieu grâce à l'initiative de l'État et des particuliers hongrois: soit par l'autorité des rois et des prélats, soit grâce à l'activité de seigneurs terriens auxquels le roi accorda des domaines, ou encore par simple expansion, indépendante ou collective, des familles hongroises voisines. Les établissements du roi, des prélats, des magnats ou des nobles devinrent de plus en plus le cas général. Il s'agit en premier lieu de colons étrangers qui furent embauchés et envoyés, pour ainsi dire de façon commerciale, aux endroits désignés par les magnats. Ils avaient à leur tête des chefs issus de leur race. Comme dirigeants de leur peuple, ils continuèrent après l'immigration à occuper une place privilégiée dans la vie de la nouvelle communauté.

Dans les communes chargées d'un service militaire, les chefs roumains ou slaves, les *cnèzes* et les *voïvodes*, établis sur les domaines royaux, s'appellent les preux féodaux du roi. Mais ce cas est rare. Dans les Carpathes septentrionales et orientales et en Transylvanie, des centaines de communes slaves et roumaines se constituent à partir de la deuxième moitié du XIII^e siècle dans le but de cultiver la terre, de faire l'élevage dans les hautes montagnes, puis, après quelques années d'exonération fiscale, pour fournir des prestations aux seigneurs terriens, pour payer la dîme ecclésiastique et la taxe royale.

A cette époque, la migration des peuples n'est pas encore

terminée, elle commence de plus belle à l'Est et au Sud de l'Elbe, de la Bohême et de l'ancien territoire d'établissement hongrois. A partir de la ligne Hambourg-Lubeck-Magdebourg, la marche des Allemands vers l'Est est commencée depuis longtemps; des tribus slaves plus ou moins considérables se germanisent ou sont détruites. La colonisation allemande pénétrait déjà dans la sphère d'intérêt des États bohémiens, et polonais aussi, où vivait encore une grande foule de Slaves demi-nomades demeurés à l'état de civilisation des éleveurs. Les forêts élevées et les plateaux des Carpathes du Nord et du Nord-Est étaient les territoires préférés par les pâtres polonais, polono-slovaques et ruthènes que leur *cnèze* fit descendre plus tard dans le village du seigneur terrien hongrois pour les y établir. Le nombre de ces pâtres libres ne décrut jamais, car, vers les pentes du Nord des Carpathes, de nouveaux essaims vinrent sans cesse remplacer les pâtres devenus villageois.

Ce courant continua jusque dans le XVI^e, voire le XVII^e siècle et les grandes propriétés de la Haute Hongrie tiraient une partie considérable de leur revenu de ces pâtres montagnards qui payaient au seigneur terrien, avec les produits de l'élevage des moutons, le droit de séjourner sur ses terres. Ce n'est qu'aux XVI^e et XVII^e siècles que les derniers venus s'accoutumèrent à l'agriculture, ou du moins à l'élevage non-nomade localisé dans les montagnes. L'État aussi n'essaye de les mettre à contribution qu'à cette époque et cela sans grand succès. Les lois hongroises les appellent *vlach*. Ce sont des Slaves d'origine incertaine, mais, à partir du XV^e siècle, il y avait parmi eux beaucoup de bergers roumains venus de Moldavie, de Valachie et même de Transylvanie et errant sur les cimes des montagnes. Ce fut la zone la plus septentrionale et la plus occidentale de la migration roumaine. Les *cnèzes* et les *voïvodes* qui administraient la population de leur village pour le compte de la Hongrie, s'élevèrent, dans la suite des temps, au rang des nobles hongrois. Dans la société nobiliaire, surtout dans celle du comitat de

Máramaros se trouvaient beaucoup de familles d'origine ruthène ou roumaine dont la plupart s'assimilèrent entièrement aux Hongrois; quelques-unes pourtant conservèrent leur caractère national ou retournèrent, au XIX^e siècle, dans le peuple d'où elles étaient sortis.

En Transylvanie et dans le comitat de Máramaros, l'immigration roumaine est semblable à celle des Slaves de la Haute Hongrie; là aussi l'immigration ne se termina qu'à l'âge moderne. Parmi les établissements roumains, les uns étaient de caractère militaire, les autres de nature purement économique. Sur la frontière du Sud, à partir du comitat de Temes et jusque dans la région de Brassó, Krassó, Hunyad et Fogaras compris, se constitua toute une série d'arrondissements militaires roumains dont la population, groupée autour d'un château fort, était placée sous l'autorité de hauts fonctionnaires du roi (ban, voïvode, préfet). Comme c'était le cas pour d'autres peuples privilégiés, cette population ne fut pas incorporée dans les comitats; elle accomplit son service militaire sous la conduite de ses cnèzes et vécut sous la juridiction de ses propres jurés. Sous la conduite de voïvodes élus par eux-mêmes, les Roumains du Máramaros, de l'Ung et du Bereg (comitats du Nord-Est de la Hongrie) jouissaient d'une même forme d'autonomie. Les véritables initiateurs de l'immigration roumaine furent les Tartares dont la pression obligea d'abord les Comans à demander en 1241 à la Hongrie leur admission dans le pays où la force du royaume hongrois et la chaîne des Carpathes, pareille à un système de défense, leur donnaient l'espoir d'une vie paisible. Derrière les Comans, leurs anciens sujets, les Roumains, arrivèrent en foule de Valachie car, privés de leurs seigneurs belliqueux, ils étaient encore moins qu'eux capables de résister aux attaques des Tartares.

Les Comans, comme on peut s'y attendre pour un peuple d'origine turque, disposaient lorsqu'ils demandèrent à être admis dans le pays hongrois, d'une organisation politique cohérente et d'un pouvoir central fort.

Avec les Iazyges venus avec eux, ils furent établis comme un peuple homogène sur la steppe sablonneuse entre le Danube et la Tisza, région qui était impraticable au temps de la conquête arpadienne. Ainsi, le bassin de l'Alföld fut entièrement habité et l'espace vide qui était entre les Hongrois fut occupé par un peuple parent qui se magyarisera bientôt.

Le cas fut autre pour les Roumains. Privés d'une unité politique autonome, ils s'infiltrèrent en groupes moindres et occupèrent la frontière du Sud de la Transylvanie en qualité d'agriculteurs et de pâtres au service des seigneurs ecclésiastiques et laïques hongrois. De là, se dirigeant vers le Nord, ils s'infiltrèrent en forme d'éventail dans les comitats de Temes, d'Arad, de Zaránd et de Bihar et dans les comitats du Nord de la Transylvanie. C'est à peine si l'on trouve à cette époque une population roumaine continue; il ne s'agit que de quelques villages de serfs dispersés et de quelques habitats de pâtres montagnards. Ce n'est que sur la frontière du Sud qu'on trouve des foules considérables, avec une conscience politique élevée, vivant sous l'autorité de leurs *cnézes* ou *boyards* qui s'élevèrent plus tard au rang de la noblesse hongroise. M. Hóman n'énumère pas moins de vingt arrondissements roumains jouissant de l'autonomie.* Ils luttèrent courageusement contre les Tartares et, pour les récompenser, mais aussi dans l'intérêt de la défense de la frontière du Nord-Est, le roi Ladislas IV expédia vers 1280 un groupe d'entre eux dans le Máramaros. Le gros de l'établissement roumain du Nord se constitua dans la première moitié du XIV^e siècle, sous le règne de Charles d'Anjou. Un groupe considérable de Roumains passe en Moldavie et se superpose à une population surtout turco-pétchénegue, comane, tartare et (ce n'est pas le moins important) hongroise. Ce sont toujours des Hongrois et des Turcs qui dirigent la vie de l'État. Dans la couche dirigeante des Roumains de Moldavie, cet élément non-roumain fut

* Op. cit t. II.

longtemps discernable. Sa présence fait comprendre l'intensité des rapports politiques et intellectuels avec la Moldavie.

Pour résumer, il nous faut signaler deux faits: quand il s'agissait d'une immigration de foules considérables, soit d'Allemands, soit de Slaves et de Roumains, les rois de Hongrie les établirent toujours sur un territoire continu, dans une série ininterrompue de villages et ils les dotèrent d'une certaine forme d'autonomie selon le degré de civilisation de leur peuple. C'est ainsi que se constituèrent les territoires de nationalité péchénegue, comane, saxonne (Scépusie et Transylvanie), ainsi que les territoires défendus par des Roumains et des Slaves. Ces derniers territoires furent les plus nombreux, mais, isolés les uns des autres, ils furent plus petits. Les peuples ainsi réunis conservèrent leur langue et leurs coutumes. Ils furent protégés par leur établissement relativement clos, par l'ordre politique que garantissaient les rois de Hongrie et que personne ne pouvait impunément enfreindre et, enfin, par le fait que, dans leur situation privilégiée, ils s'acquittèrent, eux aussi, de leurs devoirs pendant des siècles, principalement du service militaire. On peut dire qu'ils méritèrent leur traitement de privilégiés. Parmi ces autonomies, nous devons encore compter les villes pourvues de différents privilèges et dont la bourgeoisie, surtout allemande, conservait sa nationalité. Les bourgeois italiens et wallons, plus anciens que les allemands, s'assimilèrent rapidement aux Hongrois. Les villes allemandes (une ville ne se composait que de quelques centaines de maisons, comme les villes de l'Europe centrale) renfermaient une population de commerçants, d'artisans et de mineurs, qui vivaient de façon isolée sur un territoire peuplé de nobles et de serfs hongrois. Dans le domaine de leurs coutumes et de leurs droits, ils demeurèrent pendant longtemps en rapport avec leur patrie primitive. Ces autonomies urbaines survécurent intégralement à la disparition des autonomies médiévales.

L'autre fait que nous devons souligner, c'est que les colonies dispersées, c'est-à-dire non pas militaires, commerciales ou minières, mais uniquement agricoles, doivent être considérées comme des catégories à part qui, au cours de l'histoire, ne peuvent pas éviter la disparition. A partir de la deuxième moitié du XIV^e siècle, on peut observer toujours plus clairement l'abandon de la pratique médiévale des autonomies. Ce phénomène débuta par la formation d'une large classe nobiliaire qui, comme nous l'avons vu, accueillit les éléments supérieurs d'une société de structure extrêmement riche.

Les hommes libres des anciennes familles, les soldats des châteaux royaux et les guerriers des grands seigneurs, nés libres ou serfs, s'unirent en une classe nobiliaire, homogène et fermée, tandis que tous ceux qui, jusqu'au milieu du XIV^e siècle, ne purent atteindre à cette nouvelle classe, s'attachèrent en vain à leurs différents statuts; tous furent contraints de s'abaisser au niveau de l'autre grande foule, celle des serfs soumis aux seigneurs. Il semble que le nombre des nobles administrant leurs terres et faisant le métier des armes, ait été, déjà au moyen âge, plus grand qu'il ne l'était dans les autres pays occidentaux. Ce nombre élevé s'explique par le fait que cette nouvelle classe résulta de l'union de plusieurs classes hétérogènes. On comprend aussi que, le nombre des seigneurs étant élevé, il ait fallu beaucoup de serfs pour cultiver la terre et pour entretenir la famille de leur seigneur. Les troubles politiques intérieurs, les batailles continuelles que se livraient les magnats pour s'assurer l'hégémonie dépeuplèrent souvent le pays; la main-d'œuvre devint rare, ce qui exigea naturellement que la population agricole fût fixée à la glèbe. Chacun prenait soin de conserver ses serfs, et s'efforçait de soumettre à son service les non-nobles qui se trouvaient aux environs et qui tombaient sous son influence. Tout cela n'était pour le moment qu'une tendance et point encore une réalité. La grande variété de franchises devint une liberté

homogène, une liberté inférieure, mais c'était encore la liberté. Le droit de libre déménagement des serfs agricoles fut sanctionné par le dernier arpadien, puis par Louis le Grand. Ce dernier, dans sa loi de 1351, rendit obligatoire l'impôt du neuvième soumettant ainsi la classe des serfs à une prestation générale de produits agricoles. Il facilita ainsi l'unification de la classe des serfs définitivement séparée de la noblesse.

Ce fut à cette classe de serfs que s'amalgamèrent tous les colons étrangers qui n'appartenaient pas aux groupes protégés par les autonomies que nous venons d'énumérer. La nouvelle classe des serfs se stabilisa au cours des XIV^e et XV^e siècles à peu près dans le même état juridique où vivaient ces colons étrangers depuis leur immigration. La nouvelle classe des serfs, avec les colons agricoles étrangers, continuait à demeurer libre; le seigneur terrien noble leur accordait la terre en bail perpétuel; ils payaient une certaine somme pour leur bail rural, l'impôt du neuvième, la dîme à l'Église, et certaines taxes au roi. La situation des serfs étrangers ne devint donc pas trop mauvaise, mais, par suite de leur assimilation à une grande classe sociale répandue dans le pays entier, la possibilité de conserver leur nationalité s'amointrit. Primitivement, leurs franchises et leurs prestations étaient prescrites par l'accord conclu entre le *scultetus* ou le *cnèze*, fondateur du village et le seigneur terrien. D'autres villages du même seigneur terrien pouvaient obéir à d'autres accords. Mais bientôt le statut de tous les villages devint semblable et le serf d'origine étrangère put déménager vers n'importe quelle région hongroise où il pouvait vivre dans les mêmes conditions; aucun accord du *cnèze* ou du *scultetus* ne l'en empêchait. Les serfs étrangers cessèrent donc d'être des hôtes privilégiés et ils furent impliqués dans le courant général. Du reste, une partie des anciennes colonies étrangères périt au cours de plusieurs guerres privées des XIV^e et XV^e siècles tandis que parmi la

population qui survécut, plusieurs profitèrent du droit de libre déménagement.

C'est ainsi que la nouvelle classe des serfs devint une sorte de haut fourneau qui transforma les Allemands, les Slaves et les Roumains en véritables Hongrois, là où ces nationalités n'étaient pas à l'abri de grands territoires fermés. Il ne s'agit pas ici d'une magyarisation, d'une dénationalisation voulue. Tout cela est un processus naturel, une conséquence des changements politiques et sociaux qui se produisirent au sein de la nation hongroise et, à l'influence desquels les émigrés étrangers ne pouvaient pas se soustraire. C'était si peu une action de magyarisation que ce fut précisément à cette époque qu'immigra une nouvelle peuplade étrangère, les Serbes poussés par les guerriers turcs. Au cours des guerres turques du XV^e siècle, la vieille population hongroise disparut dans de larges territoires sur la ligne du bas Danube et ce fut pour les remplacer qu'à l'époque de Sigismond de Luxembourg, de Jean Hunyadi et de Mathias, de grands seigneurs serbes immigrèrent en Hongrie, suivis de milliers de leurs gens. Ceux-ci devinrent en partie des agriculteurs, avec les obligations du servage, d'autres des soldats que le roi Mathias et les capitaines des confins hongrois employèrent volontiers contre le Turc. Une partie des officiers et des soldats serbes se magyarisa alors au cours du XVI^e siècle; la plupart des colons serbes furent anéantis par la conquête ottomane avec tous les comitats hongrois qui les avaient accueillis.

A la fin du moyen âge et au début de l'âge moderne, on assiste à la formation de l'unité de la classe des serfs, à la liquidation des différentes petites classes sociales du moyen âge, puis au développement de l'économie monétaire, à la production toujours plus intense du blé afin de ravitailler des armées permanentes; l'intérêt de la grande propriété est d'augmenter la main d'œuvre gratuite. Tout cela facilita la magyarisation naturelle de la population étrangère vivant en dehors des grandes autonomies

fermées. M. Élémir Mályusz a essayé d'évaluer la population de la Hongrie à la fin du moyen âge, sans compter la noblesse, le clergé ni la bourgeoisie. D'après sa conclusion, les 77 p. c. de cette population étaient hongrois, le reste étranger appartenant aux races différentes.*

A l'égard de la population entière, il faut considérer que le nombre des bourgeois de villes libres, privées de seigneur terrien, était relativement faible; quelques-unes de ces villes étaient d'idiome hongrois: Szeged, Esztergom, Székesfejérvár étaient entièrement hongroises. A Kolozsvár et à Bude, les Hongrois et les Allemands se faisaient encore équilibre. La plus grande partie du clergé catholique était hongroise; il est naturel que la direction spirituelle d'une population en majorité hongroise n'ait pu être assumée que par des Hongrois et il est probable que les moines et les religieuses étaient en général des Hongrois et des Hongroises. La noblesse enfin était presque entièrement hongroise, un dixième tout au plus en pouvait être étranger. Or, le nombre des nobles était, comme nous l'avons constaté, très élevé. C'est dire que le pourcentage de la population hongroise, y compris les privilégiés, peut être élevé de 77 à 85—87 p. c. Mais tout cela est encore loin de donner une idée juste de la Hongrie de la fin du moyen âge, car le pays était hongrois dans son âme, dans sa civilisation, dans sa vie politique et dans tout ce qui rend européenne la population d'un territoire. C'est de cette hauteur que tomba la Hongrie en 1526, par suite de la bataille de Mohács perdue contre le Turc.

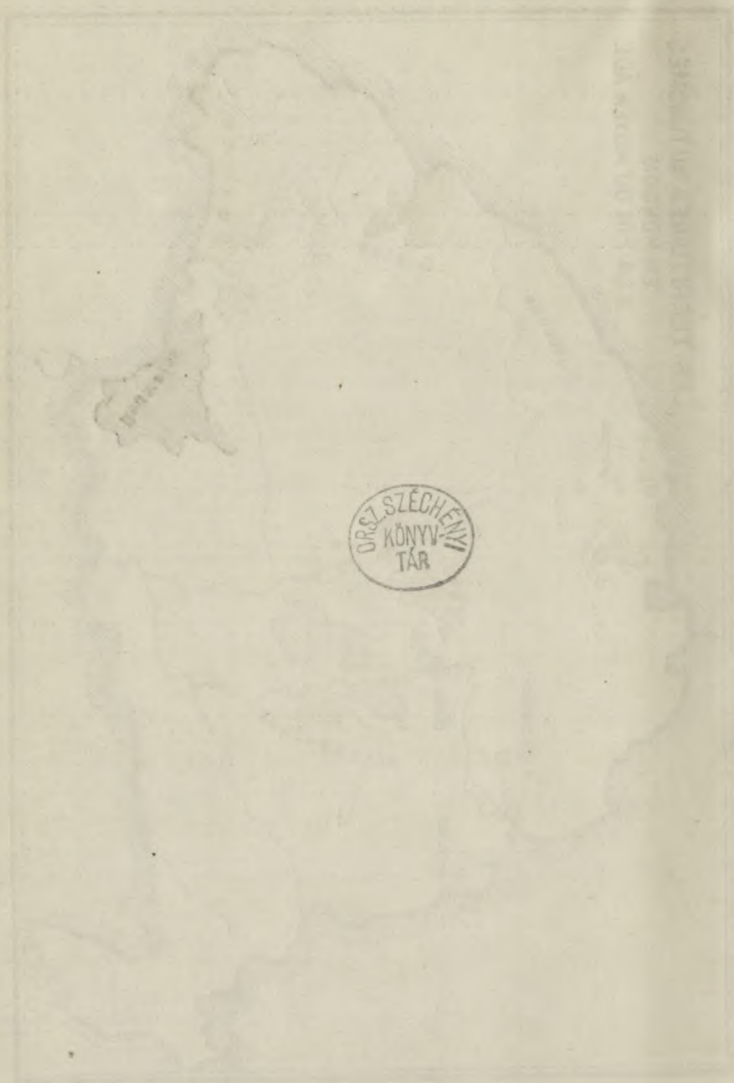
Avant de continuer notre examen de l'attitude de l'État hongrois à l'égard de ses minorités, jetons un coup d'œil rapide sur les formes visibles de coexistence des Hongrois du moyen âge et de leurs minorités.

Si les choses de l'histoire obéissaient aux principes de la logique, de l'attitude tolérante que les Hongrois adop-

* E. Mályusz, *A magyarság és a nemzetiségek Mohács előtt* (Les Hongrois et les nationalités non-hongroises avant la bataille de Mohács), Magyar Művelődéstörténet, t. II, p. 105.

LES TERRITOIRES AUTONOMES
EN HONGRIE
A LA FIN DU MOYEN AGE





ORST SZÉCHÉNYI
KÖNYVTÁR

tèrent à l'égard des minorités, il en aurait dû résulter le contentement général de ces minorités. Et il est vrai que dans les cadres de l'État hongrois, les rapports du peuple dominant avec ses minorités furent plus amicaux qu'ailleurs. Examinons ce qui se passe dans quelques autres pays et tout d'abord distinguons, pour employer un langage moderne, les relations internationales, c'est-à-dire entre peuples vivant dans des États à eux, et les rapports minoritaires. Les deux cas sont importants à connaître car ils caractérisent de la même façon la disposition d'esprit d'un peuple à l'égard des autres. Toutes les recherches historiques concernant les relations internationales fournissent le même tableau et prouvent que les peuples d'alors ne parlent de leurs voisins qu'avec crainte, haine, dédain et mépris. Le Lombard Liutprand, évêque de Crémone et homme d'État de l'empereur Othon le Grand, ne signale aucun peuple dont il puisse dire du bien et il anticipe ainsi sur presque toutes les observations d'attitude nationale du moyen âge. Il applique aux Hongrois l'ancien conte des buveurs de sang humain, il nomme les Romains un peuple lâche et ignoble, les Burgondes sont pour lui bavards, gloutons, timides; les Byzantins, des eunuques braillards, vantards, efféminés, menteurs et rampants, tandis que sur les Allemands il publie l'opinion des Byzantins: en état d'ivresse ils sont courageux, mais ils tremblent lorsqu'ils sont sobres, leur ventre est leur dieu, ils sont mauvais cavaliers.

On sait qu'au cours du moyen âge de grands territoires de l'Italie furent soumis à l'Empire germanique et la conscience italienne réagit si fortement contre cette domination étrangère que les observateurs contemporains parlent sans cesse de la haine des Allemands comme d'un sentiment inné à la nation italienne. La conscience italienne est nourrie du souvenir de la grandeur antique de Rome, de là l'opinion des Italiens sur les peuples «barbares», tard venus et qu'ils méprisent dès avant l'époque de l'humanisme.

La mentalité nationale des Français se forma elle aussi de bonne heure; comme celle des Italiens, elle fut influencée par des réminiscences historiques. Les Français se tenaient pour le peuple de Charlemagne, pour le premier peuple de l'Europe et cette pensée servit de prétexte à la poursuite de l'hégémonie européenne. Ceux qui se mirent en travers de ces efforts furent les premiers à rencontrer leur haine et ce furent les Allemands. De là le penchant anti-allemand des déclarations françaises du moyen âge, toujours pleines d'invectives et d'injures.

Par contre, les documents anglais ne contiennent guère d'invectives contre les autres peuples; ils ne dénigrent même pas les Français, bien qu'ils fassent contre eux des guerres séculaires. L'écrivain allemand moderne, à qui nous devons ces données, tient cette réserve des Anglais pour une vertu germanique et croit découvrir le même phénomène chez les Allemands du moyen âge qui, d'après lui, grâce au sentiment de sécurité, commun aux peuples germaniques, ignorèrent la haine qu'éprouvent en général les peuples timides à l'égard de leurs voisins. Il semble que ce fût plutôt la distance et la position insulaire qui préserva les Anglais d'être querelleurs. On sait que ce mépris réciproque fut général au moyen âge et que les Allemands s'y livrèrent comme les Français, les Italiens et les autres peuples. Conquérants, ils sentaient leur supériorité militaire sur leurs voisins et il en résultait de l'orgueil et du dédain. Qu'il suffise ici de se référer à l'opinion de l'évêque Othon de Freisingen, un des écrivains les plus cultivés du XII^e siècle, qui reprocha à la providence d'avoir donné la Hongrie aux Hongrois, à ces véritables monstres humains. De telles déclarations, et il y en a d'analogues pour les Slaves, les Français et les Italiens, peuvent difficilement passer pour de la «réserve».*

* Ces données furent recueillies, surtout dans les chroniques, par E. Maschke, *Das Erwachen des Nationalbewusstseins im deutsch-slawischen Grenzraum*, 1933 et H. Zatschek, *Das Volksbewusstsein*,

Ces opinions historiques ont leur intérêt général, car le peuple craintif ou haineux avait des raisons de craindre ou de détester le voisin puissant, et le peuple fort avait les siennes pour narguer le faible. Elles sont l'expression de la conscience politique de la couche dirigeante du peuple en question et ne sauraient être considérées comme des faits populaires et anecdotiques. Dans la façon dont un peuple juge ses voisins, se manifeste son propre sort, événements, luttes et calamités, mais aussi son propre caractère. Le chercheur allemand d'aujourd'hui ne voit que chez les Anglais et les Allemands cette réserve à l'égard de leurs voisins, c'est-à-dire, ce qui revient au même, à l'égard de leurs ennemis et il conclut à une supériorité intellectuelle de ces deux peuples. Si l'on examine les documents hongrois, on pourrait attribuer la même supériorité au peuple hongrois. Il est également vrai qu'à la fin du XII^e siècle, le Notaire Anonyme parle avec une certaine ironie de la bravoure des peuples que son imagination met aux prises avec les Hongrois du duc Arpád, et que les chroniques hongroises postérieures, décrivant les luttes germano-hongroises du XI^e siècle, traitent les Allemands avec antipathie. Mais, c'est encore de la réserve et presque de la bienveillance à côté de la façon dont se malmènent à la même époque les peuples d'Occident. L'adversaire armé n'est pas traîné dans la boue par les chroniqueurs hongrois, et tout au long du moyen âge on rencontre à peine une expression méprisante pour les Croates, les Serbes et les Roumains, voisins des Hongrois.

Les rapports entre peuple souverain et peuple soumis sont encore plus instructifs. Entre l'Allemagne et la Russie il y a une large zone qui s'étend de la Baltique aux Balkans, région dont le Sud est occupé par la Hongrie et ses

sein Werden im Spiegel der Geschichtsschreibung, 1936. Cf. en outre du même auteur, *Die deutsche Staatsführung im 9. u. 10. Jahrhundert* („Mitteilungen“ de l'„Institut für oest. Geschichtsforschung“ de Vienne, Ergänzungsband 14, 1939).

anciennes provinces, Si l'on ajoute à ce territoire les pays voisins de population allemande, notamment au Nord le territoire à l'Est de l'Elbe, au Sud les provinces autrichiennes, on arrive à délimiter une partie du continent européen qui possède à plusieurs égards une certaine unité. C'est là que se généralisa la grande propriété de l'âge moderne avec le servage attaché à la glèbe, posant depuis le XV^e siècle jusqu'à l'époque presque contemporaine des problèmes sociaux et économiques presque identiques. Et c'est la terre où les Allemands, au cours de leur colonisation de l'Est, entrent en rapport avec les Slaves, Polonais et Tchèques et avec les Hongrois. Au moyen âge, les Allemands ne cessant d'y envoyer des essaims toujours nouveaux parvinrent à germaniser la population slave des territoires situés à l'Est de la Westphalie, ainsi que celle de la future Autriche. Ayant élargi les frontières de ce nouveau territoire allemand, ils pénétrèrent ensuite au milieu des peuples voisins dans trois directions: au Nord, dans les États baltiques et en territoire polonais, au milieu en Bohême et en Pologne, au Sud dans la vallée du Danube, puis vers l'Adriatique.

Sur tous ces territoires, le contact des peuples revêt au début un caractère international. Les Slaves encore païens, les Prussiens et les Vendes dévastèrent leur voisin de l'Ouest, tandis que les Allemands, maîtres d'un puissant organisme militaire et social, se mirent à l'évangélisation et à la soumission du voisin païen. Mais bientôt le processus de colonisation pose les problèmes compliqués de la vie minoritaire, et non plus ceux des relations internationales. Les Allemands soumièrent une importante minorité slave qu'ils assimilèrent petit à petit, tandis que l'État bohémien et l'État polonais, comme les Hongrois, se trouvèrent en présence de minorités allemandes avec lesquelles ils devaient compter. Cette situation historique fit naître une attitude nouvelle qui s'observe dans les déclarations réciproques des Allemands, des Tchèques et des Polonais.

HISTOIRE DES NATIONALITÉS

Le caractère fondamental des rapports germano-polono-bohémiens est marqué par le fait qu'au début ces peuples s'affrontèrent comme chrétiens et païens. On admet généralement que le terrible torrent de haine et de guerres d'extermination ne fut pas le résultat de l'antipathie ethnique ou nationale, mais qu'il refléta tout simplement l'antagonisme entre chrétiens et païens. Contre la férocité des païens, les chrétiens se défendirent avec la même férocité, ils traitèrent les païens de «chiens», et, quand ils ne pouvaient pas les convertir au christianisme, ils se sentaient autorisés à les exterminer. C'est ainsi que s'explique le mauvais renom des Hongrois du X^e siècle: les Allemands, les Français et les Italiens détestaient en eux le païen qui voulait dévaster la terre de la chrétienté (*Fines Christianorum*).^{*} C'est aussi ce qui explique qu'après saint Étienne, ils cessent d'employer envers les Hongrois convertis ce ton brutal qui sera désormais réservé aux païens nouvellement apparus aux frontières orientales de l'Europe chrétienne, aux Pétché-nègues et aux Comans que l'on accuse également de manger de la chair humaine et de boire du sang. Au XII^e siècle, Anne Comnène énumère avec une grande répugnance les noms des chefs pétché-nègues, car elle croit que de tels noms barbares souillent le visage de l'histoire.^{**} Entre chrétien et païen toutes les armes sont permises, de là la grossièreté des déclarations allemandes et des répliques tchèques et polonaises.

Les historiens allemands modernes ont essayé de donner une explication raciale de cette haine et ils ont trouvé deux arguments en faveur de leur hypothèse. D'après une source allemande du XI^e siècle, un abbé de Fulda, se promenant au bord de la rivière, déclara dégoûtante l'odeur des Slaves s'y baignant, de même, les Slaves ne pouvaient pas supporter l'exhalation des Frisons qui s'établirent parmi eux. Cette «répugnance physique» qui fut sans aucun doute

* A. F. Gombos, *Catalogus Fontium Hist. Hungaricae*. t. II. p. 1163.

** Ibid. t. I. p. 82.

l'expression occasionnelle de la haine et du mépris qu'éprouvaient les chrétiens et les païens les uns pour les autres, ressemble à l'image monstrueuse qu'Othon de Freisingen se faisait des Hongrois. On ne peut voir de ressentiment racial derrière ces phénomènes, si l'on songe qu'à l'époque de l'évêque de Freisingen les alliances étaient fréquentes depuis plus de cent ans entre la classe dirigeante des Hongrois et les Allemands.

C'est l'inexorable antagonisme entre chrétiens et païens qui revêtit pour longtemps les relations des Slaves et des Allemands d'un caractère atroce. Mais cette haine survécut longtemps à la conversion des Slaves au christianisme. On en trouve une preuve sans équivoque dans l'ouvrage du chanoine Cosmas de Prague (mort en 1125) qui, racontant l'histoire de son peuple au XI^e siècle, parle des Allemands avec une haine extraordinaire. D'après lui, le duc de Bohême Brétislav enleva d'un cloître, en 1021, la fille d'un comte allemand, parce qu'il savait que «l'orgueil et l'arrogance innés des Teutons» à l'égard des Slaves et de leur langue n'auraient pas permis le mariage. Spitignev, fils de Brétislav, chassa tous les Allemands de son pays, y compris sa propre mère. Mais son frère, le duc Wratislav, n'était pas si hostile aux Allemands et il nomma un prêtre allemand, chanoine de Leitmeritz, à l'archevêché de Prague, ce qui lui valut la révolte de ses frères et des magnats. Ce fut à cette occasion qu'un magnat tchèque dit, d'après Cosmas, que «selon la nature humaine, chacun préfère son propre peuple aux étrangers et que même, si l'on pouvait, on détournerait les fleuves étrangers dans sa propre patrie. Mettons donc de la queue de chien ou de l'ordure d'âne sur la chaire sacrée de l'église plutôt que d'y mettre ce prêtre».

Des ouvrages historiques bohémiens des époques ultérieures couvrent les Allemands d'attaques encore plus violentes; ils leur reprochent en général leur orgueil et leur mépris envers tous ceux qui ne sont pas Allemands. Pour employer un terme moderne, on peut conclure de tout cela

à un sentiment d'infériorité des Tchèques qui explique tous les éclats de passion et de haine. A une certaine époque, les Tchèques englobèrent les Hongrois dans cette même haine; en effet, Sigismond de Luxembourg fit très souvent gouverner ses pays non-hongrois, le Saint Empire et la Bohême, par des magnats hongrois. D'après une chronique hussite, les Allemands et les Hongrois sont les ennemis acharnés de la langue tchèque, c'est d'eux que Sigismond se sert pour détruire la Bohême; la chronique en cite pour preuve une de ses déclarations disant qu'il donnerait toute la Hongrie pour pouvoir exterminer tous les Tchèques.

De nos jours, on entend souvent dénigrer l'idée de «nation par la langue»; on affirme que l'opinion qui fait de la langue la principale caractéristique nationale n'est qu'un résultat de l'époque des lumières, voire même du libéralisme démocrate. Or, les sources tchèques du moyen âge témoignent du contraire et plus encore les sources polonaises. Déjà aux XIII^e et XIV^e siècles, la question de la langue jouait un rôle important dans les rapports polono-germaniques. On y rencontre des traits qui conviendraient fort bien à la mentalité nationale des États modernes.

En 1339 déjà, les Polonais jugent de l'appartenance politique des territoires d'après l'unité linguistique. Ils émettent des prétentions sur la Poméranie occupée par l'ordre des chevaliers teutoniques, en soutenant que toute la population de ces territoires parle polonais (ce qui d'ailleurs n'était pas vrai). En 1306, les Polonais accusèrent un évêque de Cracovie d'avoir appuyé les Allemands et agi ainsi contre le pays, la langue et le peuple des Polonais. Dès la deuxième moitié du XIII^e siècle, les synodes de l'Église de Gniezno établissent des statuts en vertu desquels les Allemands ne peuvent pas enseigner dans les écoles ecclésiastiques, s'ils ne possèdent pas entièrement le polonais. Un décret conciliaire de 1326 va encore plus loin: il exclut les étrangers de la possession des biens ecclésiastiques de toute espèce. Tout cela touchait non seulement la vie culturelle des Allemands villageois, mais aussi celle des Allemands

citadins dont la liberté était assurée en Pologne comme en Hongrie par des privilèges du roi et par d'autres franchises. En 1312, la bourgeoisie allemande de Cracovie prit position contre le règne de Vladislas Lokietek, et les Polonais répondirent avec des représailles sanglantes: dans les rues de Cracovie, ils abordaient les passants et leur faisaient dire quelques mots polonais particulièrement difficiles. Celui qui ne pouvant les prononcer étaient tué sans plus de cérémonie. On supprima l'usage de l'allemand, jusque-là langue officielle de la ville, et on le remplaça non par le polonais mais par le latin. C'est dire que la mentalité était encore différente du nationalisme du XIX^e siècle; on ne connaissait pas encore l'importance positive et culturelle de la langue officielle. Par contre, on avait déjà une claire vision de la partie négative du problème: on trouvait intolérable qu'une ville aussi puissante et riche que Cracovie ne soit pas administrée en polonais ou en latin, considérés tous deux comme langues du pays.

Nous partageons l'avis de ceux à qui nous devons ces données et qui soutiennent que la raison des mesures défensives polonaises et tchèques était la crainte qu'éprouvaient ces peuples, numériquement faibles, en assistant à la grande migration allemande vers l'Est. Il leur était impossible de ne pas sentir la supériorité militaire des chevaliers teutoniques, la technique plus avancée des agriculteurs allemands (ils employaient déjà la charrue de fer, tandis que les Slaves, avec leurs charrues de bois, ne pénétraient que péniblement dans le sol) et la routine supérieure de la bourgeoisie allemande dans le domaine économique. Ils redoutaient tout cela, mais souvent, sans le vouloir, ils s'y soumirent. Les droits des villes allemandes et d'autres coutumes des colons allemands de l'Est, furent adoptés çà et là par les Polonais, qui abandonnèrent ainsi leur ancien système juridique. Par contre, et la nature humaine le fait comprendre, plus ils subirent l'ascendant de la supériorité allemande, plus ils la regardèrent avec

amertume. De là le caractère peu amical, plus d'une fois cruel et sanguinaire, des rapports entre les deux peuples.

Le peuple hongrois du moyen âge n'a subi l'influence écrasante d'aucun peuple. Il adopta la culture chrétienne grâce à des Français, à des Italiens, à des Allemands et à des Slaves qui se trouvaient dans le pays. Cet éclectisme le préserva de devenir le vassal d'un seul peuple. On a la preuve aujourd'hui que, sous les Arpad, l'influence culturelle de la France, de l'Italie, peut-être même de l'Angleterre et de l'Espagne a prévalu sur l'ascendant de l'Allemagne. Or, ce n'est qu'une influence excessive venue d'un peuple voisin qui peut menacer l'équilibre moral d'une nation. On peut adopter les biens culturels de peuples lointains sans crainte et sans angoisse, sans risquer de perdre son indépendance et son autonomie. Ce ne fut pas pour rien que le roi saint Étienne fit ouvrir les portes devant les chevaliers et les artisans étrangers; il explique le profit de cet acte dans les «Admonitions» adressées à son fils: ces étrangers, assimilés au peuple hongrois, apportent avec eux toutes sortes de coutumes politiques, militaires et techniques qui sont nécessaires à la couche dirigeante hongroise, pour devenir l'égale de ses voisins occidentaux, et n'être pas obligée de compenser son infériorité par des paroles et des actes de haine.

Chez les chroniqueurs et les annalistes allemands on lit beaucoup d'invectives contre l'astuce, la perfidie et l'inconstance des Hongrois, mais si l'on compare ces expressions et l'attitude morale qu'elles impliquent avec le rapport qui existait entre Allemands et Polonais, ainsi qu'entre Allemands et Tchèques, il est impossible de ne pas s'apercevoir du ton relativement plus amical, ou du moins d'une certaine correction de rapports et d'une certaine réserve. Les Allemands tenaient les Hongrois pour des chevaliers, leurs égaux, et non pas pour des «Slaves». Ce fait est établi par un récit curieux conservé dans l'ouvrage historique d'Albert de Strasbourg, chancelier de Louis de Bavière. Le roi Rodolphe de Habsbourg, contemporain de Ladislas IV, roi de

Hongrie, en voulait depuis longtemps à un seigneur (*comes*) hongrois nommé Ivan, qui traversait sans cesse la frontière autrichienne et y faisait des pillages. Par ruse, il le fit appeler par un de ses chevaliers. Sans rien soupçonner, Ivan se rendit à Vienne, mais, arrivé devant le roi, il fut pris de doutes et, pour sauver sa vie, il saisit le verre du roi et en but, dans la conviction qu'après cela, le roi ne lui ferait pas de mal. Mais Rodolphe fut peu chevaleresque; après le dîner, il fit noyer le seigneur hongrois dans le Danube glacé. Le commandant de la garde du corps, lorsqu'on saisit le Hongrois, tira son sabre pour le défendre et le roi dut lui crier: «Cela ne te regarde pas!» pour l'obliger à rester tranquille. Et «l'excellent chevalier» qui avait amené Ivan à Vienne, sans savoir les intentions du roi Rodolphe, voyant le parjure, faillit perdre la raison, et, dans sa honte, quitta la cour.* Nous pouvons tenir pour certain que cet Ivan n'était pas encore un chevalier au sens occidental et allemand du mot. Nous savons en effet que son grand contemporain du même nom, le ban Ivan, l'oligarque indomptable et très puissant de la fin du XIII^e siècle, le plus grand ravageur de la province d'Autriche, ne combattait pas non plus à la manière allemande. Nous connaissons plusieurs descriptions contemporaines de ses batailles, qui nous le montrent désarçonnant une forte troupe de chevaliers souabes par sa tactique «irrégulière» à la hongroise. Pourtant, les «orgueilleux» chevaliers allemands tenaient le Hongrois pour un égal vis-à-vis duquel il fallait se comporter de façon chevaleresque. Le récit du chancelier Albert n'est peut-être qu'une anecdote imaginaire, mais il suffit pour prouver que non seulement les Hongrois n'avaient pas de sentiments d'infériorité en face des Allemands, mais que ces derniers furent également loin de traiter les Hongrois comme ils traitaient les Slaves.

Tout cela provient de l'absolu sentiment de sécurité des Hongrois. Ils avaient confiance en eux-mêmes et, à part

* Gombos, op. cit. t. I, p. 46.

Dieu, ils ne craignaient personne; et ils n'avaient pas de raison de craindre car, malgré les continuelles dissensions des seigneurs, l'organisation de leur pays était stable, et rien ne put l'ébranler.

Passons maintenant à la question des nationalités. Tandis que les textes des historiens du moyen âge abondent en injures, chez les écrivains hongrois de tels passages font presque entièrement défaut. Ce qu'on parviendrait quand même à trouver fut écrit en temps de guerre et se rapporte à l'ennemi. Mais jamais on ne trouve aucune allusion désobligeante aux non-Hongrois vivant dans le pays, c'est-à-dire aux minorités. Il est possible que l'examen minutieux de chartes inédites puisse fournir quelques mots injurieux, mais cela est peu probable étant donné l'absence de toute disposition juridique analogue aux statuts anti-allemands des Polonais. Les Hongrois du moyen âge n'ont jamais vu un danger dans leurs minorités nationales, ils ne se défendirent pas contre elles. Jamais non plus ils ne s'occupèrent de la défense de la langue hongroise, ainsi que les Polonais firent pour leur langue. Le Hongrois médiéval ne redoutait pas ses minorités nationales. Il permit aux étrangers de vivre en deçà des frontières du pays selon leur propre système juridique parce qu'il ne fut pas obligé de se sentir inférieur aux minorités immigrées et n'eut pas à craindre que leur culture supérieure ne détruisît ou n'altérât la sienne propre. On sait que, ni en matière de vertus sociales (coexistence paisible, autonomie calme et sans trouble) ni en matière d'expériences agricoles, la population allemande des villes minières de la Hongrie du Nord (Besztercebánya, Selmechánya etc.) n'atteignit jamais le niveau des Hongrois. Il y avait même, dans ces régions, des immigrés auxquels les Hongrois devaient apprendre la technique minière elle-même.* Les Hongrois purent donc se

* Cf. J. Ernyey et G. Karsai, *A felsőmagyarországi bányavárosok német népi színjátékai* (Le théâtre populaire allemand des villes minières de la Haute Hongrie), t. II/2, surtout l'analyse extrêmement instructive de M. Ernyey à partir de la p. 711.

permettre de bien traiter leurs nationalités et de maintenir l'intégrité de leur autonomie.

Nous ne pouvons pas passer sous silence qu'on a donné parfois des descriptions contraires à la nôtre de l'attitude des Hongrois du moyen âge à l'égard de leurs minorités. Il est inutile de mentionner les actes anti-minoritaires qu'on reproche aux Hongrois d'avant 1848 qui se réduisent à deux ou trois cas que ces auteurs se repassent de l'un à l'autre. On cite tout d'abord le cas des bourgeois allemands de Bude qui, en 1438, au moment où Albert de Habsbourg monta sur le trône, torturèrent et jetèrent dans le Danube le chef des bourgeois hongrois, nommé Jean Ötvös; sur quoi, d'après la chronique de Turóczi, les Hongrois se soulevèrent et obtinrent que désormais la charge de maire fût occupée alternativement par un Hongrois et un Allemand, et que le conseil fût moitié hongrois, moitié allemand. Un autre cas que l'historiographie saxonne aime à citer, c'est que, contrairement aux privilèges des Saxons, Ladislas V, au milieu du XV^e siècle, céda la ville de Beszterce en propriété privée à Jean Hunyadi. Après la mort de ce dernier, Michel Szilágyi opprima vraiment la population de la ville et ce n'est que le roi Mathias qui rendit justice aux bourgeois en leur restituant leur liberté en 1464. Le troisième cas n'est qu'un fait social naturel, sans action de forces extérieures. Les Hongrois s'étant multipliés à Kolozsvár exigèrent, selon leur proportion numérique, un vicaire hongrois à côté du prêtre saxon. Ils l'obtinrent en 1453, mais cela ne leur suffisant pas, ils continuèrent à s'agiter jusqu'à l'introduction en 1458, de l'administration bilingue dans la ville. Dès lors Kolozsvár eut, elle aussi, un magistrat alternativement hongrois et allemand et l'administration fut dirigée par un conseil mixte.*

* Cf. G. D. Teutsch, *Gesch. der Siebenbürger Sachsen*, t. I, 1899; Kaindl, *Gesch. der Deutschen in den Karpathenländern*, t. II., 1907; — le ton fondamental fut donné en 1795 par Schlözer, *Kritische Sammlungen zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen*.

HISTOIRE DES NATIONALITÉS

Dans deux de ces trois cas, ce furent les ressortissants du peuple d'État qui revendiquèrent des droits et, comme ils se multipliaient dans telle ou telle ville, il fut impossible de repousser leur vœu. Dans le troisième, il s'agit d'un acte de violence féodal en temps de troubles, pareil à ceux que plusieurs villes hongroises durent aussi subir à cette époque. Mais le roi de Hongrie, au bout de quelques années, mit fin à cet abus.

Si l'on comparait ces «brimades» des minorités de Hongrie avec les atrocités incessantes qui se produisirent au moyen âge sur les territoires situés au Nord de la Hongrie, atrocités dont nous n'avons mentionné que quelques-unes, on reconnaîtrait que le système minoritaire hongrois fut calme et politiquement plus sage que l'autre.

L'idée de l'autonomie médiévale diffère essentiellement de l'autonomie du monde démocratique et libéral, ainsi que de la notion du groupe de peuple du national-socialisme. Les Hongrois pratiquèrent cette autonomie de façon élastique sans aucune attitude doctrinaire et sans tendance à l'égalisation, de façon à ne pas confondre les Turcs avec les Roumains, les éleveurs avec les pâtres montagnards, les habitants des villes royales libres avec ceux des villes à privilèges moindres, les Saxons de Transylvanie avec ceux de la Scépusie. Dans le pays de saint Étienne, les peuples vivaient en paix. Au XIII^e siècle on n'y parlait pas moins de seize langues différentes. L'auteur de cette étude aime à nommer cette paix: paix de saint Étienne, car les «Admonitions» du premier roi de Hongrie contiennent le premier texte définissant en principe et en théorie et léguant sous forme de testament ce régime qui vécut au cours des siècles, cette coexistence pacifique de peuples et de langues diverses sous une domination hongroise.

II

LES NATIONALITÉS A L'ÉPOQUE DES GUERRES TURQUES

Autrefois, l'idée de la nation et du peuple n'avait pas encore atteint ce haut degré de conscience qu'elle devait avoir au cours du XIX^e siècle et à notre époque. Il est vrai qu'au moyen âge, voire même jusqu'à la propagation de l'idée nationale de la Révolution française, les peuples firent une distinction entre eux, selon leur nationalité. Ce phénomène apparut et produisit des faits politiques de grande envergure, surtout là où se trouvaient des points de friction entre nations, mais où, en général, la vie des nations et des peuples n'était pas encore consciente. Même la conscience des couches dirigeantes, douées d'une haute culture et capables d'apprécier leurs propres forces, n'était pas assez développée pour donner une signification minoritaire à tel ou tel acte politique ou économique ou pour décider et accomplir un acte uniquement dans une intention minoritaire. Aujourd'hui, après l'évolution plus que séculaire qu'a subi l'idée de la nationalité, on reconnaît aisément les rapports et les effets nationalitaires des anciens actes, mais on tomberait dans une erreur capitale si l'on pensait que tel ou tel roi, telle ou telle classe dirigeante a pris telle ou telle disposition (dont les conséquences touchant les nationalités sont aujourd'hui nettement visibles) dans l'intention d'opérer un changement dans le domaine des rapports entre État et nationalité. On peut se référer aux premiers siècles du moyen âge hongrois où la législation touchant les Juifs et les Ismaélites de religion musulmane eut indubitablement des conséquences énormes même dans le domaine des nationalités. Les Ismaélites se magyarisèrent, ce qu'on ne peut affirmer des Juifs,

HISTOIRE DES NATIONALITÉS

mais le but de ces lois était uniquement confessionnel, elles ne visaient pas à la modification de la construction ethnique. Les anciens rois et les hommes d'État se promenaient parmi les faits dus aux nationalités comme nous marchons parmi les rayons ultra-violet du soleil ou parmi les émanations en partie connues, en partie inexpliquées des éléments: tous ces rayons existent, il produisent des effets, mais en général, nous n'en savons rien.

En examinant la situation des nationalités à l'époque turque, nous devons sans cesse tenir compte de cette observation. A cette époque, le peuple hongrois a subi de lourdes et inimaginables pertes; des peuples étrangers occupèrent plus de la moitié du territoire anciennement habité par lui, mais tout cela ne se fit pas dans une intention délibérée, ce fut plutôt la conséquence d'autres faits, de caractère militaire, politique et économique. L'état de choses où aboutit la Hongrie était une conséquence naturelle et nécessaire de ces faits. En d'autres termes, à cette époque, il n'existait pas de politique concernant les nationalités; si elle avait existé et si les contemporains avaient pu mesurer les conséquences des processus historiques, ils auraient sans doute trouvé des moyens de défense. Or, les Hongrois se défendirent de façon entièrement inconsciente. Ce fut pourtant une espèce de défense, car sur les territoires occupés par les Turcs, la population des villages se réfugia dans les grandes villes paysannes, devenant ainsi une force collective plus capable de défendre ses intérêts. A cette époque, personne ne pouvait prévoir l'importance du fait que les habitants des villages de la Grande Plaine hongroise se soient réfugiés dans quelques centres urbains, au lieu de se disperser dans toutes les directions. Les Tartares, qui combattaient dans les troupes turques, détruisirent les villages hongrois, leurs intentions n'étaient pas d'exterminer la nationalité hongroise, mais tout simplement de vivre selon leurs coutumes. Or leur activité économique exerça une influence sur la question des nationalités, par le fait que les Hongrois étaient particulièrement décimés. Ni le khan tar-

tare ni les juges hongrois des villages détruits ne se rendaient compte de ce résultat. Ils n'avaient pas encore nos notions modernes concernant l'histoire des nationalités.

Les événements de cette époque se divisent en deux processus opposés. Le premier, c'est le dépérissement de l'ancienne population; le second, c'est l'immigration de la nouvelle population. Nous allons tâcher d'analyser ces deux processus, puis nous jetterons un coup d'œil sur les possibilités d'assimilation d'alors.

La main du sultan n'a pas effacé tout d'un coup la population hongroise. Ce drame, si sinistre pour le sort des Hongrois, eut différentes périodes. Le dépérissement causé par les Turcs commença déjà au XV^e siècle lorsqu'ils rompirent les remparts extérieurs de l'État hongrois, c'est-à-dire les banats situés au Sud du Bas-Danube et de la Save, et qu'ils forcèrent les fonctionnaires hongrois de l'armée et de l'administration à quitter les lieux. Avec cet événement, les populations de la Slavonie, de la région du Bas-Danube, du Temes, du Maros et de la Transylvanie du Sud, resta sans défense. Déjà avant la catastrophe de Mohács, même au XV^e siècle, des foules entières durent quitter leurs domiciles. Puis ce furent les campagnes de l'empereur Soliman, la guerre turque durant quinze ans, l'invasion turque achevant la ruine de Georges II Rákóczi et, finalement, les carnages causés pendant vingt ans par les guerres de libération. Voilà les étapes chronologiques des défaites et des catastrophes qu'a dû subir le peuple hongrois.

Il s'agit donc d'un processus de dépérissement de plus de deux cents ans. Le courant turc inonda sans cesse le territoire hongrois; il s'arrêta quelquefois, mais, jusqu'à la défaite finale de l'armée ottomane il n'a jamais quitté la Hongrie. Il y eut des territoires où le peuple hongrois témoigna d'une résistance vigoureuse, même au détriment de ses villages qui furent plusieurs fois détruits par suite des luttes intermittentes. Ce ne fut que vers le début du XVIII^e

HISTOIRE DES NATIONALITÉS

siècle qu'on est arrivé à mesurer l'importance des dégâts faits par les guerres turques. Géographiquement, la conquête ne s'étendit, du moins jusqu'en 1514, que sur les régions qui étaient, dès avant la catastrophe de Mohács, exposées aux randonnées des pachas et des beys du Bas-Danube et de la Bosnie. A partir de ce moment, la Baranya, la Bácska et le Temesköz subissaient déjà la pression constante de l'ennemi. La population médiévale extrêmement dense de ces territoires du Sud dépérit, ou bien émigra vers le Nord, dans le pays du roi Ferdinand. Les campagnes de l'empereur Soliman, à partir de 1541, jusqu'à la campagne de 1556 qui eut pour résultat la prise de Szigetvár, repoussèrent vers le Nord la frontière méridionale du territoire hongrois. Le pays, sur toute sa largeur d'Est en Ouest, perdit ainsi une bande de territoire de 200 à 300 kilomètres.

Au Sud de Győr, de Nógrád et de Szolnok, on trouverait difficilement une localité dont les habitants ne se soient pas expatriés au moins une fois; plusieurs de ces localités finirent même par disparaître complètement. Vers la fin du siècle, la guerre turque de 15 ans fit des châteaux forts de Kanizsa, de Győr et d'Eger, de nouveaux centres de la conquête turque et ces châteaux ont servi à la cavalerie des garnisons turques de bases d'où elle pouvait continuer l'envahissement jusqu'à la frontière autrichienne, dans les villes minières de la Haute-Hongrie et jusque dans la région de Kassa. Ces mouvements de conquête, qui dépassèrent la bande de défense des châteaux hongrois, reprenaient tous les ans. Vers le milieu du XVII^e siècle, la perte d'Érsekújvár, qui fut une conséquence de la chute de la principauté de Transylvanie, marqua un nouvel élargissement de la conquête turque vers le Nord.

Mais l'expansion turque vers l'Est, effectuée dans ces deux dernières dizaines d'années, était encore plus dangereuse pour les Hongrois. A partir de la chute de Gyula et de Jenő, en 1566, les établissements hongrois de la région située à l'Est de la Tisza furent en danger continu, mais

la forte garnison hongroise de Várad, appartenant à la Principauté de Transylvanie, fut encore capable d'arrêter l'expansion turque qui avait déjà atteint les deux rives de la Tisza. La forteresse de Várad tombe en 1660. Dès lors, le flot turc inonde de nouveaux territoires: certaines parties de Szatmár, le Szilágyság, le comitat de Kolozs jusqu'à Kolozsvár qui devient ainsi, dans le dernier tiers du siècle, une place frontière. Cela signifiait que, de Várad jusqu'à Kolozsvár, la vie n'était plus sûre. Les anciens habitants prenaient la fuite, et ainsi, le dépeuplement s'accroissait de plus en plus.

Les guerres de libération, entreprises dès 1680, aggravèrent encore la situation sur les territoires où elles se déroulèrent. En plusieurs endroits, les Hongrois furent exterminés par les troupes impériales, alors qu'ils avaient résisté pendant deux siècles. Les mercenaires des guerres de libération ne firent aucune distinction entre le Hongrois et le non-Hongrois. Ils dévastèrent les établissements serbes de la Transdanubie et de la Grande Plaine hongroise, et, à cet égard, au cours d'une vingtaine d'années, ils furent encore plus cruels que les Turcs dans leurs dévastations séculaires. Mais la tragédie, qui durait depuis deux cents ans, n'était pas encore terminée. L'expulsion des Turcs fut suivie par la guerre de la liberté hongroise engagée contre la tyrannie du gouvernement de Vienne. Ainsi, le territoire hongrois devint un nouveau champ de bataille pour une dizaine d'années. Au cours de ces luttes, les mercenaires impériaux, les Croates et les Serbes d'un côté, les armées hongroises du prince François II Rákóczi de l'autre, traversèrent et pillèrent le pays à plusieurs reprises. Les guerres, les pillages et les incendies recommencèrent sans cesse.

Mais tout cela n'est que l'histoire extérieure. Pour arriver à connaître à fond l'histoire des nationalités de l'époque turque, il nous faudrait disposer de données concernant le flux et le reflux, la disparition et les conquêtes de certaines nationalités. Il faudrait que ces données comprissent les

HISTOIRE DES NATIONALITÉS

points de contact des différentes nationalités, les moindres territoires d'établissement. Or, les sciences historiques sont encore loin de disposer de telles monographies et, en raison de ces difficultés, il est entièrement impossible d'arriver pour le moment à une connaissance précise des circonstances du moyen âge et de l'époque turque.

On dispose pourtant d'une importante monographie qui a résolu le problème, mais seulement du point de vue d'un seul comitat du Nord-Est de la Hongrie. Malgré les bonnes méthodes employées par cette étude, on n'est arrivé à connaître que ce qui était déjà connu, c'est-à-dire que les déplacements des nationalités sont dus à des facteurs extérieurs qui ne sont autre chose que des événements militaires et économiques.* Il est hors de doute qu'à l'époque turque, ce furent les événements militaires qui dirigèrent l'évolution des nationalités. Ce furent les mêmes événements militaires qui eurent pour conséquence que le peuple hongrois a continuellement dé péri et que sa place a été occupée par des étrangers. Ce changement s'est produit au cours de la domination turque ou un peu plus tard, au cours du XVIII^e siècle. En ce qui concerne l'histoire des nationalités de cette époque, il n'est pas vraisemblable qu'on puisse découvrir des secrets dans ces siècles de luttes. Les combattants se détruisaient et ceux qui ne combattaient pas restaient en vie et occupaient la place des disparus. Or, le combattant c'était le Hongrois qui luttait pour sa patrie, pour son État et pour sa propre existence et il finit par disparaître.

Par suite de toute une série de chocs continuels, la perte de sang que subit le peuple hongrois dépassa les limites de la résistance. A la fin de l'époque, la nation se trouva complètement épuisée. De telles pertes étaient surtout occasionnées par les campagnes turques, par les incursions tartares qui les suivirent, par les randonnées constantes de quelques chefs turcs des confins, puis par les dévastations faites par

* É. Szabó, *Ugocsa megye* (Le comitat d'Ugocsa). Budapest, 1937.

les mercenaires impériaux qui arrivèrent dans le pays sous prétexte de défendre les Hongrois. Dans les grandes campagnes conduites par le sultan ou par le grand vizir, les armées turques régulières étaient plus d'une fois suivies par des troupes irrégulières dont le nombre dépassait souvent 100.000. Ces armées avaient d'énormes foules de bestiaux, des troupeaux de chameaux et partout où ces armées passèrent l'herbe cessa de croître, les villages disparurent pour longtemps, leurs habitants se réfugièrent vers le Nord ou furent exterminés. Là où le siège des places fortes obligea les armées à faire un long séjour, les traces de la désolation restèrent visibles pour plusieurs dizaines d'années, surtout après le siège de Szigetvár et de Gyula en 1566, et après celui de Várad en 1660.

L'irruption des Tartares de la Crimée, qui succédait toujours aux offensives turques, avait des conséquences aussi désastreuses. Les Tartares, dont les incursions devinrent fréquentes à partir de la guerre turque de quinze ans, étaient en général encore plus dangereux que les Turcs. Leurs attaques étaient foudroyantes, et impossibles à parer. De plus, ils quittaient les grandes routes pour dévaster des régions que la guerre aurait dû normalement épargner. Tandis que les armées turques, selon leurs vieilles habitudes, quittaient en général le pays à la saint Démétrius, c'est-à-dire au début de l'automne, et que les troupes régulières se retiraient du moins en partie dans quelques grands châteaux turcs pour hiverner, les Tartares passaient souvent l'hiver dans l'intérieur du pays, sur les territoires hongrois qu'ils avaient conquis. Nous disposons de données précises qui prouvent que l'hivernage tartare a exterminé parfois définitivement la population hongroise de telle ou telle région. La disparition des villes de Nagyunság, de plusieurs communes médiévales du Hortobágy, la densité toujours décroissante de la population hongroise de la région située entre le Kőrös et le Maros et des comitats de Csanád et de Békés sont les conséquences de ces hivernages tartares. Ce fléau se répéta

même au cours des guerres de libération et les incursions et les hivernages tartares dévastèrent le territoire entier de la Grande Plaine hongroise et de la région située entre le Danube et la Tisza. La dernière incursion même, celle de 1717, dévasta toute une série de villages des comitats de Máramaros, Ugocsa et Szatmár.

Enfin, la garde stationnée dans les châteaux turcs des confins causa sinon une catastrophe si rapide, du moins une pression constante; cette garde, pour se procurer des aliments, du fourrage et des captifs, ne cessa d'opprimer la population des confins hongrois. Ses attaques continuelles avaient les mêmes résultats qu'une seule incursion subite on un seul hivernage des Tartares. Dans les éternels préliminaires de paix que firent dans la première moitié du XVII^e siècle les impériaux avec les Turcs, on discutait d'ordinaire sur le droit de propriété de 300 ou 400 villages dévastés, pris ou mis à contribution par les Turcs. Cette zone condamnée à la désolation fut sans cesse déplacée vers le Nord et finit par contenir même les régions slovaques et allemandes, surtout après la prise de Eger et de Érsek-ujvár. Si l'on considère la manière de faire la guerre d'alors, il est naturel de constater que les mercenaires impériaux et les soldats des confins hongrois réservèrent aux habitants le traitement habituel des villages hongrois occupés par les Turcs. Ces mercenaires et ces soldats furent contraints de le faire, car ils devaient se ravitailler eux-mêmes. Cela offrait d'ailleurs un intérêt militaire que de détruire les villages situés autour des châteaux des confins turcs, étant donné que les soldats turcs de ces confins se ravitaillaient grâce aux villages hongrois voisins.

Un des capitaines hongrois de la guerre turque de quinze ans, le comte Nicolas Pálffy, eut le talent d'allier l'intérêt militaire aux sentiments humanitaires, lorsqu'il fit détruire les villages situés autour de Bude et transporter les habitants de ces villages vers le Nord, sur le territoire royal. Si l'on adoptait un point de vue contraire à l'esprit de

l'histoire, on pourrait l'accuser d'avoir déplacé les villages hongrois et d'avoir ouvert les portes devant l'immigration étrangère du XVIII^e siècle. Mais connaissant les problèmes que nous venons d'analyser plus haut, on comprend que de tels reproches tomberaient à faux. A l'époque dont nous parlons, la dévastation des environs des châteaux turcs pourvus de grandes garnisons était un mode d'auto-défense de la nation hongroise. Il ne faut pas oublier que les Hongrois que Pálffy fit déplacer, puis leurs descendants furent pendant trois ou quatre générations au service de la défense de la Hongrie royale. Cette force militaire aurait dépéri ou elle ne serait jamais née si Pálffy avait tout simplement détruit les villages et en avait fait disperser les habitants qui au cours de leur fuite auraient été massacrés sans défense.

Le courant dangereux venu du côté de la Hongrie royale ne commence qu'au moment où, sous le règne de Léopold I^{er}, contrairement aux multiples promesses du roi, des troupes considérables de mercenaires étrangers arrivèrent dans le pays. Ces troupes n'étaient pas chargées de fournir les garnisons contre la ligne de défense turque, comme c'était le cas antérieurement. Elles arrivèrent en Hongrie pour la conquérir et pour la réduire à l'obéissance. A partir du moment où, vers 1670, une armée allemande de 10.000 hommes apparut dans la Haute-Hongrie, afin de mater le peuple hongrois mécontent du gouvernement de Vienne, et où cette armée s'empara des châteaux seigneuriaux qu'elle détruisit, pillant et réduisant le petit peuple à la misère, jusqu'à la fin du soulèvement de Rákóczi, c'est-à-dire au cours de quarante ans, l'armée impériale joua le même rôle que le Turc ou le Tartare. Ce fut l'absolutisme de Léopold qui provoqua à la fin du XVII^e siècle le mouvement des Hongrois appelés Kouroutz. A ce moment, la nation complètement désolée fut obligée de prendre les armes contre son propre souverain. La lutte ainsi engagée contre les impériaux intensifia la destruction de la Hongrie du Nord-

Est et du territoire au Nord de la Tisza. Sur ces territoires, compris entre les comitats de Zemplén, de Szatmár et de Szabolcs, toute habitation et toute vie privée était en danger. Le pauvre peuple fut, pour ainsi dire, contraint d'adopter une existence nomade, une fuite continuelle.

Il est impossible de ne pas reconnaître l'influence désastreuse qu'exercèrent ces événements sur la situation des nationalités. La conquête turque transforma en plusieurs endroits jusqu'à l'aspect du paysage hongrois, détruisant les maisons, les églises et saccageant les récoltes. Ces régions, que l'homme cessait de cultiver, se transformèrent en marais ou en friches. La domination turque exerça le même effet fatal sur la nation hongroise. Bien que nous ne disposions d'aucune donnée précise concernant la première moitié et le milieu du XVII^e siècle, nous pouvons évaluer à l'aide de différentes considérations que la proportion numérique des Hongrois par rapport à l'ensemble a dû tomber, au début du règne de Léopold I^{er}, de 85 % à 50 ou 60 %. Un peu plus tard, pendant les guerres de libération, cette proportion diminua encore, à cause de l'armée impériale et des luttes entre Hongrois, Turcs et Serbes. C'est à cette époque que le territoire d'établissement des Hongrois, autrefois compact dans la région de la Grande-Plaine Hongroise et de la Transdanubie, fut morcelé et que de nouveaux peuples immigrés se pressèrent pour combler la lacune.

Parmi les nationalités alors immigrées, il faut mentionner tout d'abord les Serbes dont l'habitat antérieur était voisin des régions hongroises dévastées tout au début de l'invasion; les Serbes étaient donc à pied d'œuvre pour occuper les territoires du Sud de la Hongrie. Ils en profitèrent largement et continuèrent leur migration commencée dès la fin du XV^e siècle, mais dans des conditions politiques et économiques entièrement différentes. Tandis qu'à l'époque florissante du royaume de Hongrie les Serbes demandaient à être introduits pour se mettre au service des Hongrois,

maintenant ils arrivaient à la suite des Turcs, tantôt comme pillards, tantôt comme pâtres demi-nomades. Le tableau le plus complet nous est fourni par la Bácska. Sur ce territoire, il y avait, avant 1526, cinq châteaux forts, 16 bourgs et au moins 316 communes, tous appartenant au comitat de Bács, tandis que le comitat de Bodrog avait sept châteaux forts, 12 bourgs et 213 communes, tous sans exception de nationalité hongroise. La conquête décima toute la population hongroise, la plupart des communes disparurent sans laisser de trace, et le reste reparut plus tard sous des noms serbes, car les maisons ruinées de la population hongroise furent occupées par les Serbes venus à travers le Bas-Danube. D'ailleurs cette peuplade n'avait pas de grandes exigences, elle vivait sous des tentes ou dans des taudis à demi souterrains.

Le même processus eut lieu, mais dans une moindre proportion, dans les comitats du Sud, situés à l'Ouest et à l'Est de la Bácska, et à un moindre degré dans le Banat et dans le comitat de Baranya. Son intensité diminua encore davantage vers l'Ouest et le Nord. La population de la région située entre le Danube et la Tisza ne pouvait pas résister à ce courant nouveau. Les habitants des villages et des villes se dispersèrent à cause de l'arrivée des Turcs et la région, peuplée autrefois de façon dense, se vida complètement. L'invasion serbe ne s'arrêta que dans la région des villes de Kecskemét, de Kőrös et de Cegléd, grâce à la forte population hongroise abandonnée à son sort. Ce n'est pas sans raison que ces grandes villes de la Plaine Hongroise tremblèrent pendant plusieurs dizaines d'années, s'attendant sans cesse à une attaque des cavaliers serbes qui mettaient le feu à leurs maisons. A cette époque, les rapports entre Hongrois et Serbes commencèrent à s'envenimer, ce qui se comprend aisément, si l'on considère les différences sociales et économiques que nous avons mentionnées plus haut.

Une partie des Serbes s'occupa de commerce, expédiant des bœufs de la Plaine jusqu'à la frontière turque pour



Paysans hongrois de la Grande Plaine

*D'après une gravure sur cuivre faite au début du XIX siècle par
J. Bikessy*



Couple allemand de la Scépusie

*D'après une gravure sur cuivre faite au début du XIX^e siècle par
J. Bikessy*



les livrer à des commerçants hongrois. De plus, les Serbes achetèrent les charges de percepteurs des droits de douanes et d'octroi, ainsi que d'autres sources de revenus de l'empire turc. Une classe sociale serbe cultivée commença ainsi à se former sur le territoire de la Hongrie dès l'époque turque. Par suite de ses occupations commerciales, cette classe sociale n'était pas hostile aux Hongrois. Même après l'expulsion des Turcs, la pénétration serbe ne cessa pas longtemps, et bientôt des colonies florissantes de commerçants serbes réapparurent dans les villes hongroises jusqu'à Komárom, Bude et Eger. A partir de 1690, les foules serbes de la Serbie du Sud, conduites par leur propre Église, trouvèrent un abri dans la Hongrie reconquise, dans le Szerémség, dans la Bácska et dans le Temesköz. Mais la majorité des Serbes fut toujours en mauvaises relations avec les Hongrois, par suite de la politique du gouvernement de Vienne. Plus tard, surtout au temps de la guerre de liberté de Rákóczi, ce peuple causa beaucoup de dommages aux Hongrois.

A l'Ouest du territoire d'immigration serbe, ce furent des Croates qui vinrent habiter dans les comitats de la frontière de l'Ouest du pays, jusqu'à atteindre le comitat de Pozsony. Quand les propriétés des seigneurs croates et hongrois de la Croatie et de l'ancienne Slavonie furent occupées par les Turcs, ceux-là durent s'enfuir avec leurs familles et les serfs de leurs villages dans la Transdanubie, où ils avaient auparavant des propriétés, et où ils reçurent ou achetèrent des domaines aux rois. C'est ainsi que des Croates apparurent sur les domaines de Zrinyi, des Nádasdy et des Keglevich et sur d'autres propriétés aussi. Ces Croates s'enclavèrent pour la plupart dans les zones mixtes du territoire d'établissement magyaro-allemand et ils conservèrent leur nationalité jusqu'à nos jours.

L'immigration roumaine à l'Est des territoires serbes avait encore plus d'importance. A travers le Bas-Danube et le comitat de Krassó-Szörény, elle se dirigea vers le Banat et vers la Plaine Hongroise. Déjà antérieurement, les pâtres roumains choisissaient volontiers pour pâturages la région mon-

tagneuse située entre la Transylvanie et la Hongrie. A cette époque, par suite des dévastations causées par les Turcs, ils occupèrent même les vallées des fleuves. Là, sur la plaine ouverte, des villages hongrois de population dense furent exposés au dépérissement. Même au milieu du XVI^e siècle, dans le Sud du comitat de Bihar et dans la vallée du Kőrös-Blanc, la population hongroise était prépondérante. On sait que cette population fut détruite par les incursions tartares de la guerre de quinze ans. En 1552, dans cinq districts du Sud du comitat de Bihar, il y avait 42.000 Hongrois, tandis que vers la fin du siècle on n'y trouve que 5.000 habitants qui sont tous des Roumains immigrés.

A cette époque, les montagnes frontières de la Transylvanie étaient prolongées par les larges zones boisées descendant vers la Plaine et ce sont ces forêts que fréquentaient les pâtres roumains. Ils demeurèrent dans les bois et les montagnes jusqu'au moment où, dans leurs lents déplacements vers l'Ouest, ils trouvèrent dans les vallées quelques villages hongrois abandonnés. Il est naturel qu'en Transylvanie où la puissance des seigneurs terriens n'avait pas été détruite par les Turcs, l'expansion des Roumains ne se soit pas faite de façon si simple. Là, ce fut l'insuffisance de la main-d'œuvre qui contraignit les seigneurs terriens à établir sur leurs domaines le plus grand nombre possible de serfs roumains. D'ailleurs, les habitants des villes saxonnes de Transylvanie agirent de la même façon, à en juger par les rues roumaines de l'époque. Du reste, le fait que de grandes foules abandonnèrent petit à petit l'existence demi-nomade des pâtres, grâce aux seigneurs hongrois et aux villes saxonnes qui les établirent sur leurs propres terres, était une conséquence logique de la situation intérieure des voïvodats de Moldavie et de Valachie. Dans les deux États roumains, le pauvre peuple vivait dans une telle misère, il était tellement exposé au chantage et aux vexations des boyards et des voïvodes, qu'il se réfugiait volontiers dans un pays étranger, pour éviter la domination de ses propres seigneurs. Il y a même des exemples qui prouvent que des serfs rou-

maines traversèrent le Bas-Danube pour se réfugier en territoire turc, ce qui fait comprendre que le nombre des Roumains réfugiés en Transylvanie ait augmenté sans cesse. La situation était donc la suivante: des Roumains d'un niveau économique et culturel extrêmement bas s'installèrent, au cours du XVIII^e siècle, dans les grandes forêts des Carpathes hongroises; car, dans les principautés, les conditions des pauvres gens s'aggravaient sans cesse, non seulement sous les princes roumains, mais aussi sous les Phanariotes, de nationalité grecque, venus de Constantinople. La grande immigration des Roumains de Transylvanie, et le fait qu'ils y formèrent bientôt la majorité, n'étaient pas le résultat d'un affaiblissement de la force ethnique des Hongrois, ou de la dénatalité. Tout cela doit être attribué à l'énorme perte de sang que subit le peuple hongrois dans la défense de son pays et de la Chrétienté. La situation a été de plus aggravée par le fait que l'immigration roumaine dura près de deux cents ans.

Les changements survenus parmi les nationalités des Carpathes du Nord ont été causés par les mêmes facteurs que dans les autres parties du pays, bien que ce territoire ne fût pas exposé à l'influence directe de la désolation causée par les Turcs. Mais, comme le nombre des Hongrois de la Transdanubie et de la Grande Plaine diminuait sans cesse et que ce peuple n'était plus capable d'entreprendre des colonisations et des établissements, ce fut du dehors que vinrent les nouveaux habitants des hautes vallées et des montagnes des Carpathes inhabitées encore au XVI^e siècle. Les Ruthènes furent les premiers à traverser les montagnes. On sait qu'au XVI^e siècle ils faisaient encore paître leurs troupeaux sur des pâturages des hautes montagnes. Les vallées et le pied des montagnes étaient occupés à cette époque par des Hongrois mêlés çà et là de quelques colonies allemandes établies au début de moyen âge. Au début des temps modernes, cette population allemande fut plus ou moins assimilée aux foules hongroises, mais les villages hongrois com-

mençaient également à s'affaiblir, soit qu'ils fussent dévastés par quelques courants d'invasion tartares et tures, soit qu'ils dussent employer toutes leurs forces à défendre le pays contre le Turc ou l'empereur. Il arriva ainsi que les Ruthènes, ce peuple de pâtres montagnards mêlé à un autre peuple de pâtres que les documents nomment *vlach*, mais dont la composition ethnique ne pourrait pas être définie avec certitude, occupèrent les villages hongrois dévastés. Vers les frontières, sur le sommet des montagnes où il y avait encore plusieurs lieux inhabités, ce furent de même les Ruthènes qui apparurent. Ils furent les premiers à conquérir ce territoire qu'ils occupèrent en plusieurs endroits, aux XVII^e et XVIII^e siècles.

Si le peuple hongrois avait pu conserver sa force vitale, il aurait aisément peuplé ce territoire. Là, dans les parties Nord-Est du pays, la diminution de la population hongroise se présente comme une conséquence des grandes dévastations. Une telle dévastation se retrouve dans la grande incursion polonaise de 1657 qui eut lieu à la suite de la campagne de Georges II Rákóczi et c'est de la même manière qu'il faut considérer l'incursion tartare de 1661, et enfin la dernière incursion tartare de 1717, causée par l'activité de l'émigration de François II Rákóczi. Par l'étude de ces campagnes turques ou tartares on peut voir avec précision comment se dépeuplèrent les villages hongrois des vallées, comment la situation changea au profit des Ruthènes retranchés derrière les montagnes et finalement, comment les Hongrois furent refoulés à la suite de pareils désastres. Au cours du XVI^e siècle, le nombre des serfs hongrois ne diminua que lentement; dans la première moitié du XVII^e siècle, à cette époque de calme relatif, aucun changement ne se produisit. Ce n'est qu'au début du XVIII^e siècle, par suite des incursions polonaises et tartares, que ce nombre tomba au point le plus bas.* Le dépérissement qu'a subi le peuple hongrois à cette épo-

* Cf. sur tous ces problèmes É. Szabó, op. cit.

que facilita la multiplication de la population de ce comitat qui, au cours du XVIII^e siècle, tripla, mais devint en même temps étrangère. Le dépérissement était directement proportionnel à ces désastres. Les territoires du Sud en sont témoins. Si l'on regarde la carte géographique et ethnique de la Hongrie, on a l'impression que quelqu'un a effacé certaines parties, en commençant par les régions du Sud et en se dirigeant vers le Nord.

Ayant pris connaissance de cette catastrophe, qui fut pour le peuple hongrois beaucoup plus grave que celle de Mohács en 1526, nous devons jeter un coup d'œil sur le côté positif: comment, dans quelles proportions numériques, sur quelles aires géographiques le peuple hongrois est-il arrivé à conserver sa vie, et dans quelle mesure put-il garder son ancienne supériorité et sa position centrale vis-à-vis des peuples non-hongrois qui s'étaient multipliés?

Tout d'abord, il faut que nous nous référions à une des plus anciennes constatations de l'historiographie hongroise touchant la société: il s'agit de la formation des grandes villes paysannes de la Plaine. L'historien François Salamon a démontré déjà dans le troisième quart du siècle dernier que les villes impériales turques appelées *khas* et protégées par le sultan et le gouvernement turc, reçurent dans leurs murs la population hongroise des villages détruits et, ainsi, conservèrent certains vestiges de la force ethnique des Hongrois. Au milieu de la Grande Plaine condamnée au dépérissement, ces villes turques remplirent la fonction d'îlots de sûreté.* A cet égard, l'évolution des villes de Kecskemét, de Nagykőrös et de Cegléd est extrêmement caractéristique: lorsque dans le voisinage des villes, les villages du moyen âge furent désertés, le bornage de ceux-ci s'ajouta à la banlieue des villes, et les habitants des villages détruits se réfugièrent dans la ville même. Mais le terri-

* Cf. F. Salamon, *Magyarország a török hódítás korában*. (La Hongrie à l'époque de la conquête turque.)

toire devenu inhabité ne fut plus apte qu'à l'élevage des troupeaux habitués au grand air. On observe déjà au XVII^e siècle que les grandes villes paysannes de la Plaine commencent à disposer d'un système de hameaux dû à la combinaison des villes et des pâturages. Ce fut la même transformation que subirent les villes de Halas, de Mezőtúr, de Dévaványa, de Makó, de Hódmezővásárhely et les deux plus grandes: Debrecen et Szeged qui comprennent, déjà à cette époque, une classe sociale d'artisans et de commerçants. A l'origine du développement de chacune de ces villes on trouve la steppe. Des ruines d'églises, des villages hongrois disparus sont les témoins du grand dépérissement qui donna la vie à de nouvelles valeurs nationales. Ce sont précisément ces villes qui assurèrent l'existence de l'élément hongrois de la Grande Plaine pour les siècles futurs. Or, la limite de ces villes de la Grande Plaine s'étendait jusqu'à la périphérie serbe et roumaine.

Un autre territoire de peuplement hongrois s'étendait plus loin vers le Nord et vers l'Ouest, franchissant en plusieurs endroits la limite qui séparait au moyen âge les Slovaques des Hongrois. Le peuple quitta les villes occupées par les Turcs et les villages dévastés de la Transdanubie et de la Grande Plaine, pour arriver aux régions protégées de la Petite Plaine et de la rive gauche du Danube. Même les pays situés plus au Sud, comme par exemple la Slavonie, y envoyèrent également des réfugiés hongrois en quête d'une patrie nouvelle. Déjà Ferdinand I^{er} accorda des propriétés à des capitaines hongrois venus de Croatie et de Slavonie. Le personnel et une partie des serfs des propriétés perdues des provinces du Sud s'installèrent donc également dans la Haute-Hongrie. Avec la vie gouvernementale et l'administration, le centre moral du pays se déplaça lui aussi vers le Nord. Des villes dont la majorité était composée de bourgeois allemands et de petits bourgeois slovaques furent remplis de Hongrois. Il est peu probable que les Slovaques aient souffert de cette immigration. Dans ce cas, il ne s'agissait ni

d'une conquête, ni d'un mélange de peuples, mais tout simplement d'une juxtaposition. Les Hongrois n'ont pas subjugué les Slovaques, ni les Slovaques les Hongrois. Même à cette époque, le peuple hongrois n'a pas perdu sa vieille coutume de traiter les étrangers avec bienveillance. Au cours des deux siècles de domination turque, il ne cessa jamais de respecter, comme au moyen âge, les exigences intellectuelles des nationalités.

Selon les idées de cette époque, les exigences intellectuelles les plus importantes étaient d'ordre ecclésiastique. Par conséquent chaque peuple célébrait le culte divin dans sa langue maternelle. Conformément au caractère mixte de la population des environs, les monastères prescrivirent la prédication en plusieurs langues; dans le lycée de Presbourg, Pierre Pázmány, ce grand chef de la Contre-Réforme, ordonna l'enseignement en hongrois, en allemand et en slovaque. A côté des prêtres hongrois, on trouve des prêtres slovaques et d'autres Slaves faisant leurs études aux écoles supérieures, surtout aux écoles jésuites. Dans les villages ruthènes nouvellement établis, on introduisit le culte en langue ruthène. Personne n'empêcha les villes protestantes allemandes et les régions slovaques d'introduire le culte dans leur langue maternelle et l'enseignement primaire, secondaire et supérieur en langue allemande et slovaque. Les princes de Transylvanie ordonnèrent l'enseignement en langue roumaine, avec l'aide des seigneurs hongrois ils subventionnèrent les premières imprimeries roumaines, et la littérature de cette nationalité. Des seigneurs terriens hongrois de religion catholique et calviniste eurent soin de faire participer le peuple à la prédication et à l'enseignement slovaques et ils n'empêchèrent pas l'Église protestante slovaque d'employer la langue ecclésiastique et littéraire de l'ancienne Bohême, ce vestige de la tradition hussite de la Haute-Hongrie. Mais la langue du peuple continua toujours à vivre. Même les seigneurs nobles s'en servaient. La langue slovaque trouva son protecteur dans la personne du palatin Georges Thurzó, tandis que le croate

trouva le sien dans les Zrinyi. Pour établir un rapport avec le peuple, l'administration se servit partout de la langue maternelle. Du reste la diversité des nationalités ne présentait aucun danger: les serfs slovaques et ruthènes adoptaient la même attitude politique que les serfs hongrois; sous la conduite de leurs seigneurs, ils prirent part au soulèvement des comitats, ils se battirent dans l'armée de Thököly et dans celle de Rákóczi, au cours des guerres de la liberté contre le gouvernement de Vienne.

Si on analyse ces phénomènes du point de vue actuel, ce n'est qu'autour des villes allemandes de la Haute-Hongrie et des villes saxonnes de la Transylvanie qu'on observe des manifestations qui se rapprochent déjà des formes modernes du problème des nationalités. Sous l'influence des Slovaques voisins, les colonies allemandes de la Haute-Hongrie de l'Est et de l'Ouest commencèrent à cette époque à se slaviser, mais ce processus s'effectua lentement, sans contrainte et sans violence. Sous l'influence de la Renaissance et de l'humanisme, les bourgeois des villes allemandes commencèrent à acquérir une certaine autonomie morale, facilitée par la religion luthérienne et par leurs études accomplies dans les universités protestantes de l'Allemagne. Mais il est caractéristique que celui qui fut le premier à éveiller leur sentiment national et qui professa que les Allemands de Hongrie et de Transylvanie étaient les premiers habitants du pays, descendants directs des Gètes, des Gépides et des Goths, appelle pourtant son propre peuple «germano-hongrois» (*deutsch-ungarn*) pour le distinguer des Allemands de l'empire romain germanique. C'est ainsi qu'il exprime l'attachement du peuple allemand à la patrie hongroise et ses relations naturelles avec les Hongrois.

Beaucoup d'intérêts politiques et économiques étaient concentrés dans les villes. La ville était alors un lieu riche et sûr où se réfugiaient les nobles de province devant les armées. Dès le XVI^e siècle, une lutte s'engagea entre la noblesse et la bourgeoisie. La classe bourgeoise gardait jalousement ses privilèges, elle ne voulait pas



Paysans ruthènes

*D'après une gravure sur cuivre faite au début du XIX^e siècle par
J. Bikessy*



Roumaines du Banat

*D'après une gravure sur cuivre faite au début du XIX^e siècle par
J. Bikessy*



accorder aux nobles le droit d'établissement, d'achat de propriétés et de maisons, et le droit d'alliance. Cette lutte engagée entre bourgeois et nobles, si caractéristique de ces deux classes sociales, fut menée en Hongrie la plupart du temps par des nationalités différentes. Au dehors, des Hongrois demandaient l'accès des villes, tandis qu'à l'intérieur, des Allemands se défendaient contre l'invasion «étrangère». Au reste, nous savons que même des villes purement hongroises, comme par exemple Debrecen, luttèrent contre l'immigration de la noblesse. Cette lutte des villes est le premier signe d'un phénomène qu'on pourrait, à plus ou moins juste titre, nommer la lutte des nationalités, bien qu'en général elle fût le résultat de différences sociales et d'intérêts matériels. Ce furent surtout ces derniers qui provoquèrent la lutte de défense des Saxons de Transylvanie qui restèrent victorieux jusqu'à la fin. Ils maintinrent au cours de plusieurs siècles leurs mesures excluant les Hongrois jusqu'à ce que l'empereur Joseph II leur ait ordonné d'accueillir aussi les Hongrois dans leurs villes. Les villes allemandes de la Haute-Hongrie furent moins fortes. Il semble que déjà au XVII^e siècle l'accroissement de la population était insuffisant, car nous savons qu'en plusieurs endroits les grandes maisons de la bourgeoisie allemande furent occupées par de pauvres Slovaques. Ce fut à l'époque de Léopold I^{er} que les Hongrois commencèrent à participer à l'administration municipale après que la Chambre Hongroise, au cours de la Contre-Réforme, eut déposé les conseils protestants de plusieurs villes, pour les remplacer par des nobles hongrois catholiques mais dans ce cas on a affaire à un changement purement religieux. Pendant le renouveau catholique du XVIII^e siècle, les autorités vexèrent souvent les bourgeois allemands, en exigeant d'eux des pratiques religieuses catholiques. Mais dans cette affaire, leur nationalité n'était pas en cause. Les villes de majorité allemande continuèrent à diriger leur administration dans leur langue maternelle, de même les

publications des comitats de la Hongrie du Nord parurent soit en hongrois, soit en latin, soit en slovaque ou en allemand, selon la nationalité de la population. A cette époque, nous sommes encore au temps d'une objectivité raisonnable. Or, la raison exigeait des autorités et des particuliers de parler avec chacun la langue qui lui était familière. Dans les classes inférieures cette langue est toujours la langue maternelle. D'autres considérations n'influaient pas encore sur l'usage de la langue.

Le peuple hongrois dépérit, dans de grandes parties du pays sa place fut occupée par des étrangers et là où il demeura en vie, il témoigna d'une grande tolérance à l'égard des nationalités, se gardant d'employer des moyens de domination, et évitant une magyarisation forcée. Celui qui regarde la nation par l'intermédiaire des statistiques de recensement, de la grandeur ou du morcellement du territoire ethnique et de pareils moyens matériels, pourrait vraiment croire qu'à cette époque le peuple hongrois avait disparu des réalités européennes. En fait il souffrit beaucoup et perdit beaucoup de sang dans les siècles de la domination turque, mais il ne disparut pas et sa renommée augmenta aux yeux de l'étranger, grâce aux luttes menées contre les païens.*

Ce qui caractérise l'histoire de Hongrie, ce n'est pas la proportion numérique des habitants, mais c'est leur âme et leur valeur politique et intellectuelle. Or, cette valeur ne fut pas diminuée au cours des siècles de domination turque; au contraire, elle fit pousser de nouvelles fleurs, non seulement parmi les intellectuels, comme dans la personne d'un Zrinyi, ou d'un François Rákóczi, non seulement dans le domaine de la religion, dans un Pázmány catholique, dans

* Cf. J. Györy, *Le rempart de la chrétienté. Étude sur la mission de la Hongrie. Nouvelle Revue de Hongrie*, t. LI.; M. Horváth, *A törökveszedelem a német közvéleményben* (Le péril ture devant l'opinion publique allemande), Budapest, 1937. V. Polgár, *Magyarország és a magyarok a XVII. századi olasz közvéleményben* (La Hongrie et les Hongrois devant l'opinion italienne du XVIIe siècle), Pannonalma, 1942.

HISTOIRE DES NATIONALITÉS

un Pierre Mélius calviniste ou dans un François Dávid unitaire qui donnèrent tous une note spéciale dans l'ensemble européen, mais aussi dans le dernier soldat des confins, et dans le serf souffrant le joug des Turcs, mais n'abandonnant jamais sa nationalité et ses traditions. La vertu, l'honnêteté et la religion, ces trois idéaux de l'Europe d'alors, brillèrent sans cesse dans le peuple hongrois de cette époque. Le peuple hongrois a perdu beaucoup de choses, mais il s'est gardé lui-même, il est resté fidèle à lui-même et, surmontant les pertes numériques et territoriales, il a fini par former quand même une grande nation.

III

L'IMMIGRATION DU XVIII^e SIÈCLE

A l'époque turque, comme nous l'avons vu, la proportion des Hongrois par rapport aux non-Hongrois fut profondément changée. Ce changement fut un simple résultat des circonstances politiques, militaires et économiques, et non l'effet d'une volonté consciente. La foule des nationalités non-hongroises immigrèrent dans le pays sans avoir de projets précis, ainsi qu'à l'époque de la migration des peuples: déjà, comme voisins, ils avaient pu se rendre compte que, sur ces territoires inhabités, une meilleure existence leur était offerte que celle qu'ils avaient connue sous la domination turque, ou sous le gouvernement des princes phanariotes et des boyards.

Cette constatation est valable pour toute la période turque. Les quelques exceptions que l'on connaît confirment la règle. Vers le milieu du XVII^e siècle, des autorités turques et des fondations ecclésiastiques établirent plus de mille familles roumaines et serbes dans les villages hongrois abandonnés le long du Maros. Un officier turc subalterne, commandant la garde de Csanád, avait déjà auparavant fait éta-

blir, sur le même territoire, des Serbes, pour avoir sur ses propriétés féodales des travailleurs et des contribuables. Mais, comme nous l'avons vu, ni les Serbes, ni les Roumains n'avaient besoin d'un tel encouragement. Ils affluaient d'eux-mêmes.

Seule l'immigration serbe conduite en 1690 par le patriarche d'Ipek, Arsène Černovič, semble avoir été une grande action d'établissement voulu. A ce moment, 200.000 Serbes immigrèrent dans le territoire du Sud de la Hongrie, grâce aux privilèges qui leur furent accordés par l'empereur Léopold I^{er}. Mais, même cela ne fut pas un établissement conscient. Ce ne fut en effet qu'à titre provisoire que Léopold accorda un asile aux Serbes qui se réfugiaient devant le Turc. Dans son premier privilège, il exprime nettement son intention de les maintenir dans leur ancienne patrie, ou plutôt de les y ramener, dans le cas où l'on réussirait à l'affranchir de la domination turque. C'est dire qu'à ce moment le gouvernement de Vienne lui-même ne pensait pas à restituer la vie économique du pays dévasté au moyen de grands établissements d'étrangers. Du moins est-il certain que cette idée, qui correspondait très bien à la mentalité mercantile d'alors, ne fut pas encore mise en œuvre comme un programme de gouvernement. Les Slaves des Balkans du Sud, habitant la région de Nich et de Skoplje, immigrant avec Černovič, ne possédaient pas en effet une culture apte à conduire l'économie du pays à sa floraison.

Ce fut vers la fin du XVII^e, et vers le début du XVIII^e siècle que se modifie la conception des cercles dirigeants. C'était, peu après l'affranchissement du pays du joug turc, un paisible moment de calme après l'orage. Tous ceux qui virent le pays dans ces années-là, des Hongrois, des hommes du gouvernement de Vienne, des Anglais qui passèrent par la Hongrie au cours d'un voyage à travers le monde, furent consternés en face du pays reconquis qui, de Bude à Eszék, n'avait ni village, ni homme, mais seulement des broussailles, des herbes sauvages, des steppes sableuses ou des marais continus d'eaux sans rivages. Les guerres de libération ayant

été conduites par le gouvernement de Vienne et dans ces guerres les troupes impériales formant une grosse majorité par rapport au nombre assez faible des Hongrois, Vienne considéra les territoires hongrois reconquis comme des «acquisitions nouvelles» (*neoacquisita*), c'est-à-dire comme sa propriété. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque c'étaient les hommes d'État viennois, essayant de réaliser un absolutisme moderne, qui commandaient en Hongrie et que seul le souverain disposait d'une force armée. Léopold I^{er} et ses conseillers usèrent donc de leur pouvoir pour tâcher de détruire la constitution hongroise, si bien que les dirigeants hongrois eurent bien du mal à défendre l'autonomie politique et la liberté de la Hongrie. A la fin du XVII^e, puis au début du XVIII^e siècle, les Hongrois, dans des circonstances défavorables, assurèrent et maintinrent par les armes leur constitution et l'indépendance de leur État, grâce aux guerres d'Émeric Thököly, puis à la grande guerre de l'indépendance de François II Rákóczi, dirigées contre le souverain. C'est à la guerre de l'indépendance de Rákóczi et à la paix de Szatmár qui la termina en 1711, que revient le mérite d'avoir empêché les attentats contre les Hongrois et leur pays. Mais ce fut le maximum que le peuple hongrois put atteindre avec sa force diminuée. La tâche du rétablissement économique du pays tomba entre les mains de ceux qui disposèrent de l'armée et de l'organisme percevant les contributions et les revenus.

On comprend donc que le premier grand projet de restauration de la Hongrie, fait déjà à la fin du XVII^e siècle, soit dû à l'évêque Kollonich, président de la chambre impériale de Vienne. Il est le premier à avoir lancé une idée qui, au cours de plus de cent ans, ne cessa de vivre dans les bureaux de l'administration centrale de Vienne: la Hongrie doit être restaurée, il faut en faire un pays riche, lui rendre le bien-être et la culture, les sciences et les arts. Pour arriver à ce but, il faut commencer par une colonisation, faite naturellement avec des colons de nationalité allemande. Pour les

attirer, il faut leur offrir des faveurs. Il faut donner aux Allemands une exonération fiscale de cinq ans, tandis que les Hongrois ne devront jouir des mêmes faveurs que pendant trois ans, parce que ce n'est que de cette manière qu'on arrivera à ce que «le royaume ou un large territoire de celui-ci soit petit à petit germanisé et que le sang hongrois disposé aux révolutions et à l'inquiétude soit adouci par le sang allemand, pour devenir fidèle et affectueux à l'égard de son seigneur naturel et de son roi héréditaire». L'enrichissement et la culture de la Hongrie fit bientôt défaut à ce programme établi par un gouvernement étranger qui ne prit pas en considération les intérêts hongrois. Il ne resta que la nécessité de l'*impopulatio* pour laquelle il parut tout naturel de faire appel à des colons allemands qui d'ailleurs étaient le plus aisément accessibles.

Pourtant, on ne peut pas dire que la population allemande immigrée au XVIII^e siècle et dans les trois premières dizaines d'années du XIX^e siècle fut effectivement employée à l'accomplissement de ces projets ni qu'elle ait réalisé les espérances de Kollonich et de ses successeurs. Si l'on jette un coup d'œil sur les rapports historiques entre le peuple des colons allemands (qui furent en général des «Souabes») et les Hongrois, jusqu'aux temps les plus récents il est impossible de ne pas reconnaître que ce peuple ne fut jamais le béliet de la politique viennoise à l'égard des Hongrois et de l'État hongrois. A l'époque de l'immigration, les querelles entre Hongrois et Allemands ne firent pas défaut, lorsqu'on établissait des Hongrois et des Allemands dans la même commune. La grande variété des établissements du XVIII^e siècle rendit ces querelles inévitables; même les Allemands venus de différentes provinces et établis dans la même commune ne pouvaient pas se supporter entre eux. Mais il est cependant certain que les différends hungaro-serbes, hungaro-roumains, germano-serbes et germano-roumains furent partout plus graves que ne furent les désaccords entre Hongrois et Allemands. La politique de Vienne fut incapable

d'envenimer les rapports entre Souabes et Hongrois: on n'est jamais arrivé à les organiser en une formation armée contre les Hongrois, comme ce fut le cas des Serbes dans les différents confins du Sud, aussi bien à l'époque de Rákóczi qu'en 1848. Il est vrai que plus tard un régiment allemand garde-frontière fut constitué dans le Banat, mais sa tâche était en réalité la défense de la frontière devant les Balkans toujours incertains, tâche analogue à celle du garde-frontière sicule.

Mais il ne faut pas penser que ce fut un délicat sentiment de réserve, voire de la magyarophilie, qui ait retenu les politiciens de Vienne d'organiser de façon militaire, selon le modèle serbe, les Souabes immigrés en Hongrie. Les Souabes vinrent en Hongrie en qualité d'agriculteurs, un à un ou en groupes peu nombreux. Ils occupèrent des rues dans des villages déjà existants, ou bien s'établirent entre des villages de nationalités différentes, sur un territoire mixte, où ils formèrent des communes souabes isolées. Ils ne purent donc pas être organisés, par suite de la discontinuité de leurs établissements, et aussi par le fait qu'ils n'étaient pas des gens faits pour le métier des armes. C'étaient des gens pauvres, venus des régions de l'empire allemand dévastées par les guerres d'Occident. De petits paysans, de petits artisans, qui se trouvèrent en face d'une tâche assez difficile, lorsqu'il leur fallut, dans les circonstances insolites de la Hongrie, se transformer en agriculteurs laborieux. Il leur fut impossible de se charger d'autres devoirs militaires, politiques ou culturels. Dans les circonstances d'alors, c'eût été un anachronisme.

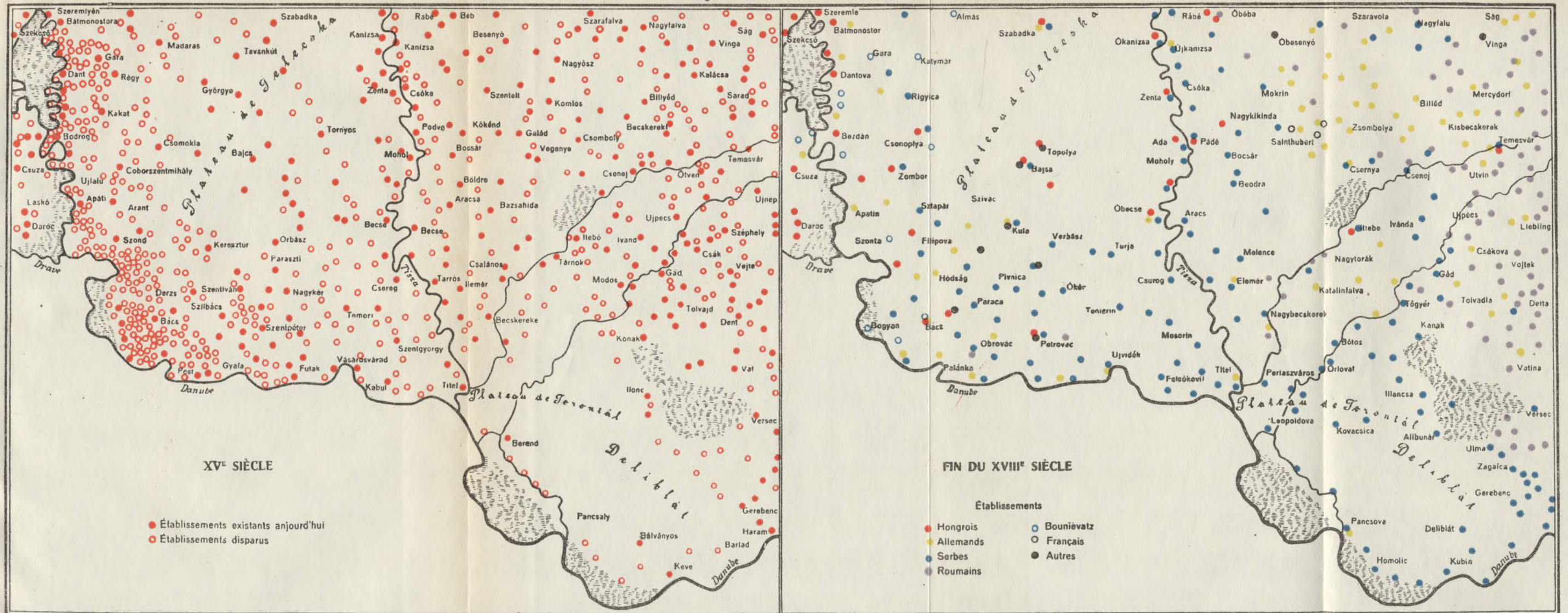
Au sujet de l'immigration souabe, l'histoire impartiale doit rejeter toutes sortes d'interprétations ultérieures. On a souligné le fait que pendant le règne de Marie-Thérèse, le Banat fut employé durant quelques années comme colonie pénitentiaire. Les autorités viennoises déportèrent ici des ennemis notoires de l'ordre public et des personnages suspects au point de vue moral, qui, d'ailleurs, très souvent s'évadèrent. On a conclu de ce fait que les Souabes d'au-

jourd'hui seraient venus en Hongrie pour la plupart de cette manière. Invention artificielle, étant donné que les 3.130 personnes expédiées entre 1762 et 1768 en Hongrie, périrent pour la plupart dans la région alors désertique de Temes, tandis que la majorité des femmes furent victimes de la traite des blanches pratiquée par les Turcs.

Mais il y a des théories opposées qui ne correspondent pas non plus au véritable processus historique. Comme nous l'avons vu à l'occasion de l'établissement des Souabes, les dirigeants viennois de l'empire romain-germanique songèrent à une germanisation. Grâce à Kollonich, nous disposons d'une donnée directe qui le prouve et ce ne fut que plus tard, vers la fin du règne de Charles VI (nommé Charles III en Hongrie), que l'on comprit qu'on n'y arriverait jamais avec ce peuple rassemblé de toutes parts. En effet, ces Souabes ne germanisèrent pas la Hongrie, ils ne l'essayèrent même pas en deux cents ans. Mais l'idée de la germanisation resta vivante dans les cercles viennois, du moins dans les journées d'enthousiasme qui suivirent les triomphes des guerres de libération. Rien ne prouve cependant que ces cercles dirigeants aient entrepris et accompli l'affranchissement de la Hongrie de la domination turque dans le seul but de pousser vers l'Est la frontière du peuple allemand, lui assurant ainsi la vallée du Danube. D'après cette conception, l'établissement allemand sur les steppes hongroises et parmi les marais de la Hongrie servit à élargir de plusieurs centaines de lieues le territoire du peuple allemand. Pour y arriver, le moyen le plus sûr était d'attacher le paysan allemand à la glèbe.

Il est inutile de montrer l'anachronisme que cache cette conception, étant donné que les dirigeants politiques d'alors, les princes allemands et leurs conseillers, de même que les non-Allemands, obéissaient dans toute l'Europe à des points de vue sinon dynastiques, du moins gouvernementaux. Les notions de peuple et de nation n'étaient pour rien dans leurs décisions. A leurs yeux, l'établissement ou l'évacuation des paysans n'était ni un problème ethnique, ni une affaire natio-

CARTE ETHNOGRAPHIQUE DE LA HONGRIE MÉRIDIONALE





nale. C'était tout au plus une affaire religieuse: ils voulaient se libérer des sujets de la confession indésirable, ou bien ils voulaient accueillir leurs propres coreligionnaires persécutés. Le problème paysan était à cette époque une question économique: par l'établissement de paysans laborieux, les gouvernements mercantiles se procurèrent des contribuables sûrs et riches. Ce n'est pas la haine envers les marais et les steppes qui se manifeste ici, mais un vif désir d'améliorer la situation fiscale. «Repeupler» la steppe, drainer les marais afin de les rendre aptes au repeuplement pour arriver ainsi à avoir des villages qui payent leur contribution et qui fassent du service militaire: voilà ce qui hanta Bartenstein, Joseph II et les conseillers d'État, et non pas l'idée de pousser les limites de l'établissement allemand vers l'Est.

Il est évident que ce serait un anachronisme que de reprocher aux magnats hongrois ce qui fit défaut, à cette époque, même aux princes et aux gouvernements allemands et occidentaux. Car, pour les magnats hongrois, les établissements furent également une affaire économique. Pour leurs propriétés désolées, ils prirent des colons où ils les trouvèrent, sans distinction de nationalité. Ils firent pourtant une seule distinction: ils n'établirent pas volontiers des Serbes et des Roumains, car ils ne savaient que faire de ces gens inexperts à l'agriculture et se refusant à la pratiquer. Ils avaient à leur disposition des Hongrois, des Slovaques et des Allemands plus aptes à être agriculteurs, aussi envoyèrent-ils des agents qui, sur les territoires dévastés de l'Allemagne, leur embauchèrent des agriculteurs allemands.

Il y eût ensuite, surtout dans la première moitié du XVIII^e siècle, quelques seigneurs catholiques, qui, dans ces années enthousiastes de la restauration catholique, préférèrent voir sur leurs domaines des catholiques plutôt que des protestants. Nous avons des données qui prouvent que l'on interdit alors aux serfs protestants la pratique de leur religion, parfois on les chassa de leur village, et, dans

plus d'un cas, ils déménagèrent vers des régions où ils pouvaient librement pratiquer leur religion. Ce fut assurément un dommage au point de vue hongrois, mais on ne peut le reprocher aux grands propriétaires d'alors. Ils étaient incapables d'abandonner leur mentalité fondée sur le régime des Ordres; le nationalisme fondé sur le principe de la langue leur était encore inconnu. Ces tendances n'apparurent que bien plus tard. Sur la frontière de l'Ouest et sur la limite qui s'étend à l'Est entre Hongrois et Roumains, le territoire hongrois d'établissement continu perdit ainsi quelques villages, il se rétrécit, mais ce serait contraire à l'esprit de l'histoire que d'en rendre responsables les seigneurs terriens d'alors qui furent quand même de bons Hongrois, bien qu'ils n'appliquassent pas au cours du XVIII^e siècle les idées de notre époque.

La reconquête des territoires de la Grande Plaine et de la Transdanubie, devenus inhabités, facilita le déplacement des nationalités. C'est le centre de l'ancien territoire d'établissement hongrois qui devint de nouveau praticable. Rien n'était plus naturel que de faire rentrer la population hongroise réfugiée vers le Nord, au moment de la conquête turque, dans la terre de ses aïeux. Un nouveau mouvement de migration se produit en effet du Nord au Sud: les Hongrois réfugiés dans la région du Nord, regagnent leurs habitats ancestraux et, en premier lieu, la noblesse qui avait encore à la mémoire son origine méridionale et qui avait tenu à jour, même en exil, l'état des domaines ancestraux qu'elle avait dû quitter. Cette rentrée de la noblesse trouve un grand obstacle dans la politique du gouvernement de Vienne qui ne reconnut que très difficilement le droit des anciennes familles de propriétaires aux territoires reconquis. Il attacha la reconnaissance de ces droits au paiement de grosses sommes, mettant en vente les propriétés *neoacquisita*. La plupart des nouvelles acquisitions finirent par devenir les propriétés des nobles et des magnats hongrois. Par la suite, ils achetèrent même

les propriétés que la cour de Vienne, songeant à la germanisation que se proposait Kollonich, donna, immédiatement après l'affranchissement du pays, à des étrangers: hommes d'État et généraux allemands et italiens venus de Vienne. Ce fait fut d'une importance capitale pour l'histoire ultérieure du pays, car si sur de grands territoires des seigneurs terriens étrangers avaient commandé à des serfs étrangers, comme le danger en subsista un certain temps, on aurait abouti à la suppression des Hongrois dans ces régions. Les conséquences politiques dépasseraient notre imagination. A cette occasion, la noblesse, par sa seule existence et en faisant valoir ses droits matériels, rendit de grands services à la nation. Pas plus que les historiens, la postérité si elle juge objectivement ne doit oublier ce fait.

Le véritable conquérant fut pourtant le paysan. Ce qui appartient vraiment aux Hongrois au point de vue de la nationalité, et non pas seulement politiquement, ce sont les territoires que des serfs hongrois purent occuper au cours des deux ou trois générations d'alors. Sous la domination turque, les régions montagneuses du Nord et les territoires voisins accueillirent tant de réfugiés que ces lieux, surpeuplés pour l'époque, furent le point de départ d'un reflux lors de l'affranchissement du pays. De grandes foules de serfs hongrois se mirent en route vers le Sud, poussés par plusieurs motifs différents. Il serait audacieux de prétendre que, pendant un exil d'un siècle et demi, passé dans un habitat entouré des collines et des monts de la Haute-Hongrie, le serf hongrois ait conservé le souvenir de la Grande Plaine. Dans leur retour au Sud, les serfs furent tentés par d'autres faits beaucoup plus réels, et, en premier lieu, par l'espoir de la liberté, ne fut-ce qu'une liberté partielle, un affranchissement des fardeaux qui pesaient sur les serfs?

Sur les nouveaux territoires, les seigneurs terriens firent des contrats avec les serfs hongrois, dans lesquels ils mirent de côté les dispositions rigoureuses du Code Tripar-

tite de Werbőczy, en vigueur ailleurs depuis deux siècles, et ils exigèrent des prestations moindres et une corvée plus supportable. L'existence des serfs fut facilitée surtout par le fait que souvent le seigneur terrien percevait le bail rural et les autres prestations pécuniaires non pas individuellement, mais en une somme versée par tout le village ou toute la ville. En d'autres termes, on accorda à ces nouveaux établissements une situation privilégiée qui ressemblait à celle dont disposaient jadis les bourgades. Ce fut un des principaux motifs de la migration; là où le serf ne rencontrait pas cet accueil favorable, il continuait simplement son voyage. On assiste ainsi à un flux qui déborde sans cesse les limites Sud des comitats. Les serfs du comitat d'Abauj se déplacent en Borsod et en Zemplén du Sud, ceux de Hont en Pest et en Esztergom, ceux de Szabolcs en Bihar du Sud, au grand regret de leur anciens seigneurs terriens, car le serf représente une main-d'œuvre productive, surtout pour les familles de la petite noblesse: celles-ci devaient tous leurs revenus au travail des deux ou trois serfs qui vivaient sur leur terre. Les seigneurs terriens et les comitats firent tout ce qu'ils purent pour empêcher la migration de leurs serfs. Un des obstacles qui empêchèrent les Hongrois de peupler entièrement la Transdanubie et la Grande Plaine réside dans les dispositions administratives des seigneurs terriens et des comitats. Mais cela ne fut qu'une entrave assez faible à l'affluence des serfs vers le Sud; il y eut des comitats qui cherchèrent, sans les retrouver, des milliers de leurs serfs évadés.

Les paysans hongrois d'alors avaient vraiment un motif puissant de migration et ce motif n'était pas la nostalgie romantique que nous venons de mentionner; car leurs ancêtres vivaient sur la Grande Plaine avant la conquête turque dans des villages qui ressemblaient beaucoup plus aux habitats de refuge qu'ils trouvèrent dans les régions montagneuses qu'à la steppe infinie qu'était devenue la Grande Plaine par suite de la domination turque. Un

instinct de migration se développa en eux au cours de ces quelques dizaines d'années. Ils étaient sans cesse en butte à des vexations, tantôt comme soldats de Thököly ou de Rákóczi, tantôt comme miséreux que ni le Turc ni le Tatar ni l'armée impériale ne laissaient vivre en paix. L'instinct de migration fut leur deuxième nature et, à côté du désir de s'affranchir de leur situation de serf, prescrite par Werbőczy, ce fut indubitablement le deuxième grand motif de leur affluence vers le Sud. Cet instinct dut être fort, à en juger par le fait que souvent les serfs hongrois ne s'arrêtaient pas pour un long séjour, même lorsque leur nouveau propriétaire leur offrait des contrats acceptables. Ils continuaient leur route, bien que la terre ne leur manquât pas, poussés par l'instinct de migration qui se développa dans leur âme, pour disparaître de nouveau en temps de paix et de servage obligatoire.

Mais les conquêtes du serf hongrois rencontrèrent un obstacle, supérieur à tous les autres et tout à fait insurmontable, dans leur petit nombre qui n'était pas du tout en rapport avec les immenses étendues récupérées. Rien n'est plus contraire à l'esprit de l'histoire que de reprocher aux grands propriétaires hongrois d'avoir établi sur leur domaines de Transdanubie et de la Grande Plaine des serfs d'origine étrangère. Ces seigneurs, issus d'anciennes familles hongroises et dont le sentiment national est indubitable, ne parlaient que hongrois, mais il ne pouvaient pas devancer la mentalité générale de leur époque, ils ne pouvaient pas juger les événements d'après des idées ultérieures ou actuelles. Comme nous l'avons vu, l'établissement ne fut alors qu'une question purement économique et le seul principe auquel il obéissait fut le nombre de la population susceptible d'être établie. Car l'étendue du territoire était immense, et le nombre des serfs très restreint. Même si les seigneurs terriens vivant sur les anciens territoires n'avaient pas empêché la migration de leurs serfs vers le Sud, et si tous les serfs hongrois de la Haute-Hongrie et

de la steppe des confins avaient pu s'établir dans la Transdanubie et dans la Grande Plaine, il n'est pas sûr que leur nombre eût suffi à peupler toute cette «nouvelle acquisition». Il est certain que même dans l'hypothèse d'un tel échange de population, économiquement inimaginable d'ailleurs, le pauvre peuple décimé par les guerres turques n'aurait pas réussi à peupler le bassin de la Transdanubie et celui de la Grande Plaine, et à rétablir les anciennes frontières Sud de la population hongroise (Bas-Danube, Drave et Save).

Ceux qui déplorent la faible portée de la migration hongroise, ont oublié que chaque serf immigré au Sud laissait une place vide dans son ancien habitat et qu'en face de l'accroissement général de la population on assista à une diminution de la population hongroise. La proportion numérique ne nous en est pas encore connue, mais rien ne prouve que l'abandon de la Haute-Hongrie et des steppes des confins et la migration vers le Sud aient contribué à fortifier la nation. Par contre, en abandonnant des régions arrosées depuis deux cents ans de leur sueur et de leur sang, les Hongrois auraient subi des pertes sans doute irréparables. Nos données montrent clairement l'insuffisance du sang hongrois pour cette grande tâche. La migration vers le Sud s'effectua graduellement, comme le résultat du travail unanime de plusieurs générations qui poussèrent peu à peu leur conquête de la terre de plus en plus au Sud. Les serfs hongrois conquièrent d'abord les villes du Nagy-kunság qu'ils reconstruisirent, puis, leurs fils et leurs petits-fils s'étant multipliés, ils poussèrent de nouveaux essaims vers les régions de la Basse-Tisza où le courant hongrois arriva donc avec quelques générations de retard.

Le peuplement de la «nouvelle acquisition» par des étrangers est donc une conséquence du dépérissement tragique que le sang hongrois subit à l'époque de l'invasion turque. En quelques endroits, la hungarophobie du gouvernement de Vienne intervint également dans l'immigra-

HISTOIRE DES NATIONALITÉS

tion des étrangers. Sur quelques propriétés domaniales, mais surtout sur le territoire entier du Banat de Temes, les Hongrois furent exclus de l'établissement. Déjà Eugène de Savoie donnait comme un des principes de la politique viennoise la défense d'introduire des Hongrois dans le Banat et ce principe fut rigoureusement observé par ses successeurs du gouvernement de Vienne. Le cas échéant, si des paysans hongrois demandaient à être introduits dans le Banat, à la frontière, on leur répondait par les armes. Ce ne fut que vers la fin du siècle que Joseph II permit aux Hongrois d'immigrer dans ces régions, mais à cette époque le bassin du Banat était déjà pour ainsi dire rempli d'éléments non-hongrois.

Par la nature des choses, les peuples non-hongrois furent également attirés par l'espace vide qui s'étendait dans le milieu du pays et une immigration générale commença venant de toutes les directions des régions montagneuses. Du côté de l'Est vinrent des Roumains; ils s'introduisirent à l'intérieur de la Grande Plaine et allongèrent ainsi le territoire antérieur de leur établissement et de leur existence de pâtres nomades. Du côté du Sud, des Serbes, des Croates, du côté de l'Ouest, des Allemands, et du côté du Nord et du Nord-Est, des Slovaques et des Ruthènes se pressèrent vers le cœur de la Hongrie. Après les serfs hongrois ces minorités furent le deuxième élément qui chercha à s'enraciner sur la steppe dévastée par le Turc. Les formes de leur établissement existaient déjà à l'époque turque: les Slovaques s'établirent dans des villages propices à l'agriculture et en partie à l'élevage, les Roumains et les Ruthènes créèrent des colonies inférieures, tandis que les Serbes, là où cela leur était possible, conservèrent l'ancien organisme patriarcal que le gouvernement de Vienne leur accorda, même s'il les divisa en marches militaires.

Le courant hongrois, dont les grandes foules prirent la direction du Sud, ne fut en contact avec ces foules non-

hongroises, venues d'autres directions, que dans les confins: au Nord-Est avec les Ruthènes, à l'Est avec les Roumains, (comitats d'Ugocsa et de Szatmár, Banat de Temes) au Sud avec les Serbes, les Bouniévatz et les Croates. Mais le bloc hongrois lui-même fut coupé en plusieurs endroits par les établissements slovaques et allemands. Les premiers furent conduits par leurs seigneurs terriens de Haute-Hongrie dans les territoires du Nord de la Grande Plaine et de la Transdanubie, lorsque ces seigneurs récupèrent ici leurs domaines ou lorsqu'ils en acquirent de nouveaux. Les Slovaques des territoires du Sud, ceux de Békés et de Szarvas y vinrent de façon secondaire, comme des essaims des établissements du Nord. Le tableau des nationalités hongroises du XVIII^e siècle pourrait être plus clair si ces progrès étaient nettement marqués par les historiens et si l'on pouvait bien différencier la part que chaque génération apporta à ce processus. Mais on voit déjà aujourd'hui que la plus grande difficulté de l'*impopulatio* fut le manque d'hommes: on sait que les deux plus anciens peuples du pays, les Hongrois et les Slovaques, n'atteignirent la limite de leur expansion que grâce à l'accroissement de générations successives.

Faute d'un surcroît de population autochtone, un troisième peuple se mit au premier plan pour peupler la steppe, les Allemands. Nous avons vu que l'établissement des Allemands figurait déjà dans le projet de Kollonich, avec une intention germanisatrice, à côté du but économique. Mais, comme il n'y avait pas assez de colons sur le territoire du pays, même des seigneurs terriens hongrois usèrent bientôt de ce moyen. L'établissement des Allemands commença dès les dernières dizaines d'années du XVII^e siècle, d'abord sur des propriétés privées.

Dans le deuxième tiers du XVIII^e siècle les propriétaires moyens trouvèrent, eux aussi, qu'attirer des Allemands sur leurs terres était la façon la plus simple des se procurer la main d'œuvre dont ils avaient besoin pour la culture de leurs déserts. Ils envoyèrent des agents dans les régions de l'Alle-

magne occidentale, appauvrie par des guerres multiples. Ces agents y publièrent des annonces pleines de belles promesses pour ceux qui voudraient partir pour la lointaine Hongrie. Parmi ces promesses figurait la liberté de religion accordée aux protestants, ce qui était dans l'Allemagne d'alors, dans ce pays de territoires à religion unique organisé par la paix de Westphalie, une tolérance insolite et inimaginable. Le roi Charles III agit de la même manière pour acquérir des colons pour les propriétés domaniales, pour le Banat séparé de la couronne de Hongrie et pour les marches serbes. Il demanda à tous les princes de Rhénanie de laisser sortir leurs sujets au profit du peuplement allemand du rempart dévasté de la Chrétienté. Comme seuls les pauvres gens pouvaient entrer en ligne de compte (les paysans riches habitués à une agriculture plus perfectionnée ne quittèrent jamais ni leur pays, ni leur terre) et que même parmi ces pauvres il y avait plusieurs citadins, il était raisonnable de recevoir le colon avec certaines précautions et de lui procurer les moyens nécessaires à l'agriculture. Il arriva que l'agent du seigneur terrien hongrois promit une maison toute faite, un chariot, une charrue, une herse, quatre bœufs, deux chevaux, quatre vaches, trois veaux, deux porcs reproducteurs, des provisions suffisantes jusqu'à la première récolte et des terres convenables. Il est vrai qu'il demandait deux cents florins pour cette installation complète. Mais, comme nous l'avons dit, c'étaient surtout des pauvres qui venaient en Hongrie, surtout au début et c'est pourquoi la plupart de ces indigents peu versés dans l'agriculture furent incapables de prendre racine. Sous le climat insolite qui, déjà à l'époque de la domination turque, transforma les régions marécageuses de l'Alföld et de la Transdanubie en un «cimetière des Allemands», pour employer les termes d'un chant populaire, ils périrent de toutes sortes de maladies contagieuses. Ceux qui restaient en vie erraient çà et là et ceux qui le pouvaient, regagnaient leur pays d'origine.

De même qu'à l'occasion de la colonisation de l'Amérique,

la plupart des premiers immigrants auraient péri, en Hongrie aussi, si la culture des terres n'avait pas présenté un grand intérêt pour le gouvernement de Vienne et les grands propriétaires de Hongrie. Ils consentirent donc de très gros sacrifices et continuèrent à faire appel à des colons allemands, jusqu'à ce que leurs déserts finissent par contenir une population stable d'agriculteurs. Les colons allemands s'accoutumant moins aisément à cette existence que la population autochtone, le Trésor et les seigneurs terriens privés durent donc favoriser leur établissement au détriment des serfs hongrois. Aux colonisations privées du début appartiennent les villages souabes des environs de Bude, qui datent pour la plupart de la dizaine d'années précédant le soulèvement de Rákóczi. Vers 1720, des seigneurs hongrois expédient des colons dans la montagne de Vértes (comitat de Fejér) et dans les villages du Bakony; ils envoient des Souabes dans Tolna et Baranya. Gödöllő, peuplé par le prince Grassalkovich, date de l'époque de Marie-Thérèse. Après maintes difficultés, des Souabes s'établirent dans le comitat de Szatmár, après 1711, grâce à Alexandre Károlyi. Les Allemands du comitat de Békés arrivèrent en Hongrie comme colons du baron Harruckern, le propriétaire d'alors.

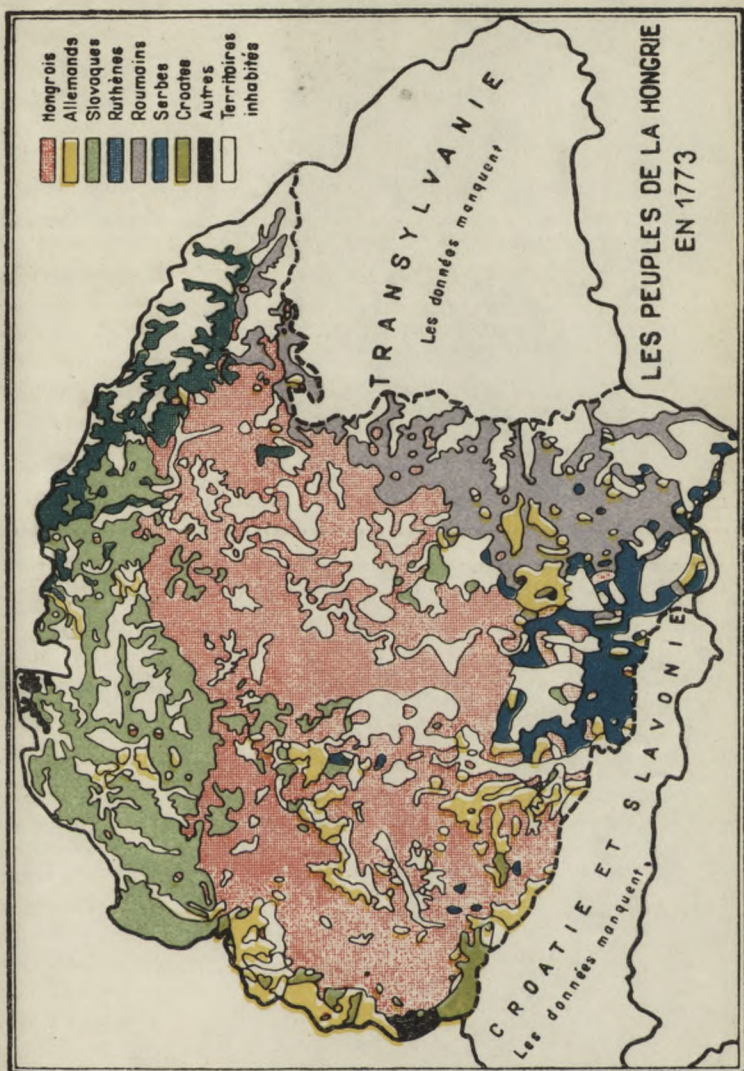
Mais la grande et véritable immigration, faite d'après un plan précis, fut pourtant le travail de l'État, ou pour mieux dire, celui des autorités centrales de Vienne. Il est vrai que l'administration domaniale hongroise joua également un rôle, grâce à Antoine Grassalkovich, président de la chambre, qui fonda les villages allemands de la Bácska d'une manière sobre et pratique qui différait dans une grande mesure du projet officiel de Vienne. Mais les dirigeants de la grande colonisation furent les conseillers des autorités viennoises qui suivirent les principes mercantiles de l'époque. A cela s'ajouta la mentalité philanthropique de Marie-Thérèse qui voulait améliorer la condition des serfs hongrois, ce à quoi elle arriva. D'après les principes du mercantilisme, le pays le plus proche du bonheur était celui où vivait, travaillait et consommait le plus grand nombre pos-

sible d'hommes, ce qui augmentait la consommation des marchandises et le produit des contributions. Dès le milieu du siècle, les autorités viennoises s'efforcèrent donc d'arriver à ce que les colons, comme consommateurs, producteurs et contribuables arrivassent le plus tôt possible à amortir les sommes dépensées pour eux. Pour cela, elles avaient des projets bien étudiés d'après lesquels elles introduisaient des gens convenables qu'attendaient des maisons et des villages tout faits et elles eurent soin de les soutenir au milieu des difficultés initiales. Ce fut, même après plusieurs années, au frais de l'État qu'on remplaça leurs bestiaux perdus, leurs outils et leur chariots rompus.

Les paysans allemands immigrés, du moins ceux qui arrivèrent en Hongrie par suite des grandes actions d'établissement faites sous Marie-Thérèse et Joseph II, (on en trouve sur les propriétés domaniales et de fondation publique, dans les comitats de Baranya, de Tolna et dans la Bácska, dans le Banat de Temes et aussi dans la région de la Haute-Tisza) sentirent dès le début l'appui de l'État; ce fait explique d'un seul coup la différence qui existait, à en croire les multiples observations des voyageurs du XIX^e siècle, entre la maison et le village du paysan hongrois d'une part et la maison et le village du paysan allemand d'autre part. A côté des rangées de maisons du village hongrois, les villages allemands présentent une régularité établie par des ingénieurs impériaux et par des ingénieurs de la chambre hongroise, avant que les colons allemands fussent arrivés en Hongrie. C'est ainsi que se formèrent les villages souabes circulaires, et quadrangulaires, avec l'église et l'école au milieu, bâties également par les autorités. De même, on retrouve encore aujourd'hui les traces des dispositions administratives, destinées à faire adopter aux immigrés une existence communale unie et organisée et une agriculture moderne. Ils eurent ainsi la possibilité de commencer leur travail à un degré plus élevé et au milieu d'une vie communale plus consciente. Cela, ainsi que le caractère organisé qui s'observe encore aujourd'hui parmi eux, ne fut pas apporté par eux,

mais c'est tout simplement la conséquence des soins de l'État.

Ce qui prouve le mieux cette constatation, c'est que la majorité des nouveaux villages ne se recrutèrent pas dans un seul village ou une seule ville d'Allemagne, ni même dans une seule contrée. Répondant à l'appel des agents, les gens se présentaient pour ainsi dire un à un dans les provinces occidentales de l'empire allemand et de la France d'alors. Les 154 familles allemandes de Dunakömlöd, établies sous Joseph II, tiraient leur origine de 106 communes allemandes différentes. Parmi les Allemands de Szeged, pour la plupart des artisans, immigrés dans la première moitié du XVIII^e siècle, il y avait à peine 500 bourgeois venus au moins de vingt provinces allemandes et de sept provinces autrichiennes. Il n'y a donc aucune raison de supposer que dans les nouveaux villages ait existé une mentalité commune importée d'Allemagne. Une telle mentalité ne put se développer que lentement, grâce à l'organisation que les autorités imposèrent à des gens d'origine différente et de dialectes entièrement dissemblables. Leur rapport moral avec leur patrie primitive devait être également de courte durée; d'une part, il n'y avait pas une mentalité commune aux petits territoires allemands, aucune idée allemande ne pouvant unir ces émigrés, car seul le loyalisme envers le souverain unissait les habitants de ces petits territoires; d'autre part, presqu'aucun des paysans souabes ne se souvenait d'un autre territoire, ni d'une autre ville, d'une autre forme de civilisation. Cette énorme différence entre les habitants d'un même village n'eut qu'un résultat: le souvenir de son existence antérieure finit par faire défaut à toute la population allemande. Les nouvelles générations grandirent déjà dans leur patrie nouvelle, sans avoir conscience de leur origine et de leur passé familial; de leur coexistence sortit même un nouveau dialecte allemand qu'on n'a jamais parlé en Allemagne, tandis que les alliances produisirent parmi eux une race entièrement nouvelle sans rapport





HISTOIRE DES NATIONALITÉS

direct avec leur héritage biologique et dérivée des races allemandes les plus variées qui vivaient entre la Moravie et la Lorraine. Ce fut ainsi que se forma le peuple «souabe» de Hongrie, pour lequel, par suite de son histoire séculaire, on a dû créer ce nom spécial.

Tout cela explique suffisamment l'évolution lente, presque végétative de l'élément ethnique souabe. On voit ainsi que son histoire est plutôt économique que culturelle ou politique. Il aurait pu atteindre un plus haut degré intellectuel si la bourgeoisie allemande qui habitait déjà à cette époque quelques villes hongroises, avait pu le secourir. Mais les paysans allemands n'eurent aucun rapport avec cette classe sociale, leurs possibilités de contact étant à cette époque très limitées, car un rapport étroit entre un bourgeois citadin et un agriculteur serf était tout à fait impossibles. De plus, la bourgeoisie citadine allemande était, au cours du XVIII^e siècle, à son déclin, en train de perdre son pouvoir politique et économique, diminuant numériquement et moralement de plus en plus rapidement. Bien qu'une partie tout à fait minime de ses dirigeants soit arrivée à adopter l'idéologie du rationalisme et des lumières, les grands mouvements intellectuels allemands, qui aboutirent au classicisme, lui demeurèrent étrangers. Les membres de cette classe sociale subirent, un certain temps, l'ascendant spirituel de l'absolutisme patriarcal autrichien, ils se rallièrent au patriotisme de l'Autriche, pour subir finalement le prestige du renouveau national hongrois qui réussit à les assimiler. Cette bourgeoisie fut incapable de créer une culture indépendante, ni pour elle-même, ni pour les paysans allemands récemment immigrés. En Hongrie, même à cette époque, qui est la plus variée au point de vue des nationalités, il n'y avait qu'une seule culture: la culture hongroise. Toujours dominée par le régime des Ordres, elle approchait déjà du renouveau national qui eut lieu dans le dernier tiers du siècle.

Aux yeux du nationalisme des Ordres, la proportion des étrangers par rapport aux Hongrois n'était pas une question essentielle. Toute résistance tant intérieure qu'extérieure aurait été à cette date une anticipation de la mentalité d'une époque postérieure. Au début du XVIII^e siècle, après l'expulsion du Turc, on comptait tout au plus deux millions et demi d'âmes sur le territoire de l'État hongrois. A l'époque du roi Mathias, la Hongrie, sans compter ses territoires conquis, avait 4 millions d'habitants dans une Europe en comptant environ 80 millions. Au début du XVIII^e siècle, l'État hongrois ne possédait plus que 2.5 millions d'habitants, tandis que le chiffre de la population de l'Europe atteignait 130 millions. Mais les nationaux hongrois, y compris les Transylvains, n'étaient que 1.160.000 à peine, c'est-à-dire qu'au lieu des 80—85 p. c. de l'époque de Mathias Hunyadi les Hongrois ne représentaient que les 45 p. c. de la population entière, et 1 p. c. au maximum de la population de toute l'Europe. A l'époque de Joseph II, on trouve déjà 3—3,5 millions de Hongrois, ce qui prouve une grande fécondité et une vigueur ethnique considérable. Par contre, plus de la moitié des 8,5 millions d'habitants, soit 4—4,5 millions, sont des non-Hongrois, dont beaucoup des étrangers immigrés. Conséquence des dévastations que firent les Turcs au dépens de la nation, on avait affaire à un État de nationalités au lieu d'un État national, à une minorité hongroise, et une majorité étrangère. Ce fut le point le plus bas qu'ait atteint le peuple hongrois et dont il devait se relever au cours du siècle suivant.*

* Sur le sujet traité dans ce chapitre, cf. J. Szekfű: *Magyar Történet* (Histoire de Hongrie), t. IV, p. 417—488; É. Szabó: *A nemzeti-ségek térnyerése és a magyarság* (Les progrès des nationalités et les Hongrois) *Magyar Művelődéstörténet*, t. IV; É. Szabó: *L'assimilation ethnique dans le bassin des Carpathes*. *Revue d'Histoire Comparée*, XXI,¹ pp. 279—331. É. Mályusz: *Az új német nacionalizmus történet-írása* (L'historiographie du nouveau nationalisme allemand). *Magyar Szemle*, t. XV (1931) p. 241.

IV

ÉTAT NATIONAL ET MINORITÉS NATIONALES

La fin du XVIII^e siècle marqua le point le plus bas, dans le domaine de la proportion numérique des nationalités, mais le peuple hongrois a survécu à cette formation tragique de son histoire. De grandes possibilités se cachaient dans la fécondité de son peuple et dans sa vigueur intellectuelle. De plus, ce qu'on a l'habitude d'oublier aisément, il habitait un seul et même État. Entre la Transylvanie et la Hongrie il y avait à peine une ligne de démarcation notable et cette frontière fut même détruite lorsque Joseph II unit l'administration des deux pays. A l'exception des Hongrois établis en Moldavie, dont le nombre était faible, tous les Hongrois vivaient dans le même État et la direction de cet État, malgré toute l'activité du gouvernement de Vienne, demeura pourtant hongroise. Ce fait acquit une importance capitale lorsque, grâce au rationalisme et à l'idéologie des lumières, la conception de l'État national apparut pour la première fois.

Lorsque, sous l'influence des lumières, les nationalités européennes commencèrent à avoir une conscience nationale, elles s'ouvrirent à la vie politique à qui seul l'État est capable de donner un champ d'opération vraiment large. Il y a des peuples que le courant nationalisant des lumières trouva dans une existence d'État déjà autonome et unie, tandis que d'autres peuples subirent le même choc à une étape où l'organisme de l'État leur faisait encore défaut. Entre ces espèces de peuples il y a une différence considérable. Aujourd'hui, le cas est le même. L'idée dite populaire ne peut créer de formes nouvelles que là où elle dispose des moyens de l'État et c'est pourquoi les

représentants de l'idée populaire, dès qu'ils sentent derrière eux l'appui de l'État, se proposent des buts toujours plus radicaux aptes à transformer toute la vie nationale. Un lien semblable existait au milieu du XVIII^e siècle entre la nationalité et l'État: à peine la notion de la nationalité était-elle née et commençait-elle seulement à devenir conscience, qu'elle s'efforçait déjà de se faire valoir avec les moyens de l'État. Déjà pour l'*Encyclopédie* de Diderot et de d'Alembert la nation n'était autre chose que l'ensemble de gens vivant sous le même gouvernement et entre les mêmes frontières d'État. Il résultait de cette conception que la sphère d'action de la nation et de la langue est la même que celle de l'État: sur le même territoire d'État et sous un gouvernement unifié il n'y a qu'une seule langue qui ait le droit de vivre et il n'est pas permis qu'une autre langue, voire même des dialectes par trop pratiqués et tendant au séparatisme, mettent en péril l'exclusivité de la langue d'État. Il est indubitable que ce fut l'unité de langue et d'État, réalisée en France par Richelieu et par les Bourbons, qui influença, grâce aux rapports avec l'idéologie des lumières, cette conception qui prit une importance capitale en Hongrie.

Le modèle français fit des conquêtes rapides et significatives partout où il pouvait disposer d'une nation et d'un État homogènes. En Europe centrale, le peuple hongrois était pour ainsi dire le seul à être dans cette situation. Vers la fin du siècle, il arriva à créer un nationalisme uni et, en même temps, il commença la lutte contre le gouvernement de Vienne qui empêchait l'influence réciproque totale et immédiate de la langue et de l'État. Comme on le sait, cela lui réussit vers le milieu du XIX^e siècle. Dans les territoires allemands et italiens, où l'unité de l'État faisait défaut, le nationalisme rencontra des problèmes entièrement différents. Mais certains territoires, comme par exemple la Prusse, où vivait un grand nombre de nationalités, subirent à plusieurs égards une évolution semblable à celle de la Hongrie, et les politi-

ciens hongrois de la deuxième moitié du XIX^e siècle tenaient déjà la Prusse pour un modèle à suivre.

Faute d'une unité d'État, les peuples slaves entourant les Hongrois, furent contraints de réaliser leur nationalisme par une voie exclusivement sociale. C'est la véritable raison pour laquelle, dans leur évolution nationale, ils restèrent en arrière des Hongrois, quoique le nationalisme des Tchèques par exemple, n'ait pas été en retard sur le nôtre. Les Roumains, dispersés dans trois, puis deux États, demeurèrent encore plus en arrière. Chez tous ces peuples, le nationalisme fondé sur le principe de la langue ne put avoir recours aux moyens fournis par l'État qu'au cours du XX^e siècle, et les États successeurs dus au traité de Trianon appliquèrent ces moyens avec une férocité dont la mesure fut directement proportionnelle au retard avec lequel ils entrèrent en possession de ces moyens.

De même que pour les peuples de l'Europe occidentale, la naissance et la propagation du nationalisme hongrois s'effectua sous l'influence des idées de la Révolution française. Déjà George Bessenyei, ce grand promoteur de la littérature hongroise (après 1770), avait tracé le principe fondamental et général des lumières: chez tout peuple, la sagesse, la profondeur et la science ne peuvent se réaliser qu'en langue maternelle. Son contemporain, le linguiste Nicolas Révai, prenait le Français pour modèle, car celui-ci apprécie sa propre langue comme une «langue céleste». Ce qu'on a l'habitude de mentionner aujourd'hui, avec un certain dédain, sous le nom de «nation linguistique», pour la comparer à la notion biologique de la nation, est dû aux Hongrois les plus cultivés de cette époque, influencés par les grands courants intellectuels qui inondaient alors l'Europe entière, et en même temps à des rapports instinctifs nés des traditions ancestrales, au grand souvenir de la collectivité nationale dont l'expression la plus simple et la plus pure se trouve dans la langue. Ce fut la fierté nationale qui prêta des couleurs

splendides à la conscience linguistique. Les plus grands poètes hongrois, Bessenyei, Csokonai et Kazinczy, s'enthousiasmèrent pour les beautés du hongrois. Ce fut de la même manière que Kollár s'enthousiasma quelques dizaines d'années plus tard, pour sa langue maternelle slovaque; de même les pionniers du nationalisme roumain pour leur propre langue.

Mais un peuple qui fut capable de créer un esprit et de mettre en œuvre des moyens d'État commun et uni ne put pas s'arrêter à l'amour et à la glorification éperdue de la langue et de la culture littéraire. Conformément à la mentalité des lumières d'alors, les «puristes» hongrois ne pouvaient s'imaginer que l'activité patriotique qu'ils déployaient dans le domaine de la propagation de la langue pourrait rencontrer des obstacles en-deçà des frontières de la Hongrie. Le modèle français, ainsi que le décret autoritaire de Joseph II, concernant l'usage de la langue, leur enseignèrent le contraire. Par ce décret, ils ont pu apprendre comment on peut ordonner l'usage d'une langue uniquement par les moyens dont dispose l'État, et sans égard à la question de savoir si cette langue est parlée sur le territoire visé ou si le nombre de ceux qui la parlent est considérable. La nation française de la nation et le décret de Joseph II en faveur de la langue allemande donnèrent l'élan initial à l'évolution au cours de laquelle fut détrônée l'ancienne idée hongroise de la nation, fut fatalement troublée la paix constante due au règne du nationalisme des Ordres et où le pays fut ouvert aux luttes des nationalités.

Pourtant, on ne peut pas accuser les générations d'alors d'avoir cédé à l'attraction de l'idée française et de l'exemple allemand, et de s'être écartées de la vieille idée de la nation qui, à côté de la majorité de nationalité hongroise, n'excluait pas de la nation les gens parlant un autre idiome. Cette tolérance ancestrale permit la carrière de personnalités de langue étrangère, non seulement dans la vie privée, mais aussi dans les écoles, dans l'Église et dans l'administration inférieure. Il ne faut toutefois pas condam-

ner les Hongrois de ce siècle, car ils s'approprièrent les idéaux humains élevés des idées des lumières et en tirèrent les mêmes conséquences que leurs maîtres occidentaux. En outre, la résistance du gouvernement de Vienne au nouveau nationalisme hongrois fut si forte que, pendant des dizaines d'années, il ne se produisit rien qui pourrait être considéré comme une faute au point de vue de la politique nationale hongroise ou du rapport international et humain. Il est hors de doute qu'une nation, douée de talent politique, devait transformer, selon les exigences de ses propres circonstances, l'idée française de la nation. Ce qui était bon en France et facilement réalisable parmi des minorités nationales en petit nombre et plus ou moins entièrement assimilées causa de graves difficultés dans un État de nationalités où le peuple dirigeant ne représentait même pas la moitié de la population totale du pays. Et voici le revers de la médaille: l'échec des mesures prises par Joseph II a clairement montré que la faible minorité formée par les Allemands dans la monarchie des Habsbourg et en Hongrie ne pouvait pas revendiquer les attributs d'un État national. Dès que le peuple hongrois fut arrivé, au bout d'une évolution et d'une lutte de plusieurs dizaines d'années, à obtenir du souverain la réalisation de ses vœux, il élaborait conformément à son genre politique l'idéologie de Széchenyi qui présentait une synthèse de la nouvelle idée nationale et de l'idée hongroise de la tolérance. C'est ce qui, dans l'élan révolutionnaire des idées nouvelles, empêcha les Hongrois de pousser leurs vœux trop loin et d'entreprendre des conquêtes qui, même lorsqu'elles réussissent momentanément, ne peuvent pas être conservées longtemps et sont ainsi nuisibles aux intérêts de la nation. Au contraire, on peut constater que jusque vers 1845 environ, date à laquelle fut élaborée la théorie de Széchenyi sur les nationalités, quoique des contemporains étrangers, des politiciens et historiens tardifs, reprochent bien des choses à l'évolution des nationalités hongroises, rien ne s'est passé dont la nation hongroise ait à rougir.

Jusqu'aux années qui suivirent 1840, la question des

minorités demeura sur un plan purement spirituel. Aucun changement matériel ou numérique ne se produisit entre le peuple hongrois et les nationalités. L'immigration allemande continua dans une très faible mesure, mais d'après nos connaissances actuelles, ni changement ni querelles n'eurent lieu sur les limites d'établissement des peuples. Aussi la situation sociale et matérielle des différentes nationalités se présente-t-elle sous le même aspect que dans la deuxième moitié du siècle précédent. Seul le nouveau nationalisme apporta un changement et les peuples non-hongrois subirent également son influence: leur classe intellectuelle fréquenta l'école des lumières, de la même manière que celle des Hongrois. Ce n'était pas encore une action positive mais seulement un processus vers la découverte de l'autonomie morale. Plus un peuple était éloigné de l'existence bourgeoise, plus il eut de peine et plus il mit de temps à réaliser dans son propre sein les lumières et l'idée de la nation: les pâtres montagnards, les serfs et le pauvre peuple des villages ne furent pas un élément apte à acquérir une conscience nationale.

Les non-Hongrois n'avaient ni bourgeoisie, ni noblesse, ni magnats; par suite, l'acquisition de l'autonomie morale fut la tâche de professeurs, de prêtres et d'écrivains. Cette couche extrêmement mince ne représenta la nation que théoriquement, d'autant plus que cette nation n'existait pas encore, et qu'ils vivaient des images de l'avenir. Ils imaginèrent leur nationalité dans son ensemble, réalisation avec laquelle ils ne pouvaient pas compter avant bien longtemps. Le nationalisme slovaque fut secondé par les conseils et le modèle fournis par les Tchèques. Les Croates étaient dans une situation plus avantageuse, car ils vivaient sur un territoire d'État à part et, dans leurs tendances nationales, ils pouvaient compter sur des magnats croates. De plus, dans la mesure où leur nationalisme voulait se développer en opposition avec les Hongrois, ils pouvaient compter, à partir de 1830 environ, sur l'appui du gouvernement de Vienne

qui ne cessa d'être magyarophobe. Les Serbes et les Roumains avaient un présent pauvre, mais un grand avenir. Le centre intellectuel de ces deux peuples était en terre hongroise; dans l'épanouissement de leur nationalisme un grand rôle a été joué par les Presses Universitaires de Bude. Les quelques pauvres prêtre-écrivains qui rêvaient du puissant nationalisme des États serbe et roumain sentaient déjà que leur public et leur influence s'élargiraient vers des territoires dépassant les régions roumaine et serbe de la Hongrie. L'unité du peuple serbe et du peuple roumain d'au-delà et d'en-deçà des frontières hongroises quitta dès lors le monde des fantômes et se prépara à se transformer en réalité. Le centre de la culture serbe fut au début le territoire de la Hongrie, et ce fut de la Bácska que le rationalisme fit son chemin vers la principauté serbe qui à cette époque était encore sous la domination turque. De la Transylvanie ces mêmes idées passèrent dans les deux principautés roumaines, encore privées elles aussi de leur indépendance. Les formations d'État autonomes situées au-delà des frontières avaient encore peu de force d'attraction. Si l'on regarde la réalité, on peut constater que les centres nationaux roumains et serbes en territoire hongrois ne firent qu'expédier, à travers le Bas-Danube et les Carpathes, la culture moderne, mais leur pouvoir d'attraction était déjà plus faible. Conformément au nationalisme européen à la mode d'alors, l'ordre naturel des choses était le suivant: si les principautés roumaines et serbes arrivent à atteindre à l'existence d'État autonome, ce sera à elles d'exercer une force attractive sur leurs frères de Hongrie, plus cultivés qu'elles. Elles disposeraient donc de leur propres moyens d'État dans l'intérêt de leurs buts nationaux.

Le peuple hongrois continuait sa lutte avec Vienne pour l'acquisition de droits que les minorités non-hongroises avaient obtenus sans difficulté. Ce ne fut qu'après une longue lutte qu'il obtint que la langue hongroise fût une

matière extraordinaire dans les écoles secondaires et supérieures; son élévation au rang de matière ordinaire lui valut de nouveaux combats. Ensuite les exigences formulées par les diètes et ayant trait à l'usage de la langue quittèrent le domaine intellectuel pour atteindre la vie de l'État et le gouvernement: les adresses des diètes devront être rédigées en deux langues, hongrois et latin; certains bureaux du gouvernement central devront même accepter des requêtes en langue hongroise, puis, plus tard, y répondre également en hongrois. La conquête de l'autonomie morale fondée sur l'usage de la langue ne put, comme on l'a vu, se faire qu'en se lançant à l'attaque et elle ne put s'arrêter avant d'atteindre les frontières de l'État. C'est ainsi qu'apparurent des résolutions contraires à l'esprit de tolérance du nationalisme des Ordres: le hongrois comme langue exclusive d'enseignement des écoles secondaires et des écoles normales primaires, la magyarisation de la langue ecclésiastique et administrative, sans égard aux langues non-hongroises parlées par la majorité sur le territoire en question.

Au sujet de la magyarisation des écoles, les députés des comitats de la Haute-Hongrie, appartenant à la noblesse hongroise, demandèrent un délai de douze ans jusqu'à ce qu'une nouvelle génération apparaisse dans les écoles qui pourrait enseigner le hongrois avec fruit. Chose curieuse, de telles propositions positives comptant avec les circonstances furent très rarement présentées. Les politiciens des Ordres connaissaient avec précision les problèmes relatifs à la majoration des prix du sel, au monopole du tabac, aux frais provoqués par le ravitaillement de l'armée, mais pour ce qui est de la question de la langue, ils tâtonnaient dans l'obscurité. Tous les partis restaient dans la théorie et faisaient des discours, exigeaient ou protestaient. Les Hongrois voulaient tirer toutes les conclusions de l'État monolingue, les autorités de Vienne refusaient tout ce que voulaient les Hongrois, non pas par principe, afin de protéger les nationalités, mais uniquement à cause de leur vieille

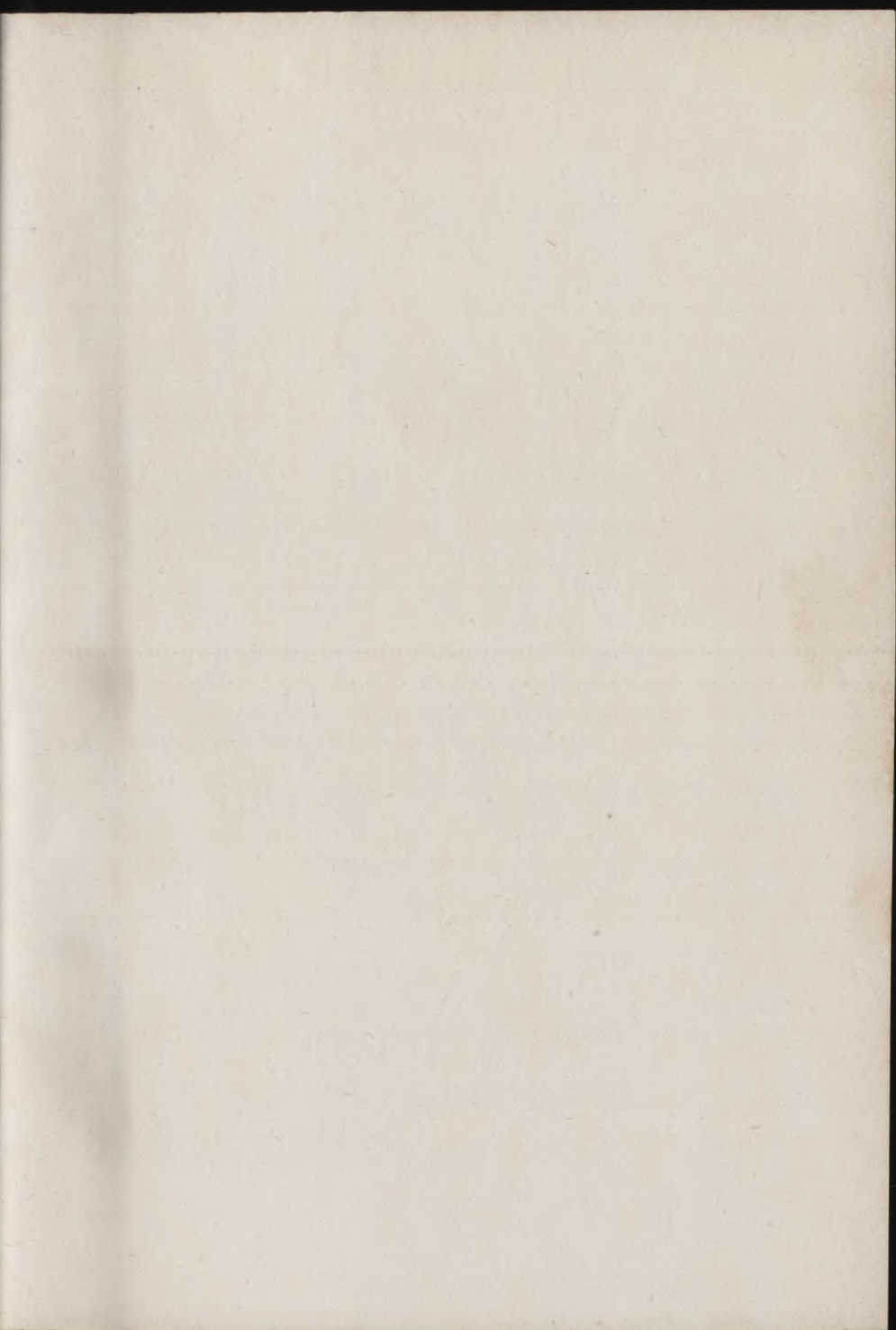
magyarophobie. Si elle en avait eu la possibilité, Vienne aurait volontiers germanisé ce peuple. Les quelques gens cultivés issus des nationalités non-hongroises savaient de même ce à quoi une nationalité a droit et plus leur propre peuple était abandonné et privé de protecteurs, plus ils enviaient les progrès des Hongrois, et plus grandes étaient leurs exigences, qui souvent d'ailleurs n'étaient pas réalisables.

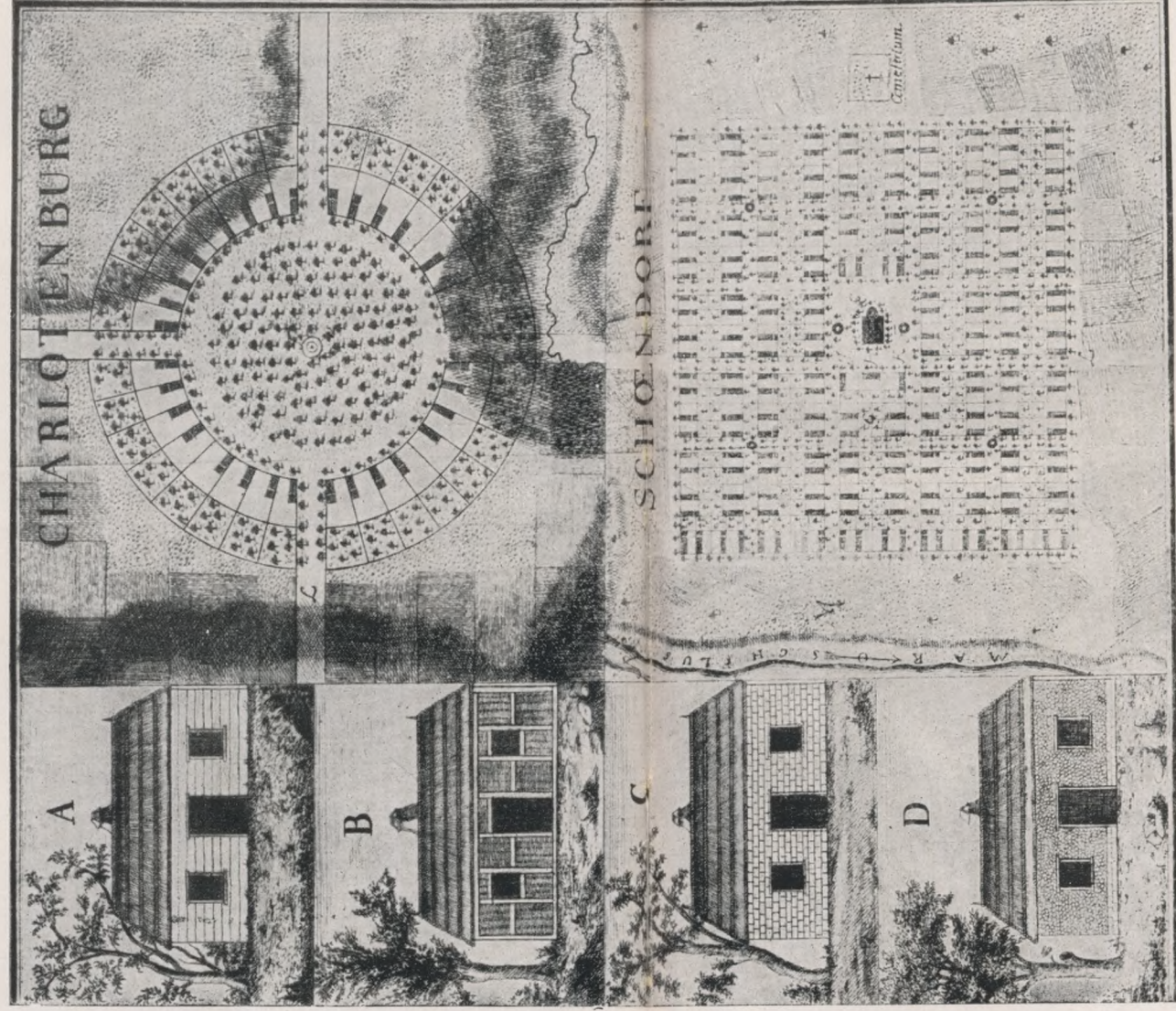
Ce qui scandalisait surtout les représentants des nationalités c'était les discours enthousiastes, mais souvent irresponsables, des diètes et des conseils généraux, et ce sujet fut traité à partir de 1830 par des écrivains slovaques, croates et tchèques dans des pamphlets contre les Hongrois. Du reste, les Croates qui, comme représentants de leur conseil régional et comme membres de la chambre haute, étaient présents aux diètes hongroises adoptaient une position commode, continuant de s'attacher à l'usage de la langue latine ancestrale. Pour ne pas étendre l'usage de la langue hongroise administrative et scolaire à la Croatie, ils préféraient maintenir l'usage du latin chez eux, et aussi en Hongrie. La minorité croate voulait donc empêcher la diète hongroise d'abandonner l'usage de la langue latine. Curieuse politique qui ne peut s'expliquer qu'en supposant qu'à la veille de l'éclosion du nouveau nationalisme, le sens politique des Croates se troubla et perdit son équilibre. C'est ainsi que l'on comprend la popularité de l'illyrisme inventé par Louis Gaj, lequel, repoussant la réalité, se réfugia dans des rêves slaves nébuleux et se rangea aux côtés de Vienne, contre l'ancien allié.

Rien n'avait encore changé, et aucune des exigences de la nouvelle nationalité n'était réalisée, lorsque déjà la simple discussion du problème souleva un orage littéraire: les dirigeants intellectuels des peuples non-hongrois s'acheminant vers le renouveau, Croates illyriens en tête, crièrent à la magyarisation forcée. Une chose était claire, c'est que personne ne voulait retourner au nationalisme des Ordres.

Le règne de la langue latine, derrière lequel vivait la tolérance séculaire des Hongrois, ne pouvait plus subsister. Széchenyi haïssait la langue latine, voyant en elle l'incarnation de l'égoïsme des Ordres, de l'esprit de caste, de la mentalité de Werbőczy. Lorsqu'il s'attacha au problème des nationalités, il fut le plus fervent à ne vouloir retourner au passé, à aucun prix. Tout son programme intellectuel et économique avait pour but de fortifier le peuple hongrois, de le rendre autonome. Sa réforme nationale était en même temps le couronnement de la nouvelle idée de la nation. Mais son amour de la vérité, et son sens politique réaliste ne lui permirent pas d'adopter sans condition et sans modification les rapports de l'idée nationale avec l'État.

Après 1840, la question des nationalités et surtout celle de la langue commence à créer une atmosphère de plus en plus tendue. Aux diètes, l'attitude raide et provocante des Croates d'esprit illyrien fut l'occasion de scènes violentes. Les diètes de 1839-40 et puis de 1843-44 finirent par vaincre la résistance de Vienne; non seulement elles firent adopter le hongrois comme langue des organes du gouvernement central et de la diète, mais elles ordonnèrent encore qu'au bout de trois ans les Églises non-hongroises ne devraient employer que des prêtres sachant le hongrois, et le roi déclara, en vertu de son droit souverain, que le hongrois devrait servir de langue d'enseignement dans toutes les écoles du pays. Rien de tout cela ne se réalisa, mais ces deux résolutions montrent le haut degré d'excitation atteint en quelques dizaines d'années par la paisible société des peuples, grâce aux nouvelles idées de nationalité. Déjà le sang coulait entre Illyriens et Croates magyarophiles, l'agitation des Tchèques exaspérait le problème slovaque, car ils voulaient protéger à tout prix les Slovaques et se les amalgamer. La situation fut encore aggravée par le panslavisme et, enfin par le malheureux projet de magyarisation de l'Église luthérienne slovaque, émis par le comte Zay. En Transylvanie, les Saxons se rangèrent aux côtés





Types de l'établissement allemand dans le Banat

Dans l'ouvrage de F. Grizelini, *Versuch einer politischen und natürlichen Geschichte des Temeswarer Banats in Briefen*. Wien, 1780. A = mur de terre battue, B = clayonnage, C = mur en torchis, D = mur en argile



des Roumains pour défendre leur langue contre les Hongrois, mais lorsqu'ils étaient en tête-à-tête avec les Roumains, comme par exemple dans le Királyföld, ils étaient prêts à les germaniser avec des écoles allemandes. Par contre, dans le domaine de l'État, leur grand pédagogue, Étienne Louis Roth, fut pour le maintien de la langue latine car il était persuadé que ni la langue hongroise, ni la nation hongroise n'étaient capables d'une existence autonome et indépendante.

Széchenyi ne fut pas le seul à avoir de noirs pressentiments à la vue de ce courant de haine. François Deák se déclara également contre la propagation officielle et scolaire de la langue hongroise. Mais seul Széchenyi fut capable de saisir tout l'ensemble du problème; dans un discours prononcé en 1842 à l'Académie, passant sous silence le nationalisme des Ordres et le rejetant définitivement, il essaya d'exposer les conditions nouvelles de l'existence paisible des nationalités. Fidèle à son système, désireux de faire monter les Hongrois, et non pas un autre peuple, aux cimes humaines, il ne dit pas un mot de l'agressivité des non-Hongrois. Il flétrit les vices des Hongrois, démontra que la magyarisation était une erreur et qu'elle n'était pas réalisable, car la nationalité est une âme et il est impossible de changer une âme par des moyens extérieurs dont dispose l'État. Cette constatation était d'autant plus juste qu'à cette époque le gouvernement de Vienne n'avait plus de pouvoir, tandis que la Hongrie n'en avait pas encore, et de plus les principes du libéralisme entravaient la force d'action de l'État. Mais ce n'était pas au seul point de vue pratique que se plaçait Széchenyi, ce n'était pas pour un seul cas et pour un seul peuple qu'il posait le principe fondamental de la solution du problème des nationalités. Il appliquait les principes fondamentaux de la morale chrétienne: «Ne fais jamais à autrui ce que tu n'accepterais pas volontiers de lui». L'équité et même la bonne foi dans les accords bilatéraux sont des conditions indispensables à la paix entre des peuples qui ont déjà atteint leur autonomie morale et sont maîtres de leur

décision. Sans cela, la meilleure protection minoritaire ne vaut absolument rien, et l'on en eut la preuve dans la loi sur les nationalités, établie un peu plus tard par François Deák et Joseph Eötvös, refusée d'abord par les nationalités, puis abandonnée par les Hongrois. Par contre, si les peuples adoptent ces principes fondamentaux, ils arrivent aisément à se réconcilier.

Personne ne voulait, ou même ne pouvait répondre aux hautes exigences morales de Széchenyi. La jeunesse le remercia de son discours par un charivari, les Slovaques et les Illyriens le glorifièrent, tout en continuant à pratiquer les principes condamnés par lui. D'après les événements de 1848, nous tenons pour probable que même l'opposition radicale si déchaînée à cette époque aurait rejeté un arrangement détaillé de la question des nationalités, basé sur les principes de Széchenyi. Il semble qu'alors, devant les résultats acquis dans le domaine de la langue et par suite des lois de 1844, la nation ait commis la négligence de ne pas essayer d'appliquer les principes de son État national aux circonstances autochtones.

Ce qui excuse cette faute de la nation, c'est l'esprit public surexcité du début du XIX^e siècle dont les Hongrois ne furent responsables que dans une mesure très restreinte. Et cette excuse est encore plus valable pour les événements de 1848. La législation de 1848 n'apporta que du bien aux nationalités. Elle les affranchit, de même que les serfs hongrois, elle ne fixa aucune règle spéciale pour elles et prouva ainsi que les serfs non-hongrois n'étaient pas plus éloignés de son cœur que ses propres frères. L'égalité devant la justice et l'affranchissement des serfs furent saisis avec une grande joie par les minorités. Le fait qu'on exigea pour le droit de vote passif la connaissance du hongrois n'incommoda personne; cette disposition est restée valable dans la majorité des cas. Pourtant, ces mois de troubles virent s'affronter violemment les grandes masses du peuple hongrois et des nationalités. Celles-ci ne retrouvèrent leur caractère national que pour attaquer les Hongrois les armes à la main.

On n'arrive pas à expliquer ce conflit tragique en l'attribuant simplement aux dirigeants, aux agitateurs des nationalités. Il est certain que plus mince est la couche intellectuelle qui s'agite au lieu et au nom de foules qui ne sont pas encore arrivées à maturité, plus il est facile d'en mettre les dirigeants au service d'intérêts étrangers par de l'argent et des promesses. C'est pourquoi une partie des dirigeants roumains, serbes, croates et slovaques aggravèrent le conflit en été et en automne 1848. Il était logique que les nationalités se dressant contre les Hongrois et quittant le domaine culturel se lançassent dans le domaine politique pour y chercher les possibilités de fonder leur propre État national. Quoique les hommes d'État hongrois aient promis aux nationalités à la Diète de Presbourg, il est clair que cela paraissait minime du moment que cela restait dans les cadres de l'État hongrois et que le gouvernement de Vienne n'hésitait pas à faire miroiter la possibilité d'États serbe ou croate, ou encore l'image d'une Transylvanie dominée par les Roumains.

On ne doit pas oublier que, dès de début du XVIII^e siècle, le gouvernement de Vienne empêcha sans cesse la coexistence pacifique des Hongrois et de leurs nationalités. Jusqu'en 1868, presque toute la responsabilité des troubles nationaux de Hongrie revient au gouvernement de Vienne. Les atrocités que firent subir à cette époque aux Hongrois de la Transylvanie et de la Hongrie du Sud les Roumains et les Serbes se passèrent sous les yeux des fonctionnaires et des officiers du gouvernement de Vienne et nous savons, du moins pour les affaires serbes, qu'ils ne furent pas des spectateurs lointains, mais qu'ils préparèrent et approuvèrent la persécution des Hongrois. En automne 1848, un large fossé se creusa ainsi entre Hongrois et non-Hongrois, et son souvenir seul suffit, même après cent ans, à empêcher le rétablissement de la paix morale.

Mais il est hors de doute qu'au printemps et en été de

1848, les dirigeants hongrois ne reconnurent pas l'importance de toutes ces questions, Kossuth lui-même, qui accueillit les nationalités au nom du gouvernement de Presbourg, avait été, dans les années qui suivirent 1840, le représentant de la tendance politique tant blâmée dans le discours académique de Széchenyi.

Il est vrai qu'il fut un des plus grands génies politiques hongrois, mais même un génie avait besoin d'un certain temps pour s'élever au-dessus des petites sphères où il fit ses débuts et pour arriver à une appréciation juste des rapports entre les peuples. Au début, le combattant des conseils généraux et le grand orateur qui insistait sur les rapports de droit public avec l'Autriche ne pouvait pas être un spécialiste de la question des nationalités; de là provinrent ses premiers faux-pas qui, d'ailleurs, ne changèrent rien au résultat final, car, comme on l'a vu, le point de vue adopté par les nationalités a été un fait acquis grâce à la vieille politique de la cour de Vienne. Mais Kossuth fit de rapides progrès et reconnut l'état réel des choses. En 1849, au cours de la guerre menée contre la tyrannie de Vienne, il traitait avec Bălcescu, émigré de la révolution de Bucarest, en faveur d'une coexistence hungaro-roumaine. Les pourparlers du député roumain Dragoș avec Janku, puis la loi sur les nationalités acceptée au parlement de Szeged par le premier ministre Barthélemy Szemere (juillet) furent des tentatives prématurées.

Mais si tout cela avait été connu du grand public, l'Europe y aurait vu l'indice d'une réalisation démocratique-libérale de la coexistence de plusieurs nationalités. Bien que le conseil de Kremsier et la constitution autrichienne eussent précédé les Hongrois dans la déclaration de l'égalité en droit des nationalités, les Hongrois furent pourtant les premiers à approfondir cette déclaration et à en élaborer tous les détails. La loi de Szemere sur les nationalités est établie sur une base libérale, elle ne connaît pas de privilèges, ni d'autonomies territoriales

ou culturelles, mais elle donne à tous les humains ce à quoi ils ont droit d'après le droit naturel, ou, comme dit Széchenyi, d'après la morale chrétienne: dans l'administration, dans les conseils généraux et communaux, à la Cour d'assises, dans les juridictions inférieures, dans la garde nationale, dans les écoles élémentaires et dans la vie ecclésiastique, tout le monde peut librement utiliser sa langue maternelle. Tout cela signifie le renoncement aux principes de l'État national français, le renoncement au règne de la langue d'État, élargie jusqu'aux frontières de l'État; ce fut en même temps la première tentative de régler sans violence la coexistence de plusieurs nationalités sous la direction d'un seul peuple. Mais, avec la devise de la liberté personnelle, le régime démocratique ne peut se réaliser que grâce au sens de la responsabilité personnelle, et celle-ci fit alors et fera pendant bien longtemps encore défaut aux individus comme aux peuples.

Vers la fin de 1849, après la défaite de la guerre de la liberté, le gouvernement de la Hongrie fut repris en main par Vienne qui l'exerça avec un pouvoir absolu. Les constitutions autrichiennes qui se succédèrent à cette époque répètent avec application la formule devenue stéréotypée de «l'émancipation des nationalités», mais la réalisation de celle-ci ne fut autre chose en Hongrie que la privation de droits uniforme pour toutes les nationalités. La situation fut caractérisée avec justesse par la déclaration d'un politicien hongrois: les peuples non-hongrois obtinrent de Vienne la même chose en récompense que les Hongrois en punition.

La vie de l'État et l'administration furent entièrement germanisées; par les écoles on essaya de germaniser les hautes classes de la société. Pour cela on introduisit l'usage de la langue allemande dans plusieurs matières des classes supérieures des écoles secondaires, et on mit partout dans les services publics des Allemands d'Autriche ou des Tchèques travestis en Allemands. Le gouvernement de Vienne n'avait, visiblement, rien appris, et il cherchait à faire revivre le XVIII^e siècle. Aussi les Croates, les Slovaques et

les Serbes furent-ils unanimes à déplorer cette situation. Seul le conseil provincial de Transylvanie pu aborder sérieusement la question des nationalités: en l'absence des Hongrois, les Roumains et les Saxons promulguèrent une loi qui aurait satisfait aux exigences des nationalités, bien qu'à plusieurs égards c'eût été au dépens des exigences de l'État, mais si cette loi était entrée en vigueur elle n'aurait jamais pu fonctionner, en raison de l'absence du sens de la responsabilité démocratique auquel nous avons fait allusion plus haut.

Durant ces années d'oppression, le peuple hongrois se renferma dans une résistance passive. Une seule tentative fut faite pour résoudre le problème: le projet de l'émigré Kossuth, concernant la Confédération Danubienne, qui témoigne qu'il avait sérieusement et profondément étudié les mystères de la question des nationalités. Kossuth reconnaît clairement que l'influence de l'État ne fait qu'aggraver les difficultés dues à la coexistence des peuples et c'est pourquoi il propose de créer en territoire hongrois des communautés nationales semblables à celle de l'Église. Ces communautés pourraient diriger elles-mêmes toutes leurs affaires nationales, sous la conduite de chefs, de voïvodes ou de hospodars élus par un vote général. Une telle «nationalité sociale», écrit Kossuth, «n'a rien à faire avec l'État et l'État n'a rien à faire avec elle». Le fait d'avoir reconnu ce trait marque un grand progrès dans l'histoire européenne des nationalités. Ces expériences de 1848 lui ont appris que les États formés par leurs frères vivant au-delà des frontières peuvent exercer une influence décisive sur l'attitude des nationalités de Hongrie. Ce fut sur la base de cette idée juste qu'il essaya d'organiser le problème des nationalités de Hongrie, non seulement sur le plan intérieur, mais aussi avec des moyens internationaux; en établissant des rapports entre Budapest, Zagreb, Belgrade et Bucarest.

Des perspectives analogues s'ouvrirent aux yeux de Joseph Eötvös, mais dans un autre sens. Contrairement à

Kossuth qui renia l'Autriche et regarda vers les Balkans, Eötvös voulait assurer la vie hongroise en relation avec l'Occident. Lorsqu'il formula la définition des peuples, comme des «personnalités historiques et politiques», ce n'était pas uniquement dans l'intérêt du peuple hongrois; c'était en même temps une nouvelle conception de la monarchie habsbourgeoise, que l'on pouvait facilement mettre d'accord avec les droits naturels de l'individu et qu'il fallait réaliser par des moyens démocratiques.

Le Compromis de 1867, conclu entre le souverain et le peuple hongrois, libéra la Hongrie de la main impuissante des Viennois et dans son administration intérieure il lui donna une indépendance qu'elle n'avait plus connue depuis la catastrophe de Mohács. La génération qui créa cette situation nouvelle fut la grande génération des années qui suivirent 1840; ni l'échec de la guerre de la liberté, ni les sombres expériences de l'absolutisme ne purent chasser de leur âme les idéaux de sa jeunesse. C'étaient déjà des vieillards lorsqu'ils purent enfin résoudre le problème des nationalités. Ils réussirent tout d'abord à écarter la question croate qui était auparavant le grand obstacle à tout accommodement. Ils reconnurent dans une large mesure l'existence et l'autonomie de l'État croate, mettant ainsi les rapports hungaro-croates en marge du problème des nationalités. L'affaire des nationalités de Hongrie ne se rapporta plus dès lors aux territoires de la Croatie-Slavonie dont les habitants pouvaient régler eux-mêmes leurs affaires nationales. Mais la Croatie était, comme la Hongrie, un territoire de nationalité mixte; désormais les hommes d'État hongrois ne furent rien dans les difficultés qui opposèrent les Croates aux Serbes et aux Italiens ni dans les désaccords continuels entre Croates et Hongrois.

Les principes et le contenu de la loi 44 de l'an 1868, dite loi sur les nationalités, sont dus à Eötvös qui découvrit déjà à cette époque que les idées à la mode au XIX^e siècle n'étaient pas réalisables et qu'elles provoqueraient des troubles et des révolutions. Ce qui est surtout intéressant, c'est que les

autres grands penseurs de l'Europe d'alors ne doutaient pas un instant du triomphe de ces principes. Liberté, égalité et nationalité sont les principes les plus purs et les plus beaux, mais s'ils sont appliqués ensemble ils s'anéantissent réciproquement au lieu de se fortifier et conduisent l'humanité, qui croit en eux, ou à l'esclavage, ou à un éternel chaos social. Eötvös, s'il ne croyait pas aux principes, croyait du moins à la morale et il était convaincu que les hommes, avec un peu de bienveillance, sont capables de régler leurs relations réciproques conformément aux exigences de la dignité humaine et de la nature. Comme politicien libéral, il ne tenait pas l'État pour une institution coercitive et il ne se servit des moyens offerts par l'État que pour autant que cela lui parut indispensable aux intérêts de l'accord; il prescrivit à l'État de respecter la liberté des individus appartenant à n'importe quelle nationalité. Il est donc naturel qu'il ait renoncé à identifier la frontière linguistique et la frontière de l'État, ce qui eût été une conséquence de l'idée française de nation et qu'il ait supprimé définitivement la disposition de la loi de 1844 concernant l'usage de la langue.

Sur le modèle de la loi ci-dessus, la loi «concernant l'émancipation des nationalités» accorde à chaque individu l'usage de sa propre langue dans ses rapports officiels. C'est la première disposition en Europe qui, appuyée par l'autorité de l'État, établit un ordre lucide au profit des nationalités, dans un de ces pays à nationalités multiples qui s'étendent à l'Est des blocs homogènes constitués par les territoires linguistiques allemand, français et italien.

Mais Eötvös ne renonça pas non plus au caractère hongrois de l'État: avec l'aide de François Deák il s'efforça de faire entrer le nouvel ordre organiquement dans l'histoire hongroise; pour les hautes fonctions de la vie d'État, il conserva la langue officielle hongroise et il créa la notion de «nation politique», remontant ainsi à l'époque du nationalisme des Ordres où, dans une entière égalité de droits, les nobles de toute nationalité appartenaient à la *natio Hungarica*, alors que l'appellation *gente Hungarus* ne désignait que les



Nobles hongrois en tenue occidentale et hongroise
*D'après une gravure sur cuivre faite au début du XIX^e siècle par
J. Bikessy*



L'énéide des paysans à Torockó en Transylvanie, 1784

Gravure d'un artiste inconnu de l'époque, a = Hora et b = Kiochka, les deux chefs, c = le village en flammes
d, e, f, g = atrocités diverses

gens de nationalité hongroise. A la nation politique, d'après la formule de Deák, appartiennent tous les citoyens, sans égard à leur nationalité propre, et comme membres de la nation politique ils jouissent d'une entière égalité de droit. Le peuple hongrois accorda ainsi la même liberté aux non-Hongrois qu'à lui-même. On ne pouvait accorder davantage. Le fait que ces intentions étaient sérieuses a été prouvé par Deák qui, au sujet du lycée serbe d'Ujvidék, prit fait et cause pour l'enseignement secondaire en langue serbe, tandis qu'en d'autres occasions il exigea de l'État qu'il favorisât les théâtres et les institutions culturelles des nationalités dans la même mesure où il encourageait le Théâtre National hongrois et d'autres institutions culturelles hongroises.

Pourtant, la loi Eötvös-Deák était dès le début condamnée à la stérilité, même si ses successeurs avaient essayé de l'appliquer avec plus de perspicacité. Par cette loi, l'élite intellectuelle hongroise prenait congé, d'un geste décisif, de la conception identifiant la frontière linguistique et la frontière d'État, cette conception qui, dans les dizaines d'années précédentes, était très populaire parmi les patriotes moyens. Peut-être que si la vie d'alors n'avait pas été si libérale, cette élite ne se serait pas arrêtée à ce seul geste, mais qu'elle aurait essayé de propager ses idées dans toute la nation par l'éducation et les moyens culturels dont dispose l'État. (Il est vrai que les antinomies de l'histoire sont souvent invincibles, car si cette génération n'avait pas été si libérale, elle n'aurait jamais produit un arrangement si favorable aux nationalités).

Malheureusement, le geste d'Eötvös et de ses collaborateurs fut unilatéral et pour arriver à une paix durable, il aurait fallu un geste semblable de la part de l'autre partie, à savoir des nationalités. Mais ce que le peuple hongrois, considéré comme partie repue, a pu faire, l'autre partenaire qui se qualifiait d'affamé éprouvait de la répugnance à le faire. Le peuple hongrois venait d'entrer en possession de son autonomie d'État et de gouvernement, une large perspective d'avenir s'ouvrait

devant lui, ses dirigeants obtenaient de grands résultats et, regardant l'avenir avec une juste assurance, ils renoncèrent à la magyarisation qui ne pouvait être à leur avis, qu'un objet imaginaire, un fantôme. Ayant atteint l'apogée de l'évolution de leur État national, ils limitèrent leurs buts avec une sobre sagesse.

Mais les nationalités agirent autrement: en 1848 et 1849, grâce à Vienne, elles avaient été tout près d'obtenir un territoire d'État à part, ce qui était leur rêve suprême et ce ne fut qu'au dernier moment que le parjure du gouvernement de Vienne, puis la paix conclue entre la dynastie et les Hongrois, anéantirent cette espérance. L'idée nationale, qui leur inspirait de considérer comme un devoir sacré l'union sous leur propre autorité du territoire habité par eux, arrivait à la même tension que celle des classes moyennes, développées et multipliées dans les années qui suivirent 1840. La classe intellectuelle veut diriger et dominer, d'abord dans le domaine de l'esprit, puis dans celui des choses matérielles, elle considère cela comme sa véritable tâche, c'est pourquoi les mots «classe intellectuelle» constituent une désignation plus significative que l'expression «classe moyenne». Pour cette classe, la façon dont elle reçoit les sommes nécessaires à l'entretien des écoles et des institutions minoritaires est de première importance. Il lui importait de savoir si ces sommes étaient payées par l'État hongrois et ses fonctionnaires, ou si c'était elle-même qui devait les répartir, les percevoir et les utiliser selon son propre jugement, au milieu de son propre peuple. Une idée nationale irréalisable, une classe intellectuelle insatisfaite formaient un ensemble de faits spirituels et matériels, philosophiques, historiques, politiques et sociaux suffisants pour empêcher un geste en réponse à celui de Deák et d'Eötvös.

Les nationalités n'acceptèrent pas les concessions qui leur étaient faites par la loi sur les nationalités et continuèrent à réclamer un territoire à part: les Slovaques exi-

gèrent un arrondissement slave de Haut-Hongrie, les Roumains la Transylvanie roumaine, les Serbes un grand voïvodat serbe à détacher de la Hongrie et de la Croatie. Dans chaque pays ils voulaient être la nation dominante, tandis que les autres habitants seraient des minorités dont la protection, pour le moment, ne les intéressait pas. A cette époque, seul le peuple hongrois était disposé à protéger les minorités, les autres nations en étaient à un stade où ce problème ne les souciait pas. A partir de 1868 et jusqu'à la chute de la monarchie austro-hongroise, leur attitude n'a jamais changé; ce ne furent que des menées tactiques se succédant d'après un plan précis tendant à la dislocation de l'unité de l'État hongrois et à la création de leur règne national à eux. Quelquefois ils restaient passifs, en d'autres occasions ils engageaient une action active, individuelle ou collective, contre les Hongrois et leur État. Ce fut le cas surtout au congrès des nationalités de 1895, et dans les premières années de notre siècle. Dans chacune des nationalités on se disputait sur des questions de tactique, ainsi les «réalistes» slovaques s'opposaient aux «Slovaques catholiques»; ce n'est que parmi les Roumains qu'il y avait un groupe considérable, le parti Babeş-Mocsonyi, qui désirait un compromis avec les Hongrois et s'efforçait avec sincérité d'y arriver. Mais cette tendance pacifique fut entravée par la classe intellectuelle dirigée de l'étranger, et bientôt elle fut réduite à l'impuissance.

L'opinion publique hongroise voyait dans ces mouvements le travail funeste des «agitateurs de nationalités». La classe paysanne formant la majorité des peuples non-hongrois n'avait pas encore de conscience nationale autonome et ne faisait que suivre aveuglément les conseils de ses dirigeants spirituels. Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, parmi tous ces peuples, la lutte des nationalités fut, dans le domaine social, un phénomène de relativement peu d'importance. Seule la classe intellectuelle avait une véritable conscience nationale, ce qui explique que souvent

leurs adversaires, les Hongrois par exemple, furent tentés d'en tirer des conclusions erronées. L'opinion publique hongroise pour autant qu'elle prenait garde à la question des nationalités, était convaincue que si l'on désarmait les «agitateurs», on arriverait à ôter son venin au problème des nationalités. Du reste, on croyait que l'on aboutirait au même résultat si on les faisait taire en leur offrant des postes dépendant de l'État. Les journaux hongrois d'alors citaient volontiers les quelques hauts fonctionnaires d'origine non-hongroise qui restaient pourtant fidèles à l'idée de l'État hongrois. La belle carrière de tels personnages servit souvent de preuve pour montrer que les Hongrois n'empêchaient pas les minorités nationales de se faire valoir et que, par exemple, un simple paysan slovaque, comme Jean Csernoch, avait pu devenir prince-primat de Hongrie. En réalité, Csernoch et bien d'autres hommes éminents étaient dès longtemps hongrois, et n'avaient plus aucun rapport avec leur nationalité lorsqu'ils entrèrent dans la vie publique hongroise. Les intellectuels slovaques, roumains et serbes n'avaient d'importance que tant qu'ils demeuraient attachés à la nationalité qui les avait vus naître, et plus ils s'enracinaient dans leur propre nationalités, moins les Hongrois pouvaient exercer d'influence sur eux. Ces intellectuels vivaient dans un monde isolé, sans tenir compte de l'existence des Hongrois et dans ce monde conforme à l'esprit du nationalisme du XIX^e siècle, vertu et morale, âme et esprit finirent par revêtir des couleurs dues aux nationalités toutes différentes de la vie hongroise et même opposée à cette dernière.

Dans cette lutte du Hongrois et du non-Hongrois, il y avait une question essentielle, à savoir quand et dans quelle mesure la classe intellectuelle, originairement de peu d'importance, serait capable de faire pénétrer dans les foules des nationalités la conscience de leur autonomie morale et de les mener au combat contre les Hongrois et leur État. Dans ce concours engagé dans le domaine social, les Hon-

grois durent surmonter beaucoup d'obstacles, et il est facile de voir que les nationalités les ont gagnés de vitesse.

A l'époque du Compromis, la société hongroise professait des doctrines libérales et démocratiques qu'elle soulignait en toute occasion avec enthousiasme, mais pourtant une mentalité sociale et politique unie faisait encore défaut aux classes tant inférieures que supérieures. Il n'y avait aucun lien qui aurait pu unir les paysans et les ouvriers industriels aux couches supérieures et dirigeantes, et il y eut des moments où une véritable lutte des classes sévit entre eux, par exemple au temps des mouvements agraires des dernières années du XIX^e siècle. L'organisation des socialistes isola les ouvriers industriels dans la société nationale. Mais les Hongrois disposaient d'un avantage: ils possédaient une classe intellectuelle beaucoup plus étendue que les autres nationalités; de plus, dès cette époque, les paysans plus ou moins riches et indépendants, et même les foules du petit peuple urbain, avaient déjà une vive conscience nationale. On aurait donc pu les éclairer relativement à l'essentiel de la question des nationalités et aux mesures à prendre. Mais cela n'arriva pas, le Hongrois de la Transdanubie et de la Grande Plaine, même dans les cadres de la classe moyenne, ne savait presque rien des non-Hongrois vivant dans le pays. On lui parlait quelquefois des «agitateurs», mais très rarement, car le sentiment national et les préoccupations patriotiques des dirigeants politiques du peuple hongrois étaient entièrement occupés par la lutte de droit public, menée contre le souverain et l'Autriche.

Originellement, les non-Hongrois n'étaient pas dans une meilleure situation, et même leur classe intellectuelle étant extrêmement mince, c'était en état d'infériorité qu'ils se dressaient contre les Hongrois. Mais, plus tard, le vent tourna et vers la fin du siècle les dirigeants des nationalités trouvèrent le chemin qui conduisait aux classes inférieures de leur peuple. Cette évolution est due au développement de leurs publications dans lesquelles ils attribuaient au désir

barbare de domination, d'oppression, voire d'extermination des nationalités par les Hongrois, le moindre malentendu, les erreurs, les fautes, les paroles superflues et les moindres abus de pouvoir des autorités inférieures. Des possibilités à peu près illimitées leur étaient offertes par la liberté de la presse hongroise et ils savaient bien que, même s'ils contrevenaient aux dispositions concernant la presse, ils seraient à peine inquiétés. La seule punition pour eux était la prison d'État, dans laquelle, par exemple, le roumain Slavici vivait heureusement avec sa femme, fréquentant les restaurants, faisant des promenades et écrivant en toute liberté ses ouvrages magyarophobes. Il pu se souvenir avec nostalgie des journées passées dans la prison d'État hongroise, lorsque, plus tard, étant parti pour la Roumanie, il apprit à goûter de la prison roumaine. Des journalistes et des politiciens sans talent, sortis des milieux de nationalités, souhaitaient la prison hongroise comme favorisant largement leur carrière; sortis de prison, ils étaient auréolés de la couronne des martyrs. Afin de desservir le pouvoir hongrois auprès de l'opinion étrangère, on publiait la liste des individus condamnés pour des délits de presse et l'on additionnait les années de leur réclusion en centaines d'années.

Mais ces moyens n'atteignaient pas encore la classe des paysans, et le moment en était venu. Les nationalités non-hongroises n'avaient pas de véritable classe de grands propriétaires, ni d'aristocratie; c'est pourquoi l'antagonisme, qui dans le domaine du problème rural et ailleurs opposait la classe dirigeante hongroise au petit peuple, n'existait pas dans les nationalités. Cette intégration sociale était encore renforcée par l'influence étrangère, surtout chez les Serbes et les Slovaques. Les Serbes, lorsqu'ils se rendaient à Belgrade, entraient en contact avec une société nationale complètement homogène où les représentants de la politique, de l'armée et de l'esprit étaient profondément enracinés dans le peuple et ne reniaient jamais leur origine. Cette circonstance put avoir d'autant plus d'effet sur les Serbes de

Hongrie que ce peuple, comme nous l'avons vu, était homogène depuis son immigration. Par suite, la conquête de l'autonomie morale par le peuple entier ne rencontra aucun obstacle, mais s'effectua d'elle-même.

Sur les Slovaques, ce furent les Tchèques qui eurent une influence décisive dès les dernières années du XIX^e siècle. La mentalité démocratique de Prague, réalisant une véritable unité nationale, eut de l'ascendant surtout à partir du moment où, à l'université tchèque de Prague, la classe intellectuelle slovaque de la Haute-Hongrie subit l'influence de Masaryk. Ce fut lui qui forma, avec son idéologie réaliste et socialiste, les jeunes avocats, médecins et commerçants. Tous tiraient leur origine du peuple et restaient en rapport avec celui-ci, mais plus tard, après 1918, lorsqu'ils prirent la direction du nouvel État tchéco-slovaque, ils se concentrèrent en une nouvelle classe dominante. La classe dirigeante roumaine disposait d'une échelle sociale plus large, on y rencontrait même des descendants d'anciennes familles nobles, mais à côté d'eux, une classe intellectuelle abondante sortait des rangs du peuple, restait de même en étroite relation avec le village; c'était aussi le cas du clergé orthodoxe et uniate dont l'influence ne fut pas la moins importante. La classe intellectuelle de ces trois nationalités avait un autre avantage sur les Hongrois: elle exerçait des carrières libérales, indépendantes de l'État, ce qui la préserva de l'ascendant de l'État hongrois, et lui facilita les moyens de se procurer une indépendance matérielle qu'elle pouvait utiliser dans l'intérêt de l'idée de la nationalité et de l'élévation matérielle et morale de leur propre race.

Le grand industriel, le médecin et l'avocat roumains ou slovaques s'enrichissaient dans l'atmosphère libre de l'État constitutionnel que les Hongrois leur avaient donné. Ils fondèrent et entretenirent des coopératives, des associations culturelles et dirigèrent l'activité des banques des nationalités, d'une part vers l'achat des propriétés hongroises moyennes et petites, d'autre part vers le placement de leurs

capitaux pour la création de propriétés minoritaires petites et moyennes. Pendant ce temps, la classe moyenne hongroise ne s'occupait pas du tout du village, et ce fut précisément sur les territoires de nationalités que la grande propriété hongroise et la propriété moyenne allèrent à la ruine; aucun secours ne leur fut prêté, ni de la part de l'État, ni de celle des banques ou d'associations altruistes de fondation privée. Il arriva ainsi que, pendant que les nationalités se faisaient passer en Europe pour des martyrs pillés et ruinés par les Hongrois, en réalité, elles se multipliaient et s'enrichissaient élevant leur organisme social primitif à un niveau si complexe qu'à la fin de la première guerre mondiale, elles furent en état de s'emparer de toutes les branches de l'administration de l'État moderne.

Tout cela était-il inévitable? N'aurait-il pas été possible de conclure un arrangement quelconque entre les deux adversaires et de combler le large fossé qui s'était ouvert entre les deux partis? En apparence, c'est là une question étrangère à l'objet de l'histoire qui s'occupe des choses révolues et non pas de ce qui ne s'est pas passé ou de ce qui aurait été possible. Mais, lorsqu'on cherche les causes, on arrive souvent à un fécond résultat. Certainement, tout ne se serait pas passé de cette façon si certains facteurs avaient fait défaut à l'ensemble des causes. Il y a par exemple un élément dont nous venons de découvrir l'importance et que nous ne connaissions auparavant que superficiellement: les rapports des nationalités de Hongrie avec leurs frères d'au-delà des frontières.

Les rapports moraux sont évidents. Les hommes d'État savaient très bien que l'État serbe et l'État roumain prêtaient un appui considérable aux Serbes et aux Roumains de Hongrie. Il y avait des voies à travers lesquelles l'argent étranger coulait dans le pays, mais le gouvernement hongrois fermait les yeux. Le fait que, durant plusieurs dizaines d'années, ces gouvernements étrangers sapèrent systématiquement les fondements de l'ordre public dans les territoires



Paysan croate de la région du littoral adriatique
*D'après une gravure sur cuivre faite au début du XIX^e siècle par
J. Bikessy*



Slovaques du comitat de Nyitra

*D'après une gravure sur cuivre faite au début du XIX^e siècle par
J. Bikessy*



de nationalités non-hongroises ne fait que commencer à nous être connu. Ce n'est que de nos jours qu'on est arrivé à découvrir que le roumain Maniu, qui affirmait sans cesse son loyalisme à l'égard du gouvernement hongrois, avait prêté serment, dès l'âge de vingt ans, devant l'état-major roumain, de travailler pour la cause roumaine, dans l'intérêt de laquelle il s'engagea à déployer une activité révolutionnaire; c'est dire qu'au cours de sa carrière politique, comme député hongrois et comme espoir des radicaux hongrois, il fut souvent en apparence un magyarophile, mais en réalité il n'était qu'un traître qui avait prémédité son crime.* L'idée nationale seule aurait été insuffisante pour produire de telles choses si dans le voisinage ne s'était trouvé un État étranger secondant la nationalité minoritaire de Hongrie, (il y eut assurément plusieurs de ces prêteurs de serments secrets qui ne s'en vantèrent pas plus tard, comme le fit Maniu).

Lorsque les nationalités de Hongrie atteignirent le point d'ébullition de l'idée nationale, elles glissèrent pour ainsi dire imperceptiblement dans l'État étranger, et tandis qu'en Hongrie elles avaient l'apparence d'être composées de bons citoyens qui niaient l'existence de leurs rapports avec l'étranger et de leur activité patriotique, en réalité elles employaient au service de leur nouvel État toutes les possibilités qui leur étaient accordées par la libéralité et la confiance de l'État hongrois. Les données que nous révèle M. Alexandre Biró au sujet des liens cachés du journal de Szeben intitulé *Tribuna* sont vraiment saisissantes.** Cet organe fut celui qui détruisit consciemment le parti roumain partisan d'une pacification avec les Hongrois; c'est à ce journal que revient le mérite d'avoir semé, par ses nou-

* Cf. Z. Szász, *Scotus Viator „Románok története“* (Le livre de Scotus Viator sur "l'Histoire des Roumains"). *Magyar Szemle* t. XXIII (1935), p. 95.

** A. Biró, *A Tribuna és a magyarországi román közvélemény* (La Tribuna et l'opinion publique roumaine de Hongrie). Kolozsvár, 1942.

velles malveillantes, les germes de la magyarophobie non seulement dans la classe intellectuelle, mais aussi parmi les paysans roumains. Nous apprenons que ce journal non seulement vivait de l'argent venu de Bucarest, mais que, dans chaque question essentielle, il s'adapta à la politique de Bucarest, dans le domaine de l'irrédentisme, comme dans celui des affaires de politique intérieure. La Tribuna de Szeben vue de dehors, c'est-à-dire par les Hongrois, était un journal indépendant de Transylvanie, mais jouait en même temps un rôle important dans la vie des partis roumains de Bucarest; son attitude à l'égard de quelques affaires ne se comprend que si l'on analyse les rapports qui existaient à l'époque entre les libéraux et conservateurs roumains et le gouvernement de Bucarest. Nulle part et jamais l'irrédentisme ne fut servi avec autant de sournoiserie et de succès que dans ce journal dirigé par Bucarest qui endormait le peuple dirigeant dont la vie était en jeu.

Et sur la frontière hongroise, ce ne fut pas le seul centre de cette sorte. En ce qui concerne les instructions, l'appui matériel, la protection, et, ce qui est plus encore, l'espoir dans la victoire finale, Belgrade appuyait les Serbes; les autorités ecclésiastiques orthodoxes, Saint-Pétersbourg et le gouvernement du tsar soutenaient une partie des Ruthènes, tandis que Prague s'occupait des Slovaques tchécoslovaques. Sans un tel espoir et si les Hongrois et leurs nationalités isolées avaient été seuls les uns en face des autres, les deux partis auraient fini par reconnaître la nécessité de vivre côte à côte, et elles auraient conclu un armistice, puis une paix avantageuse pour tous deux.

Peut-être sommes-nous un peu injuste envers l'époque du Compromis si nous comparons, sans analyser les détails, ce qui touche alors les nationalités avec les circonstances antérieures, voire avec l'état de faits du moyen âge, car nous constatons qu'autrefois on dirigeait les affaires des nationalités de Hongrie avec plus de sagesse et de meilleurs résultats. Ce serait injuste, car, dans le voisinage des peuples

non-hongrois du moyen âge, il n'y avait pas d'États irrédentistes autonomes, disposant d'une grande concentration matérielle et morale. D'après les données récemment mises au jour, on doit tenir pour presque impossible de créer un état de paix avec une nationalité en présence d'un État voisin de même race, si l'on est soucieux de respecter les droits de l'État hongrois.

Cette situation si importante ne fit défaut qu'à une seule nationalité: au groupe allemand. Il y a bien à l'ouest une région où les Allemands de Hongrie occupent un territoire d'établissement continu, mais l'État d'outre les frontières ne pouvait pas organiser d'irrédentisme et exciter les Allemands contre leur patrie. L'Autriche était déjà à cette date un État vieilli, tourmenté par des fièvres intérieures et d'ailleurs elle n'était pas exclusivement allemande. De plus, en raison de leur souverain commun et du Compromis de 1867, il lui était impossible de prendre part à une agitation qui aurait ébranlé son alliée et, par suite, les bases mêmes de sa propre existence.

Il est possible que pour la conception d'aujourd'hui, peu conforme à l'esprit de l'histoire, il paraisse surprenant que la question allemande ne soit pas devenue un problème à l'époque du Compromis austro-hongrois et qu'elle n'ait pas été un fardeau pour la vie nationale hongroise. Cet équilibre est dû au rapport de droit public entre la Hongrie et l'Autriche et à l'alliance avec l'empire allemand. Ni François-Joseph et ses gouvernements, ni Guillaume II, ni Bismarck et ses successeurs ne s'intéressèrent au sort des Souabes de Hongrie; ils considéraient que l'attitude des Hongrois à l'égard de cette nationalité était si satisfaisante qu'ils ne pensaient même pas à intervenir.

Mais ce ne fut pas le seul côté où le dualisme et la Triple Alliance ont défendu le pays. En dehors du rapport germano-souabe, il est indubitable que cet état de choses empêcha même les autres États voisins formulant des revendications sur certains territoires du pays de rompre en visière. Ils fu-

rent même contraints d'observer une certaine modération dans leur propagande secrète. Sans la Triple Alliance il aurait été difficile de maintenir longtemps la paix avec la Roumanie et la Serbie. Les expériences récentes montrent clairement que la Hongrie, privée de l'appui de l'Autriche et de la Triple Alliance, aurait été, tôt ou tard, contrainte de défendre son intégrité territoriale contre une coalition roumaine et serbe, et peut-être même avec une alliance russe.

Même si l'on néglige ces possibilités, il faut reconnaître que l'attitude des Allemands de l'Empire et de l'Autriche fut vraiment un grand avantage du Compromis. A cette époque, les Allemands de Hongrie étaient indépendants de toute influence extérieure. Les Souabes des villages établis en Hongrie au cours du XVIII^e siècle maintinrent l'intégrité de leur nationalité et multiplièrent sans cesse leur fortune. Profitant de l'avantage que leur assurait leur établissement rationnel, ils devancèrent souvent les Hongrois dans le domaine de la culture agricole. Le gouvernement libéral ne se souciait pas du tout de l'éducation du peuple hongrois. Mais la bourgeoisie urbaine continuait sa route vers la culture hongroise et vers la magyarisation, évolution commencée dès avant 1848.

A cette époque, le gouvernement de Vienne l'avait empêchée de s'initier à la culture allemande. Ce ne furent pas seulement les écrivains classiques hongrois qui ont conquis cette bourgeoisie d'origine allemande, en l'englobant dans la classe moyenne hongroise, mais aussi le grand élan politique de l'époque des réformes qui lança l'idée hongroise de la liberté, revêtue, surtout par suite des événements de 1848 et 1849, d'une couleur conquérante et romantique. La bourgeoisie allemande des villes, notamment celle de Bude et de Pest, demeurée encore allemande, disparut vers la fin du siècle, presque sans laisser de traces, sans que les Hongrois ou l'État aient eu recours à des mesures coercitives.

Cette assimilation fut donc un processus naturel par

suite de deux facteurs différents qui disposaient chacun d'une grande force d'assimilation. La province conquit les villes à faible natalité, qui ne pouvaient pas compter sur un secours extérieur. Une civilisation élevée, en pleine croissance, amalgama les vestiges desséchés et déracinés d'îlots culturels demeurés sans raison d'être. Même après nos expériences d'aujourd'hui, l'assimilation peut être déclarée pour ainsi dire complète. En n'oubliant pas les grandes foules de juifs qui s'assimilèrent aussi sous des influences urbaines, on peut dire que la foule des assimilés, due à la supériorité intellectuelle hongroise, se massa dans la classe intellectuelle hongroise; ce fut elle qui subit l'apport d'une grande quantité de sang étranger, mais les désavantages de ce phénomène ne se révélèrent qu'ultérieurement.

Plus les années éloignent de nous ces événements, plus nous en voyons des aspects que seule la perspective de l'histoire permet d'apercevoir. Sous la surface en apparence lisse et calme des foules d'Allemands des villages il y avait déjà à cette époque des mouvements que l'opinion publique hongroise n'aperçut pas. Surtout parmi les Souabes de la Bácska et du Banat, déjà dans les années qui suivirent 1880, se montrèrent des tendances à un réveil de la conscience nationale allemande. Le gouvernement et l'opinion publique les attribuèrent à l'action personnelle de quelques individus.

En effet, il y avait peu de monde derrière un Müller-Gutenbrunn ou un Korodi Lutz. Le gouvernement autrichien et le gouvernement de l'empire allemand restèrent fidèles à leur point de vue initial. Ils ne se mêlèrent pas des affaires des Allemands de Hongrie, mais il y avait déjà des groupements sociaux et politiques qui tenaient l'éveil de l'autonomie morale de la nationalité allemande pour un devoir national. Les «grand-Allemands» d'Autriche, les pangermanistes de l'Empire s'efforçaient d'influencer les Souabes, non seulement dans l'intérêt de l'enseignement en

langue allemande, et de l'organisation nationale, mais en les incitant à se rendre indépendants des partis politiques hongrois; voyant le grand obstacle, l'idée de l'État national hongrois, ils s'opposaient à la conception de Bismarck et de ses successeurs et engageaient la lutte contre les Hongrois, jusque dans leurs journaux.

La propagande ennemie à l'étranger contribua aussi à aggraver les difficultés sans cesse accrues à l'intérieur du pays. Les quelques pamphlets qui parurent en Hongrie avant 1848, pour critiquer la politique hongroise touchant les nationalités, n'eurent aucun retentissement. 1848 procura une énorme popularité aux Hongrois, et, grâce à l'activité que déploya Louis Kossuth dans son émigration, cette popularité gagna même les États-Unis. Les quelques brochures slavophiles que des Français publièrent après 1850 ne suffirent pas à ébranler cette popularité; au temps de l'absolutisme, l'opinion publique des nations libres continua à sympathiser avec les Hongrois qui luttèrent contre la tyrannie autrichienne. Le fait que cette sympathie de l'Europe entière ait pu se changer, au cours de cinquante ans, en une disposition d'esprit hostile, montre suffisamment les efforts matériels et moraux des nationalités de Hongrie et des gouvernements qui les secondèrent. On y aperçoit de même l'inactivité et les illusions du gouvernement et de l'opinion publique de Hongrie.

Après le Compromis, le territoire entier du pays fut divisé en comitats et cette réorganisation qui passait alors pour moderne, détruisit les dernières unités administratives, plus ou moins autonomes, qui demeuraient les derniers vestiges de siècles révolus. Ce fut le cas notamment des régions iazyge et comanne, du territoire des villes des Haïdouks, et des districts sicules et saxons. Bien que le gouvernement hongrois ait maintenu intactes les bases matérielles, culturelles et ecclésiastiques de l'unité nationale des Saxons, ceux-ci se lamentèrent encore et pour défendre leur autonomie ancestrale cherchèrent des protecteurs dans

l'opinion publique de l'Empire allemand. Même devant ce fait Bismarck ne leur porta aucun intérêt, mais de célèbres professeurs d'université entrèrent en lice pour défendre par la plume les Saxons de Transylvanie contre l'oppression de la barbarie hongroise.

Ce furent de même des savant allemands qui découvrirent à partir de 1870 les petits îlots allemands qui, sur le territoire entier du pays, étaient en voie de disparition. Ces savants professèrent tendancieusement que la nouvelle idée nationale hongroise tendait à créer un État national où une minorité exercerait de force le pouvoir, dans un pays où plusieurs langues étaient parlées. L'opinion publique allemande prit très rarement conscience de ces efforts; la situation ne devint dangereuse qu'au moment où les chefs des minorités non-allemandes trouvèrent eux aussi la voie de ces groupes qui avaient déjà rompu la magyarophilie. C'est ainsi que les chefs roumains et croates, puis les dirigeants slovaques entrèrent en relation avec les socialistes chrétiens d'Autriche grâce auxquels ils purent déjà influencer des couches plus larges de l'opinion publique allemande.

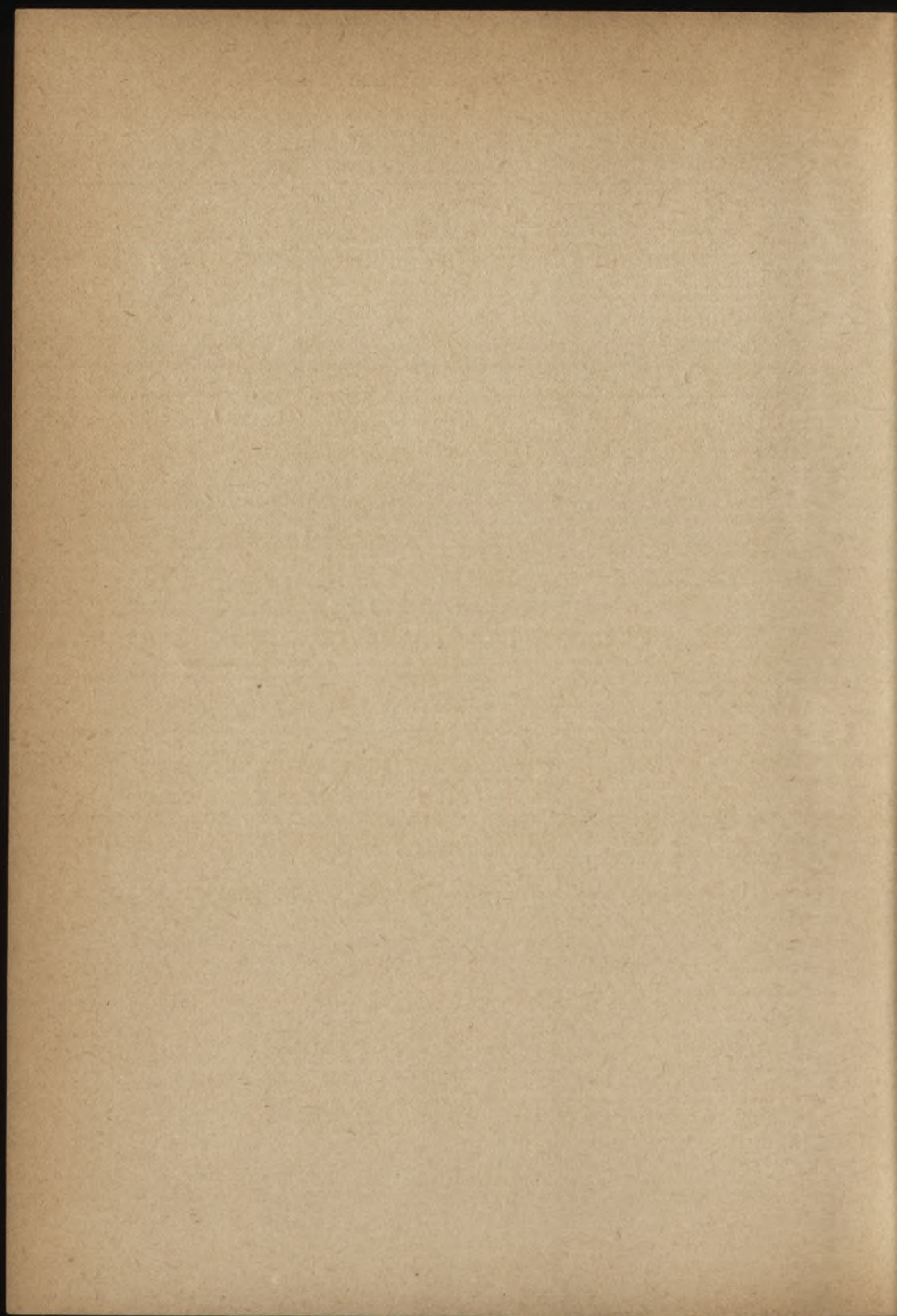
Les rapports du prince héritier François-Ferdinand avec les chefs des nationalités, puis avec Bucarest et Zagreb, furent du même genre, mais plus dangereux encore. Le tournant se produisit dès les dernières années du siècle, lorsqu'on réussit à donner au procès du mémorandum roumain un intérêt d'ordre européen et à faire asseoir les Hongrois au ban des accusés. A partir de cette date, des intellectuels des nations occidentales, des Français, des Anglais, des Italiens, des Danois et d'autres encore, accueillirent les plaintes des nationalités. Ils se mirent à juger les Hongrois avec un parti-pris évident.

Du côté hongrois, les rapports avec les nationalités furent aggravés par des maladresses administratives. Ce que certaines lois prescrivaient pour les écoles n'eut aucun résultat et les Hongrois restèrent jusqu'au bout ennemis de toute violence. Même à cette époque, les Hongrois n'étaient pas disposés à suivre l'exemple de la dénationalisation for-

cée qui leur était fourni par de grands peuples d'Europe. Mais toute leur humanité fut vaine car les Hongrois étaient incapables de produire et de mettre en œuvre une propagande équivalente à celle de leurs perspicaces et violents ennemis. Le gouvernement et la société ignoraient à tel point les dangers de la question des nationalités qu'ils jugèrent inutile de se défendre. Si l'on parcourt les mémoires que le gouvernement fit composer sur le problème des nationalités, on doit avouer la pauvreté surprenante de leur contenu et l'insignifiance de leurs auteurs, ce qui explique suffisamment les progrès pour ainsi dire illimités de la mauvaise réputation des Hongrois. La nation contemplait avec un grand calme les tendances des nationalités qui cherchaient sinon à se détacher, du moins à former une fédération. Elle fut incapable de changer la situation, et se confia aveuglément à sa force et à sa position protégée. Elle n'a jamais songé que sa sécurité pourrait bientôt cesser et sa force diminuer en même temps. Elle fit un mauvais calcul et le fait qu'elle dut payer non pas pour des vices, mais seulement pour des négligences, ne fit rien à l'affaire.*

* Sur les faits contenus dans ce chapitre cf. J. Szekfű, *Magyar Történet* (Histoire de Hongrie), t. V, p. 349—383. T. Joó, *A magyar nemzeteszme* (L'idée de la nation hongroise). Budapest, 1939. Du même auteur, *Magyar nacionalizmus* (Nationalisme hongrois). Budapest, 1941. Sur les mouvements des nationalités: L. Steier, *A tót nemzetiségi kérdés 1848—49-ben* (La question de la nationalité slovaque en 1848—1849), t. I—II, Budapest, 1937; J. Thim: *A magyarországi 1848—49-i szerb fölkelés története* (Histoire du soulèvement serbe de Hongrie en 1848—1849), t. I—III, Budapest 1930—1940; J. Miskolczy, *A horvát kérdés története és irományai a rendi állam korában* (Histoire de la question croate à l'époque du régime des Ordres, avec les documents qui s'y rapportent) t. I—II, Budapest, 1927 (Ces trois dernières études ont paru dans la série des *Fontes Historiae Hungaricae aevi recentioris*). B. Jancsó, *A román nemzetiségi törekvések története* (Histoire des tendances de la nationalité roumaine), t. I—II, Budapest, B. Pukánszky, *Német polgárság magyar földön* (Bourgeoisie allemande en territoire hongrois), Budapest, 1942. Sur les mouvements souabes avant 1918 cf. E. Steinacker, *Lebenserinnerungen*. Munich, 1937.

**L'HISTORIOGRAPHIE
DES SAXONS DE TRANSYLVANIE**



Dans les années 1140, à l'appel du roi Géza II de Hongrie, les ancêtres des Allemands, ou, comme on les appelle en général, les Saxons de Transylvanie, quittèrent les Flandres, les vallées du Rhin ou de la Moselle, pour venir se fixer dans la partie sud-est du bassin carpathique, notamment dans les régions de Szeben, de Brassó et de Beszterce.* Depuis qu'au XIX^e siècle il a pris conscience de lui-même et de son passé, ce petit peuple n'a cessé de croire fermement que, pendant des siècles, son existence matérielle et spirituelle avait été conditionnée par des forces historiques permanentes, identiques à celles qui apparurent nettement aux yeux de tous au cours de la civilisation nationale du XIX^e siècle. Or, ces forces, selon la conception répandue aux XIX^e et XX^e siècles, étaient des forces nationales allemandes et, d'après eux, les Saxons de Transylvanie ont dû de tout temps leur maintien au fait que leurs politiciens et leurs dirigeants intellectuels ont toujours, dans leurs actes, obéi à leur conscience nationale allemande. L'un d'eux, au milieu du XIX^e siècle, parlant de la situation de la nationalité saxonne, entend «le ton sentimental (*Gefühlston*) de l'activité nationale».** Depuis ce temps, l'introspection saxonne regarde avec sentimentalité tout son passé historique et y découvre l'atmosphère sentimentale nationale de la fin du XIX^e siècle.

* Par leur nom roumain: Sibiu, Braşov, Bistriţa et par leur nom allemand: Hermannstadt, Kronstadt, Bistritz.

** *Ad. Schullerus*, tableaux tirés de l'histoire de la civilisation des Saxons de Transylvanie, par *Teutsch*.

Or, cette conscience nationale allemande, qui devint générale au milieu du XIX^e siècle chez tous les Saxons, n'est que le dernier né d'une longue évolution au cours de laquelle, de temps en temps, des conceptions totalement différentes ont dominé. Bien que ces conceptions se soient fréquemment fondues l'une dans l'autre et aient plus d'une fois affecté des formes transitoires, on peut néanmoins les ramener à plusieurs formes fondamentales dont les variations ont, de tout temps, déterminé la conscience nationale saxonne. La base de la première de ces formes fut constituée par les établissements séparés des Saxons, totalement différents de leur entourage quant à leurs coutumes et leur système juridique. Comme on peut le lire dans la lettre de privilège du roi André II en 1224: «toute la population, de Szászváros jusqu'à Barót, formera un peuple *unique*». Ce désir du roi de Hongrie fut en effet réalisé et eut pour résultat de grouper en une large unité toute la population d'origine saxonne, en Transylvanie, dans le territoire de l'*universitas* (universalité) saxonne, et même au-delà, dans les terres dites royales. Les fils de ce peuple *unique* prirent conscience de cette interdépendance. Ils se savaient différents de leurs voisins; ils savaient qu'ils étaient les *Saxones*, les Saxons, c. à d. un peuple à part et que par un travail assidu, dans ce pays où ils vivaient, ils avaient été les artisans de leur propre civilisation. Cette conscience, purement et uniquement saxonne, fut aussi, au XIX^e siècle, la base du sentiment national, teinté à vrai dire d'influences reçues d'Allemagne, mais ayant cependant pour élément essentiel la fierté qu'éprouvent le paysan et le bourgeois saxons de s'être maintenus par leurs propres moyens dans cette région. On peut ajouter que cette forme, qui est un des plus anciens éléments de l'unité nationale saxonne, s'est développée dialectiquement par suite des contacts avec les peuples voisins. Si un peuple, dans l'intérêt du respect de lui-même, a besoin de se tenir pour supérieur à ceux qui l'entourent, ce respect d'eux-mêmes et cette certitude étaient

donnés aux Saxons par leur structure sociale, différente de celle des autres peuples de Transylvanie: ils n'étaient ni serfs, ni seigneurs; tout le monde chez eux était ou paysan ou bourgeois, mais libre.

Toutefois, de même que les dispositions prises par les rois de Hongrie avaient déterminé l'étendue de leur conscience saxonne particulière, c'est aux rois également qu'ils durent le maintien de leurs caractéristiques sociales. Entrés dans le pays à l'appel des rois de Hongrie, ils ont pu jouir sous leur protection, pendant une suite ininterrompue de siècles, des privilèges qu'ils avaient reçus d'eux. Les rois de Hongrie ont été de tout temps les grands bienfaiteurs de la nation saxonne: Géza II, André II, Charles-Robert, Louis le Grand, Sigismond, Mathias Hunyadi, ainsi que les descendants des Saxons eux-mêmes l'ont reconnu, et ceci jusqu'à nos jours. De là, la deuxième forme de conscience saxonne, qui, avec la première, est la plus ancienne: ils sont sujets du roi de Hongrie; leur groupe, uni, est une partie estimée de l'État hongrois qui contribue elle-même, par les services qu'elle rend, à la grandeur et au maintien de cet État. L'inscription que porte le sceau le plus ancien de Szeben, *ad retinendam coronam*, n'est pas vainement symbolique. D'après le sens, chose inconcevable autrement au moyen âge, puis plus tard sous le régime des Ordres, le devoir des colonies saxonnes était de soutenir la couronne hongroise, l'État hongrois, en échange de quoi ces établissements pouvaient compter sur la protection et sur l'appui de leur souverain. *Ad retinendam coronam*; telles sont les paroles que les Saxons ont prononcées et professées à travers les siècles, et non point *ad retinendam Germaniam* ou *Germanicam culturam*. La conscience saxonne était ainsi inséparable de celle de l'État hongrois; un bon Saxon était en même temps un bon Hongrois, bien que, souvent, il ait réussi à l'oublier de nos jours. Jean Szalárdi, chroniqueur hongrois du XVII^e siècle, caractérise de la façon suivante le Saxon David Weyrauch, juge royal de Kóhalom au XVII^e siècle:

«C'était un Saxon respectable et loyal, aimant les Hongrois, mais aussi un bon Hongrois». Ils se donnaient eux-mêmes le nom de Saxons hongrois ou de Hongrois saxons et se considéraient comme liés à la couronne de Hongrie et à ses membres par la volonté des générations passées et présentes.

Une nouvelle forme de la conscience saxonne prit naissance sous l'effet des changements essentiels survenus dans la vie de l'État hongrois. Après 1526, la couronne de Hongrie passa aux membres de la Maison d'Autriche, qui, en tant que Habsbourg, étaient d'origine allemande; de sorte que les Saxons devinrent les sujets de rois de nationalité allemande, d'abord pour une courte période, puis d'une façon permanente après la chute de la Transylvanie indépendante. Entre ces deux phases, du temps de l'indépendance transylvaine, ce fut, comme nous le verrons, la forme nationale hongroise ou sa variante transylvaine qui régna. Ce ne fut nullement cependant des liens qui les unissaient aux Habsbourg que découla la nuance allemande ou germanique de la conscience nationale saxonne. Il existe à vrai dire des textes dans lesquels les Habsbourg, en tant que rois allemands, expriment leur confiance aux Saxons, qui sont d'origine allemande, ou dans lesquels ces derniers manifestent leur fidélité à leurs rois allemands, mais ce sont plutôt là des professions de foi occasionnelles, faites pour la propagande, et qui révèlent non point un sentiment national allemand, mais la pensée du parti habsbourgeois.

Le prestige du roi habsbourgeois est en lui-même un fait très complexe: les Saxons continuaient d'une part de respecter dans sa personne celui qui portait la couronne de Hongrie, par fidélité à leur devoir de servir la couronne, d'autre part ce respect allait au souverain allemand qui, à l'occasion, envoyait chez eux des troupes allemandes et, en tant que maître de Vienne, disposait d'un grand pouvoir et pouvait ainsi leur rendre d'importants services. Tout cela réuni fut à l'origine de leur attachement à la

maison de Habsbourg, attachement par suite duquel leurs sentiments envers l'État hongrois, aussi bien que leur nationalisme allemand se trouvèrent relégués à l'arrière-plan. Ceci d'autant plus facilement qu'en effet le souverain qui régnait à Vienne n'était pas hongrois et qu'en outre, à part son origine, il y avait entre lui et la nationalité allemande fort peu de choses communes. L'esprit viennois, mélange de civilisation espagnole, italienne et française, rayonnait au loin jusqu'à Nagyszeben, qui devint une ville provinciale aussi autrichienne que Graz, Linz ou Sankt-Pölten; chacune d'elles imitait Vienne et en attendait l'esprit vivifiant. Le fait que les Habsbourg étaient des souverains catholiques et que, de temps à autre, ils aient essayé aussi, dans les milieux saxons, de faire cesser l'exclusivisme protestant ne changeait rien à la chose. Le sentiment national saxon fut précisément le plus teinté d'esprit autrichien à l'époque de la contre-Réforme et de la restauration catholique et il le demeura jusqu'au moment où apparaît la quatrième forme, la plus récente, c'est-à-dire celle de la conscience allemande ou, plus exactement, pangermaine.

La conscience nationale allemande affirma sa parenté avec l'empire allemand, d'abord sur le terrain spirituel et culturel, mais, même sous cette forme, elle ne put se manifester que lorsque les possibilités plus proches furent épuisées. Après 1526, par suite de l'affaiblissement du royaume de Hongrie, le prestige des Hongrois avait décliné pour céder la place à celui des Habsbourg et de l'esprit viennois. D'autre part, il avait fallu que Joseph II vînt, avec ses décrets annulant l'indépendance et l'unité historique des Saxons, pour que ces derniers, reléguant à l'arrière-plan la pensée autrichienne, sautassent à la fois par-dessus la Hongrie et l'Autriche pour s'attacher, au XIX^e siècle, à la civilisation nationale de l'empire allemand. Ainsi que je l'ai fait remarquer plus haut, ces formes de la conscience nationale se fondent les unes dans les autres et l'on ne peut les situer que d'une manière

générale dans le processus historique. La conscience pan-germaine est indiscutablement la dernière en date, bien qu'on en trouve les premières traces dans l'humanisme et au XVI^e siècle. Son épanouissement complet est en rapport avec le nationalisme moderne, qui, de l'esprit autrichien de Vienne, plus ou moins anational ou international, ramena les Saxons à leur source primitive, le Reich allemand, d'où ils avaient émigré autrefois. Dans ses premières manifestations, cet esprit est purement littéraire et intellectuel, de sorte que, jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, il fut, incapable d'accomplir un pas décisif en politique ou dans la vie de l'État. En dehors de quelques cas isolés, il ne desserra pas les liens anciens qui unissaient les Saxons à l'État hongrois ou aux Habsbourg. Il fallut que se produisît l'effondrement de l'État hongrois et la disparition de la maison de Habsbourg pour que le sentiment national allemand devînt aussi susceptible d'agir sur le terrain politique et tentât, en les éloignant définitivement de la Transylvanie et de la Hongrie, de ramener les Saxons, politiquement et administrativement, dans les frontières du Reich allemand. S'il est permis à l'historien de tirer des conclusions du rapport des forces à un seul moment donné, il doit reconnaître que cette conscience nationale allemande, qui est la quatrième, a vaincu les trois précédentes et se prépare à régner en maîtresse parmi les Saxons.

Il s'agit ici d'écrire l'histoire d'un peuple et c'est pourquoi il m'a fallu caractériser les formes de l'esprit national que nous rencontrerons dans les ouvrages historiques que nous aurons à examiner. Dès maintenant, toutefois, ce bref aperçu nous permet de constater que ces diverses formes n'ont pas été purement des productions de l'esprit; on trouve à leur origine l'influence décisive de facteurs politiques et sociaux. Nous verrons aussi par la suite que les variations et les divergences des concepts historiques, voire des genres, sont pour une grande part fonctions de l'entourage politique et social des historiens.

I

A la fin du siècle dernier, Frédéric Teutsch ne revenait pas de son étonnement en constatant à quelle date tardive parurent les premières productions rudimentaires de l'historiographie saxonne.* D'après lui, les Saxons étaient parvenus, dès les derniers siècles du moyen âge, à un niveau si élevé de civilisation matérielle et intellectuelle qu'il est tout-à-fait incompréhensible que tout au moins les habitants des riches cloîtres saxons n'aient manifesté aucun intérêt scientifique pour l'histoire de leur propre peuple. Le savant évêque luthérien, en soulevant cette question à l'époque où la conscience nationale allemande dominait parmi les Saxons, ne prend pas pour point de départ l'exemple des Hongrois; il croyait d'ailleurs que l'historiographie hongroise n'avait débuté que sous le roi Mathias, avec l'humanisme et par les travaux de Bonfini. Son sentiment national était froissé du fait que, à partir de leurs premiers essais, les moines et les évêques de l'empire d'Allemagne n'avaient cessé de cultiver l'historiographie en écrivant leurs annales et leurs chroniques, tandis qu'avant la fin du moyen âge on trouve à peine des traces de tout cela chez les Saxons.

Si l'on considère l'organisation sociale des Saxons de Transylvanie à cette époque, il n'y a pas lieu de s'étonner que leur intérêt pour l'histoire se soit éveillé si tardivement. La société, uniquement composée de cultivateurs et de paysans, ne pouvait ni alors ni par la suite se soucier beaucoup de son propre passé, et les quelques monastères dispersés, dont les occupants n'étaient d'ailleurs pas tous Saxons, ne pouvaient remplacer la classe instruite, seule capable de s'adonner utilement à l'historiographie. Dans les milieux cultivés hongrois, comme ailleurs, l'historio-

* Fr. Teutsch, *Ueber die Anfänge der siebenbürgisch-sächsischen Geschichtsschreibung*. Ver. Arch. 1887.

graphie était née à la cour du roi et dans la classe instruite vivant dans son entourage. Les premiers qui cultivèrent ce genre furent des fonctionnaires de la chancellerie, des aumôniers de la cour, tels le Notaire Anonyme et Simon de Kéza, ou encore les moines des cloîtres, qui étaient en rapports personnels avec la cour et avaient été chargés officiellement d'écrire leurs annales. On chercherait en vain chez les Saxons ces milieux instruits et cette atmosphère intellectuelle. On comprendra ainsi que, de temps à autre, la cour de Buda et les fonctions politiques ou la chancellerie aient attiré les meilleurs d'entre eux, tel le prévôt de Szeben.

Il fallut d'abord que la vie urbaine se développât dans la société saxonne pour que l'historiographie pût prendre naissance. On ne trouve pour commencer que des bribes d'histoire, conservées dans les procès-verbaux saxons et qui sont par conséquent des produits des centres administratifs de la société paysanne saxonne. Citons dans cet ordre d'idées les notes sur l'incursion turque de 1420 et sur la révolte ou *tumultus laicorum* de 1437. Chose caractéristique, ils s'occupent bien plus des événements concernant en général la Transylvanie ou la Hongrie, que des événements saxons, et même les comptes des propriétaires de la ville de Brassó (*Stadthannenrechnungen*), qui pourtant sont les premiers documents relatifs à la cité, montrent un intérêt plus grand pour la situation des territoires hongrois voisins que pour les choses ayant trait à leurs frères saxons plus éloignés. Le Saxon de l'époque antérieure à l'humanisme vivait de la vie de son village, de sa ville, de son département et, en dehors de là, de celle de la Transylvanie et de la Hongrie, dont les manifestations étaient pour lui plus importantes, par le retentissement qu'elles pouvaient avoir sur son existence, que les événements qui se déroulaient dans les autres départements saxons.

Ainsi donc, la conscience nationale saxonne qui se manifeste pour la première fois dans l'historiographie et

dont les productions primitives apparaissent dans les diverses inscriptions des murs d'églises, puis plus tard dans celles que l'on trouve mûrées dans les clochers des églises ou dans les tours des mairies, traite de faits locaux saxons ou d'événements généraux concernant l'État hongrois. Une sorte de symbole de l'enchevêtrement des éléments saxons locaux et hongrois nous est donné par la *Scheda memorialis* qui fut placée officiellement en 1528 dans le globe de la tour de la mairie de Brassó et qui, tout en immortalisant, par la plume du notaire Lucas Grüngrass, les noms des conseillers de l'époque, relate la nouvelle de deux grandes catastrophes: *rex noster*, notre roi, Louis II, a péri en 1526 à Mohács et Brassó, dans la même année, fut victime d'une inondation qui fit écrouler le rempart de la forteresse. Le notaire de la «ville de la Couronne» constate également une liaison entre ces deux calamités: la couronne du pays a été ébranlée, elle aussi, par la perte du roi, de même que le rempart de Brassó.

Ce parallèle entre la catastrophe de Brassó et celle de la Hongrie est caractéristique de deux anciens éléments de la conscience nationale des Saxons à cette époque: tous les dirigeants officiels de la ville de la Couronne comprenaient fort bien que leur passé, leur présent et leur avenir les liaient à la couronne de Hongrie et qu'ils ne pouvaient s'en détacher qu'au prix d'un extrême péril. De même l'inscription de la tour ne trouve pas assez de mots pour se lamenter sur le fait que les habitants de Brassó, en se soumettant à Jean Zápolyai, étaient devenus les adversaires non seulement de la noblesse transylvaine, des Sicules et des autres Saxons, mais encore de «toute la Hongrie» et que seule la bonté infinie du Tout-Puissant les avait tirés de ce mauvais pas.

Des éléments hongrois et saxons locaux figurent de la même manière dans la vieille inscription d'église dite *Annales templi Coronensis*, qui puise en quelque sorte toutes ses données dans l'histoire générale de la Hongrie; à partir de l'invasion tartare de 1242 elle contient une

énumération détaillée des guerres auxquelles se sont livrés les rois de Hongrie et mentionne avec le plus grand enthousiasme les exploits de Jean de Hunyad dans ses campagnes contre les Turcs. Il y est à peine question de Brassó et des environs au cours des premiers siècles; en ce qui concerne le peuple saxon, on se contente de noter et c'est le premier fait qui s'y trouve relaté, que le grand père du roi André II appela les Saxons en Transylvanie en 1143. Si l'on ne connaissait l'histoire que d'après ces notes, on ignorerait qu'autour de Brassó il existait une population saxonne compacte.

On rencontre de plus en plus fréquemment au XVI^e siècle le même intérêt pour l'histoire, limité de la même façon dans les notes des calendriers, notes élargies parfois, au point de devenir des chroniques complètes, par le zèle des curés, puis des pasteurs luthériens, qui poursuivent l'oeuvre commencée par leurs devanciers. L'abondance des données relatives à l'histoire de la Hongrie s'explique aisément par le fait que tous ces auteurs utilisent, en parlant du passé, les travaux de Túróczy et de Bonfini et, en se rapprochant de leur époque, ceux d'Istvánffi ou les chroniques compilées d'un usage courant. Or les Saxons, en tant qu'unité ethnique, n'avaient jamais eu d'histoire à part; les prêtres chroniqueurs n'avaient même pas les données nécessaires et comme nous le verrons, il était impossible d'écrire l'histoire des Saxons; tout ce qu'on a pu inventer depuis, c'est que la manière scientifique de conter était devenue à la mode. Il était plus facile aux pasteurs de recueillir des informations locales: la mort des curés qui les avaient précédés, leurs faits et gestes, les données relatives aux curés des communes voisines, les consécrationes d'églises; plus tard, à l'époque de la Réforme, les résultats obtenus dans leurs propres écoles, la mort de leur mère, le nom de leur femme, la naissance de leurs enfants.

C'est à ce niveau que se maintiennent ces notes de calendriers paroissiaux jusqu'au moment où elles passent

L'HISTORIOGRAPHIE DES SAXONS

au deuxième genre, auquel appartiennent la plupart des productions de l'historiographie saxonne des XVI^e et XVII^e siècles; il s'agit là de chroniques familiales de pasteurs ou de fonctionnaires des villes s'étendant à des générations entières, ou pour mieux dire, étant donné la sécheresse du contenu de ces notes, d'annuaires ou d'annales. Le plus souvent ce sont les pages du calendrier d'Eberus, de Wittenberg, qui ont été utilisées à cet effet. L'empire d'Allemagne, au début, ne fournissait que le papier; une partie du contenu continuait de se rapporter à l'histoire générale de la Hongrie, ou, après 1541, de la Transylvanie, cette province s'étant détachée du pays à la suite de l'avance des Turcs; le reste avait trait au cercle étroit de la localité saxonne ou de la famille en question. Cependant, ces données saxonnes prennent peu à peu de l'ampleur; il s'en dégage tout le tableau d'une famille bourgeoise avec la parenté, dans le cadre d'un village ou d'une petite ville, et comme arrière-plan les dangers continuels qui menacent l'État, les guerres turques, les incursions moldaves, la peste et les fléaux naturels.

Le cercle des données dignes d'être notées s'élargit de plus en plus, de même que l'intérêt qu'elles suscitent, Sous l'influence de la Réforme et dans ces chroniques familiales le peuple saxon apparaît pour la première fois comme une unité religieuse. Les notes de Christian Thobiae, qui émanent d'un tisserand du nom de Tobias, en ce qui touche les choses le concernant, diffèrent à peine des maigres annales, localement isolées, écrites par des prêtres. Mais il s'intéresse en outre au sort de son beau-frère, Joseph Fischer, qui fut le compagnon de Honterus dans la Réforme des Saxons de Transylvanie et qui prit aussi part aux discussions religieuses organisées par les calvinistes hongrois. C'est ainsi que l'on voit figurer dans la chronique de la famille Thobiae l'honorable personnalité de Honterus, dont le renom sortait depuis longtemps du rayon d'un département ou d'une ville et après le nom duquel, en inscrivant le jour de sa mort, Christian

Thobiae ajoute l'épithète *pater patriae*. Il ne précise pas de quelle patrie il vénère en lui le père. Il n'a pas encore rompu avec les Hongrois et donne des nouvelles relatives à la Hongrie, sans oublier d'appeler «sa Grandeur» le voïvode de Transylvanie, Étienne Majlád. Il parle de la Transylvanie et non de l'universalité des Saxons. Il désigne encore les princes de Transylvanie Jean, Jean-Sigismond, Étienne Báthori, sous le nom de *regni Hungariae princeps*, en n'oubliant pas la dépendance de la Transylvanie vis-à-vis de la Hongrie; il ne saurait néanmoins y avoir de doute qu'il pleure dans Honterus le père des Saxons. *Pater patriae* signifie réellement pour lui père des Saxons. Il avait devant les yeux une unité spirituelle en écrivant cette expression importante, et cette unité spirituelle, la première dans laquelle les Saxons se soient retrouvés, avait été l'œuvre de la Réforme, venue elle-même de Wittenberg, c'est à dire de la patrie de leurs ancêtres. Le calendrier historique d'Eberus n'était pas non plus parvenu en Transylvanie par hasard, apporté par le vent. Christian Tobiae, en effet, avait été à Wittenberg l'élève d'Eberus; c'est certainement là qu'il s'était procuré ce calendrier pour le rapporter chez lui.

L'humanisme, qui avait été un des dissolvants de l'unité chrétienne médiévale et avait éveillé chez tous les peuples la conscience nationale, avait déjà, avant la réformation, préparé ce tournant du patriotisme local saxon vers une grande unité religieuse et par là, bien qu'indirectement seulement, vers l'Allemagne. Notre examen a déjà démontré qu'il est impossible de placer les mouvements intellectuels, dûment préparés, et, isolés sous le microscope, comme on fait d'un tissu végétal ou animal et il nous faut convenir avec résignation qu'on ne peut non plus les séparer les uns des autres à l'aide du scalpel. Dans la vie de l'histoire, ils s'influencent perpétuellement et réciproquement. C'est pour cette raison qu'une même tendance intellectuelle affecte différentes formes selon qu'elle est influencée, à un moment donné, par des tendances voisines ou contraires. Les nom-

L'HISTORIOGRAPHIE DES SAXONS

breux visages de l'humanisme sont devenus presque proverbiaux et cette particularité ne se dément pas, même chez les Saxons. Dès même que l'on rencontre chez Janus Pannonius et chez les autres humanistes hongrois du XV^e siècle le dédain et le dénigrement des choses hongroises, de même aussi cet orgueil humaniste international se manifeste parmi les premiers humanistes saxons. Valentin Krauss, qui était professeur et médecin à Brass, trouve ses concitoyens incroyablement grossiers, car ils ne sont allés ni en Allemagne ni en d'autres pays; il lui est désagréable de vivre parmi eux, car ils sont aussi incultes que les autres Hongrois.*

Souvent, ces humanistes émancipés ne retournaient pas dans leur pays. Précisément, dans les quelques dizaines d'années qui précédèrent la Réforme on rencontre à Vienne et ailleurs, au service des Habsbourg, plusieurs savants et politiciens saxons de Transylvanie. Mais il y eut aussi des âmes humbles, respectant l'autre visage de l'humanisme, et à qui les classiques latins ne faisaient pas détester les modestes conditions de leur sol natal; il y en eut d'autres qui s'instruisaient pour pouvoir, par leurs études, rendre célèbres leur commune et leur région et acquérir un bon renom à leur pays natal et à eux-mêmes par les méthodes humanistes. Il n'est toujours pas question d'unité nationale saxonne, mais uniquement d'ambitions locales. C'est ainsi que Jean Lebel, pasteur de Talmács, près de Szeben, entreprit avec de faibles connaissances humanistes, mais avec un amour ardent de sa terre natale, d'écrire en vers l'histoire de sa commune.** Rien ne caractérise mieux le manque d'unité spirituelle des Saxons que le fait que Lebel ne fait pas remonter aux Germains l'origine de la population de son village. Il fait dériver du talmud le nom local de Talmács et découvre à ses habitants des ancêtres juifs qui, réfugiés après la destruction de Jérusalem, demandèrent asile

* Pukánszky, *Geschichte des deutschen Schrifttums in Ungarn*. 1931, p. 103.

** *De oppido Thalmas carmen historicum*. 1542, éd. Sewert, 1779.

à Décébal, qui le leur accorda. Il est vrai que, plus tard, sous le règne de Charlemagne, du prince Géza ou de saint Étienne (il ne saurait préciser), des Allemands sont venus s'y installer, mais, avant eux, il y avait déjà eu aussi des Valaques, des Romains, des Huns et des Scythes, c'est à dire des Hongrois, par suite de quoi, du moins dans l'imagination de l'auteur, Talmács était devenu une véritable tour de Babel. En conséquence, il mentionne, parmi les ancêtres des habitants de la commune, non seulement des Saxons, mais aussi des Hongrois, entre autres, un parent du roi Béla IV qui devint meunier à Talmács. Tout ce bruit pour si peu de chose avait uniquement pour objet de découvrir à cette petite commune voisine de Seeben une grande histoire et des fils héroïques. En mentionnant les noms de Hermann, Gerhard et Heltanus comme ceux de trois chefs saxons immigrés à l'époque de saint Étienne, ces trois héros étant des fictions nées de trois véritables noms locaux, Lebel s'aventurait sur le sol mouvant de l'ancienne histoire des Saxons.

D'après l'enseignement qui se dégage des simples essais d'historiographie de la seconde moitié du XVI^e siècle, que nous venons de citer, non seulement l'amour du sol natal faisait sentir profondément ses racines, mais il avait aussi un caractère plus général et, en s'étendant au-delà des limites d'une commune ou d'une ville, commençait à prendre la forme d'une unité spirituelle de tout le monde saxon. Nous devons parler ici d'une unité spirituelle et non d'une unité politique ou économique, ou, selon le mot à la mode, d'une unité ethnique. Ces questions laissaient complètement indifférents les écrivains saxons de cette époque et, comme nous l'avons vu, l'unité leur apparut d'abord sur le plan de la vie religieuse. Tout cela, néanmoins, était loin encore de signifier une observation consciente ou la formation de convictions; il dut s'agir plutôt de l'action de vagues instincts ou d'intuitions, qui ne peuvent encore rien changer à l'aspect original de la conscience formée déjà au cours des

siècles, et moins encore aux éléments hongrois de la conscience saxonne. Qu'il nous suffise à ce propos de nous en rapporter au poète humaniste Christian Schesaeus, pasteur de Medgyes, qui, avec son *Oratio*, dans laquelle il traite de la propagation de la Réforme en terre saxonne, fut un éminent artisan de la conscience religieuse des Saxons. Pourtant, l'œuvre la plus considérable de sa vie fut consacrée non point à la glorification de l'histoire des Saxons ou des Allemands, mais à celle de l'histoire des Hongrois. L'auteur lui-même publia sept livres de sa grande épopée en 12 chants, les *Ruinae Pannonicæ*, en 1571, à Wittenberg, où il avait fait ses études et où il s'efforçait ainsi de répandre le bon renom de la Hongrie, sa patrie, et d'éveiller la compassion à son égard.*

Cette œuvre, qui traite de l'histoire de la Hongrie à partir de 1541, est d'un bout à l'autre une glorification des vertus guerrières hongroises. Son principal héros est la *Hunnica virtus*, dont il décrit les grandioses exploits dans de petites épopées. Par ses hexamètres coulant facilement et pourtant harmonieux, il se range parmi les historiens hongrois versés dans l'art de la versification humaniste du XVI^e siècle, dont les grands représentants sont Nicolas Oláh, Antoine Verancsics et Nicolas Istvánffi. Il prodigue ses récits pour illustrer les héros hongrois et ses descriptions colorées pour rendre impérissable le souvenir des sièges des forteresses hongroises. Et les pays où vivent ses héros et auxquels il appartient lui-même sont la Hongrie et la Transylvanie, le caractère de cette dernière étant aussi fourni par des Hongrois. Le centre du pays est Gyulaféhérvár, la *venerabilis Alba*, autour de laquelle, dans un esprit de concorde pacifique, se rangent les villes hongroises et saxonnes.

* V. à ce sujet ma dissertation parue dans la *Magyar Könyvszemle* (1906) et d'autre part Étienne Hegedüs, *Analecta recentiora*, 1906, p. 299 ainsi que les traductions de Hegedüs en hongrois et d'Albert Mich en allemand.

Dans un appendice, à la fin du V^e chant du poème, l'auteur traite de la diffusion de la Réforme dans toute la Hongrie. Hongrois et Saxons, Honterus, Stöckel, Heltai, Dévai-Biró, Batizi y figurent au même titre, ce qui prouve que même en ce qui concerne les choses de l'Église, son intérêt s'étend à toute la Hongrie. En vérité, le contenu de l'épopée de Schesaeus, son exposition, les sentiments qui y sont exprimés sont hongrois; ils sont aussi peu saxons que possible et n'ont absolument rien d'allemand. Il dépend aussi de la littérature par les emprunts qu'il lui fait: en premier lieu il revêt de pompeux vers latins les poèmes maladroits de Tinódi.

Schesaeus ne fut pas le seul dans son genre. Un autre poète d'origine saxonne, Leonhardus Uncius, chanta en sept livres les siècles de gloire hongroise, depuis Attila jusqu'à la mort du roi Mathias, en suivant strictement l'ordre indiqué par les chroniques hongroises et en oubliant totalement, dans le feu de l'inspiration, l'histoire des Saxons. Le sentiment auquel il cède en prenant la plume est le même qui anime Nicolas Oláh lorsqu'il décrit la grandeur de *Hungaria* avant le désastre de Mohács: Uncius souffre aussi de voir que la domination turque n'a laissé que des lambeaux du puissant pays des Hongrois. A Pavie, en terre italienne, fuyant les ravages de la peste et réfugié dans les montagnes, il se met à relater les «actions immortelles des Hongrois». C'est peut être pas un fait du hasard que ce poète saxon, qui écrit l'histoire de la Hongrie sans la moindre trace de sentiment saxon ou allemand, se reconnaisse l'élève de Schesaeus. C'est pour lui une grande satisfaction que le savant auteur des *Ruinae* ait reconnu et apprécié son œuvre, dans laquelle, chaque fois qu'il est question au cours de l'histoire de luttes entre les Hongrois et les Allemands, il prend le parti des premiers et n'hésite pas à l'occasion à souligner les fuites honteuses des Allemands, leurs félonies et leur haine des Hongrois.

Les représentants distingués du monde saxon se joignirent aux deux poètes humanistes, jugeant qu'il était de leur

devoir et nécessaire d'écrire toute l'histoire de la Hongrie, même à l'époque où ils ne vivaient plus en Hongrie, mais dans la petite Transylvanie. Tel fut le cas de Thomas Bomel, homme d'église, mais qui fut en même temps une figure remarquable de la politique saxonne et transylvaine; délégué de la diète de Transylvanie auprès de Ferdinand, auteur d'un droit coutumier saxon, il publia à Brassó, en 1561, sa Chronologie de l'histoire hongroise, qu'il dédia au conseil municipal de cette ville.* Il y énumère les faits et gestes notables des souverains huns et hongrois depuis 166, date de la première entrée des Huns venus de la Méotide. Il attribue le nom de *Septem Castra* (Sept forteresses), donné à la Transylvanie, au fait que lors de l'arrivée des sept chefs huns, c. à. d. de la seconde entrée des Hongrois, avec Arpád à leur tête, ces derniers occupèrent d'abord la Transylvanie et c'est ainsi qu'en souvenir d'Arpád et de ses sept lieutenants ce nom resta à cette province. Il ne mentionne les Saxons qu'à propos de Géza II, qui les fit venir dans le pays, et de Louis le Grand, qui fut un héros magnanime et réprima heureusement la révolte des Saxons. A partir de l'époque de Sigismond, il note les dévastations commises par les Turcs dans la région de Brassó, mais sans marquer d'autre intérêt à l'égard des Saxons. Il n'en adresse que plus d'éloges aux Hongrois, particulièrement à Jean Hunyadi en tant que protecteur de l'ensemble du monde chrétien, au roi Mathias, à Mathias Biró de Déva et même, parmi ses contemporains, à l'homme d'État Georges Martinuzzi.

Mathias Siegler, pasteur lui aussi, plus tard notaire de Szeben, se montra un peu plus prudent en écrivant sa chronologie relative à la Hongrie, à la Transylvanie et aux pays avoisinants, et dont le manuscrit nous est resté. Le titre de son ouvrage imite celui de l'épopée de Schesaeus. Ils étaient en effet ensemble à Wittenberg.** Siegler suit en

* *Régi Magyar Könyvtár*, t. II, no. 67.

** Bél, *Adparatus ad historiam Hungariae*, Posonium, 1735, t. I. p. 43.

histoire les traces de Bomel. Il relate plus en détails la chronique hongroise des vieux temps et, en arrivant au XVI^e siècle et à Bonfini, il dépasse les limites du genre abrégé, dit chronologie, et devient extrêmement loquace. En relation avec la propagation du protestantisme, il s'étend abondamment sur certains réformateurs luthériens, calviristes, unitaires et assemblées ecclésiastiques hongroises et saxonnes, sans faire de différence entre Saxons et non-Saxons ou entre les luthériens et les autres protestants. En feuilletant l'ouvrage, nul ne se douterait que l'auteur est saxon, tant l'individualité de Siegler s'est adaptée au vaste horizon hongrois ou transylvain.

La manière de voir des Saxons, locale d'abord, s'élargit et se fonde dans la perspective de l'histoire hongroise à travers les siècles. Bomel et Siegler n'ont fait autre chose, en effet, que de découper de minces tranches des chroniques et d'emprunter à Thuróczi sa conception de l'histoire, sans rien changer au caractère hongrois de cette conception. Mais ce processus, semble-t-il, ne se produisit que dans l'âme des Saxons hautement éduqués, qui exerçaient leur goût sur les œuvres historiques et poétiques de l'humanisme hongrois. Les gens plus simples partirent dans une direction opposée. La pensée hongroise et l'intérêt pour les choses hongroises s'estompèrent chez eux; le patriotisme local saxon devint un sentiment national s'étendant à tous les Saxons, en même temps qu'apparaissait à l'horizon, de loin d'abord, leur véritable patrie d'origine, l'empire allemand. Ce fut néanmoins Honterus, le réformateur des pays saxons, qui devait découvrir ces liens unissant son peuple à l'Allemagne.

Si nous interrogeons l'œuvre de Honterus, si étendue et si caractéristiquement humaniste, sur le sujet qui nous occupe ici, nous obtenons des réponses divergentes les unes des autres sur de nombreux points, mais facilement conciliables néanmoins. Le fait qu'il écrivit à l'origine son livre sur la Réforme à l'intention de sa ville natale et de toute la *Barcensis provincia* n'est déjà qu'extérieurement en rapport avec la conception locale saxonne du moyen âge. Ce petit

ouvrage fut adopté dans tous les territoires saxons comme la doctrine fondamentale de la foi nouvelle et, du vivant même de l'auteur, il eut, sur le terrain religieux, une grande influence sur la formation de l'unité saxonne. L'importance de Honterus, qui n'a jamais écrit d'ouvrage historique, importance à cause de laquelle nous devons le mentionner dans cette étude sur l'historiographie saxonne, fut précisément qu'après lui il n'y eut plus d'écrivain qui ne se sentit membre de toute la nation saxonne et qui ne sût que son village natal ou sa ville n'étaient qu'une partie de cette grande unité. Honterus dut certainement cette nouvelle manière de voir au fait qu'au cours de ses études il avait vécu quinze ans loin de son pays. L'unité des Saxons lui apparut plus facilement de Vienne, de Cracovie et de Bâle que s'il avait vécu au milieu d'eux, dans quelque village perdu ou dans une ville pleine d'une conscience locale particulière. Il considère de loin la vie saxonne qui, pour cette raison, lui apparaît comme un tout; vivant dans une université allemande et en pleine réforme luthérienne, il lui est impossible de ne pas s'apercevoir que lui aussi est allemand de même que ses compatriotes saxons. En 1532, il dédie sa carte de Transylvanie au conseil municipal de Szeben, la principale ville saxonne, soulignant aussi de cette façon l'unité nationale saxonne. En appelant la terre saxonne *Germanae non incultissima terrae portio*, il abstrait apparemment et pour la première fois cette terre de la Hongrie pour la joindre à l'antique patrie. Honterus fut certainement le premier Saxon dont l'âme fût profondément marquée par la connaissance de l'histoire selon laquelle ses aïeux étaient venus des régions rhénanes pour s'établir en Transylvanie; de temps à autre, cette conscience de son origine allemande surgit en lui; tel fut le cas lorsqu'il composa à Bâle sa carte de Transylvanie ou encore lorsqu'il se vit refuser la publication de ses contes humanistes «*Beatus Rhenanus*». Toutefois, nous commettrions une grande erreur en concluant de l'expression «portion de la terre germaine» à quelque conscience ethnique moderne.

conscience qui eût été susceptible d'amener brusquement la rupture des liens l'unissant à la Hongrie.

Il ne pouvait être question de cela à cette époque; l'existence des Saxons dépendait en effet de facteurs plus rapprochés et la lointaine Germanie, dépourvue de force armée, ne pouvait apparaître aux yeux de ce groupe ethnique, détaché anciennement du tronc, que comme une éclaircie de ciel bleu entrevue à travers le brouillard. Les Saxons, partisans de Ferdinand dans les querelles de succession au trône qui suivirent Mohács, entendirent plus d'une fois, de la part du «roi allemand», la voix de la solidarité du sang, mais leurs réponses conçues dans le même esprit étaient pour la plupart rédigées par Marc Pemflinger, préfet de Szeben, qui, issu d'une famille de Ratisbonne, exprimait aussi peu les sentiments de la population saxonne autochtone dans ses phrases ronflantes que, plus tard, Pierre Haller, originaire de Nuremberg. Honterus, lui aussi, demeura fidèle à la Hongrie tant que la Transylvanie dépendit de ce royaume. Ses trois ouvrages furent dédiés à tour de rôle au roi Jean, à la reine Isabelle et à Jean Eszéki, évêque de Pécs. Après 1541, d'autre part, dans son Apologie écrite pour la défense de son livre sur la Réforme, il déclare que les Transylvains ont lieu de se réjouir qu'un ouvrage de ce genre ait pu voir le jour parmi eux pour servir d'ornement à la patrie commune. *patriae nostrae communis*. Naturellement, dans cette patrie commune, les Saxons mènent une existence plus à part qu'auparavant dans la grande patrie hongroise. L'unité saxonne fut renforcée justement par la réforme de Honterus que l'universalité saxonne, suivant l'exemple des principautés allemandes et d'autres ordres de l'empire, rendit, par des ordonnances sévères, obligatoire pour tous les habitants des terres saxonnes, jetant ainsi les fondements de la conscience allemande. Honterus, en effet, par son oeuvre réformiste, ne fit qu'adopter dans son intégralité le protestantisme de Luther ou, plus exactement parlant, de Melancthon. A partir de ce moment, des forces, entièrement nouvelles, d'attraction et

de répulsion, purent se faire valoir. La vie religieuse de tous les Saxons de Transylvanie se régla sur les modèles de l'empire d'Allemagne et s'écarta, sur les points essentiels et décisifs des Hongrois et des Sicules catholiques et calvinistes. Honterus, cependant, travailla aussi sur un autre plan dans l'intérêt de l'union ethnique: il établit des règles juridiques à l'usage des *Saxones in Transylvania* et marqua ainsi le point de départ de l'évolution du droit saxon particulier. En même temps, Georges Martinuzzi, en collaboration avec Honterus, constitua la Transylvanie indépendante, composée de trois nations (les Hongrois, les Sicules et les Saxons; les Roumains, en leur qualité de serfs, pas plus que les serfs hongrois, ne jouaient un rôle dans la vie politique), ce qui, pour chacune des trois nations, supposait aussi une plus large autonomie. L'universalité saxonne devient alors le puissant soutien politique de l'unité saxonne: tous ces faits nouveaux, dans les domaines religieux, juridique, culturel et politique rendent compréhensible que la conscience nationale des époques suivantes ait été avant tout saxonne et seulement ensuite transylvaine, alors que du côté de la Hongrie les liens se relâchent de plus en plus.

La situation au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle peut être ainsi caractérisée: on constate encore très rarement quelques manifestations des liens unissant les Saxons à la Hongrie ou à l'empire d'Allemagne, mais prise dans son ensemble, la population saxonne compte avec les circonstances, guidée par le bon sens du réalisme, et se considère comme saxonne et transylvaine, et non plus comme dépendant de la Hongrie et moins encore de l'empire d'Allemagne. L'«universitas» saxonne, même après la publication du *Compendium* juridique de Honterus, songe à faire traduire en «saxon vulgaire» le «Triptyque» ou «Decretum» hongrois de Werbőczy; en revanche, dans la lettre par laquelle il recommande ce *Compendium* à l'«universitas» saxonne, Valentin Wagner, collaborateur

de Honterus, appelle les villes et les districts saxons «colonies transylvaines de l'empire germanique.»*

Tous ces faits, néanmoins, sont isolés, et qui plus est, contradictoires. La conscience nationale doit lutter contre les phénomènes complexes de l'existence réelle, et dans cette existence réelle, les Hongrois de Transylvanie ne sont plus aux yeux des Saxons les dirigeants du royaume de Hongrie, mais constituent l'une des trois nations. Il s'ensuit avec évidence que les Hongrois ayant perdu leur supériorité d'autrefois et le prestige de la couronne de Hongrie allant en s'estompant, ils n'étaient plus, à la diète de Transylvanie et dans les conseils du prince, que des partenaires égaux en rang des Saxons. A dater de cette époque les discussions et les polémiques entre Hongrois et Saxons deviennent permanentes et mettent davantage en lumière les différences de caractère existant entre les deux peuples, différences qui se manifestent pour la première fois sur le plan de la société. On pourrait presque dire que les frictions continues avec les deux autres nations renforcent la conscience nationale des Saxons. Ces derniers s'aperçoivent soudain qu'ils sont différents des deux autres nations avec lesquelles il leur faut vivre et qu'il leur est absolument indispensable, pour qu'ils puissent se sentir supérieurs, de faire preuve de plus de qualités que les Sicules et les Hongrois. Ce sentiment de supériorité leur vint en comparant les genres de vie de la bourgeoisie saxonne et de la noblesse hongroise, et aussi à la pensée qu'une partie minime des Hongrois menait l'existence oisive des nobles tandis que la plupart d'entre eux étaient courbés sous le joug du servage, alors que les Saxons étaient libres du premier au dernier et travaillaient honnêtement pour gagner leur pain, tout en jouissant de cette liberté. C'est ce que déclara courageusement, en 1591, à la cour de Sigismond Báthori, Albert Huet, juge royal à Szeben, en réponse aux seigneurs hongrois

* Teutsch, *op. cit.* t. I, p. 252 et 251.

qui voulaient refuser aux Saxons l'égalité du rang, comme nouveaux-venus et comme étrangers. La conscience de l'artisan saxon trouve son expression dans ces paroles de Huet, celle du «pelletier, du tailleur, du bottier», en opposition avec le genre de vie des nobles, parasites «dévastateurs, pillards, errants», et ceci à une époque où le contraste entre les deux genres de vie n'était pas encore très vif, car en effet une petite partie seulement des Saxons étaient citadins et artisans; le plus grand nombre d'entre eux étaient cultivateurs et d'autre part, parmi les Hongrois, les Sicules particulièrement n'étaient guère en retard sur les Saxons sous le rapport de l'artisanat.

Il est probable qu'en établissant ces catégories bien marquées, Albert Huet ne s'inspirait pas seulement des réalités transylvaines, mais qu'il était aussi influencé par sa culture italienne et par ce qu'il connaissait personnellement de la structure sociale de l'Autriche et de la Pologne. Son célèbre discours contre la noblesse hongroise ne peut même pas être taxé d'hungarophobie. Cela démontre amplement au contraire que les Saxons ne cherchaient aucun lieu en dehors de leur pays, ni auprès de la Hongrie ni auprès de l'empire d'Allemagne, mais qu'ils désiraient vivre où leurs aïeux les avaient placés, en Transylvanie, qui était aussi leur terre à eux; ils aimeraient même pouvoir démontrer à présent que cette terre leur appartenait plutôt qu'aux autres nations, par droit d'ancienneté. Les Saxons vivaient, par suite de leur libre choix, dans leur «chère patrie» (*unser vielgeliebtes Vaterland*), sous la protection de leurs rois et des lois, depuis que, pressé par des peuples barbares, Géza II avait dû demander de l'aide à l'Allemagne; c'est pour le protéger, c. à. d. en effet *ad retinendam coronam*, que les régiments saxons s'étaient mis en route, sous la direction de Herrmann et de Claudius, les fondateurs de Szeben et de Kolozsvár. Après avoir chassé les ennemis du roi de Hongrie, une partie des Saxons étaient retournés en Allemagne, tandis qu'une partie d'entre eux s'établissaient en Transylvanie,

occupant les montagnes, les cours d'eau, les vallées, les forêts que plus tard, en 1224, ils devaient recevoir à perpétuité par privilège royal, l'*Andreanum*. De tout ce récit se dégage la conscience transylvanie des Saxons et leur volonté, en tant que peuple jouissant de leur propre administration, d'avoir droit au chapitre et même d'exiger un rôle décisif dans la direction des affaires de la Transylvanie.

Ce sont ces questions qui, dans la Transylvanie aux trois nations, préoccupent la conscience saxonne. On voit, à chaque instant, dans les ouvrages historiques, apparaître ces problèmes que la structure interne de la société saxonne rendait toutefois plus complexes. Les villes obtiennent alors définitivement l'hégémonie sur les districts et les provinces et certaines familles patriciennes, organisées dans les conseils des villes, très instruites et ayant voyagé, tiennent la bride et font claquer leur fouet au-dessus de la petite bourgeoisie des villes, et même de la population saxonne libre des villages. Il nous faut donc, à propos de tel ou tel ouvrage historique, tenir compte de la position sociale de l'auteur. L'unité sociale de la conscience saxonne est en effet une illusion du XIX^e siècle tout aussi tardive que son contenu national allemand.

Les historiographes des genres les plus simples, chroniques familiales, annales, journaux, se recrutent pour la plupart parmi les petits bourgeois des villes. Les patriciens vraiment puissants, à l'exception d'un seul, Michel Weiss, n'écrivaient pas l'histoire, mais la faisaient. À côté d'eux les pasteurs luthériens continuaient avec application à recueillir leurs notes sur les familles et sur l'Église. On peut même ajouter que les auteurs du XVI^e siècle se placent à un point de vue plus élevé et considèrent les choses de plus haut que leurs successeurs, qui ne sont que les profiteurs et les épigones de l'humanisme et du vieux protestantisme, tous deux pionniers de courants spirituels.

Jérôme Ostermayer, organiste de Brassó, fut, dans sa simplicité, une de ces robustes individualités; il avait cou-

L'HISTORIOGRAPHIE DES SAXONS

tume de jouer dans les dîners officiels que donnaient les ministres étrangers, moldaves ou tures, venus dans sa ville. Ostermayer se paît à appeler son peuple «allemand» (*deutsche Nation*), entendant par là qu'il est différent, comme culture, des Hongrois et des Sicules, et que son sort est d'être sans cesse en lutte contre les exigences des nobles. Aux yeux de ce bourgeois de Brassó, la vie citadine est une garantie de l'indépendance des Saxons. Quelques puissent être les exigences des nobles hongrois, dit-il, le droit d'acquérir des maisons dans les villes saxonnes ne doit jamais leur être accordé. En ce qui concerne l'autonomie locale, Ostermayer professe encore des vues un peu passées de mode et à l'occasion, quand l'autonomie de Brassó se heurte au pouvoir, devenu effectif, de l'*universitas* saxonne, le brave organisateur prend le parti de sa ville. Dans ses réflexions, qui sont fort sensées, il se montre souvent très juste à l'égard des Hongrois; il ne cache pas que les Saxons ont pleuré la mort du roi Louis II; à son avis, les maux qui ont accablé la Hongrie proviennent de la double élection royale, c. à. d. qu'à ses yeux également le régime hongrois antérieur à 1526 apparaît comme marquant une ère de paix et de bonheur, de même qu'il mentionne avec un grand enthousiasme les héros hongrois.*

Ostermayer a évidemment écrit son ouvrage par suite d'une décision personnelle, pour ne pas dire qu'il y fut poussé par un besoin intérieur; cependant, les annalistes du XVII^e siècle, obéissant aux coutumes bourgeoises, déjà fortement teintées de baroque, recueillaient des données historiques mêlées d'anecdotes et de citations des écrivains classiques, grecs et romains. L'un des représentants de la première heure de cette direction, qui promettait beaucoup parmi les Saxons, fut André Hegyes, sénateur de Brassó; il pliait ses feuilles dans le sens de la longueur, inscrivant d'un côté ses propres notes et de l'autre ce qu'il puisait dans les autres auteurs, entre autres aussi dans l'ouvrage d'Os-

* Kemény, *Fundgruben*, 1839; édition moderne, *Quellen* 4.

termayer.* Il recueillit en outre des maximes dans les écrivains grecs ou romains ou chez les Pères de l'Église, la biographie des sept sages de la Grèce, des doctrines dogmatiques sur Dieu, sur Jésus, sur la foi, l'espérance, la sagesse, des proverbes latins en hexamètres et des poésies allemandes. Au sens de l'humanisme, compliqué déjà au point de donner naissance au baroque, il s'efforçait de recueillir autant de citations que possible. Pourtant André Hegyes n'était pas un rat de bibliothèques; il servait dans la garde du corps des rois Ferdinand et Maximilien; il fut même anobli et plus tard fonctionnaire de la ville de Brassó, entre autres capitaine des haïdouks de la ville. Dans ses propres notes, ce sont les comptes de gestion qui nous fournissent les indications les plus colorées et les plus détaillées sur les affaires publiques: démarches de délégués, comptes-rendus de négociations, quelques documents principaux, qu'il juge dignes d'être publiés. Les renseignements qu'il nous donne sur la vie de la ville sont plus instructifs; ces renseignements, ils les a recueillis en tant que juge de police; il nous parle aussi des événements de sa vie familiale; nous voyons ainsi défiler des mariages, des exécutions, des scènes de tir et de chasse, des promenades en voiture avec sa femme. Il a une éducation scolaire, il a aussi le respect de la lettre et l'ardent désir de collectionner textes et manuscrits et nous donne par là un exemple typique et précoce de la bourgeoisie saxonne instruite. En tant qu'historien, cependant, ni lui ni ses pareils ne se peuvent mesurer avec les historiens hongrois de Transylvanie de cette époque, Jean Decsi de Baranya, Szamosközi, Ambroise Somogyi, Gaspard Veres de Bőjth. Les historiens saxons, bien qu'ayant certainement connu leurs confrères hongrois, n'avaient appris d'eux ni les grandes conceptions propres à la contemplation de la vie de la société et de l'État, ni l'art de caractériser l'enchaînement des grandes événements historiques. Du temps de l'indépendance de la Transylvanie

* *Quellen*, 5.

et en dehors de Krauss, de Segesvár, on ne trouve pour ainsi dire aucun écrivain saxon qui ait été capable de se libérer d'une part de la contrainte imposée par l'énumération rudimentaire des faits chronologiques et de l'autre de son intérêt pour les vieux livres.

André Hegyes descendait à coup sûr d'une famille hongroise, bien que les Saxons se refusent à l'admettre, de même qu'ils nient l'origine hongroise d'autres historiens au nom hongrois. Pourtant, à partir de la seconde moitié du XVI^e siècle, plusieurs Hongrois étaient devenus Saxons. Parmi les noms des seuls historiens et à part celui de Hegyes, on en rencontre d'autres qui sont hongrois, tels Forgács, Czakó, Bánfi. Malgré les efforts des Saxons pour s'isoler des Hongrois en leur refusant dans les villes le droit de propriété, il fut impossible, par ces temps troublés et au milieu des guerres continuelles, d'empêcher quelques nobles réfugiés là de s'y établir et de se marier dans des familles saxonnes. L'assimilation dut être plus facile encore pour les Sicules roturiers ou serfs qui, le cas échéant, arrivaient en ville comme des Saxons venus des villages et y restaient sans qu'on les remarquât. Une chose est certaine, c'est que, dans les cas connus, le caractère hongrois s'est entièrement perdu, ce qui toutefois ne donne aucunement raison aux investigateurs saxons qui nient obstinément le caractère hongrois des noms en question, tout en en donnant des interprétations surprenantes et incroyables. Or, Michel Forgács, boucher à Brassó, fonctionnaire municipal, puis sénateur et compagnon de Hegyes au conseil, parle lui-même de l'origine hongroise de sa famille, en rappelant avec fierté le nom de Blaise Forgács, du XIV^e siècle, à l'occasion de l'assassinat de Charles le Petit, et en remarquant à ce propos que «ce fait prouve la grande ancienneté de la famille Forgács».* A partir de 1203, date de la fondation de Brassó, il note dans un calendrier de Wittenberg, année par année, les événements qui lui paraissent dignes de l'être; à dater

* Quellen, 4, 40.

du XVII^e siècle, il se borne pour ainsi dire à enregistrer les faits concernant Brassó. Son fils Valentin, sénateur de Brassó lui aussi, continue cette chronique après 1633, puis elle passe, par la branche féminine, dans les familles Greissing, Mederus et Draudt, qui la tiennent fidèlement à jour jusqu'en 1694.

L'autre chroniqueur d'origine hongroise, Simon Czakó, le père s'appelait encore Czakó, était lui-même fonctionnaire de la ville de Brassó, sa famille s'éleva au rang des familles patriciennes. Dans le «Journal» et dans les «Ephémérides» qu'il a laissés en mourant,* il note les événements concernant Brassó et sa famille à côté de poèmes religieux en latin et en hongrois, d'épithaphes en vers rangées par ordre alphabétique, puis de copies tirées de diverses gazettes et de la traduction en allemand du poème historique de Michel Szerdahelyi. Son allemand saxon est parsemé de nombreux mots hongrois.

En même temps que les manuscrits de Simon Czakó, il nous est resté les écrits de Pierre Bánfi; ce dernier, originaire du village de Rozsnyó, dans le district, était venu se fixer à Brassó où il s'était établi mégissier et s'était acquis une grande considération, comme partisan de Michel Weis. Il semble que les deux Martin Bánfi, père et fils, dont on possède également des notes sur l'histoire de Brassó, aient appartenu à une autre famille.**

Il est caractéristique que les œuvres de tous les écrivains qui, d'origine hongroise ou saxonne, ont observé, au tournant des XVI^e et XVII^e siècles, les conditions de la ville, ne se sont terminées à leur mort que dans des cas fort rares; leurs fils, leurs gendres ou même des parents éloignés les ont continuées, de sorte qu'en réalité nous avons à faire aux travaux d'une famille, liés les uns aux autres. Il s'agit là d'une riche culture qui fut surtout rendue possible par l'école secondaire organisée par Honterus. On y attachait

* *Quellen*, 5.

** *Quellen*, 4.

beaucoup d'importance à l'enseignement de l'histoire; mais il y avait aussi des conditions d'ordre social. Les familles qui, sorties de l'ignorance, parvenaient à un degré de culture et de bien-être leur permettant de noter les événements qui se déroulaient autour d'eux, par suite du caractère conservateur des villes saxonnes, se maintenaient à la surface fort longtemps, durant des générations, et il y avait toujours quelque membre instruit de la famille pour continuer le journal, la chronique, les éphémérides ou le calendrier des ascendants. Inutile de dire que le genre littéraire n'y gagnait pas en qualité, et bien qu'à cette époque les villes saxonnes se soient trouvées au centre des événements historiques de la Transylvanie, il serait impossible d'utiliser ce grand nombre d'écrits familiaux ininterrompus en vue de reconstituer la vie du pays ou même celle de la communauté saxonne.

Le plus prodigieux de ces ouvrages, véritable monstre du point de vue de la critique des sources, est l'écrit collectif auquel on a donné le nom de *Chronicon Fuchsio—Lupino—Oltardinum*, qui prouve l'intérêt de la classe dirigeante saxonne pour l'histoire, mais en même temps aussi l'inutilité de tout ce travail à cause de son cadre trop restreint. Cette œuvre contient des données allant de 990 en 1699. Suivant la coutume des premiers humanistes saxons, elle énumère, en ce qui touche les siècles anciens, les événements de l'histoire de la Hongrie; cette partie est une compilation, par Simon Massa, recteur du lycée de Brassó, puis pasteur de cette ville, des chroniques hongroises, compilation à laquelle s'ajoutent des données sur Brassó et Szeben; son travail fut continué par son successeur au presbytère, Marc Fuchs, qui le compléta de place en place par des faits empruntés à l'histoire générale de l'empire d'Allemagne et y intercala des renseignements sur sa propre famille, de sorte qu'il est malaisé de s'y reconnaître. A la fin du XVII^e siècle, un autre recteur de Brassó, Martin Ziegler, augmenta ces parties anciennes en y ajoutant des faits relatifs à l'histoire de la Hongrie et empruntés surtout à Istvánffi. On ne saurait guère attribuer de valeur historique à cet ouvrage qu'à partir de 1605, ou

tout au plus de 1586: les troubles de Hongrie et de Moldavie, les faits et gestes des princes Gabriel Báthori et Gabriel Bethlen y apparaissent avec plus de netteté; à l'exception de Marc Fuchs, les auteurs en sont deux pasteurs de Szeben, Christian Lupinus (Wolf) et Jean Oltard, de familles de prêtres et d'écrivains de Szeben, connus aussi sous les noms de Rasoris ou de Nyirő. Quant aux dernières parties de la chronique, elles sont dues aux pasteurs André Gunesch, de Szeben, et Jean Ziegler, de Nagysink. Ainsi donc, tandis qu'au début nous trouvons une sorte de rapport organique, tout au moins en ce qui concerne les événements de Brassó, les parties les plus récentes sont entièrement indépendantes les unes des autres. Cela n'a rien d'étonnant lorsqu'on sait qu'entretiens les divers manuscrits sont passés par les mains des savants saxons amateurs d'histoire, tel Jean Albrich, médecin de Brassó, tel encore l'évêque Georges Haner, l'historien de l'Église, et qu'enfin ils ont été maniés et remaniés, chargés de ratures et de corrections dans la seconde moitié de siècle par un collectionneur enthousiaste, Paul Roth, recteur de Brassó, qui les a groupés ensemble.

Au début du siècle présent, de savants historiens de Brassó se donnèrent beaucoup de peine pour établir cette « filiation » et publièrent les textes anciens et originaux de Massa et de Fuchs, perdus dans l'édition de Trautsch.* Ces deux volumes in-quarto sont pourtant très instructifs, en ce sens que, par la transcription de l'œuvre historique d'Istvánfi puis de Jean Bethlen, ils apportent la preuve que les rapports spirituels avec la Hongrie restaient inchangés. D'autre part, certaines parties fournissent une contribution à l'histoire de la société saxonne, dont les luttes violentes sont recouvertes d'un voile que l'historiographie du XIX^e siècle et celle d'aujourd'hui, afin d'entretenir l'illusion de l'unité des Saxons, n'aiment guère à soulever. Un de ces passages instructifs, bien que le chroniqueur nous le rapporte dans un esprit fortement aristocratique, a trait à la révolte du peuple de

* *Quellen*, 4 et 5.

Szeben, révolte provoquée par la conduite scandaleuse d'un des descendants de la famille patricienne des Gotzmeister et fils du maire de la ville.

Durant tout le XVII^e siècle, deux Saxons seulement écrivirent une véritable histoire politique, considérée d'un point de vue national et culturel plus élevé; ce furent Michel Weiss et Georges Krauss. Tous deux avaient beaucoup voyagé et, par surcroît, le premier avait une origine étrangère, sa famille étant allemande de Bohême. Michel Weiss, le citoyen le plus considérable de Brassó, dont il devint plus tard le juge, accompagna Étienne Bocskai dans le voyage que fit ce dernier à Prague, en 1595, afin de demander pour son maître la main de l'archiduchesse Marie Christine, et fut par la suite l'adversaire inflexible, jusqu'à sa mort, de la tyrannie de Gabriel Báthori. Son ouvrage historique, le *Liber annalium raptim scriptus*, est dû à la plume d'un auteur qui pendant le jour faisait de la politique dans les conseils, comme délégué, par la persuasion et par les armes, et qui la nuit écrivait ses mémoires à bâtons rompus, en y mêlant des copies de discours et d'actes en hongrois, en latin, en allemand. Il parle à maintes reprises de la patrie avec un enthousiasme qui contraste avec le lourd bon sens des Saxons, et cette patrie, c'est pour lui la Transylvanie, dans laquelle vit, séparée, l'unité saxonne qui ne le cède en rien aux deux autres nations. Il lutte pour la reconnaissance et l'estime avec la même ardeur que l'avait fait Albert Huet, à qui il emprunte certaines tournures, notamment lorsqu'il appelle son peuple un peuple de «commerçants, de tailleurs, de bottiers et de pelletiers.»

En s'efforçant de prouver les droits politiques des Saxons, il fouille plus avant dans l'histoire: les Hongrois sont depuis l'année 600 de notre ère en Transylvanie, les Saxons y habitent depuis le règne de Charlemagne et ils avaient d'abord pour tâche de tenir les Hongrois en respect. Plus tard, quand le roi Géza se fut réfugié en Allemagne, fuyant devant les Tartars, les Saxons le ramenèrent

et obtinrent leurs privilèges en échange de ce service; ils purent alors construire leurs villages et sept villes. A la vérité, les Hongrois se montrèrent souvent ingrats envers eux, mais ils avaient néanmoins réussi à conserver leurs trois anciennes libertés: exonération d'impôts individuels et de douanes, liberté religieuse et droit de choisir librement leurs fonctionnaires. Avec une fierté non diminuée, le libre peuple saxon menace les capitaines de haïdouks du prince Gabriel Báthori: les Saxons, eux aussi, peuvent devenir dangereux. Dans certaines de ses déclarations, il assimile sans ambage les Saxons à la civilisation et les Hongrois à la barbarie.

Toutefois, bien que le souvenir de son activité et de toute sa personnalité ait encore accentué la différence entre les Saxons et les Hongrois, inaugurée par Honterus et sa réforme religieuse, on ne saurait dire qu'il ait été l'ennemi des Hongrois ni qu'il ait essayé de se détacher d'eux en se liant au régime autrichien ou au monde germanique, soit racialement, soit ethniquement ou même politiquement. Il n'oublia jamais un seul moment qu'il vivait en Transylvanie avec son peuple et que la vie eût été inimaginable sans l'amitié des Hongrois. En rendant hommage à Bocskai, devenu prince de Transylvanie, il reconnaît que tout irait mieux à Brassó si c'était une ville hongroise, car dans ce cas les Hongrois et les Sicules joindraient leurs suppliques en sa faveur, mais ils savent bien qu'ils sont solidaires des deux autres peuples: «Nous ne formons qu'un corps et qu'une chair avec Votre Majesté et les Hongrois.» Bocskai est la tête d'un corps dont ils sont les membres. Il proteste même contre le soupçon soulevé contre les Saxons et selon lequel on les accuse de vouloir, en s'attachant à l'empereur Rodolphe, combattre la domination hongroise pour s'attacher plutôt aux Allemands.

Placés entre des forces importantes et changeantes les Saxons préfèrent aussi s'en tenir à l'ancien serment des princes et Weiss se réfère, lui aussi, «à la liberté de

L'HISTORIOGRAPHIE DES SAXONS

notre pauvre nation, sur laquelle Sigismond Báthori a prêté serment devant Dieu et devant le pays». La paix des Saxons fut en effet assurée pour une longue période sous les règnes ultérieurs par le fait qu'ils respectèrent, aussi bien que les princes, le serment fait au «pays»; les Saxons avaient trouvé leur bonheur en Transylvanie et leurs vœux ne les attiraient pas ailleurs.*

Le seul Saxon qui, parmi les hommes des siècles anciens, se soit plu à raconter les choses du passé et qui ait ainsi fait véritablement de l'histoire fut Georges Krauss l'aîné, issu d'une famille de commerçants de Szeben et qui passa la plus grande partie de sa vie comme notaire de Segesvár. Il fut rattaché aux Hongrois par les soins du prince Gabriel Bethlen, qui l'envoya étudier à ses frais à Padoue et à Rome. Il resta quatre années en Italie, à s'instruire et à voyager sur terre et sur mer, puis il se fit négociant; et lorsqu'il se retira dans sa petite ville de Segesvár, c'était un homme plein de sagesse, au courant de la civilisation universelle et rompu à la politique. Dans son grand ouvrage historique en deux volumes, il traite des événements de Transylvanie de 1608 à 1664; ceux qui concernent uniquement les affaires intérieures des Saxons y occupent relativement peu de place, à peine un cinquième de l'ensemble.

Krauss est le seul qui, en examinant les choses du passé, soit capable, comme les grands écrivains hongrois de Transylvanie de son siècle, Kemény, Szalárdi. Jean et Nicolas Bethlen, de nous montrer l'enchevêtrement formé par la politique, la conduite de la guerre, la religion, la culture, l'éducation, les arts. Il nous brosse de l'époque de Gabriel Báthori, de Bethlen et des deux

* *Quellen*, 5, nouvelle éd. du *Liber annalium*. Biographie de Weiss, par Alexandre Mika. Fr. Teutsch, *Die Entwicklung unseres nationalen Bewusstseins (Bilder aus der Kulturgesch. der Siebg. Saren 2., 1928)*. D'après cet ouvrage, le sentiment national des Saxons était entièrement formé au XVI^e siècle et n'a pas changé depuis; les preuves apportées plus haut réfutent semblable assertion.

Rákóczi, des tableaux dignes de la grande histoire. Il honore en Gabriel Bethlen le «père de la patrie», et donne à cette expression un sens plus hongrois que ne l'ont fait les contemporains de Honterus; il parle avec affection de ses grandes actions politiques et civilisatrices, jusqu'aux efforts qu'il fit en vue de développer la fabrication du verre et l'architecture italienne. Il a des pages écrites avec art. Il sait tirer de la vie des seigneurs et des grandes dames de Hongrie des récits intéressants. Bien que, dans la partie la plus étendue de son ouvrage, il relate les épouvantables conséquences pour la Transylvanie de la campagne menée en Pologne par le prince Georges II Rákóczi et qu'il parle plus d'une fois de «notre pauvre ville», il ne tombe jamais dans les lamentations ni dans les plaintes. On ne voit point encore chez lui cet air continuellement offensé, cette perpétuelle hypersensibilité qu'on verra apparaître plus tard, au XIX^e siècle, sur les traits de presque tous les Saxons. Il ne fait même pas de différence entre Hongrois et Saxons. Il réproche avec la même objectivité la dévastation des villages saxons et la cruelle exécution de deux cents paysans hongrois, ou la décapitation en masse de Hongrois, en 1662; il s'agissait là d'atrocités commises par les Turcs. Il n'est toutefois pas seul, en sa qualité de Saxon instruit et ayant beaucoup voyagé, à sympathiser avec les Hongrois. Plusieurs passages de son ouvrage nous indiquent qu'il existait des liens plus étroits entre Saxons et Hongrois qu'on ne le penserait à lire les historiens saxons modernes.

Après son échec en Pologne, Georges II Rákóczi gagna à sa cause non seulement une partie des serfs hongrois, mais aussi les couches inférieures des villes saxonnes; les patriciens saxons et les seigneurs hongrois lui opposèrent la candidature de Barcsai. Dans certaines villes, les municipalités durent réprimer par les armes le soulèvement populaire; à Segesvár le peuple fraternisa avec les soldats hongrois de Rákóczi et ils pénétrèrent ensemble dans la salle du conseil municipal. D'autre part, les notabilités

saxonnes réservent partout bon accueil aux réfugiés appartenant à la noblesse: les liens sociaux et culturels dominant donc encore le sentiment national, sans compter que la conscience nationale saxonne n'existait naturellement que dans la classe instruite et qu'on la chercherait vainement dans les masses inférieures, de même d'ailleurs que la conscience nationale hongroise parmi les serfs de cette époque. On ne saurait guère imaginer de plaisanterie plus saugrenue que de parler à cette époque d'unité ethnique, de culture et de conscience populaires.

Georges Krauss fut un grand écrivain et par surcroît un véritable historien; il savait ce qu'est la recherche des causes. En décrivant l'offensive du palatin Nicolas Esterházy, après la mort de Bethlen, très exactement d'ailleurs, car il se trouvait lui-même dans le camp du palatin, il note en tête du chapitre: «Cause et motif de la guerre palatine»; en un autre passage, parlant en détail de Nicolas Zrinyi, il remarque qu'il s'est procuré, à bon prix, ces renseignements à Vienne.*

Dès le milieu du XVII^e siècle, non seulement les Hongrois, mais aussi les Saxons se firent de plus en plus rares qui, après avoir étudié en Italie et fait leur profit des derniers rayonnements de l'humanisme et de la renaissance italienne, rentraient avec ce bagage dans leur pays, comme le fit après Krauss, et peut-être en dernier lieu, Nicolas Bethlen. Leur foi luthérienne rattache définitivement les Saxons aux universités protestantes allemandes, où, à cette époque, la science arrivait au plus haut degré de la confusion du baroque. Les diverses branches scientifiques s'entremêlent et la science historique devient comme une pâte malléable, comme un amalgame désagréable au toucher, où tout ce qu'on trouve dans les livres, à commencer par la Bible et les classiques, est utilisé

* Il est presque grotesque qu'au temps de l'absolutisme habsbourgeois, après 1848, les Saxons aient présenté à l'Académie de Vienne, pour le faire éditer, cet écrivain hungarophile comme un modèle du sentiment national. L'édition parut en 1858.

comme donnée, sans aucune critique, en y mêlant de vieilles inscriptions et autres antiquités avec les curiosités que donne une observation tout-à-fait superficielle des costumes et des coutumes populaires. Cette science populaire baroque allemande, qui ne s'implanta jamais en Hongrie, semblait avoir définitivement rompu avec la raison.

Les Saxons goûtèrent à ce genre au milieu du siècle et ce fut un professeur de Szeben, Jean Tröster, qui le porta à sa plus haute perfection. Abstraction faite de sa traduction en allemand de l'ouvrage historique de Jean Bethlen,* il triture du ton étonnamment conscient du charlatan scientifique les éléments dont l'esprit baroque-allemand de l'époque se sert pour amalgamer ses ouvrages d'histoire, ou pour mieux dire d'histoire ancienne.** Tröster ignore souvent ce qu'il vient de dire quelques pages plus haut; il accumule les données contradictoires pour les sortir à la fin de son chapeau d'illusionniste comme le prestidigitateur le fait pour les bouquets, les mouchoirs ou les verres. Il cherche partout des Scythes, mais ces Scythes ne sont pas hongrois, ils sont germains, et chaque fois qu'un nom lui permet de remonter à l'origine scythe, c'est sans aucun doute d'un Allemand qu'il s'agit. Les Slaves sont en réalité des Sarmates, c. à d. des Scytho-Germains, c. à d. des Vandales. A quelque page qu'il ouvre les anciens livres, le résultat est toujours le même. Les Germains sont les premiers habitants de la Transylvanie, aussi bien que de la Hongrie; les Gaulois, les Gètes, les Triballes n'apparaissent qu'à l'époque d'Alexandre le Grand et de Jules César: Auguste donne sa fille Julie en mariage à Gottesohn, roi des Goths, la preuve en est dans le nom des Alpes Juliennes et dans le nom latin de Gyulafehérvár (Alba Julia). A cet endroit, il va

* *Das bedrängte Dacia.*

** *Das Alt- und Neu-Teutsche Dacia, 1666. Polnisches Adlernest, 1666.*

sans dire qu'il s'en réfère avec sang-froid à Suétone. Tibère, après avoir vaincu les Goths et les Souabes de Moravie, établit ces deux peuples sur le Maros (bien que d'après lui, à en croire un passage antérieur, cette région fût déjà saturée de populations germaniques). Il déduit d'une manière générale de Tacite et de Tite-Live d'étonnantes théories au sujet des colonies en ce qui touche la Transylvanie; il découvre même que, dans leurs offensives contre Temesvár, Gyula et Várad, les Turcs ont en réalité suivi les conseils donnés par Tacite. Il craint toutefois que les Turcs ne profitent de l'exemple de Trajan pour occuper toute la Transylvanie en appliquant les plans stratégiques des Romains. Il donne aux Hongrois une leçon magistrale: ce sont des vaniteux et des vantards, qui se croient un peuple venu d'Asie, isolé et sans parenté, bien qu'en réalité ils ne soient que des Huns; or ces derniers sont des Scythes, c. à d. des Germano-Scythes, ce qui ressort du fait que la langue hongroise est à moitié allemande. Il en appelle pour le prouver à de bizarres théories étymologiques. Il démontre une par une l'origine germanique ou latine des parties du vêtement hongrois; l'écriture runique des Sicules est allemande, elle aussi. Les Sicules eux-mêmes sont les restes des Huns, ce qui signifie qu'ils sont d'origine allemande, mais comme résidu des armées d'Attila ils se sont réfugiés dans les montagnes par crainte des Allemands et ont renié leur nom de Huns. Il y a beaucoup de mauvaise foi dans tous ces non-sens; l'auteur lui-même ne croit pas à beaucoup de ses données, mais il est persuadé que les Allemands sont le plus grand peuple de l'histoire et que depuis deux mille ans la Transylvanie est un pays germanique.

Les résultats auxquels il aboutit provoquèrent la surprise même parmi les Saxons et soulevèrent de vives controverses. Les deux livres de Tröster parurent à Nuremberg et celui de Laurent Töppelt à Lyon,* où l'auteur avait ac-

* *Origines et occasus Transsylvanorum.*

compagné, en qualité de précepteur, le fils d'un noble Saxon, André Fleischer. Töppelt étudia aussi à Rome, passa son doctorat à l'université d'Orléans; il était par conséquent exempt de l'esprit chaotique germano-baroque, qui se manifeste d'une manière caractéristique dans les romans et dans la poésie lyrique allemande de cette époque. La rédaction claire et logique de son ouvrage sur l'origine des peuples de Transylvanie le rapproche de Tröster. Il n'y a pas là de traces de germanisation d'autres peuples. Il y expose intelligiblement, tranquillement ses vues qu'il appuie da longues citations puisées dans les œuvres de Bonfini, de Jovius, et de Thuanus. Pour lui, les Sicules sont un reste des Huns, les Hongrois sont un peuple de la même famille que les Huns et sont venus d'Asie; les Roumains, ayant vécu deux siècles sous la domination des légions romaines, sont des Daces romanisés; quant aux Saxons, il découvre leurs ancêtres parmi les Goths, les Gètes et les Daces. Son éducation latine ne le garantit pas, lui non plus, de la fausse science. A cet égard, il est intéressant de le comparer à Nicolas Bethlen, qui a étudié autant en Occident que Toppeltinus et peut-être davantage, mais il n'a pas latinisé son nom et les données trouvées sur le papier avec les casse-têtes qu'elles représentent ne lui ont pas fait perdre son bon sens. Töppelt donne du costume des peuples transylvains et des rites du mariage des explications tirées des écrivains romains et de Virgile, puis il raconte l'histoire des Hongrois en la mêlant à celle des Saxons et publie pour la première fois le texte du privilège accordé par le roi André.

Son livre lui attire la réprobation d'un de ses concitoyens, autre «patricien» de Medgyes, Mathias Miles (Milles), et ceci pour des raisons qui n'étaient pas purement scientifiques. Fleischer, le mécène de la première heure de Töppelt, avait soudoyé Miles pour l'attaquer publiquement, car entre-temps le précepteur de son fils était devenu le grand ennemi de la famille. Le prince Apafi fit d'ailleurs enfermer ultérieurement le puissant André Fleischer sur la

dénonciation de Töppelt. La discussion eut lieu à Szeben en présence des autorités politiques et scolaires, sans résultat, inutile de le dire, car les parties se lancèrent à la tête des grossièretés telles que le recteur du lycée étouffa la querelle en faisant chanter le chœur de ses étudiants. Miles d'ailleurs essaya d'écrire des ouvrages originaux. En tant que témoin et participant, il écrivit l'histoire de la campagne menée par Apafi en 1682 et publia sous le titre baroque de *Siebenbürgischer Würgengel* l'histoire de la Transylvanie au XVI^e siècle, un des plus lamentables plagiats de l'historiographie saxonne et hongroise. Il y inséra l'épopée de Schesaeus et la traduction en allemand du manuscrit d'Étienne Szamosközi, qu'il entrelarda d'actualités pour faire croire que c'était un ouvrage personnel.*

La querelle Töppelt-Miles concernait uniquement l'ordre des patriciens et les intellectuels saxons, mais étant donné qu'elle soulevait la question de l'origine de la nation saxonne et qu'elle jetait pour ainsi dire sur le marché, en lettres imprimées, le palladium des droits antiques, l'*Andreanum*, les savants disputeurs jetèrent aussi le trouble dans la communauté saxonne. Or, les opinions de Miles et de Töppelt étaient si diamétralement opposées que pour la sauvegarde des droits des Saxons il devint nécessaire d'élucider la question en remontant à la source. Ce ne fut pas un moindre personnage qui s'en chargea que Valentin Franck, le «comte des Saxons», conseiller intime du prince Apafi, plus tard partisan de l'empereur Léopold, homme du monde d'une grande culture et politique sérieux. Son travail,** par sa brièveté et sa franchise, contraste avec la soi-disant science de Töppelt et de Tröster. Il taxe de «conte de vieille femme» l'opinion courante d'après laquelle les Saxons auraient été des Goths c. à d. d'anciens habitants de la Transylvanie établis là par Charlemagne. Ils ont été

* *Monumenta Comititalia Transsylvaniae*, t. XVII. Cf. l'article de l'auteur dans *Magyar Könyvszemle*, 1906, p. 321.

** *Origines nationum et praecipue Saxonicae in Transilvania*. Vienna, 1697.

appelés par Géza II. Leur condition, déjà ancienne, et leur situation juridique résultent de l'*Andreanum*, que Töppelt a publié en falsifiant un passage important. Franck expose en détail, avec une critique pondérée, les dispositions de ce document fondamental, afin que les Saxons puissent ainsi établir leur situation juridique. Il divise l'histoire des Saxons en trois parties: la première est à l'époque du *divi Hungariae reges* qui se termine par le «détachement fatal» de la Transylvanie séparée de la Hongrie; ce fut un âge aristocratique-démocratique. La deuxième période, monarchico-aristocratique, est celle de la principauté indépendante, au cours de laquelle ils durent souvent se défendre, de peur qu'on ne les imposât et qu'on leur supprimât le droit de lever la dîme, ainsi que celui de glandage et de pêche. La troisième vient de commencer récemment lorsque les Saxons sont passés, avec toute la Transylvanie, sous l'autorité du roi Léopold. Il évoque avec regret et amour l'ancienne époque des rois de Hongrie, mais il se console en songeant que cette nouvelle époque ouvrira la voie à une nouvelle ascension du peuple saxon.

Les temps étaient changés; les jours de la principauté indépendante de Transylvanie étaient définitivement révolus et les Saxons transylvains, le cœur en joie, saluaient le César, de descendance allemande lui-même. La pensée hongroise, en tant qu'élément constitutif de la forme la plus ancienne de la conscience saxonne, reçut un rude coup dont elle ne pouvait guère se remettre. A partir de ce moment, l'attitude des Hongrois et celle des Saxons se rencontrèrent à peine; les Hongrois furent en défense perpétuelle contre Vienne tandis que les Saxons se blottissaient dans son sein, depuis, le premier moment, comme auprès d'un protecteur naturel, car le roi qui résidait à Vienne était allemand. Derrière les paroles de Franck se dresse la puissante Germanie, dont l'ombre recouvrira tôt ou tard l'empereur habsbourgeois lui-même. Tous ces changements de conscience, au cours desquels les rapports avec la Hongrie tombaient dans l'oubli, ne furent qu'un

souvenir et bientôt un souvenir intempestif, issu de la question de l'origine du peuple saxon. C'est ainsi que le problème central aussi bien de l'historiographie que du sentiment national deviendra l'enquête sur l'origine. Franck sera suivi à cent ans de distance par Schlözer, qui mettra au rang des antiquités la pensée autrichienne, de même que l'avait fait pour la pensée hongroise et transylvaine Valentin Franck von Frankenstein, anobli par Léopold.

II

Le tableau connu de la société saxonne au XIX^e siècle, si différent de celui que présente celle des Hongrois et des Roumains de Transylvanie, s'était en réalité constitué au XVIII^e siècle dans la grande principauté de Transylvanie, dont le souverain, de la maison de Habsbourg, était entouré par les Saxons d'un dévouement et d'un loyalisme à toute épreuve. Ce respect absolu envers l'empereur résidant à Vienne fut le fruit de cette même époque qui produisit la simplification définitive de la société saxonne et, outre la simultanéité de ces deux processus, un examen plus approfondi et sincère permet d'établir entre eux des rapports plus organiques. Il convient d'attribuer une importance en quelque sorte symbolique à la révolte qui eut lieu à Brassó au printemps de l'année 1689. Cette révolte avait pour auteurs la corporation des bottiers de Brassó; ces derniers se mirent à la tête du peuple contre les autorités municipales, le clergé et les patriciens, qui voulaient ouvrir les portes de la ville devant les troupes impériales du général Caraffa; ils emprisonnèrent le maire et le conseil et organisèrent la résistance. Caraffa fut obligé d'envoyer contre la ville le général Veterani avec de l'artillerie lourde. Les meneurs furent exécutés; le peuple à genoux jura fidélité à «l'empereur romain» et ce serment fut intégralement tenu par les Saxons pendant une longue période.

Il est vrai que ni les bottiers ni les fourreurs, ni les autres artisans n'eurent plus jamais leur mot à dire dans la di-

rection du peuple. L'industrie, et le commerce en général, périclitèrent; en effet, à la fin du siècle, les Turcs furent expulsés du bassin carpathique et le commerce entre l'Ouest et l'Est n'eut plus besoin, depuis la libération de Bude et de Pest, de faire un détour par Kassa, Kolozsvár et Brassó, situés aux confins orientaux; la population appauvrie de ces villes frappées de décadence alla en diminuant; Szeben et Brassó commencèrent à ressembler à de petites villes autrichiennes, et ces petites villes allèrent lentement et sans à-coups vers la stabilisation des classes sociales. Les couches dirigeantes devinrent de plus en plus compactes; il n'y eut plus de transitions rapides; on ne vit plus de familles de paysans ou d'artisans s'élever soudain, comme le cas s'était produit aux XVI^e et XVII^e siècles, ce qui avait fait la force du monde saxon. La classe dirigeante se recruta uniquement parmi les familles particiennes, parmi les gens instruits et les familles de fonctionnaires de province et de pasteurs. Les officiers des troupes impériales en garnison dans les villes saxonnes, de nationalité allemande pour la plupart, restaient souvent dans ces villes après avoir pris leur retraite, puis eux-mêmes et leurs familles se fondaient dans la classe dirigeante. Conformément aux intentions de prosélytisme catholique de Marie-Thérèse, il y eut aussi des officiers catholiques qui s'y établirent, à l'effet de faire cesser l'exclusivité du culte luthérien, devenue permanente depuis Honterus; cela donna lieu à de nombreux griefs sans avoir toutefois la moindre influence sur la classe dirigeante.

Cette classe dirigeante, ainsi alimentée en quelque mesure à de nouvelles sources, prit de plus en plus un caractère administratif et bureaucratique, et le clergé devint pour ainsi dire impuissant à intervenir dans les rivalités qui opposaient les familles de fonctionnaires pour l'obtention des emplois et du pouvoir. Ajoutons à cela que les sièges centraux du gouvernement, si caractéristiques de la domination habsbourgeoise, s'ouvrirent également devant les Saxons; il y eut en Transylvanie même le «gubernium»,

le «thesaurarius», le commissariat provincial, et à Vienne la chancellerie de Transylvanie. Ceux qui étaient occupés dans ces emplois obtenaient l'anoblissement, la baronnie et s'éloignaient ainsi de plus en plus de leurs racines paysannes ou artisanes. La fière déclaration d'Albert Huet au sujet de son peuple de fourreurs, de tailleurs et de bottiers eût été à cette époque un anachronisme. Cette classe bureaucratique, dont les membres étaient perpétuellement en querelle les uns avec les autres, fort corrompue d'après les témoignages des Saxons eux-mêmes, assumait la direction de l'«universitas» et des villes; aux yeux de la couche dirigeante, les petites gens des villes de peu d'importance aussi bien que le peuple laborieux des campagnes passèrent longtemps pour des facteurs négligeables. Les historiens saxons, venus plus tard, se plaisent à établir un rapprochement entre ces symptômes de décadence intérieure et la présence des fonctionnaires immigrés, non Saxons d'origine. Le rôle joué par Jean Closs von Cronenthal, catholique de Brassó et «comte» (comes) saxon, apporte à cette thèse saxonne une preuve suffisante, de même que le fait que son frère Michel, haut fonctionnaire de la ville de Brassó, soumis à une enquête disciplinaire sous l'accusation d'extorsion de fonds, se défendit en arguant que c'était là une pratique courante dans les pays roumains. Cependant les fonctionnaires issus des anciennes familles n'étaient pas meilleurs, ainsi qu'il ressort des récits des fonctionnaires historiographes de ce siècle, que nous citons plus loin.

Le fidèle chroniqueur de cette vie saxonne fut Georges Michel Gottlieb von Hermann, avec le volumineux ouvrage qu'il écrivit sur «l'ancienne et la nouvelle ville de Brassó».* L'auteur était fonctionnaire lui-même; il lutta contre la corruption de la famille Closs, fut même, à deux reprises, élu maire de Brassó, mais sans pouvoir obtenir sa valida-

* *Das alte und neue Kronstadt*, éd. Oscar von Meltzel, 2. vol. 1883, 1887. (Malheureusement, la première partie, qui va jusqu'en 1688, n'a pas été publiée.)

tion; finalement, il fut accusé d'irrégularités et destitué, et c'est dans cet état d'âme, aigri et humilié, qu'il mit deux ans à écrire son grand ouvrage, à la fin du siècle.

Cette persécution au sujet de son emploi le rendit neurasthénique et c'est ainsi qu'il mourut en 1807. Son acquittement par les autorités supérieures ne fut prononcé qu'après sa mort. Ainsi qu'on le voit, c'était là, dans toute l'acception du terme, un régime bureaucratique; Hermann, comme d'ailleurs tout le peuple saxon, est inséparable à cette époque de cette vie bureaucratique. Son ouvrage veut être de l'histoire, mais glisse fréquemment au style officiel, plus familier à l'auteur. Il divise ses principaux chapitres d'après les règnes des souverains et traite les anciens événements à part, en parlant du clergé ou des laïcs; il procède de la même façon en ce qui concerne les guerres contre les Turcs ou contre les Habsbourg. Puis, par la suite, il répartit sa matière entièrement par catégories administratives; il consacre des chapitres séparés à la peste, aux invasions de sauterelles et, à ce dernier propos, s'étend en détail et d'une manière instructive sur les méthodes employées par le gouvernement provincial pour détruire ces insectes. Le tableau qu'il nous trace des conditions politiques, religieuses ou économiques de Brassó et de toute la Transylvanie est accompagné de données statistiques relatives à la natalité, à la mortalité, au régime fiscal, aux recettes municipales, au traitement des employés, tout cela sous l'influence soit de l'école d'historiographie allemande de l'époque, soit simplement des publications populaires de Schlözer, mais il se peut aussi que ce ne soit qu'avec le geste accoutumé du fonctionnaire vieilli au milieu des tableaux statistiques. L'impression qu'on a affaire à des pièces officielles s'accroît encore du fait qu'il s'étend à peine aux choses personnelles ou familiales et parle très peu de lui-même ou de tierces personnes. Le ton froid de son style administratif ne se réchauffe à aucun endroit. On remarque néanmoins qu'il n'a d'attachement pour personne en dehors de son amour pour le peuple saxon. Quelque prudence qu'il apporte à par-

ler de tout ce qui est supérieur, il n'arrive pas à dissimuler son antipathie pour les officiers impériaux ni même pour le commandant en chef de la Transylvanie. Il n'aime pas non plus les Hongrois et se montre hostile à l'établissement de tous rapports plus étroits entre la Hongrie et la Transylvanie. De même que le Saxon moyen de ce siècle, il se sent en premier lieu sujet autrichien et, en tant que bon citoyen, il ne voit de sécurité pour son peuple qu'au sein de la monarchie autrichienne. Seule, la paix maintenue par l'empereur habsbourgeois est suceptible, d'après lui, d'assurer le développement de l'industrie, du commerce et de la science, qu'il considère, en bourgeois éclairé, comme les uniques valeurs au monde. L'État et la Nation remplissent leur tâche en assurant cette prospérité publique matérielle et spirituelle; en dehors de cet objectif, on chercherait en vain chez lui d'autre pensée nationale. L'Allemagne n'a pas encore paru à son horizon et il n'y a pas trace dans son ouvrage de sentiment national allemand. Le temps des guerres donne lieu chez lui à de nombreux griefs; il expose en détails les effets nuisibles de la guerre sur les classes laborieuses, et, naturellement, surtout sur les employés de l'État, et va si loin, bien que nul ne maltraite son peuple, qu'il vit pour ainsi dire au milieu des lamentations. Peut-être est-ce là le premier signe avant-coureur de cette sensibilité pleurnicharde et de cette humeur atrabilaire qui caractérisent de manière permanente les produits littéraires saxons tout au long du XIX^e siècle. Les parties les plus précieuses de son ouvrage sont celles qui ont trait aux conditions sociales de Brassó; sous le titre: „Autochtones et Étrangers“, il lègue à la postérité désintéressée, de l'air satisfait d'un homme qui vient d'exhaler sa plainte, le récit détaillé d'affaires concernant les Saxons convertis, les officiers catholiques, les fonctionnaires tyranniques, les empiétements du commerce grec, les procès qui font le sujet de toutes les conversations.

Michel Conrad, qui figure souvent en littérature sous son nom de noblesse, Heydendorf, et qui mourut en 1821,

plus que nonagénaire, comme maire de Medgyes, fut un fonctionnaire historien plus aimable et plus souriant que le précédent. Son ouvrage est une autobiographie qui prend les proportions d'une histoire de tous les Saxons de Transylvanie. Il commence à sa naissance et procède par années de 1776 à sa mort. Il est moins rigide et plus vivant que celui de Hermann, bureaucrate né. Véritable Saxon de sentiment, il lutte âprement sous le règne de Joseph II, à la fin du XVIII^e siècle, pour le maintien de l'«universitas» saxonne comme un fils fidèle de l'Église luthérienne nationale saxonne. Nous devons toutefois constater qu'il représente cette catégorie de haute intellectualité saxonne qui, durant les longues années de paix du XVIII^e siècle, développa les rapports officiels permanents avec les Hongrois et qui, en ce qui touche l'amitié avec la Hongrie, commença de retrouver le chemin menant à la paix des siècles antérieurs. Circonstance caractéristique: cette amitié avec la Hongrie fut accompagnée d'un éloignement total de l'empire. Conrad, déjà, n'avait plus fréquenté les écoles étrangères; il avait fait ses études en Transylvanie, à Medgyes, Marosvásárhely, Enyed et Szeben et condamne dans son ouvrage la fréquentation des universités allemandes. A son avis, dans les universités de l'Empire, les étudiants saxons sombrent dans la débauche, périssent ou reviennent malades ou bien encore restent dans ce pays et sont perdus à tout jamais pour la communauté saxonne. Il n'a connu lui-même qu'un seul pasteur qui soit rentré en tout honneur, et il devait, sur ses vieux jours, donner raison aux Bruckenthal et à ses parents par la branche maternelle, les Bausner, qui l'avaient mis en garde contre les universités allemandes. Ceci explique pourquoi l'on ne trouve chez lui aucun sentiment allemand et pourquoi l'Empire n'exerce sur lui aucun attrait, même au sens du XVIII^e siècle. Ses relations avec les Hongrois de Transylvanie n'en étaient que plus nombreuses. Sa longue carrière administrative, au cours de laquelle il fut à la tête de l'autorité saxonne et dirigea le conseil du gouvernement de Transylvanie, le mit en rap-

ports avec beaucoup de Hongrois sympathiques, membres de l'aristocratie transylvaine. Il ne s'agit pas seulement du fait que l'aristocrate hongrois en imposait au fonctionnaire saxon «bourgeois» en l'accueillant en collègue au sein du gouvernement et dans son cercle fermé. Conrad ne regardait pas en parvenu les aristocrates hongrois; en dehors de sa courtoisie, sa culture intellectuelle et les marques de ses sentiments d'humanité lui gagnèrent la faveur des Hongrois. Dès qu'il eut terminé ses études, il fit connaissance à Medgyes même, dans la maison du baron Szilágyi, de la culture hongroise. C'est dans le salon de Szilágyi qu'il écoute pour la première fois le «collegium musicum» et c'est à sa bibliothèque qu'il emprunta les volumes de Voltaire et de Rousseau. Il ne saurait y avoir aucun doute au sujet de la véracité des centaines de portraits de Saxons qu'il traça dans son volumineux ouvrage. A côté des nombreux aristocrates hongrois, dont il dépeint les belles manières, il nous parle aussi d'un homme de petite noblesse, venu de Hongrie et qui tranche sur le reste. Or Paul Bogáti, ce Hongrois, était non seulement grossier, mais aussi d'une avarice sordide, au point qu'il ne possédait pas d'habit de gala; il travaillait chez lui en vêtements de dessous et lorsqu'un personnage de marque venait pour le voir, il se mettait au lit pour ne pas le recevoir. Conrad n'avait pour lui aucune estime. La période qu'il avait passée comme fonctionnaire à Nagyszeben lui avait laissé les meilleurs souvenirs de sa vie, car il y avait joui de la société des Bruckenthal, des Bethlen et des Kemény et il avait parmi les conseillers hongrois du gouvernement des amis auxquels il était uni par les liens du cœur (*Herzensfreunde*). Par contre, il eut honte plus d'une fois de la rusticité et de la dureté de ses collègues saxons. Il fut loin d'idéaliser en général la vie saxonne, comme devaient le faire les historographes romantiques saxons du XIX^e siècle. Le contrôle exercé sur les bureaucrates des villes saxonnes n'était point dû selon lui à l'animosité du pouvoir central contre les Saxons, mais

il avait pour but de protéger le peuple saxon contre une corruption effective.

Il a si peu d'illusions sur ce point que, pour prouver la gravité de ce mal intérieur saxon, il mentionne l'activité de son propre père. Ce dernier avait été, lui aussi, maire de Medgyes et avait eu à soutenir une longue lutte contre la rivalité de l'autre famille patricienne de Medgyes, celle des Hannenheim. Dans cette lutte, les deux familles usèrent de «vile» flagornerie pour rechercher la faveur populaire malgré leur orgueil de patriciens; ils s'humilièrent devant la plèbe, à tel point que celle-ci en vint à les mépriser et les dénonça au gouvernement; il en résulta une série d'enquêtes désagréables au sujet de questions d'argent, et ce fut une leçon tardive pour les Hannenheim et les Conrad, qui comprirent qu'ils auraient mieux fait de s'unir contre le peuple, leur ennemi commun. Naturellement, toutefois, cette vive critique sociale n'empêche pas Conrad de rester attaché à sa nation et à son peuple. De son propre aveu, les deux plus grands événements de sa vie furent les suivants: la première fois, ce fut en 1773, à l'occasion d'un voyage de l'empereur Joseph II au cours duquel, ayant accompagné à cheval le souverain jusqu'aux confins du territoire de Medgyes, il eut avec lui une longue et intéressante conversation dans l'intérêt du peuple; l'autre événement se passa lors de la seconde visite de l'empereur; le gouvernement avait donné un banquet en son honneur; pendant ce temps les Saxons tinrent secrètement conseil à l'effet de savoir ce qu'ils allaient demander pour la nation et de quelle façon ils s'y prendraient pour exprimer ces vœux. Conrad se trouva en face d'un pénible dilemme, craignant de ne point pouvoir paraître soit au conseil, soit au banquet; mais Dieu lui vint en aide, le conseil se termina encore à temps pour lui permettre d'assister au banquet, où il lui fut donné de contempler le plus magnifique spectacle de sa vie; il y avait là, en l'honneur de l'empereur, tous les aristocrates de Transylvanie, accompagnés de leurs femmes, les hauts fonctionnaires civils et militaires et, pour

L'HISTORIOGRAPHIE DES SAXONS

comble, il eut la joie de pouvoir assister à l'audience où les Saxons implorèrent la liberté religieuse et celle de leur «universitas».

Nous savons que tout cela laissa l'empereur insensible, et qu'en réunissant la Hongrie et la Transylvanie, en mettant fin aux petites autonomies, parmi lesquelles l'indépendance saxonne, il troubla un calme séculaire et ouvrit pour la vie de ses peuples une ère nouvelle. La vie publique saxonne était en effet tranquille à l'époque de Marie-Thérèse; bien que les documents officiels saxons formulent alors de nombreux griefs au sujet de la répartition des impôts, de la «concitoyenneté» (qui n'a d'ailleurs jamais été réalisée) et de la dîme, les dirigeants des trois nations travaillant près d'un siècle durant dans les mêmes bureaux et sous la même discipline finirent par s'accoutumer les uns aux autres, et les intellectuels saxons, en premier lieu les laïcs, furent entraînés par le même courant d'assimilation qu'à la fin du moyen âge les fonctionnaires-propriétaires et les familles *grâves*, dont une partie était passée à la noblesse hongroise. Vers la fin du XVIII^e siècle les seigneurs saxons étaient aussi loyaux envers Vienne que les Hongrois; rationalistes et hommes éclairés, nourris du même esprit français que les aristocrates transylvains, ils demeuraient également attachés au régime des Ordres, au droit public séculaire transylvain et à la domination des trois nations. L'autobiographie de Conrad montre que ces nombreux accommodements d'intérêt et de nature spirituelle avaient créé entre Hongrois et Saxons des liens plus étroits qu'à aucune époque antérieure; cette évolution fut arrêtée par la tyrannie de Joseph II, qui provoqua la réaction nationale chez les Saxons comme chez les Hongrois.

On ne doit pas s'étonner si, dans la description qu'il fait de la vie en commun, il nous apprend qu'au début la réaction fut uniforme contre les décrets impériaux. Hongrois et Saxons joignirent leurs protestations et se réjouirent en commun lorsqu'ils recouvrèrent leurs libertés après la mort de l'empereur. Les Saxons étaient d'ailleurs préparés

à la lutte de droit public qu'ils soutinrent contre les mesures impériales destructrices de traditions et pour la consolidation de l'ancien état de choses, et ceci notamment grâce à l'orientation spéciale de leur science historique, orientation dont il me faut encore toucher quelques mots avant de passer aux événements de 1790.

Les intellectuels saxons collectionnaient depuis fort longtemps et avec une véritable passion les documents, les actes et toutes sortes de textes et de manuscrits présentant une valeur historique ou qui, souvent, en étaient complètement dépourvus. Nous avons déjà fait cette constatation chez les écrivains du XVII^e siècle, surtout chez ceux qui furent sous l'influence de la mode des collections de l'époque baroque, mode qui, au lieu d'avoir pour résultat la fondation de musées, de galeries de peintures, de cabinets de curiosités mécaniques et naturelles, se manifesta chez les simples bourgeois saxons par des collections de recueils de citations ou de copies de manuscrits amassés sans discernement. Cette mode baroque était encore en vogue au siècle suivant, époque où, toutefois, elle s'adapta à des buts plus pratiques. L'existence de la petite communauté saxonne, surtout à partir du déclin de la principauté indépendante de Transylvanie, puis des grands changements qui s'opérèrent à la fin du siècle, s'écoula en chicanes, en querelles juridiques contre les tendances du pouvoir, du fisc, et des deux autres nations, en discussions de droit public ou privé, aussi bien que sous le rapport ecclésiastique séculier. L'Église saxonne était déjà en butte aux fréquents assauts que lui livraient les sectes dont les mouvements portaient des universités allemandes, notamment le piétisme. Du point de vue matériel, la fortune de l'Église, et surtout la dime, faisait l'objet de discussions interminables. Sous le régime des Habsbourg, avec le nombre croissant des fonctionnaires catholiques, l'„universitas“ fut exposée, tant aux points de vue spirituel que temporel, à de graves dangers; sur la proposition de l'évêque Georges Jérémie Hanar, on convoqua en 1753 un consistoire luthé-

rien qui n'admettait que des luthériens parmi les hauts fonctionnaires de l'„universitas“.

Toutes ces questions plus ou moins importantes d'organisation et ces chicanes perpétuelles mirent au premier plan les documents, en tant que preuves de droit et de possession. L'homme du moyen âge et celui de l'époque des Ordres connaissaient déjà, eux aussi, l'importance des documents, et cette conscience déjà ancienne fleurit à nouveau chez presque tous les pasteurs qui eurent la possibilité de copier des documents publics. De là l'origine, à partir de la fin du XVIII^e siècle, de ces recueils, dont le nombre ira sans cesse croissant, d'écrits ayant trait à l'Église, au droit canon et à l'histoire des propriétés. De grandes collections de manuscrits se constituent: les Annales ecclésiastiques de David Hermann, et les collections des évêques Adami, Pancratius et Georges Haner, qui remontent au XVII^e siècle. La première histoire de l'Église saxonne,* qui fut écrite par le même Haner-l'ancien au temps où il faisait ses études à l'université de Wittenberg et publiée en 1694, est un amas de données du même genre. On attachait la même importance pratique aux écrits de nature temporelle, aux documents officiels relatifs à l'existence et aux libertés de l'„universitas» saxonne, y compris les privilèges anciens, les documents des assemblées nationales et les traités passés avec le gouvernement et les deux autres nations. Les querelles dont nous avons parlé, au sujet du régime fiscal et des droits de citoyens des nobles dans les villes saxonnes, rendaient plus vif le sentiment historique des hauts fonctionnaires saxons qui, officiellement, étaient obligés de repousser les demandes venant de l'extérieur. C'est parmi eux qu'il convient de rechercher les premiers investigateurs de l'histoire de la constitution et de la politique saxonnes, même s'ils ne poursuivaient qu'un but

* V. Friedrich Teutsch. *Geschichte der Siebenbürger Sachsen*. T. II, pp. 180, 182 et *Geschichte der evangelischen Kirche in Siebenbürgen*. T. I, pp. 542 et suiv.

juridique et non historique et que leurs recherches fussent consignées dans des pièces officielles, sans avoir été imprimées. Qu'il me suffise ici de mentionner le nom du baron Samuel Bruckenthal, dont le mémorandum préparé à l'occasion du voyage de Joseph II en Transylvanie, en 1773, traite de la constitution des trois nations et, dans le cadre de chacune d'elle, de l'organisation administrative, et est peut-être le précis historique le plus clair qu'il nous soit donné de lire sur cette question, tant discutée depuis. De même, sa requête de 1784, au sujet de l'impôt à payer par la Transylvanie, est remarquable par la richesse des données et par les connaissances techniques; en ce qui concerne d'autre part le droit de citoyenneté, la requête dans laquelle il repousse le projet du comte Korniss est intéressante en ce sens qu'elle en révèle sincèrement les dangers du point de vue pratique. Bruckenthal se propose par là d'enlever à tout jamais aux Hongrois la possibilité de s'établir dans les villes saxonnes, en arguant que le droit de cité saxon est réservé, dans le passé comme dans l'avenir, aux «hommes libres d'origine allemande.» Il se borne à mentionner en passant la présence de Roumains sur le territoire saxon et il va sans dire qu'en exigeant la preuve de l'origine allemande, il aurait pu les exclure définitivement du droit de cité s'il avait été le moins du monde question, à cette époque, du droit de cité des Roumains.*

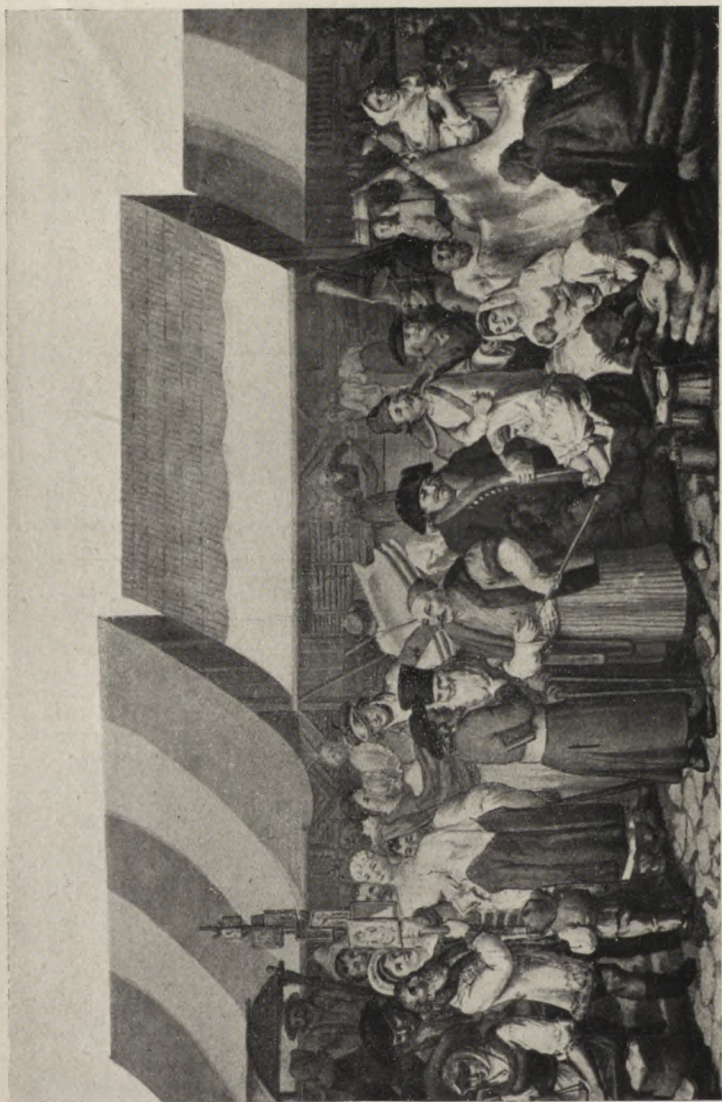
En dehors d'une habitude baroque et du but pratique de droit ecclésiastique et public, ces collectionneurs obéissaient très certainement à l'amour de la science et de leur histoire locale en recueillant ainsi des volumes entiers, soit en payant des copistes, mais le plus souvent en griffonnant eux mêmes; ces volumes appartiennent aujourd'hui à des institutions saxonnes ou font partie de collections hongroises et sont des sources précieuses, en partie inexplorées, pour l'histoire des Saxons et des Hongrois de Transylvanie.

* Ces écrits officiels de Bruckenthal ont été publiés par Joh. Georg Schaser, *Denkwürdigkeiten aus dem Leben des Freih. Samuel von Bruckenthal*. Hermannstadt, 1848. V. p. 48 du Anhang.

La liste infinie de ces collectionneurs contient les noms d'hommes ayant tous une patience de fourmi et qui, bien qu'absorbés par leur fonction officielle, ecclésiastique, ou leur tâche de professeur ou de bureaucrate, trouvaient encore le temps de travailler avec acharnement pour satisfaire leur intérêt de l'histoire en se procurant ces copies; chez tous, d'ailleurs, cet intérêt s'étendait à toute l'histoire de la Transylvanie et de la Hongrie. Friedrich Teutsch et d'autres auteurs ont, il est vrai, essayé de démontrer, en se basant sur certains passages, que c'étaient là des précurseurs, qu'ils avaient découvert les premiers la communauté de destin entre les Saxons et l'empire allemand et procédé à des recherches historiques consciencieuses (p. ex. en notant certaines tournures de phrases, ou en comparant, avec une belle ignorance scientifique baroque, les noms de localités ou autres avec les noms existant en Allemagne.) Ils se déclarent fièrement Allemands, mais sans aucun esprit de comparaison, car ils voient dans cette qualité d'Allemands le moyen le plus sûr de protéger leurs biens spirituels et matériels contre les Hongrois. Mais en revanche, à part ce geste de défense, qui relève du droit public ou privé, ils ne témoignent aucune hostilité envers les Hongrois; ils collectionnent les manuscrits des écrivains hongrois tout aussi pieusement que ceux des Saxons, et cela leur est d'autant plus facile qu'au-dessus des chicanes entre Hongrois et Saxons, il y a, à une hauteur inaccessible, le souverain habsbourgeois, dont la bienveillance ne les a jamais déçus jusqu'au règne de Joseph II. Ces collections sont le fruit du travail d'hommes qui mènent une vie assurée et paisible. Du point de vue scientifique, ils représentent une manière de voir déjà ancienne à leur époque, mais ils offrent la preuve des besoins spirituels des intellectuels saxons de leur temps et ont été d'autre part les conservateurs de textes historiques condamnés à être dispersés ou détruits; aussi devons-nous de la reconnaissance aux auteurs, depuis longtemps disparus, de ces collections.

Les réformes, par lesquelles Joseph II troubla l'existence traditionnelle de ses peuples, furent encore plus funestes aux Saxons qu'aux Hongrois. Il annula l'autonomie territoriale des trois nations et divisa toute la Transylvanie en onze comitats; une grande partie des terres saxonnes dépendit du comitat de Szeben et le reste fut réuni à des majorités hongroises ou roumaines. L'élection des conseils de comitats continuant d'être le privilège des nobles, les Saxons se virent complètement évincés de l'administration des comitats, ce à quoi l'empereur pensa pallier en anoblissant les vieilles familles saxonnes. Remède pire que le mal: il y aurait eu ainsi une scission de la société saxonne unie et en face de la mince couche élevée à la noblesse, la grande foule eut été ravalée au niveau des serfs hongrois ou roumains. En outre, l'empereur appliquait durement le principe fiscal selon lequel les Saxons n'étaient pas de vrais hommes libres, mais des serfs de la Couronne et des sujets du fisc. Cette pression venue d'en haut finit par entamer l'unité du peuple saxon; Rosenfeld, conseiller du gouvernement et nouveau préfet de Szeben, en allant, avec le corps des fonctionnaires du nouveau comitat, présenter ses hommages au gouverneur, tint un discours en hongrois. Mais le gouverneur était alors le baron Bruckenthal, grand adversaire des réformes de Joseph II; il répondit en saxon au Saxon qui venait de parler hongrois et en hongrois au salut que lui présentèrent les comitats habités en majorité par des Hongrois.

Ainsi donc, les Saxons sont aussi montés que les Hongrois contre Joseph pour la défense de la «constitution.» Eux aussi sont à la recherche des formes historiques anciennes de leur vie libre et des droits et privilèges sous la protection desquels ils ont vécu des siècles durant. Or, étant donné que l'autonomie saxonne reposait sur des bases juridiques complètement différentes de celles qui concernaient les deux autres nations, la défense hongroise, après avoir marché de pair au début avec la défense saxonne, s'en écarta pour s'engager sur une autre voie. Saxons et Hongrois fêtèrent



Foire dans la Transylvanie

Litographie coloriée de F. Neuhäuser du début du XIX^e siècle



Page de titre du livre de Mathias Fronius

Brassó, 1583



encore ensemble la mort de l'empereur abhorré, mais déjà les tout premiers traités historiques dans lesquels on essaie de prouver les droits des Saxons s'écartent fort loin du point de vue hongrois, plus encore qu'à l'époque précédente du baroque.

La différence fondamentale, celle dont dérivent toutes les autres, concerne la question de l'origine et de l'immigration. Une de ces études, que l'auteur dédie «à sa chère nation», énumère plusieurs motifs ayant déterminé les rois de Hongrie à faire appel aux ancêtres des Saxons; ils avaient été appelés à cause de leur bravoure, pour constituer un rempart du côté de l'est, et aussi à cause de leur foi chrétienne, celle des Hongrois manquant alors encore de consistance; on les avait aussi appelés parce que bons artisans et bons commerçants, et enfin pour peupler des territoires déserts. Toutefois leur établissement n'avait pas eu pour base le droit hongrois. Pour l'auteur, l'expression juridique des privilèges royaux n'est faite qu'en application du droit féodal allemand; c'est pourquoi le roi de Hongrie lui-même ne peut reprendre aux Saxons établis ici leurs propriétés, le *fundus regius*, aussi longtemps que ces derniers demeurent fidèles au serment par lequel ils ont obtenu leur terre et leurs droits. Les terres saxonnes sont donc des fiefs et non des biens de la couronne; leurs propriétaires ne sont pas des serfs, mais des hommes libres liés par leur serment et n'ayant d'autre obligation que de témoigner leur fidélité par le service militaire. Leur position est identique, par conséquent, à celle des Ordres de l'empire allemand vis-à-vis de l'empereur; ils sont vassaux du roi de Hongrie, constatation qui les hausse immédiatement au-dessus, non seulement des serfs, mais aussi des nobles hongrois. N'oublions pas qu'à cette époque les Ordres de l'empire allemand étaient les princes, les chevaliers et les villes d'empire. L'auteur élève son peuple au même rang. Un autre écrit «populaire» caractérise cet état d'esprit qui, par manière de réaction, s'éloigne brusquement des Habsbourg; il déclare d'emblée que «les Saxons sont allemands; leur langue, leurs mœurs

et leurs coutumes le démontrent d'une manière indiscutable.»

Parmi ces oeuvres de circonstance se distingue particulièrement le livre de l'«abbé» Eder, fils d'une famille immigrée, né à Brassó, recteur de l'école catholique de Nagyszeben; cet ouvrage a pour titre: *De initiis juribusque primævis Saxonum Transsylvanorum Commentatis*; c'est une réponse non seulement à l'atteinte portée par Joseph II à la constitution, mais aussi aux attaques roumaines. Un an déjà auparavant, Eder avait publié et réfuté le *Supplex libellus Valachorum*. Il apporte enfin la preuve, au moyen de documents authentiques, de l'établissement et de la position à part des Saxons. L'esprit critique dont il témoigne à l'égard de l'histoire des Saxons rejette les légendes qui courent au sujet d'une origine gothe ou remontant à Charlemagne; d'après lui, le fondateur de Hermannstadt, Hermann, était un chevalier de Nuremberg, venu le premier sous le règne de saint Étienne. La véritable immigration n'eut lieu toutefois qu'au XII^e siècle, sur l'invitation de Géza II et Eder lui-même, quoique hungarophile et d'un naturel doux, ne peut s'empêcher de s'imaginer que le roi de Hongrie ne pouvait venir à bout de ses Hongrois; c'étaient des hommes farouches, tels que l'évêque Othon Freisingen les avait dépeints, ne comprenant rien à l'art de la guerre, indignes de confiance et toujours prêts à se révolter; Géza jeta donc un regard d'envie du côté de la Germanie, pays de l'ordre, de la tranquillité, de la paix policée; voilà pourquoi il fit venir les Saxons, seuls capables d'assurer l'ordre dans son pays ainsi que sa domination et celle de sa famille. Cependant, Eder connaissait trop bien l'histoire de la Hongrie pour établir un rapport entre la situation des Saxons et le droit féodal allemand; au lieu de cela, il ne perdait pas de vue la coutume des rois de Hongrie de faire des donations.

Le vieux baron Bruckenthal, le plus grand Saxon, estima que ces ouvrages, écrits surtout dans un but politique, ne suffisaient pas encore à établir avec certitude les droits des Saxons; il jugea nécessaire de faire faire une synthèse des

résultats ainsi obtenus et l'homme sur qui tomba son choix n'était autre qu'Auguste Louis Schlözer, le grand historien allemand du siècle des lumières. Celui-ci se chargea du travail et s'en acquitta après avoir reçu des Saxons imprimés et manuscrits. Bruckenthal fit retoucher par des spécialistes saxons le manuscrit de son ouvrage, et c'est ainsi que fut composé ce livre en quelque sorte collectif mais qui est en réalité une des meilleures productions individuelles de Schlözer; il parut sous le titre savant *Histoire des Allemands de Transylvanie*, et comme sous-titre «avec une collection critique ad hoc» (Göttingen, 1795). Il y eut plus tard des complications à propos du versement des honoraires; avec son tempérament ardent, le savant menaça ses amis saxons de rendre l'affaire publique, mais Bruckenthal prit les devants et versa lui-même la somme; le fait d'avoir fait écrire ce livre est tout à l'éloge de la finesse de son sens politique.*

Le savant allemand était alors presque aussi célèbre que Voltaire, son modèle en historiographie, par l'influence qu'il exerçait sur les hommes et les gouvernements, avec cette différence que Voltaire se déplaçait de Paris à la résidence de Frédéric le Grand à Berlin, tandis que Schlözer se rendait de Göttinga à la cour russe de Catherine II. Il ne put naturellement atteindre au niveau de Voltaire, en ce qui touche l'esprit et le sentiment critique du précurseur, et moins encore par les qualités du style; il réunissait en réalité en lui l'érudition aride au bon sens éclairé du petit bourgeois, également éloigné de la composition claire et de la pureté du style. Les gros volumes qu'il a laissés ne sont que des recueils d'articles de journaux colériques ou passionnés et de notes sèches de statistiques ou d'histoire

* *Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen. Kritische Sammlungen zu derselben*. Correspondance de Schlözer à ce propos, publiée par Fr. Teutsch: *Vereinsarchiv*, 1896; dans son introduction Schlözer fait ressortir l'importance que présente son ouvrage pour les Saxons. V. plus récemment Ernst Weisenfeld, *Die Geschichte der politischen Publizistik bei den Siebenbürger Sachsen*, 1939, à la fin de l'ouvrage.

politique, fréquemment parsemés d'expressions triviales et d'injures. Mais il découvrit une masse de sources de la soi-disant histoire du Nord et de celle de l'Est et de son centre de Göttinga se créa, pour l'époque, un vaste horizon qu'il adapta à l'histoire de l'humanité. Partant de l'Islande, il décrivit un demi-cercle du côté de l'Est à travers la Russie, jusqu'à la chronique de Kiew, de Nestor, qu'il publia, tirant partout de nouvelles manières de voir des matériaux nouveaux, et termina ce demi-cercle au sud-est en écrivant, sur leur demande, l'histoire des Saxons.

Dès les premières pages de ce livre, l'espoir qu'ils y avaient mis se trouve justifié. Le professeur allemand, après s'être attaqué à tout le monde, y compris à son peuple et à ses propres ancêtres, aborde son sujet, les Saxons de Transylvanie, avec attendrissement: «Nous autres Allemands, écrit-il, avons aussi peu lieu d'être fiers de nos aïeux que n'importe quel autre peuple. Le plus grand bien, en effet, qu'on puisse dire d'eux, c'est qu'ils n'étaient pas anthropophages. Nous n'avons pas davantage sujet de nous enorgueillir des Allemands émigrés, ancêtres des colons. Ils eurent partout la même conduite, chez les Vendes, en Prusse, en Courlande ou en Livonie, pillant les autochtones, les réduisant en esclavage ou les supprimant, et se révoltant contre les princes qui les avaient appelés dans leur pays. Il est parmi les Allemands une seule exception glorieuse: ce furent les quelques milliers qui vinrent sans y être poussés par l'instinct de rapines ou par la faim, mais appelés chez un peuple alors mal famé à cause de son manque de culture, pour y répandre la civilisation, mettre en valeur les landes désertiques et entre-temps défendre le pays par les armes contre les incursions des brigands.» En dehors de l'éloge d'Opitz, le célèbre professeur tchèque, c'est là la première déclaration importante qui accueille les Saxons dans la grande communauté allemande et leur fasse, avec des marques d'affection, une place de choix.

A part cette note sentimentale, Schlözer devança aussi son temps en concevant l'histoire des Saxons comme une

manifestation de la colonisation allemande en Europe orientale et en la rattachant ainsi d'une manière indissoluble à celle de la Grande Allemagne. Il essaya de décrire toutes les colonies d'Europe et d'en déduire des règles générales, applicables à l'histoire de *toutes* les colonisations. Il relia entre elles, avec son froid rationalisme, des choses éloignées l'une de l'autre, et tira de là un schéma valable pour toutes les colonisations; la lande inculte devient un endroit habité, la population inorganisée constitue plus tard un État, avec un roi et avec l'institution de la propriété privée, puis finalement les colons entrent en possession du territoire. Mais cette rigide structure rationaliste devait faire sentir aux Saxons de Transylvanie qu'ils n'étaient plus seuls et que leur destin et leur histoire n'étaient plus isolés, mais qu'ils faisaient partie de l'histoire d'un peuple puissant, jouant un rôle dans le monde et cela leur apportait le réconfort et la confiance après des siècles d'isolement.

Il va sans dire qu'en décrivant le passé des Saxons, Schlözer présente plutôt des constructions philosophiques que le passé réel. Ceci est aussi vrai en ce qui concerne l'histoire des Hongrois que celle des Saxons. Il représente les Saxons, à l'époque de leur immigration, comme une sorte de tiers état, de bourgeoisie française éclairée d'après la révolution; il ne s'étonne donc nullement que Géza II et ses successeurs aient été si désireux d'obtenir leur concours pour les amener au milieu de leurs peuples barbares. Le but des Saxons ainsi appelés n'était rien moins, attendu qu'en leur qualité d'hommes libres et heureux ils pouvaient déployer leurs forces sous un sage gouvernement, que de créer entre eux une administration municipale, chose qui comptait comme la plus importante conquête de l'«Europe éclairée» d'alors (entendant par là les libertés des villes d'Allemagne et de l'Italie du Nord), ce qui leur permettait l'exercice des vertus allemandes, bravoure, art de la guerre, industrie, amour de la liberté, sentiment d'égalité, haine de la noblesse et respect du roi.

Tout cela, pris dans son ensemble, forme un étrange mélange des rêves du petit bourgeois allemand éclairé et du révolutionnaire aux principes radicaux. Le lecteur a parfois l'impression que Schlözer revêt les Saxons des vertus exemplaires du «sauvage», à la manière de l'Ingénu. La liberté Saxonne figure au nombre des institutions municipales: dans la première phase de l'évolution, quelques hommes puissants protégeaient la foule; il en résultait habituellement de l'oppression jusqu'à ce que le peuple réduit à l'esclavage s'aperçut qu'il avait, lui aussi, un cerveau et un poing. Il tombait donc sur l'oppresseur, enlevait de haute lutte les libertés municipales, atteignait au niveau du tiers état, où les vertus bourgeoises servent d'aliment aux arts et aux métiers. La liberté saxonne est donc, en réduction, le plus bel échantillon de la liberté allemande; la terre saxonne est à vrai dire la Nouvelle-Allemagne, de même qu'en Amérique la Nouvelle-Angleterre est un exemple des libertés anglaises; l'histoire des Saxons n'est autre chose, en dernier ressort, que «l'histoire de l'État libre allemand en Transylvanie.»

On pourrait naturellement se demander, à ce propos, comment il se faisait qu'une liberté allemande aussi exemplaire pût exister au milieu d'un peuple aussi mal dégrossi que l'était le peuple hongrois. Schlözer ne manque pas de répondre à cette question en arguant que le peuple hongrois et le roi de Hongrie étaient deux choses différentes. Les Hongrois, «cette grossière horde asiatique», étaient arrivés tard, à une époque où l'Allemagne et même la Pologne, la Russie et les États nordiques étaient déjà consolidés, et ce fut leur chance; ils avaient ainsi pu procéder facilement aux transformations qui s'imposaient à tous les peuples et, des hordes barbares, faisaient des hommes et des nations. Les Huns, les Avars n'avaient pu se transformer dans ce sens; c'est pourquoi ils avaient disparu. Les Hongrois avaient été sauvés par leurs princes, qui avaient suivi la sage politique de Gengis-Khan. Nous pouvons noter à ce propos que le professeur bourgeois de Göttinga n'aida

pas en vain la tzarine russe à l'édification spirituelle de la Russie; c'était un grand admirateur des despotes, des sultans d'Asie, et ainsi, en particulier, de Gengis-Khan. Bref, ces khans hongrois découvrirent juste à temps la civilisation chez les voisins allemands; ils les appelèrent donc *ad retinendam coronam* pour mettre au pas leurs propres sujets rétifs. Il en résulta, il est vrai, que les Hongrois prirent les Allemands en aversion, aussi bien que tout ce qu'ils avaient apporté en venant, mais en revanche les rois de Hongrie n'en aimèrent les Saxons que davantage et leur assurèrent leur protection, car il leur fallait compter sur eux contre leur propre peuple. Cet état de choses finit naturellement par tourner au profit des farouches Hongrois, car les Saxons adoucirent leurs mœurs et ils devinrent, contrairement à leurs devanciers, les Huns et les Avars, une nation européenne puissante et cultivée, chose qu'ils durent aux Allemands, Schlözer n'oublie pas, au surplus, de leur donner une leçon de gratitude: «N'oubliez pas, Hongrois, que c'est là l'œuvre des Allemands, soyez-en reconnaissants à vos hôtes, soit que vous les ayez appelés, soit qu'ils soient venus sans avoir été invités, mais vous aussi, Allemands, soyez fiers de ce que vous avez fait pour les Hongrois.»

Ces idées sont joliment présentées dans une élégante dissertation historique contenant des centaines de données statistiques et des tours surprenants, cela tout en commentant d'un ton supérieur des faits ayant trait aux Allemands du Nord, aux Hollandais, aux Petchénègues, aux Comans, aux Palotzes, aux Bulgares, aux Ismaélites et aux Juifs.

A côté de cela, Schlözer publia les documents les plus importants de l'histoire des Saxons, en les accompagnant de commentaires intelligents. Il décrivit aussi l'évolution de la constitution saxonne en s'appuyant sur des documents. Il était d'avis, quant à la question de la concitoyenneté, que c'était pour les Saxons la principale question d'existence que de s'y opposer: après l'installation des Hongrois et des Roumains, il seraient tombés dans un état

à demi barbare si, en 1850, l'empereur célébrait alors son jubilé, son empire, au lieu de Saxons et d'Allemands, avait été habité par des populations roumanisées, magyarisées ou slovaquisées. Et voici son dernier souhait: Dieu préserve la Hongrie du sort de l'Espagne; l'expulsion ou l'anéantissement des Allemands serait aussi fatal à ce pays que l'a été pour l'Espagne l'expulsion des Maures.

Il est apparu en Schlözer un fils du grand peuple allemand, qui, dédaignant avec un orgueil sans nom le peuple de ce petit pays, a tendu la main aux parents pauvres détachés de la grande Allemagne, les a élevés et initiés, sinon à autre chose pour le moment, du moins à l'héritage spirituel et historique de la Germanie. La crise des années 90 passa; le pouvoir des Habsbourg fut renforcé une fois de plus dans sa forme désormais historique; dans la grande principauté constituée par les trois nations, Hongrois et Saxons continuèrent de fréquenter les écoles hongroises, et de jouir, dans les administration centrales, des avantages de la vie aristocratique et noble, mais ils ne furent plus exposés au danger de se voir éloignés de leurs traditions populaires par suite de cette vie en commun. Il est hors de doute que la doctrine si claire de Schlözer les protégea contre ce péril; tous devaient savoir désormais qu'ils étaient Allemands et qu'à ce titre ils surpassaient de loin les Hongrois, tant par la puissance que par les qualités intellectuelles et professionnelles.

A part cette forte conscience allemande inspirée par Schlözer, la culture saxonne vécut en grande partie, jusque vers 1840, des traditions patriarcales de l'époque baroque. L'élan politique des années 1790 ne fut lui-même que transitoire et les ouvrages traitant de questions historiques suivirent, sans interruption pour ainsi dire, la ligne tracée avant Joseph II, ligne caractérisée surtout par le loyalisme envers les Habsbourg, dans le cadre de la Transylvanie.

Martin Felmer, recteur à Szeben, avait écrit en latin, du temps de Marie-Thérèse, une histoire de la Transylvanie et, en 1803 encore, le savant abbé Eder juge bon de la

L'HISTORIOGRAPHIE DES SAXONS

publier, bien que les conceptions historiques de Felmer fussent devenues définitivement archaïques: l'histoire du monde commence pour lui 1657 ans après la création, année du déluge; il passe de là aux Scythes et fait immigrer les Saxons sous le règne de saint Étienne, puis sous celui de Géza II; d'autre part, il raconte l'histoire de la Transylvanie en s'appuyant surtout sur les sources hongroises et c'est à peine si les sentiments saxons s'y manifestent. De même l'ouvrage de Lucas Joseph Marienburg, recteur de Brassó, est un écrit d'un genre ancien identique. On découvre dans son histoire de Transylvanie,* écrite, «pour le divertissement vespéral du peuple», les influences françaises et hongroises alors à la mode, à côté de l'érudition encyclopédique exubérante du baroque allemand.

Un notable saxon discute dans son salon avec ses invités, un seigneur hongrois et sa femme, originaire de Vienne; cette dernière tient les Saxons pour un peuple mal dégrossi. Le maître de céans réfute cette opinion en leur tenant, vingt-deux soirs de suite, une conférence sur l'histoire des Saxons à partir de la création du monde et, provisoirement, jusqu'au X^e siècle après J. C. C'est ici qu'apparaissent toutes les armes de la fausse érudition, l'histoire des Goths, des Gépides, des Huns, des Lombards, 52 dieux teutons, 22 empereurs romains, 7 rois huns et 11 rois lombards, puis enfin le Notaire Anonyme. L'auteur a écrit son livre dans l'espoir naïf que les jeunes Saxons liraient avec un grand plaisir le récit des gestes du vaillant Décébale, de l'infâme Attila ou des pieux rois Étienne et Ladislas de Hongrie, et que les instructives histoires de la malheureuse reine Marie, de la comtesse Bánk, de la reine Gertrude et des princesses Christine et Catherine serviraient à l'édification des jeunes Saxonnes. Et il a oublié de mentionner, ne serait-ce que

* *Die Geschichte von Siebenbürgen in Abendunterhaltungen für das Volk.* Hermannstadt, 1784. Le même ouvrage parut, sans les dialogues, sous le titre: *Geschichte der aboriginen dacischen Völker*, 1791.

par erreur, un seul Saxon ou une seule Saxonne. En réécrivant, plus de vingt ans après, l'histoire de la Transylvanie, Marienburg emprunte déjà beaucoup aux théories de Schlözer. Il sait déjà que le roi Géza appela les Saxons «à cause du courage et des arts allemands», mais il sent toujours que la population saxonne fait partie de l'unité hongroise et transylvaine et c'est pourquoi, par exemple, il parle des grands mécènes transylvains Ignace Batthyányi, l'évêque Joseph Mártonffy, Samuel Bruckenthal et Samuel Teleki.

Il est hors de doute que ces liens hongrois se relâchent de plus en plus au cours du siècle suivant pour faire place aux liens autrichiens, ceci particulièrement dans les ouvrages géographico-statistico-politiques, ouvrages qui, tout en se plaçant au point de vue de la place particulière faite à la Transylvanie, ne perdent pas de vue la monarchie autrichienne, c. à. d. la grande unité dont fait partie ce petit pays. C'est ainsi qu'on ne voit guère de manifestations du véritable patriotisme transylvain. La seule exception est Joseph-Charles Eder, qui non seulement en tant que savant et écrivain, mais aussi comme patriote transylvain conscient devance de loin ses collègues saxons. Il écrivit en hongrois son ouvrage de statistique et de géographie,* dans lequel il réunit dans un même amour la terre et les peuples de Transylvanie. La nature a dessiné ce pays en forme de cœur et en a fait don avec tous ses trésors; elle a dressé d'autre part sur ses frontières, tels d'énormes remparts, des chaînes de montagnes qui le défendent contre les attaques de l'étranger; les vallées en sont remplies de fleurs; l'aimable abbé n'a qu'un regret, c'est qu'en automne les fleurs s'y fassent rares; aussi recommande-t-il la culture des fleurs de safran que l'on trouve dans la région de Szeben. Parmi les peuples du bassin transylvain, il fait un grand éloge des Hongrois, qui sont gais, enthousiastes,

* *Erdélyország ismertetésének zsengéje*. Szeben, 1796.

hospitaliers, loyaux, aimables, également aptes aux sciences et aux métiers; à propos des Sicules, il cite les opinions discréditantes des anciens écrivains Szamosközi, Forgách, Farkas Bethlen; il ne les aime pas; l'ouvrier saxon est économe, doux, tendre (Eder ignorait encore les durs clichés du romantisme teuton), lent, humain, méfiant envers les étrangers; les paysans saxons eux-même sont polis et leurs enfants fréquentent l'école. Malheureusement, une grande partie des Roumanis n'ont immigré que plus tard; ils sont ignorants, victimes de la superstition, mais les lois votées par l'assemblée nationale de 1791 leur seront salutaires. L'auteur de ce riant tableau de la Transylvanie, en tant qu'historien, ne se limita pas aux seuls Saxons; il publia chez un éditeur hongrois l'épopée historique de Schezaeus et l'ouvrage d'Ambroise Somogyi. Dans les chapitres et les digressions qu'il ajouta, en le publiant, au livre de Felmer dont nous avons parlé, il tire au clair, en s'appuyant sur de minutieuses recherches dans les archives, certains points essentiels de l'histoire des Saxons, des Hongrois et des Roumains. Il expose et décrit pour la première fois d'une façon vraiment scientifique l'immigration roumaine, le pouvoir des voïvodes, l'histoire des Saxons et l'ancienne union des trois nations, l'état réel des colonies saxonnes au XV^e siècle, la jacquerie en Transylvanie, les rapports avec l'Église saxonne, et notamment la question de la dîme. Il fait preuve au plus haut degré de son talent d'historien en décrivant le règne de Mathias Hunyadi; il présente un tableau complet de l'activité de ce grand roi, au point de vue militaire, politique, judiciaire, administratif, des attaques auxquelles il fut en butte de la part des grands seigneurs, des mouvements dirigés contre lui et des circonstances littéraires et religieuses de son règne. L'origine non-saxonne de la famille d'Eder apparaît dans le fait qu'il prodigue son talent et son temps à des sujets non-saxons, mais d'autre part il n'est aucun Saxon qui l'ait surpassé dans sa fidélité envers son peuple. Son petit ouvrage

posthume* est l'exposé le plus clair de la situation des Saxons au moyen âge, sous le rapport du droit public, alors qu'ils dépendaient du roi seul en tant qu'«ordre des pays de la monarchie hongroise» et qu'ils délibéraient auprès de l'assemblée nationale hongroise de leurs propres affaires et de celles du pays.

Au cours des premières décades du XIX^e siècle, qui furent d'ailleurs, aussi bien qu'en Hongrie, vides d'événements en ce qui touche l'historiographie, l'intérêt pour toute la Transylvanie subsiste provisoirement en même temps que les liens avec la Hongrie se relâchent totalement. On continue d'écrire des études d'histoire et de statistique traitant de la Transylvanie et non des Saxons, études dont il faut rechercher les auteurs parmi les seuls fonctionnaires. La conscience transylvaine et habsbourgeoise qui donne la vie à ces ouvrages plonge le plus profondément ses racines dans les centres administratifs de la grande principauté. La personnalité qui relie la fin du siècle à l'époque nouvelle, Joseph Benigni v. Mildenberg, né à Vienne, était aussi employé au conseil de guerre de Vienne et auprès du commandement en chef de Transylvanie. Établi à Szeben dans les années 30, il prit part à des essais infructueux en vue de faire revivre la conscience historique saxonne. En tant que journaliste il servit la cause saxonne à l'occasion des vives discussions qui accompagnèrent la question de la langue hongroise. Il devint secrétaire du *Verein für siebenbürgische Landeskunde* et participa ainsi non seulement à la nouvelle attitude de la conscience saxonne, mais aussi aux efforts déployés pour arracher définitivement cette nouvelle conscience saxonne à ses racines hongroises et transylvaines. L'erreur de Benigni fut de croire que la nouvelle conscience saxonne était liée non à l'esprit de la Grande Allemagne, mais à l'empire autrichien. Il ne séparait pas les Saxons des Hongrois et de la Transylvanie pour les ramener à la «mère

* *Politischer Zustand der Siebenbürger Sachsen...*, Vereinsarchiv, 1843.

patrie» d'où ils étaient venus autrefois; au lieu de cela, il s'arrêtait à mi-chemin, aux portes de Vienne. Dans son abrégé d'histoire de la grande-principauté de Transylvanie,* il considère comme une chance inappréciable le fait qu'à la fin du moyen âge la Transylvanie passa du royaume de Hongrie, déjà intérieurement corrompu, à l'Autriche, puis lorsqu'après plusieurs princes transylvains remplis de bonnes intentions, la légèreté de Sigismond Báthori et de Georges Rákóczi II eut conduit la Transylvanie au bord de la ruine, elle réussit enfin à se rallier au sceptre de la maison impériale. Le bien-être d'autrefois ne pouvait être retrouvé que sous la domination autrichienne et tous les Transylvains qui aimaient intelligemment leur pays ne pouvaient nourrir dans leur cœur, à l'égard de la maison d'Autriche, que de la gratitude et un loyalisme à toute épreuve. L'oeuvre historique et statistique de Benigni,** à côté de considérations historiques sans valeur et de belles phrases d'un goût douteux, contient d'excellentes données administratives et économiques. Son auteur, ayant fui devant les troupes hongroises pendant la guerre d'indépendance de 1848, fut victime d'une balle égarée. On ne trouve après lui cette objectivité de la statistique pour les choses de Transylvanie, jointe au loyalisme envers les Habsbourg que chez Joseph Bedeus, baron de Scharberg, qui n'occupa que des postes élevés et prouva ses qualités d'administrateur en appréciant aussi à l'occasion le point de vue des Hongrois.*** Lorsque furent définitivement supprimés en 1848 puis en 1867 les sièges centraux du gouvernement de Transylvanie, les

* *Kurze Geschichte des Grossfürstentums Siebenbürgen, à l'usage du peuple et des instituteurs*, 1840.

** *Handbuch der Statistik u. Geographie des Grossfürstentums Siebenbürgen*, 1837, *Statistische Skizze der siebenbg. Militärgrenze*, 1846, *Unterhaltungen aus der Geschichte Siebenbürgens*, 2 vol. 1840, jusqu'au règne de Ladislas V seulement et aussi médiocre que l'ouvrage similaire de Marienburg.

*** *Die Verfassung des Grossfürstentum Siebenbürgens*, 1844. L'ouvrage de son beau-fils, Eugène Friedenfeld, ayant pour titre *Joseph Bedeus v. Scharberg*, est des plus instructifs. 2 vol. 1876.

Saxons n'eurent plus la possibilité de s'élever au dessus de leur milieu, de contempler de haut les problèmes complexes de la Transylvanie et de la Hongrie et de contribuer à une compréhension réciproque. Les générations hongroises d'après 1867 eussent témoigné, elles aussi, de leurs aptitudes politiques en leur rendant possible l'accès des hauts postes administratifs de l'État. De nouveaux Heydendorff et Bedeus, venant à l'époque du compromis austro-hongrois, eussent aussi pu rendre des services aussi bien aux Saxons qu'aux Hongrois.

III

Les vingt années qui précédèrent les mouvements de 1848 marquèrent la période pendant laquelle la plupart des Allemands de Hongrie omirent d'imprimer à la conscience populaire l'orientation nationale de l'époque. Au lieu de cela leur couches dirigeantes citadines se joignirent aux Hongrois, qui professaient les principes de liberté alors en vogue. La conséquence en fut la magyarisation de la bourgeoisie allemande qui habitait les villes, tandis que les villages souabes menaient une vie politique inconsciente, végétative du point de vue national. Les Saxons de Transylvanie furent l'unique exception; ils ne durent pas à leur nombre ni même à leur isolement plus ou moins complet d'échapper à ce sort, mais à leur position séculaire à part, des points de vue historique et juridique, et d'autre part au fait que leurs couches dirigeantes se joignirent aux mouvements intellectuels de l'Allemagne. Il ne manqua pas non plus, parmi les Saxons, de voix pour donner en exemple les mouvements d'indépendance des jeunes Hongrois et pour conseiller à leurs compatriotes de s'y joindre dans l'intérêt de l'avenir, mais ces voix restèrent sans écho, et les Saxons finirent par se détacher de l'esprit hongrois et viennois pour rejoindre l'Allemagne.

Les débuts de ce processus remontent à l'époque napoléonienne. La marche guerrière du bataillon de chasseurs

saxons engagé contre Napoléon parle déjà de sang allemand: «Debout Saxon! Allemand par le sang et par la vaillance... Nous le sommes! L'œil en feu: nous descendons de la tribu de Thuiskons.»* Naturellement, ces voix de la lointaine Transylvanie se turent à leur tour à l'époque de la Sainte-Alliance. La vie du peuple se poursuivit dans le cadre des anciens ordres jusqu'après 1830; les mouvements réformistes des assemblées nationales hongroises de Pozsony vinrent ensuite troubler ce calme, les premiers remous en étant parvenus en Transylvanie à propos de la question du caractère officiel de la langue hongroise. L'«universitas» saxonne était, notamment, non seulement l'administration d'un territoire autonome, mais par en haut elle touchait au gouvernement et par suite la transposition en hongrois, langue de l'État et des autorités gouvernementales, intéressait au premier chef les Saxons, même si les Hongrois se montraient disposés à laisser l'usage officiel de l'allemand dans l'administration autonome. De cette manière, la question des langues ramena sur le tapis celle des rapports entre la nation et l'État et les résultats obtenus par Schlöser et Eder acquirent de nouveau un intérêt pratique. La curiosité latente pour les vieilles choses qui depuis deux siècles avait poussé tant de prêtres et de maîtres d'école saxons à collectionner et à copier les documents d'autrefois, devint tout-à-coup une nécessité pressante pour le peuple saxon tout entier qui pouvait craindre à juste titre que les idéaux constitutionnels, libéraux et démocratiques, dont les conquêtes s'étendaient à toute l'Europe depuis la révolution de juillet, ne missent en danger non seulement l'usage de sa langue, mais encore toute son organisation juridique et son bien-être matériel.

Les dirigeants intellectuels du peuple comprirent les besoins de l'époque. Après divers essais plus anciens, Jean

* Auf Sachse! deutschen Bluts
Und deutscher Tapferkeit...
Wir sinds! im Auge Feuerflamm:
Wir sprossen aus Thuiskons Stamm."

Charles Schuller, professeur au lycée de Szeben, fonda en 1841 sa revue *Archiv für die Kenntniss von Siebenbürgens Vorzeit und Gegenwart*, pour les recherches historiques et ethnographiques du pays saxon, à laquelle dès 1843 succéda la *Vereinsarchiv*, périodique officiel du *Verein für siebenbürgische Landeskunde* récemment fondé. La nouvelle société s'intitulait elle-même transylvaine, de même que son organe, et elle étendait son intérêt non seulement au pays saxon, mais à toute la Transylvanie. Elle entretenait de bons rapports avec les savants hongrois, dont, à l'occasion, elle publiait des articles. Le *Verein* était en réalité l'organisation intellectuelle exclusive des Saxons, et les réunions annuelles, qui avaient lieu à tour de rôle sur des points différents du pays saxon, groupaient sans distinction de rang social les membres de la nation et resserraient entre eux le sentiment de solidarité et de la conscience saxonne. Ces réunions, en ce qui touche l'enthousiasme des sentiments allemands, ne sont comparables qu'aux grandes solennités organisées à l'époque par les étudiants allemands, avec cette différence que les représentants officiels des Saxons assistaient à chaque occasion à ces réunions et qu'ainsi les orateurs étaient en même temps les dirigeants officiels de la vie saxonne.

D'autre part, le fait d'attacher la plus grande importance aux sujets littéraires et scientifiques finit par engendrer une nouvelle communauté spirituelle qui s'étendit à tous les Saxons, communauté qui, quelques dizaines d'années plus tard, lorsque la nation et l'*universitus* eurent cessé en tant que pouvoirs, constitua, à côté de l'Église luthérienne saxonne, l'unique représentante de l'unité des Saxons.

La nécessité présente, aussi bien que la tradition, démontrent également l'importance de la science historique. Mais cette science historique, devenue une nécessité pour l'époque, ne pouvait plus rester dans les barrières étroites surtout au point de vue juridique, tracées par Schlözer et Eder. Entre temps le romantisme allemand avait élargi et ap-

profondi l'intérêt porté à l'histoire, et, en appuyant surtout sur la question nationalitaire, accru notablement le cercle et les tâches des recherches historiques. C'est ce nouvel intérêt historique qui guida Jean Charles Schuller, dont nous venons de parler, et qui fut peut-être l'historien saxon le plus capable du XIX^e siècle, bien qu'il n'ait pas laissé de grande synthèse ni d'ouvrage important. Il élargit le cercle des connaissances concernant l'histoire des Saxons au XVI^e siècle en utilisant les archives de la cour de Vienne. Il traita les problèmes de la colonisation au moyen âge avec la même clarté et la même critique impeccable que ceux du XVIII^e siècle. Fidèle à l'intérêt que portait le romantisme allemand à la linguistique et à l'ethnographie, il essaya d'abord de chercher la solution des questions historiques dans les données fournies par ces deux branches de connaissances; il avait conscience, lui aussi, que les recherches antérieures, ayant eu pour objet la sauvegarde des droits des Saxons, avaient négligé la vie intérieure du peuple. Dans son petit ouvrage posthume*, il procède à un essai, toujours instructif d'ailleurs, en vue de déterminer dans quelle mesure l'utilisation des idiotismes de la langue saxonne, des proverbes, des contes et des chansons populaires permet d'établir le pays d'origine des Saxons. Il est tout à l'honneur de son bon sens que l'ethnographie comparée ne lui ait point fait perdre la tête et qu'il ait tenu pour prématurée la solution de la plupart des questions qu'elle soulevait. En tant que fonctionnaire du régime absolu de Vienne, il fit preuve d'un loyalisme extraordinaire envers les Habsbourg, principalement dans ses études relatives au XVI^e siècle.**

Le mode idéal d'investigation conforme au romantisme allemand, synthèse des recherches historiques et ethnographiques, ne pouvait naturellement être maintenu, ne

* *Zur Frage über die Herkunft der Sachsen in Siebenbürgen.* Prag, 1866.

** Surtout dans *Georg Reicherstorffer und seine Zeit.* (*Archiv für Kunde österreichischen Geschichtsquellen.* T. XXI., 1859.)

fût-ce qu'à cause de la différenciation des sciences; l'aimable individualité poétique de J. C. Schuller et sa valeur d'écrivain avaient pu seules y réussir. Les recherches ethnographiques et historiques s'écartèrent les unes des autres, mais toutes deux continuèrent dans la même mesure de subir l'influence du romantisme allemand. La société fondée par les étudiants saxons de l'université de Leipzig caractérise cette influence: elle comprenait Joseph Haltrich, Frédéric Müller, le futur évêque, Jean Mötz, le poète et dramaturge Jean Albert et enfin Guillaume Schuster; s'inspirant des doctrines des deux Grimm, ils se partagèrent entre eux la tâche de recueillir les souvenirs romantiques populaires. Les jeunes gens restèrent fidèles à ce vœu, conçu dans un moment d'exaltation, si peu conforme à l'esprit de la «Jeune Allemagne» d'alors et qui, s'il eût été connu dans de larges cercles, n'eût provoqué que les sourires et les railleries. De 1840 à 1860, la jeunesse saxonne adopta le romantisme du début du siècle; elle était loin encore de l'ironie et du réalisme. Elle prenait tout au sérieux et croyait le plus sérieusement du monde que ce qu'elle apprenait renforçait ses droits et son caractère allemand contre les nuages gros d'orages qu'amoncelait le siècle. En éditant ses contes populaires allemands, Haltrich le dit en toutes lettres: le travail accompli par lui en recueillant et en éditant cet ouvrage ne poursuit pas uniquement un but scientifique; le caractère allemand du peuple Saxon est en péril; les villages sont menacés d'épuisement physique et moral; quant aux familles bourgeoises des villes, elles commencent à céder à «l'esprit matériel du temps»: il espère, en mettant son recueil entre les mains des enfants et des adultes, arrêter la destruction au moyen de ces trésors populaires, inaltérables, d'une valeur éternelle et ayant pour autre mission de faire comprendre à la lointaine mère-patrie que la branche détachée du chêne allemand et plantée loin à l'est est devenue un arbre vigoureux et vit sa vie conditionnée par son caractère essentiel éternel.

L'autre auteur de recueils, Guillaume Schuster, dans son édition de chansons populaires saxonnes,* s'appuie sur les vieilles chansons populaires pour déclarer que ces colons étaient «les plus fidèles qui se fussent jamais détachés du peuple allemand», en vertu de quoi il découvre à chaque pas, dans son recueil et dans celui de Haltrich, des éléments de la vieille mythologie germanique et le souvenir de cette origine qu'ils ont conservé plus purement que toute autre tribu allemande. Cela ne l'empêche pas, il est vrai, de trouver que l'influence de la Réforme a été nuisible à la vieille langue saxonne. Il explique en revanche l'absence presque complète de chants historiques par le fait que les Saxons n'avaient pas d'État national «et que ce qui était national ne pouvait être grand, car même dans les périodes florissantes, toutes leurs forces étaient utilisées à l'effet de maintenir leur existence et de repousser l'ennemi. D'autre part, pendant les siècles d'occupation turque, ils furent en proie à une misère telle qu'il ne leur resta littéralement pas le temps de s'occuper de poésie. Comme on le voit, ces chercheurs ne savaient que faire de l'histoire; il en est de même du troisième jeune cocontractant, Frédéric Müller, qui, dans son édition des légendes transylvaines,** découvre les souvenirs de la vieille foi populaire païenne, mais est impuissant à rattacher à travers les siècles les vieux éléments germaniques à l'histoire des Saxons. Son principal objet est d'exposer les éléments mythologiques germains, que les immigrants saxons ont apportés avec eux de leur pays d'origine, et dont, il est vrai, les noms désignant la maison, la terre, la forêt, les eaux ont été perdus par suite du changement de milieu, mais qu'il a été possible, d'une manière ou de l'autre, d'utiliser, rarement à vrai dire, dans la nouvelle patrie. Müller étend son recueil à toute la Transylvanie

* Fr. G. Schuster, *Siebenbürgische Sächsische Volkslieder*. Hermannstadt, 1865.

** Fr. Müller, *Siebenbürgische Sagen*. Kronstadt, 1857.

et il a ainsi l'occasion de tracer le caractère des Hongrois, des Sicules, des Roumains et même des Gètes et des Daces en s'appuyant sur les éléments qu'il découvre, à l'aide de l'ethnographie et de la recherche des légendes populaires, qui ne sont pas encore torturées par le doute. Le développement scientifique ultérieur de la linguistique et de l'ethnographie enleva leurs illusions à ces branches de l'ethnologie, mais elles ne sont pourtant pas, chez les Saxons, entrées en rapports plus étroits avec l'histoire, même de nos jours.

La nouvelle communauté intellectuelle saxonne quitta les fondrières de l'ancienne histoire germanique pour s'installer sur le terrain plus sûr de l'histoire véritable. Ce fut l'oeuvre de Georges Daniel Teutsch,* le futur évêque, directeur de l'école de Segesvár. Ce dernier est sans contredit la plus grande figure du peuple saxon au XIX^e siècle. Il descendait d'une vieille famille de Segesvár (en allemand: Schaesburg). Son père avait une fabrique de savon et il avait lui-même de profondes racines dans le peuple saxon. G. D. Teutsch implanta dans son peuple la notion du monde saxon considéré comme une grande communauté paysanne et bourgeoise, mais il se sentait lui-même appartenir plutôt à la paysannerie; la bourgeoisie, au sens libéral qu'on donnait à ce mot en Occident, lui resta jusqu'au bout étrangère; le nom de bourgeoisie évoquait plutôt à son esprit la vie de la petite bourgeoisie des villes allemandes. Bien qu'il eût lu Rotteck avec enthousiasme dès ses années de collège, qu'il eût fait par la suite sa connaissance personnelle et qu'il eût été en 1848 partisan d'une transformation libérale du monde, il se joignit à peine, dans la vie, aux opinions libéralo-démocratiques.

Sa démocratie, qu'il introduisit dans les siècles de l'histoire saxonne, provenait non de la pratique, mais d'un

* En dehors de ses ouvrages, v. sa biographie impartiale, écrite par son fils, avec de nombreux passages de journal et de lettres: Fr. Teutsch, *Georg Daniel Teutsch*. Hermannstadt, 1909.

vague idéalisme romantique. Et ceci est naturel, la démocratie du XIX^e siècle n'a chez aucun peuple porté plus préjudice à la situation sociale et économique que chez le peuple saxon. Et qui pouvait mieux être averti de ce fait que G. D. Teutsch! Le jeune théologien suivit à l'université de Berlin les cours de Ranke et de Ritter, s'occupa de littérature, écrivit des poésies et en dehors de cela collectionna les documents et les pièces ayant trait à l'histoire des Saxons. Il étudia minutieusement, pour servir à ses fins, la *Politique* de Dahlmann, mais tout en se proposant d'utiliser la méthode ainsi acquise uniquement au maintien du peuple Saxon. Il vota en 1848, avec son ancien professeur, Charles Gos, pour l'union avec la Hongrie, pensant que l'empereur et les Roumains l'avaient déjà acceptée et que si les Saxons seuls s'y opposaient cela eût pu signifier la guerre civile et un danger pour le peuple saxon. Toutefois, au moment de la résistance roumaine et quand survinrent les troupes impériales et russes, il se détourna de l'union, où il voyait alors les tendances hongroises à l'oppression; il prit les armes au côté des Impériaux et se retira avec l'armée russe en Roumanie, devant les troupes hongroises. Après la guerre d'indépendance, il revint à l'école de Segesvár dont il fit le centre du nouvel esprit saxon fondé sur les données de l'histoire. Dès la fondation du «Verein», il avait paru nécessaire d'organiser des archives saxonnes et d'écrire l'histoire des Saxons; depuis que Teutsch était sorti de la politique, il était le plus apte à remplir ces deux tâches.

Dès qu'il avait été constitué, le „Verein“ avait ouvert un concours pour «une histoire des Saxons de Transylvanie à l'usage du peuple». Teutsch remporta le prix et une première brochure parut en 1851 sous le simple titre de *Sachsengeschichte*; une seconde édition revue et complétée parut en 1874, avec notes bibliographiques. En ouvrant son concours, le «Verein» avait désigné comme modèle l'histoire de la Suisse par Zschokke, politicien suisse aux multiples talents qui écrivit, à l'usage du peuple,

des romans, des traités pratiques d'économie et des ouvrages religieux, pour finir par son Histoire de la Suisse. On ne saurait dire que ce modèle fût sublime et distingué, mais le »Verein« connaissait bien la situation et les besoins de son peuple. Zschokke unit dans son exposé la politique nationale à une morale chrétienne indépendante, pour ainsi dire, de toute considération confessionnelle. L'amour du peuple, de la patrie et du sol natal, joint à un jugement moral rigoureux, éclate à chaque page de son ouvrage. Tout ceci faisait aussi partie des vieilles traditions saxonnes et le »Verein« se proposait de maintenir et de renforcer ces sentiments chez tous les Saxons instruits. G. D. Teutsch y ajouta un objectif scientifique et voulut, en tant qu'historien averti, habitué à remonter aux sources, écrire l'histoire de son peuple dans le cadre de l'histoire générale.

Ce fut en effet un ouvrage scientifique qui sortit de la plume de G. D. Teutsch. Les mécontents du régime Teutsch lui reprochèrent par la suite de n'avoir pas procédé à des recherches étendues dans les archives et de n'avoir pas même utilisé suffisamment celles de Segesvár, qu'il avait sous la main. En réalité, il consulta de nombreux manuscrits et maintes sources d'archives et s'acquitta de ses enquêtes historiques en conformité avec les exigences de son temps. Sa grandeur, néanmoins, nous est donnée par la force de son exposé et par son talent d'envisager l'ensemble. Sur les traces de ses prédécesseurs, Schlözer, Eder, J. C. Schuller, personne encore n'avait pu se faire un tableau d'ensemble de la vie historique des Saxons; on n'avait à sa disposition que des fragments et il manquait le principe organisateur qui eût permis de relier en une unité tous ces morceaux dispersés. L'histoire des Saxons naquit d'abord dans le cerveau du pasteur et recteur de Segesvár, comme ce fut le cas pour les grands historiens français et allemands de ce siècle: chacun d'eux, en s'appuyant sur une multiplicité de données, construisit lui-même le cours de la vie, et consigna ensuite dans son

œuvre la première vision qu'il avait eue de tel ou tel processus historique. C'est une première vision de ce genre que G. D. Teutsch eut de l'histoire des Saxons, et il resta aussi digne de ces grands historiens en ce qu'il put, comme eux, l'exprimer avec une force qui fascina plusieurs générations.

Il fallut en effet que deux générations au moins s'écoulassent avant que la voix du doute et de la contradiction pût se faire entendre en face de la simplicité et de la clarté convaincante de son exposé.

Comme toutes les histoires nationales, celle de Teutsch est écrite dans une intention déterminée, et l'auteur ne dissimule pas cette intention. Il avait pour objectif le maintien de l'unité du peuple saxon, objectif qu'il devait, d'après lui, atteindre en recourant à deux moyens. L'un de ces deux moyens consistait à présenter cette unité comme ayant existé à travers les siècles et comme ayant donné, en tant que force immuable et perpétuellement en action, les possibilités de vivre à chaque Saxon.

La doctrine fondamentale du nationalisme, celle qui prévaut partout, est la suivante: la nation a une existence immuable et perpétuelle; chaque génération doit ressembler à celle qui l'a précédée et poursuivre la tâche qu'elle transmettra à son tour à sa cadette. Teutsch montra dans son histoire ce qu'avaient été les forces et les vertus qui avaient assuré le maintien de son peuple dans son isolement à l'est de l'Europe et par là il traça un modèle et indiqua la route à suivre par toutes les générations saxonnes.

L'autre moyen découla en quelque sorte automatiquement du nationalisme romantique allemand de la première moitié du siècle, qui voyait dans sa propre nation une manière de vie supérieure, laquelle non seulement la différenciait des autres peuples, mais encore l'élevait et la plaçait au-dessus d'eux. Le peuple saxon, qui avait toujours vécu dans un milieu fermé, serait difficilement parvenu à cette conception, de lui-même, mais il la fit d'autant plus

sienne dès le moment où il comprit qu'il n'était pas un peuple à part, mais une branche détachée de la nation allemande, branche que par le moyen de la culture il était possible de ramener à la patrie ancestrale. Teutsch suivit en ceci l'initiative de Schlözer, mais quels moyens sentimentaux et positifs le romantisme allemand ne mettait-il pas à sa disposition, quel cadre étendu, et quelles richesses! Depuis le *Guillaume Tell* de Schiller, Arnt, Uhland, Schenkendorf, Rückert avaient revêtu le nationalisme allemand des couleurs de la poésie, et c'est ce nationalisme au niveau duquel l'auteur élève le peuple saxon, surtout dans les devises rimées qu'il met en tête des chapitres. Selon le témoignage de son fils, ses amis avaient essayé de le persuader d'omettre ces maximes périmées dans les nouvelles éditions, mais il refusa de satisfaire à ce désir, en quoi il eut raison, car ces devises exprimaient le fond de sa pensée avec exactitude et sincérité. La plupart étaient empruntées à Schiller, d'autres aux poètes romantiques, quelques-unes à Goethe ou à des poèmes saxons contemporains. Les époques sombres étaient souvent marquées par des poésies morales, mais, dans la plupart des cas, ces paroles empruntées chantent les louanges du peuple, du paysan et du bourgeois allemands. La fidélité, le zèle allemands, l'idéal allemand de l'amour de la liberté éclatent de ces devises. On peut déclarer que jamais devises n'ont été choisies avec plus d'à-propos que par Teutsch, dont les chapitres sont effectivement conformes à l'esprit des poésies. Son peuple saxon, revêtu uniformément de vertus militaires et civiles, est venu dans ce pays à l'appel du roi Géza II; il a défendu par les armes le sol de Hongrie, l'a enrichi par son travail, lui a juré fidélité et a toujours tenu son serment (il glisse si magistralement sur les fréquents essais de révolte des Saxons, que ce n'est pas certainement avec intention qu'il leur attribue peu d'importance, mais il croyait en effet son peuple allemand incapable de félonie). A partir du moment où ils furent installés, les Saxons avaient été les représentants de l'honnêteté, de l'humanité, du travail et de la civi-

lisation, ainsi qu'il était naturel de la part de ce rameau allemand, vivant au milieu d'un ramassis de gens aux mœurs de tziganes. La meilleure preuve, c'est qu'ils étaient les seuls à vivre bourgeoisement entre des murs, dans des maisons de pierre; les cultivateurs eux-mêmes, dans leurs «bourgs de paysans», jouissaient de la sécurité qui leur permettait de mener une vie bourgeoise et supérieure. Il ne s'agit pas ici de ce dédain des petits bourgeois, qui fut mis à la mode par les philosophes de XVIII^e siècle, envers la forme d'existence des Hongrois nobles. Aux yeux de Teutsch, la bourgeoisie n'est pas seulement un signe de civilisation plus élevée, mais aussi de morale supérieure, dans le sens idéalisé par les poètes romantiques des premières dizaines d'années du siècle. L'art avec lequel Teutsch a écrit l'histoire séculaire d'un peuple qu'il nous présente comme supérieur est véritablement admirable. Il cherche l'origine de cette vie supérieure des Saxons médiévaux non seulement dans les vertus allemandes, mais par une heureuse intuition et suivant strictement en ceci l'exemple de Schlözer, dans la bienveillance des rois de Hongrie. Il établit une distinction bien marquée entre les Hongrois et leurs rois. Les Hongrois n'ont jamais fait autre chose que de conjuguer leurs efforts pour attaquer les Saxons, supprimer leur autonomie, les spolier de leurs biens et s'établir dans leurs murs. C'est, comme on le voit, le contraste banal et bien connu entre le chevalier pillard et l'honnête citoyen. Mais, par bonheur, il y avait les rois, qui connaissaient la valeur et l'utilité de leurs hôtes saxons; aussi les défendaient-ils en toute occasion contre l'arbitraire de leurs sujets hongrois. La fidélité allemande se rencontrait en ceci avec celle des rois de Hongrie; les Saxons étaient entrés dans le pays «ad retinendam coronam» et ainsi les rois se défendaient eux-mêmes en les défendant. Toute cette théorie tirait son origine de l'inscription du sceau ancien, de même qu'un prestidigitateur tire d'un chapeau haute-forme, en le touchant de sa baguette magique, des pigeons, des bouquet de fleurs et des flots de

rubans multicolores. Les rois de Hongrie ne permirent même pas de détacher de la communauté saxonne les localités où les Hongrois avaient acquis la majorité. Quant au roi Mathias Hunyadi, il fit simplement réduire en cendres un village roumain qui avait osé s'établir en terre saxonne. «Aux sentiments vraiment nobles et loyaux dont firent preuve les souverains hongrois à l'avantage des Saxons, nos ancêtres saxons répondirent dans l'esprit de liberté et de résolution qui ne tolérait qu'aucune atteinte fut portée à leurs droits.»* Et ceci se comprend, car plus les droits des Saxons étaient inviolables et plus la couronne tenait fermement sur la tête du roi. Il est notoire en effet que de temps à autre des communautés d'intérêt s'établissaient entre le roi et les villes, contre la noblesse, comme ce fut le cas sous le règne de Mathias, mais chez Teutsch il s'agit là non point d'un processus historique et d'un groupement d'intérêt, mais d'une alliance de forces naturelles contre l'Esprit du Mal. Chez lui, la conscience allemande apparaît aussi à l'arrière plan: à proprement parler, les rois de Hongrie défendaient «le caractère racial allemand» de leurs fidèles Saxons; «ils avaient en effet reconnu l'importance pour la couronne et le pays de la civilisation élevée d'une tribu allemande non mélangée, et quelle malheureuse rechute se produirait s'ils étaient remplacés par un grossier mélange de peuples». On peut deviner de la même façon les éléments bourgeois influencés par les idées philosophiques, par le romantisme ou par l'époque Biedermeier, mais il n'en reste pas moins que cette conception nationale ne permettait pas de s'approcher des réalités historiques. Teutsch lui-même, par exemple, cite des cas dans lesquels, de leur propre chef et non sur l'ordre du roi, des seigneurs hongrois défendirent les privilèges saxons, mais cela ne le détourne pas de sa conviction et il s'obstine à croire que, «de tout temps, les nobles ont envié le haut niveau des biens spirituels et matériels des citoyens saxons».

* p. 146.

L'HISTORIOGRAPHIE DES SAXONS

Or, au nombre des biens spirituels, la liberté tenait la première place, liberté qu'ils avaient reçue du roi, non gratuitement mais en échange de services d'une égale valeur, et cette liberté était identique pour tous les Saxons. On a à faire ici, au fond, à l'égalité et à la démocratie suisse du Guillaume Tell de Schiller, que Teutsch imagine sincèrement avoir existé à travers les siècles au pays de ses ancêtres. Ses aïeux furent de rudes paysans allemands, forts et fiers, ou d'habiles commerçants ayant parcouru le monde, et qui, jamais, dans leur terre de Transylvanie, ne tolérèrent au dessus d'eux aucun Gessler. Leur histoire n'est donc autre chose que celle de la liberté allemande dans ce lointain district. Il est naturel qu'ils n'aient point ouvert leurs portes au noble hongrois, car ce dernier eût, par ses pratiques et son instinct de domination, rompu cette démocratie allemande. On comprendra, en revanche, qu'il n'ait pas mentionné, à travers les siècles, les faits qui font apparaître l'histoire des Saxons sous un jour aussi peu démocratique que celle des autres peuples. Tel est le cas, par exemple, pour les rapports, fréquemment troublés entre les familles patriciennes et le commun du peuple, pour la résistance des villages saxons aux autorités supérieures, pour la question du servage chez les Saxons, y compris celle des Roumains. Teutsch considère son peuple avec une affection si romantique qu'il attribue au bon cœur des Allemands l'immigration des Roumains fuyant devant l'oppression turque ; il ajoute ensuite, il est vrai, que par suite de l'entrée des Roumains les impôts des Saxons se trouvèrent allégés. S'il avait reconnu les institutions « démocratiques » des Sicules, cela eût pu certainement le gêner dans son grand enthousiasme pour l'égalité saxonne, mais il considère les Sicules comme un peuple inculte, doué au cours du moyen âge d'instincts d'incorrigibles pillards et c'est la raison pour laquelle il ne lui vient même pas à l'idée que la démocratie saxonne n'était pourtant pas la seule en Transylvanie. Sans l'ombre d'un remords, il projette

dans le passé le respect pour la civilisation de l'intellectualité saxonne de son temps, et ceci par une simple association d'idées: les Saxons étaient en petit nombre, la culture supérieure allemande les a soutenus, elle leur a inspiré des mœurs douces et le respect du droit, choses qui, inutile de le dire, manquaient chez les Hongrois. Il use de procédés purement littéraires pour décrire l'iniquité des Hongrois, antipode du tableau idéalisé qu'il trace des Saxons.

Les acteurs sont à peine changés aux XVI^e et XVII^e siècles; seule la scène a subi quelques modifications. Le premier roi habsbourgeois, Ferdinand I^{er}, continue envers les Saxons la politique royale de protection, mais il obéit en cela à de nouveaux et importants motifs: il est Allemand, lui aussi et, de ce fait, accorde particulièrement sa protection au petit peuple de nationalité allemande. Teutsch voyait plutôt dans les rois hongrois du moyen âge des parties contractantes, tandis que c'est déjà avec le loyalisme du fidèle sujet qu'il aborde les rois habsbourgeois, et il explique les luttes des Saxons contre Jean Zápolyai par un sentiment semblable de loyalisme allemand. En repoussant la politique de conquêtes de Jean Zápolyai et de Gabriel Báthori, les Saxons accomplirent les plus grands sacrifices pour la liberté, pour l'égalité des nations et des citoyens et pour la démocratie. Par contre, il accueille cordialement Gabriel Bethlen pour avoir rétabli la paix, mais pas avec la chaleur qu'il réserve aux seuls Habsbourg, à cause de leur origine allemande. Plus il parle avec amour de la civilisation allemande, plus il fait montre de loyalisme, voire d'humilité envers les Habsbourg, plus il garde ses flèches pour les Hongrois, à l'égard desquels il nourrit une profonde méfiance, méfiance égale à celle qui, dans les histoires romantiques allemandes, sépare l'honnête citoyen du chevalier franc, voleur de grands chemins. Bien que Teutsch eût connu personnellement Gustave Freytag, la conception de l'histoire de ce dernier fut sans influence sur son ouvrage, qui parut avant les travaux historiques de

Freytag. La manière de voir de Teutsch au sujet du caractère immuable des peuples date encore du premier romantisme, aussi devons-nous le considérer comme une manifestation littéraire et non historique.

Ce qu'on vient de lire suffit, à notre avis, pour fonder notre opinion selon laquelle l'uvre de Teutsch est un produit éminemment appréciable de l'historiographie du XIX^e siècle; il a doté son peuple d'une histoire nationale d'une intention si pure que tout autre peuple en pourrait être fier. Nous insistons ici sur la pureté de l'intention. De nombreux ouvrages historiques ont paru depuis dans toutes les langues, inspirés par le parti-pris nationaliste, ouvrages dans lesquels on glorifie son propre peuple tandis qu'on dénigre le voisin, mais peu d'entre eux sont aussi sincères, pleins d'une foi aussi candide, pourrait-on dire; nulle trace de falsification volontaire dans l'œuvre de Teutsch. Il fait de la morale à chaque pas, il est vrai, et ceci à l'avantage de son propre peuple, mais chaque phrase nous prouve que c'est un homme de mœurs élevées qui nous parle et dont la bonne foi ne saurait être mise en doute. Teutsch est un historien, et les faits historiques lui lient les mains; quant à la critique historique, qu'il prend jusqu'au bout au sérieux, elle le protège contre maintes exagérations dans lesquelles tombent ses devanciers et ses successeurs. N'oublions pas que parmi les premiers il y en eut plus d'un qui essaya d'expliquer les faits historiques en recourant à des notions de droit féodal de l'empire germanique. Teutsch est beaucoup trop érudit pour suivre cet exemple; il ne procède pas non plus à l'examen de l'origine germanique des institutions et des coutumes saxonnes; il s'en tient dès les débuts aux limites de la vie constitutionnelle et juridique hongroise et, dans ce cadre, à la Transylvanie. Il se différencie aussi à son avantage de ses successeurs en ce qu'il ne s'occupe pas de l'histoire ancienne de la Transylvanie, qu'il se place sincèrement sur la base de l'immigration au temps de Géza II, qu'il ne recourt pas à des moyens linguistiques ou ethnographiques

pour démontrer l'existence d'Allemands dans cette région, avant l'entrée des Hongrois; or, nous avons vu que ces moyens étaient déjà en usage. Sa critique est caractérisée par une modération pondérée; de même que la pondération, les sentiments d'humanité et de morale sont à la base des théories que nous avons esquissées sans les partager. Une chose certaine, néanmoins, c'est que son sentiment national est ancien et date encore de la première moitié du XIX^e siècle, époque à laquelle le nationalisme connaissait les bornes tracées par l'humanité et par la morale chrétienne.

Il est compréhensible que son influence ait été très grande sur son peuple et que son œuvre marque pour ainsi dire une époque. Par suite des grands changements survenus au cours du siècle, en 48 et en 67, l'existence des Saxons de Transylvanie était devenue semblable à celle d'un escargot privé de sa coquille. La suppression du système des trois nations, puis, après 70, celle du caractère politique et administratif de la communauté saxonne provoquèrent l'effondrement du vieux rempart qui protégeait jusque-là son existence et, à l'image du sentiment national qui se réveillait autour d'elle chez ses voisins, elle se vit contrainte à adopter de son côté un nationalisme moderne propre à assurer sa défense. C'est ce nationalisme que lui procura Teutsch en traçant son tableau historique des Saxons, tableau dans lequel il exposait les grandes idées de liberté, d'égalité sociale, de démocratie, et derrière tout cela, le grand espace allemand, avec la partie habitée par les Saxons de Transylvanie. Retranchés derrière ce nouveau nationalisme, les Saxons pouvaient attendre les orages en lieu sûr, de même que dans l'époque qui suivit le Compromis, au milieu de toutes les luttes politiques, et avec une grande circonspection, ce fut aussi ce patriotisme à la Teutsch qui, avec sa teinte allemande, réunit les Saxons entre eux. Le pays saxon n'échappa naturellement pas non plus aux courants intellectuels de la seconde moitié du siècle: réalisme, irrégiosité déferlèrent sur l'intellectualité saxonne, mais la manière de concevoir le peuple et la nation resta en

général la même, c. à. d. conforme aux principes posés par Teutsch, sous forme des dix commandements pour ainsi dire. Cette conception est répandue par la littérature et la poésie. Dans son drame historique *Die Flandrer am Alt*, M. Albert fait paraître en scène les ancêtres à l'époque de l'immigration dans les costumes décrits par Teutsch; il a soin de souligner d'un bout à l'autre de l'ouvrage que ces ancêtres étaient des bourgeois libres et non point des nobles frivoles. Leur chef, Hermann, a bien été comte autrefois, mais il a dûment renoncé à la noblesse pour se faire paysan, ou plus exactement bourgeois, car les deux termes ont la même valeur dans cette phraséologie. A côté de plusieurs centaines de personnages saxons, qui sont autant de modèles de bravoure, d'héroïsme, de diligence, les femmes étant des parangons de vertu allemande, on ne trouve que deux caractères odieux, dont l'un est un seigneur hongrois rusé et félon et l'autre un Allemand noble et dissolu. Les Comans, sur lesquels les Saxons ont dû conquérir leur pays, ne sont même pas entièrement des hommes; ce sont en partie des animaux et en partie des personnifications des forces sombres de la nature. Dans son roman „Georg Hecht“, un autre poète, Traugott Teutsch, a dépeint le caractère exclusif de la communauté saxonne et le devoir qui s'impose à l'individu de se subordonner aux grands buts de la nation. Dans un de ses drames, Sachs von Harteneck, le «comes» saxon, gravissant l'échafaud, voit clairement le «Glanz der Freiheit» et le «Deutsches Land», et recommande à son peuple, dans son testament, de toujours communier avec l'esprit allemand.

La *Sachsengeschichte* fait plutôt partie de l'histoire de la civilisation que de l'histoire proprement dite. Son auteur se révéla dans d'autres ouvrages par la publication de documents, comme historien de l'Église, et par les portraits qu'il traça de savants saxons antérieurs à 1300, inaugurant ainsi la publication du Codex diplomatique saxon, qui se poursuit encore de nos jours. Il publia aussi des écrits relatifs à l'histoire de l'Église et des Synodes, mettant en

lumière plusieurs points importants de l'histoire de l'Église saxonne. Dans l'ensemble, abstraction faite de sa «*Sachsen-geschichte*», on peut le ranger parmi les chercheurs provinciaux allemands, au nombre desquels il se distingue par sa haute conscience et par son souci d'appliquer dans ses ouvrages les résultats positifs de la science, il n'est peut-être pas exagéré d'attribuer à son exemple et à son prestige, qui se prolongea durant trente ans, le fait remarquable que les compilations ne furent jamais très répandues dans l'historiographie saxonne, bien que les archives du Verein contiennent de nombreux écrits émanant d'amateurs; ces amateurs, en effet, s'étant toujours appuyés sur des sources positives pour composer leurs ouvrages. Fr. Schuler v. Libloy fait exception à cette règle: il rassembla dans ses ouvrages d'histoire juridique maints renseignements intéressants et publia à part de nombreux écrits, mais en tant qu'historien il s'éleva à peine au-dessus du niveau des compilateurs; d'ailleurs, ainsi qu'en général les savants et les écrivains saxons qui assumèrent des postes à l'étranger (il devint professeur à l'université de Cernovitz), il se détacha de la vie saxonne et ne prit plus part à son évolution.

Cette évolution entra dans une nouvelle phase lorsque, à la mort de G. D. Teutsch, son fils Frédéric prit la direction intellectuelle. Comme presque tous les pasteurs saxons, Fr. Teutsch fit ses études en Allemagne, où il acquit à la perfection l'art d'utiliser les sources et d'en apprécier la valeur. Toutefois, les années 70 et 80, au cours desquelles se forma son individualité d'historien, ne furent pas des plus heureuses pour la science historique allemande. L'histoire dite positiviste fit sur lui une impression profonde qui dura toute sa vie et il lui fut impossible alors d'assimiler les tendances qui se manifestèrent dans les vingt dernières années du siècle, surtout dans les discussions de Lamprecht, Below, Schmoller et Rachfall. De même la méthode allemande de l'histoire des idées, de Dilthey à Troeltsch, resta sans influence sur lui durant sa longue existence (il

L'HISTORIOGRAPHIE DES SAXONS

mourut en 1933). La religiosité et le sentiment national allemand, hérités de son père, le protégèrent contre l'avidité de la méthode des sciences naturelles et contre le positivisme. Poursuivant l'œuvre de son père, il ajouta trois nouveaux volumes à l'Histoire des Saxons jusqu'en 1919, tout en omettant en tête des chapitres les devises rimées qu'affectionnait son père, mais en faisant précéder chacun des volumes par trois citations empruntées aux auteurs suivants: Cicéron, Plin, Ranke, Treitschke, Dietrich Schäfer, Harnack, G. D. Teutsch, et caractérisant, pour ainsi dire, involontairement, son époque sans style, il plaça parmi ces graves citations un aphorisme vide de contenu de M^{lle} von Willemer, l'amie de Goethe. En vérité, F. Teutsch ne fut pas différent de ses contemporains, il fut incapable, lui aussi, de se créer un style digne de l'histoire. Dans la première partie de son oeuvre étendue, il est encore visiblement influencé par son père, dont il imite le style romantique; par la suite son récit sans fioritures et d'une clarté sévère est pourtant incapable de communiquer au lecteur une impression profonde des gens et des faits. Un critique saxon fort influent, G. A. Schuller, avait déjà remarqué* que «le style de son père traduisait pathétiquement le langage du peuple.» Fr. Teutsch le modifia, mais pas assez pour empêcher son ouvrage d'être néanmoins populaire.

D'après Schuller, en ce qui concerne le contenu, l'œuvre du fils présente la même valeur que celle de son père: «dans son histoire du peuple saxon, il reconnaît la force active et créatrice de ce peuple de colons dans sa spiritualité, spéciale dans l'âme populaire saxonne. Le caractère essentiel de ce fragment du peuple allemand se manifeste dès le début, et va en s'intensifiant, composé qu'il est d'un effort inlassable vers la civilisation, d'une pensée visant à l'indépendance, d'un sentiment national allemand qui

* Correspondance du „Verein“. 1908. Deuxième volume de l'Histoire des Saxons.

s'affirme de plus en plus conscient et d'un ardent désir d'autonomie religieuse et spirituelle.» Excellente manière de caractériser aussi bien le père que le fils; de même que le fils nous montre que le caractère du peuple saxon tracé par son père se perpétue dans les siècles suivants, de même, à l'instar de son père, il écrit l'épopée de son peuple. Immutabilité supposée de l'âme populaire, caractère bourgeois des Saxons, soit perpétuelle de civilisation et mise en valeur incessante des valeurs religieuses et spirituelles, nous connaissons déjà cet optimisme d'après l'œuvre du père et croyons inutile d'entrer ici dans les détails. Bornons-nous à signaler que tandis que ces considérations accessoires convenaient bien à G. D. Teutsch, fils parmi les Saxons de la génération romantique, les hommes du tournant du siècle, que cela n'intéressait pas, ne pouvaient que trouver plus ou moins surannée cette armature spirituelle de l'œuvre de Fr. Teutsch.

Toutefois, les nombreux et intéressants matériaux recueillis par lui dans les ouvrages dont il disposait et dont il avait pour ainsi dire tout extrait, font oublier la nature un peu vieillotte de sa manière de voir et de son style. Et de même que son père avait reconstitué pour la première fois l'histoire des Saxons jusqu'en 1699, de même aussi il s'acquittait les mérites d'un précurseur en ce qui touche l'histoire des siècles suivants. L'histoire du XIX^e siècle et surtout de la seconde moitié de ce siècle ne nous est vraiment accessible que grâce au livre de Fr. Teutsch. Il se conforme, politiquement, aux jugements de son père et même, si possible, les formule d'une manière plus rigoureuse et plus exclusive. Son loyalisme envers la maison régnante des Habsbourg est encore plus prononcé, de même que sa froideur et son humeur morose à l'égard des Hongrois sont plus marquées. De son temps les querelles intestines entre Saxons au sujet d'un rapprochement avec les Hongrois étaient déjà à l'ordre du jour; la fraction parlementaire saxonne soutenait le gouvernement, ce dont elle tirait des avantages économiques et même, de temps en temps,

des avantages en matière de politique minoritaire. Teutsch, néanmoins, évêque et jouissant du plus grand prestige, tenait à la conception ancienne exposée par lui dans l'ouvrage destiné à son peuple: il était impossible de se fier aux Hongrois; en outre le passé, le présent et l'avenir des Saxons leur commandaient de vivre dans une union intime avec les Allemands et, en conséquence, à part quelques manœuvres politiques, il était complètement inutile de chercher un rapprochement avec les Hongrois. Cependant l'on ne trouve pas chez Fr. Teutsch, comme chez son père, de paroles de dédain à l'égard des Hongrois. Son antipathie s'exprime à l'occasion dans la volumineuse biographie qu'il écrivit de son père*, particulièrement lorsqu'il parle des événements de 1848, puis du Compromis et des années qui suivirent. Le jugement qu'il porte sur Joseph Eötvös est caractéristique sous ce rapport; en se basant sur la méfiance compréhensible de son père, il considère comme un simple „truc“ électoral le voyage de Eötvös en Transylvanie et son rapprochement des nationalités. Il cultive en lui-même, à un plus haut degré encore, le ton susceptible et plaintif des Saxons, qui se manifeste chez son père. Il ne s'écoule guère d'années, il ne se déroule guère d'événements sans qu'il n'y voie je ne sais quelle intention tendant à diminuer les droits matériels et spirituels des Saxons ou à les en priver.

Son influence sur son peuple fut aussi grande que celle de son père. Chose d'ailleurs compréhensible; il était, comme lui, la personnification du bon sens saxon, imposant le même respect, et ce qu'il exprimait découlait aussi bien des besoins du peuple saxon qu'à l'époque de son père. Tous les deux furent aussi d'accord pour se montrer disposés aux concessions commandées par les circonstances; ils acceptaient, bien que sans aucune affection, leur existence dans

* Fr. Teutsch, *G. D. Teutsch. Geschichte seines Lebens*. Hermannstadt, 1909.

l'État hongrois, et à quelque degré qu'ils se sentissent Allemands, ils voyaient l'unique possibilité dans le maintien inchangé de la personnalité du peuple saxon. Ils soutinrent également le développement de cette personnalité non seulement par leur travail d'historiens, mais aussi et surtout dans l'Église, puis dans le „Verein“ et dans toutes les manifestations de la vie sociale saxonne. Il fut rarement donné à des historiens de se dépenser pour leur nation sur tant de plans différents.

Mentionnons encore que l'horizon du fils était beaucoup plus large, ne serait-ce qu'à cause du développement ininterrompu de la science historique, et par suite aussi de la connaissance de plus en plus grande des sources historiques saxonnes. Ses ouvrages contiennent une documentation particulièrement riche en ce qui concerne l'histoire de l'Église, de la littérature, de l'administration et de l'art. Il publia aussi à part une histoire de l'Église luthérienne saxonne en deux gros volumes, ouvrage dans lequel,* outre les sources habituelles ayant trait à l'organisation de l'Église et aux questions de l'enseignement, il utilisa aussi en détails celles de la vie religieuse, sans réussir cependant à écrire une histoire moderne de l'Église. Il fut incapable de satisfaire aux exigences du XX^e siècle, et bien qu'il ait été une individualité à la taille de son père, il est impossible de ne pas discerner chez lui, à la lecture de ses ouvrages, le teint pâle de l'épigone. D'autre part, comme il suivait fidèlement la conception intellectuelle de son père au sujet de l'âme populaire saxonne, il était inévitable qu'il peignît certaines impressions qui n'existaient plus ni chez lui ni chez ses lecteurs. Dans la seconde édition de sa *Sachsengeschichte*, G. D. Teutsch est heureux de mentionner qu'il peut utiliser les résultats les plus récents de l'histoire de l'art saxon, et il ajoute: „Ainsi donc, nos vieux

* *Geschichte der evangelischen Kirche in Siebenbürgen*. Hermannstadt, 1919.

L'HISTORIOGRAPHIE DES SAXONS

châteaux forts et nos vieilles églises parlent à nouveau et cette parole vivante traduit les vertus et les légendes anciennes à la génération d'aujourd'hui, qui écoute avec admiration. L'épopée naïve, même sous forme d'ouvrage historique, trouvait de moins en moins d'oreilles indulgentes.

On observe les traces de changement dans les jugements qui furent portés sur la *Sachsengeschichte* aux cours des dix premières années du XX^e siècle. Jusqu'à cette époque l'historiographie avait joui de l'essor qui s'était manifesté dans toute l'Europe par suite de la documentation positiviste et des publications qui s'ensuivirent, et même cette conception déjà ancienne domina jusqu'à la fin de la première guerre mondiale et elle le dut dans une large mesure au grand prestige de Fr. Teutsch. La place nous manque ici pour apprécier à leur juste valeur les travaux de tous les historiens saxons appartenant à cette génération; ils furent très nombreux comparativement à l'importance numérique du peuple saxon. Tous les genres alors à la mode de la science historique eurent leurs ouvriers. Les volumes tirés des archives saxonnnes, dont le dépouillement avait été commencé par G. D. Teutsch, s'ajoutèrent lentement aux volumes, chacun d'eux étant à la hauteur de ce genre de publication, au sens moderne du mot. On se mit à publier les comptes de gestion des villes. L'édition du texte des chroniques de Brassó fut, grâce au zèle d'un groupe de savants professeurs de cette ville, un remarquable ouvrage moderne.

La *Vereinsarchiv* élargit d'année en année la connaissance des sources saxonnnes, publia des correspondances, des études sur la fréquentation scolaire à l'étranger, sur l'histoire de l'Eglise et du droit, mettant ainsi en lumière les questions qui se posaient à propos de l'humanisme saxon de Honterus et de Pomarius. On se mit aussi à cultiver l'histoire de la société et de l'économie saxonnnes. L'histoire de l'art eut dès le début des enquêteurs enthousiastes qui, contrairement aux autres historiens saxons, travaillèrent de concert avec les Hongrois et publièrent

dans des revues hongroises les résultats de leurs études, ainsi d'abord Louis Reissenberger, puis Victor Roth. Ces historiens s'attachèrent naturellement à la primauté de l'art allemand, mais sans renier pour cela la nature variée de l'art transylvain et l'influence réciproque des peuples habitant cette région. Le grand dirigeant de la vie économique, Charles Wolff lui-même, se plut à s'intéresser à des questions historiques et composa entre autres une histoire de la navigation sur l'Olt, question qui l'attira d'ailleurs du point de vue économique. Tout ceci constituait un travail estimable de spécialistes qui, toutefois, ne cherchaient pas des voies nouvelles et qui, sans l'ombre d'une hésitation, suivaient fidèlement la route tracée par les deux Teutsch. Fr. Teutsch lui-même, en bon chef de file, veillait de près et d'une façon permanente au développement de la science historique, préparait des projets destinés à combler les lacunes; il considérait comme particulièrement importante la publication des sources existant dans les chartriers, à côté de celle des documents de l'„universitas“ saxonne, à l'exemple des *Monumenta comitialia Regni Transsylvaniae*. Cette dernière n'eut pas lieu. Il encouragea les monographies locales, les biographies de personnalités éminentes et, sur le modèle des *Bilder* de Gustave Freytag, les récits populaires relatant les événements les plus importants de l'histoire des Saxons, du point de vue national. En toute indépendance, et marchant sur les traces de W. G. Richl, un pasteur de campagne, Fr. Fronius publia ses tableaux de la vie rurale saxonne, oeuvre composée avec une grande connaissance et un vif sentiment de l'histoire, désirant ainsi sans nul doute, dans l'esprit des Teutsch, au moment où disparaissait l'„universitas“, renforcer la solidarité saxonne en mettant en lumière la communauté d'existence des paysans.

Dans la génération qui, groupée autour de Fr. Teutsch, professait la conception historique de la *Sachsengeschichte* il y eut seulement deux hommes qui se détachèrent du groupe et se firent une image différente de l'histoire des

L'HISTORIOGRAPHIE DES SAXONS

Saxons et des tâches leur incombant. L'un d'eux fut Jean Höchsmann, pasteur luthérien de campagne, mort en 1905. Il resta toute sa vie au village, loin des centres mondains de Szeben et de Brassó. Mais il possédait un vif sentiment politique qui lui faisait voir les réalités et l'empêchait d'accepter les tableaux idéalisés des Teutsch. Le peuple saxon n'était plus à ses yeux l'innocent agneau exposé à la rapacité de tous ses méchants voisins, mais au contraire un peuple comme les autres, avec de bonnes et de mauvaises qualités. Il taxa littéralement de romantique l'ancienne conception, qu'il repoussait. Et il se rapprocha des autres populations de Transylvanie pour la simple raison que d'après lui la population saxonne n'était plus une idole. Il découvrit le plus grand Saxon dans Honterus, non dans l'organisateur et l'humaniste, mais dans l'homme par qui l'esprit de l'évangile avait conquis le peuple saxon et s'était à jamais implanté dans son cœur.* Cette conception religieuse du peuple saxon nous fait comprendre que ce pasteur à la foi ardente tienne à tout le monde un rude langage et dise ce qu'il pense, en invectives pour ainsi dire, des vices des nobles hongrois, des hauts-prélats, des Roumains, des généraux d'Empire, des pasteurs saxons et même de la politique nationale ou antinationale des ancêtres. Son contemporain, Fr. Teutsch, semble un doux abbé à côté de lui.

Deux de ses ouvrages nous intéressent particulièrement ici; le premier, qui parut après sa mort, est une histoire de la Transylvanie à l'époque de la Réforme,** l'autre une histoire de la contre-Réforme en Hongrie et en Transylvanie ou, plutôt, l'histoire de la Transylvanie de 1571

* *Johannes Honter, der Reformator Siebenbürgens und des sächsischen Volkes*. Wien, 1896.

** *Siebenbürgens Geschichte im Zeitalter der Reformation. Vereinsarchiv*, 1908, 1909.

à 1605.* Dans ce dernier ouvrage, il ne dissimule nullement son opinion d'après laquelle on ne saurait considérer isolément l'histoire des Saxons; elle a toujours fait partie de celle de la Transylvanie et, plus anciennement, de celle de la Hongrie. Il célèbre en quelque sorte l'indépendance de la Transylvanie au XVI^e siècle et, à l'occasion, constate avec plaisir le refus de satisfaire aux prétentions impériales, prétentions qui toujours furent funestes pour la Transylvanie. Il exprime son indignation en exposant la politique turcophile de Sigismond Báthori, qu'il attribue en partie à l'„impertinence“ de quelques jésuites et de quelques Italiens et pour le reste aux mensonges et aux intrigues de la politique impériale. Il condamne au même titre les cruautés commises en Transylvanie par les armées turques, impériales ou roumaines et s'apitoie profondément sur les destructions dont sont victimes les pauvres Transylvains, et non seulement son propre peuple. Il communiquait certes moins encore avec les Hongrois que les gens de l'évêché, mais il était lié à eux par l'humanisme et par la solidarité transylvaine, sentiments plus développés chez lui que chez ses contemporains saxons.

Dans son histoire de l'époque de la Réforme, il s'oppose sciemment à la conception de la *Sachsengeschichte*, à laquelle on donnait la valeur d'un dogme. Il s'agissait là de mettre en lumière la position prise par les Saxons; étaient-ils partisans de Jean Zápolyai ou de Ferdinand de Habsbourg et avaient-ils été influencés dans leur décision non seulement par leur loyalisme, mais en outre par la conscience qu'étant Allemands, ils ne pouvaient attendre leur libération que d'un roi allemand? J. C. Schuller et G. D. Teutsch avaient répondu à cette question par le loyalisme et l'argument national. Tous deux célébraient l'opiniâtreté de Szeben et de Marc Pemflinger, son chef, comme celle de toute la nation saxonne, aux côtés du

* *Zur Geschichte der Gegenreformation in Ungarn und Siebenbürgen*. Ibid. 1895—96.

descendant de la maison de Habsbourg, allemand lui-même. Non seulement Höchsmann nia tout cela, mais encore il en fit des gorges chaudes et qualifia ces hypothèses de billevesées. Il ne pouvait accepter la fidélité idéale saxonne comme un élément décisif dans cette guerre de succession pour la simple raison qu'en dehors des Saxons d'autres populations vivaient en Transylvanie et que pour lui l'histoire de la Transylvanie n'était pas seulement celle des Saxons. Il donne une leçon aux „historiens romantiques“ en déclarant qu'il ne pouvait même pas venir à l'idée des ancêtres de se battre pour l'Autriche. „Ils combattirent simplement pour eux-mêmes et pour leur patrie, c. à d. pour la Hongrie tant que cette patrie fut la Hongrie, puis pour la Transylvanie.“ Ces quelques mots résument sa négation de la conception historique saxonne à cette époque.

Le vieux Höchsmann écrivait ses ouvrages, mais sans se soucier, dans la solitude de son village, de répandre ses opinions et de les rendre populaires. Quant à la science officielle, elle ne pouvait guère avoir intérêt à attirer l'attention du public en discutant ou en réfutant ces idées. Cette divergence de vues ne cause donc pas provisoirement de grandes difficultés. L'autre récalcitrant, François Zimmermann, ne se montra pas si maniable, et ceci d'autant moins qu'il s'était acquis des mérites extraordinaires comme archiviste de la ville de Szeben et qu'en qualité d'éditeur officiel du chartrier saxon et comme l'un des membres dirigeant du *Verein*, il jouissait d'un grand prestige jusqu'au moment où, pour des raisons en partie personnelles, il quitta la communauté pour aller vivre et mourir comme émigré en Autriche. Il attaqua ouvertement les officiels en examinant l'évolution de l'histoire de la colonisation,* se plaignant entre

* Franz Zimmermann, *Zur Siebenbürgisch-deutschen Geschichtsschreibung besonders über die Besiedlungsfrage. Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung. Ergänzungsband 6*, 1904.

autres que les recherches historiques n'eussent pas été continues et que l'on n'eût pas suivi les directives données par Eder et Schlözer et les instructions critiques de Schuller. Il reprocha à G. D. Teutsch d'avoir dans son ouvrage écrit d'abord la synthèse de l'histoire plutôt que de publier la documentation indispensable.

En formulant ses objections, il repoussa les motifs sentimentaux par lesquels on expliquait le premier établissement des Saxons; les rois hongrois, d'après lui, cherchaient uniquement le profit qu'ils en pourraient tirer; le clergé eut aussi son rôle dans l'affaire. Cet établissement ne s'était d'ailleurs pas produit d'un seul coup ni d'après un plan préconçu. A propos de la cessation du pouvoir héréditaire des comtes, dans laquelle l'ancienne école voyait un succès du vieil esprit démocratique german, la science moderne peut déclarer en guise de jugement définitif que „cette légende de la démocratie des Vieux Germains“ est tout aussi morte que la croyance à un peuple de bourgeois et de paysans. Or, on se souvient que c'étaient là les piliers fondamentaux de l'idéologie des Teutsch. Un pareil irrespect provoqua l'indignation des milieux officiels, indignation qui trouva son expression dans le supplément de la *Vereinsarchiv*, rédigé par Adolphe Schuller, qui défendit en premier lieu le prestige de G. D. Teutsch, ainsi attaqué. La réponse voit dans l'article de Zimmermann „un effort haineux en vue de diminuer l'honneur de G. D. Teutsch“ et de le noircir. Il souligne que bien que nul ne songe à comparer Ranke, l'historien universel, et Teutsch, celui d'un cercle étroit qui est la vie des Saxons, tous deux s'accordent néanmoins pour traiter l'histoire avec le maximum d'objectivité. Après avoir examiné les griefs matériels de Zimmermann, il déclare purement et simplement incompatibilité pour le cas où il resterait dans le „Verein“ après en avoir offensé aussi gravement l'esprit et continuerait d'écrire dans ses publications.*

* *Korrespondenzblatt*, 1901, p. 57.

L'HISTORIOGRAPHIE DES SAXONS

Ainsi invité à prendre la porte, Zimmermann se retira aussi en esprit et cessa de troubler cette idylle scientifique. Le danger, toutefois, ne fut pas définitivement écarté. Les jeunes gens, en effet, continuèrent de faire leurs études dans les universités allemandes et s'initiaient aux nouvelles méthodes de la science historique qui florissaient d'une manière inaccoutumée au début du siècle: il y en eut parmi eux qui, après leur retour, ne purent plus accepter les versions officielles. La nouvelle manière de voir considéra comme surannée l'idéologie saxonne en ce qui concerne d'une part l'histoire de l'économie, de la société et de la constitution et d'autre part celle de l'esprit, de même que, si fort qu'ait été leur sentiment patriotique allemand, Below, Max Weber ou Troeltsch fautilèrent de rouge national ou social l'histoire des Saxons, ils furent incapables, eux aussi, de mettre en accord avec les exigences de la science moderne la démocratie ancestrale, l'État paysan et bourgeois, le caractère héréditaire immuable du sentiment national allemand. Par contre, le prestige personnel de Fr. Teutsch et la position dominante de ses partisans dans la science, l'Église et la société rendaient provisoirement impossible le succès des efforts de l'orientation nouvelle. Il fallait d'autre part que des débutants fussent animés d'un grand courage et d'un vif amour de la science pour oser élever la parole, tout au moins dans les questions de détail.

Tel fut le cas de Michel Auner, jeune professeur à Beszterce, doué d'un grand talent d'historien et d'une grande culture historique; dans la critique qu'il fit de la dissertation d'un de ses collègues saxons, publiée par les soins de la faculté de pédagogie de l'université de Kolozsvár, il réfuta l'opinion selon laquelle les Saxons auraient été les premiers au monde à ouvrir des écoles populaires. En s'appuyant sur des recherches philologiques indiscutables, Auner établit qu'au début du XV^e siècle les Saxons ne possédaient pas d'écoles populaires.* Il est caractéristique pour

* *Korrespondenzblatt*, 1903.

l'amour de la vérité du vieil évêque, pour son sens pédagogique et pour la douceur de sa domination qu'il répondit lui-même à cette jeune tête-chaude: «ceux qui ont à coeur de lire l'histoire sont peïnés par l'article de Auner, mais objectivement parlant il a raison; on ne saurait parler d'écoles populaires saxonnes avant 1415».* Pu après, au cours de la première guerre mondiale, ce révolutionnaire quitte à son tour le pays saxon.

Teutsch lui même ne révisa que sur un seul point important l'opinion qu'il avait héritée de son père; il s'agit ici de l'explication fondée sur le loyalisme et le sentiment allemand des Saxons lors de l'avènement des Habsbourg. A la fin du siècle dernier, dans son étude sur la conscience nationale saxonne,** qui consacra pour ainsi dire le dogme de l'immutabilité du sentiment allemand des Saxons, il suit l'enseignement de J. C. Shuller et de G. D. Teutsch, il représente les Saxons comme acceptant la domination de Ferdinand I^{er} et explique en détail que Marc Pemflinger, chef du parti de Ferdinand, exprimait les sentiments de l'ensemble du peuple saxon en dépit de son origine allemande: le loyalisme envers le souverain allemand, dans les veines de qui coulait le même sang que le leur. Le sentiment national allemand des Saxons avait, au XVI^e siècle, été renforcé par deux sources; l'une fut la Réforme et l'autre le roi allemand. Par la suite, cependant, l'opinion divergente de Höchsmann avait été publiée, opinion que Fr. Teutsch fit presque entièrement sienne, pendant la guerre mondiale, dans un nouveau tableau d'ensemble en un volume, de l'histoire des Saxons.*** D'après cet ouvrage, Höchsmann tirant brillamment parti des sources, montra

* *Korrespondenzblatt*, 1914.

** *Die Entwicklung unseres Nationalbewusstseins*, dans les *Bilder aus der vaterländischen Geschichte*. 1899, t. II, pp. 373 à 402.

*** Fr. Teutsch, *Die Siebenbürger Sachsen in Vergangenheit und Gegenwart*. Leipzig, 1916. (Schriften zur Erforschung des Deutschtums im Ausland, no. I.); seconde édition à Hermannstadt, 1924 (les citations sont identiques dans les deux éditions).

que Marc Pemflinger n'avait pas été généralement suivi par les foules loyales saxonnes, qui, agissant plutôt par instinct de conservation, embrassèrent la parti de Jean Zápolyai et qu'il n'était nullement possible de supposer que les Saxons, aussi bien ceux de Szeben que les autres, eussent obéi à leur sentiment national allemand. A cet effet, il voit en Reicherstorffer, secrétaire de Ferdinand, le type du courtier ayant toujours la bouche pleine de promesses, lit avec un sentiment désagréable les promesses vides qu'il adresse à Ferdinand et comprend la colère des Saxons en apprenant que l'armée impériale envoyée à leur secours n'a pas trouvé le chemin de la Transylvanie.

Il n'y a plus trace ici de sentiment national ni de patriotisme allemand; les Saxons n'agissent plus par idéalisme; leur décision leur est dictée par „le lien qui les unissait à la Hongrie et à la Transylvanie, province dont ils faisaient partie.“ Il ne reste plus qu'un modeste vestige de l'ancienne manière de voir dans le reproche qu'il adresse à Ferdinand de n'avoir pas cru utile de délier les Saxons de leur serment de fidélité, bien que ceux-ci eussent nourri peut-être de vagues espoirs au sujet du „roi allemand“.* Ainsi donc, à l'époque où la monarchie habsbourgeoise existait encore, Fr. Teutsch raya de son histoire des Saxons le passage relatif au sentiment dynastique et national allemand dont on faisait habituellement étalage. Ce fait est tout à l'honneur de la conscience avec laquelle il examinait les sources et de son courage. Il est hors de doute que si l'on pouvait effacer entièrement des pages de son livre l'idéologie développée par son père, nous nous trouverions en face du pur type du savant positiviste de la fin du siècle, c'est à dire de l'homme qui, s'étant fait une meilleure conviction fondée sur l'examen des sources, se dédit courageusement de sa manière de voir antérieure.

* Op. cit. 1^{ère} éd. pp. 60 à 64, 2^{ème} éd. p. 58 à 62.

IV

La conception historique des deux Teutsch accomplit sa mission dans la seconde moitié du XIX^e siècle et avait conservé toute sa vigueur à la fin du siècle. Mais le démembrement de la Monarchie survint, suivi de l'annexion de la Transylvanie à la Roumanie. Les Saxons eurent à subir bientôt une nouvelle pression. Ce qui était encore permis, ce que l'on pouvait encore utiliser au profit du peuple saxon, tout cela leur fut enlevé par le régime roumain. Indépendance ecclésiastique et scolaire, liberté de la presse, droit de se réunir, indépendance et droit d'initiative en matière économique furent de plus en plus limités. Sous le régime du Compromis, les Saxons jouissaient de la bienveillance et de l'appui de l'État qu'ils acceptaient avec plaisir, quoique non sans se plaindre. Ce fut alors tout le contraire. Spolié, le peuple se réveilla de son rêve à la manière de Cendrillon. Et dans ce grand appauvrissement, à quoi aurait bien pu leur servir leur ancienne conception de l'histoire, que personne, il est vrai, ne songeait à leur enlever! A quoi bon la conscience de leur attachement à la personne du roi allemand, à quoi bon la „fidélité allemande“ alors qu'il n'y avait plus de roi et que la ville impériale, maintenant située à mille lieues d'eux, était devenue elle-même une république? Et quel secours pouvait leur apporter „l'esprit protecteur démocratique“ séculaire, alors qu'ils avaient à présent pour maîtres les anciens serfs dont cette historiographie démocratique ne mentionne que rarement et à contre coeur l'existence et la privation de droits civiques?*

Tout cela, naturellement, n'apparut pas encore dans les années qui suivirent le changement de régime, et Fr. Teutsch lui-même maintint l'ancienne conception dans la nouvelle édition de son abrégé de l'histoire des Saxons.

* Le premier examen sérieux de cette question parut en 1912: George Müller, *Die ursprüngliche Rechtslage der Rumänen im Siebenbürger Sachsenlande*. Hermannstadt, 1912.

Lui-même, en sa qualité d'évêque, fit preuve d'une grande réserve sans s'humilier envers les Roumains, à la suite du changement de régime. Le «Verein» continua aussi de fonctionner, s'occupant visiblement de problèmes culturels plutôt que de politique. C'est alors que fut composée, par les soins d'Adolphe Schuller, l'histoire ecclésiastique des services divins chez les Saxons de Transylvanie, en utilisant des sources très peu exploitées auparavant (missels etc.)* Mais les chercheurs saxons, formés aux méthodes modernes de l'histoire culturelle et intellectuelle, s'éloignèrent de plus en plus de la conception de Teutsch, de même que la vie saxonne fut toute différente de ce qu'elle avait été à l'époque du compromis austro-hongrois. Ce fut précisément le changement de la vie nationale qui donna l'impulsion au développement de la nouvelle direction de la science historique. La vie saxonne et l'historiographie eurent l'une sur l'autre la même influence réciproque qu'auparavant, mais cette fois ce fut la vie qui fut la plus forte: elle jeta au rebut l'ancienne conception et exigea de la science quelque chose de nouveau et de plus profitable.

Cette note nouvelle, Frédéric Müller essaya d'en tracer les contours en 1932.** Il reconnut que l'oeuvre de D. G. Teutsch avait eu une grande importance au XIX^e siècle du point de vue de la solidarité saxonne. Telle qu'il la présente, l'histoire des Saxons apparaît pour Teutsch comme une puissante épopée ayant pour sujet les luttes d'un peuple héroïque obligé de se tenir sur ses gardes de deux côtés à la fois. D'une part, aux confins du monde occidental, il en protège la culture contre les incursions dévastatrices venant de l'est; ce faisant, un véritable rôle historique mondial lui a été dévolu.

* *Geschichte des Gottesdienstes in der siebenbürgisch-sächsischen Kirche. Vereinsarchiv*, 1928.

** *Wandlung der geschichtlichen Aufgaben unseres Volkes im Laufe seiner Entwicklung und seine Anpassung daran. Siebenbürgische Vierteljahrsschrift*, 1932 p. 286.

D'autre part il avait à combattre les aspirations de la noblesse hongroise tendant à les priver de leurs libertés bourgeoises et paysannes pour les réduire au servage. Sous ce rapport, leur situation était particulièrement difficile, car en dehors de ses violences, cette même classe de seigneurs hongrois apportait des réformes d'origine occidentale qui menaçaient d'anéantissement toutes les traditions historiques des Saxons. Au milieu de ces luttes, les droits ancestraux, obtenus du roi, se perdirent lentement et disparurent, mais l'essentiel resta. Müller juge cette manière de voir trop absolue, ce qu'il explique en partie par le fait qu'elle est fondée sur les données extérieures de l'histoire, sans tenir compte des phénomènes culturels, intellectuels et économiques. Or, l'histoire de Saxons ne s'est pas toujours soldée par des pertes; elle comprend aussi des périodes d'agrandissement et d'expansion; ses voies et ses buts ne sont nullement uniformes; à côté de son attachement à la tradition, elle est aussi capable de s'adapter d'une manière admirable aux situations nouvelles. A la ligne unique idéalisée par les Teutsch, Müller oppose la multiplicité des faits réels; à cet effet, il montre, pour chaque siècle, que le destin du peuple saxon le plaçait sans cesse en face de tâches nouvelles (chose utile et nécessaire sous la domination roumaine du point de vue de la confiance de la nation en elle-même). Il efface de l'histoire du premier siècle de l'établissement des Saxons la grande illusion de la défense des frontières: ils étaient arrivés dans un pays organisé militairement et administrativement et non dans une région sauvage; les rois les avaient chargés du déboisement et astreints au service armé pour les affaires intérieures. Après l'incursion des Tartares, Béla IV eut besoin de villes fortes; c'est pourquoi l'on cessa de se répandre dans la plaine et l'excédent de la population afflua dans les villes. A l'époque agitée des guerres turques et de la Transylvanie indépendante, les petites villes dépérèrent peu à peu; derrière les remparts

des grandes villes, les dirigeants saxons, et derrière eux le peuple abandonné à lui-même n'aspirèrent que plus ardemment aux innovations religieuses et intellectuelles de la mère patrie, qu'ils adoptèrent. L'époque de la domination habsbourgeoise, de 1691 à 1867, est caractérisée par leur attachement aux traditions; c'est alors que les Saxons réalisent véritablement leur tâche de colons: ils servent de ponts et d'intermédiaires entre la civilisation occidentale et l'Orient, rôle qui rencontre l'approbation du gouvernement de Vienne, ce qui explique qu'il n'use pas de violence dans sa politique de Contre-Réforme. A l'époque du Compromis, le peuple saxon jouit des fruits de sa fidélité antérieure envers sa patrie et sa race; tandis que les autres populations de race allemande s'écroulent sous les assauts des Hongrois, les Saxons conservent leur place à part, aussi bien sur le terrain économique qu'intellectuel. Les Hongrois apprécient cet état de choses au point de cesser toute oppression et de soutenir au contraire la vie économique saxonne. 1918 ouvrit le début d'une ère nouvelle, marquée par la relégation à l'arrière-plan de la langue et de la culture allemandes et par les grandes pertes de l'agriculture saxonne, mais à qui connaît le rythme de l'histoire, aucune place n'est laissée pour le doute: dès l'époque de ces luttes, qui se soldèrent par de grandes pertes, on put constater des symptômes de renforcement.

A partir de ce moment, dans les années 30, l'opinion saxonne, suivant Fr. Müller, à l'exception peut-être des vieillards, rompit définitivement avec l'ancienne conception artificiellement idéalisée du passé, et reconnut la variété de la vie historique avec les échecs renouvelés et inévitables, suivis à plus ou moins brève échéance de succès et de redressements. Le changement de régime avait supprimé non seulement la croyance dans l'ancien mode de vie des Saxons, mais aussi les circonstances s'étaient transformées. En premier lieu le sentiment autrichien, le loyalisme envers le roi de la maison de Habsbourg et en même temps le lien

qui les unissait à la Hongrie perdirent de leur importance. Tandis qu'auparavant la question hongroise tourmentait les historiens disciples des Teutsch et qu'il fallait que chacun y songeât sans discontinuer, l'État hongrois fut soudain tellement éloigné qu'il n'y eut plus nul besoin de s'en occuper. L'oppression dont les Hongrois restés en Transylvanie étaient l'objet contribua aussi à former l'opinion d'après laquelle la question hongroise était dorénavant sans importance, bien que d'une façon moins définitive que celle des Habsbourg. Il devint possible, dans cette situation, de porter un jugement plus impartial et, à côté des désavantages du régime, on se souvint aussi des avantages qu'il présentait.

La plus pure expression de cette idée se trouve dans le roman sur Brassó, d'Adolphe Meschendörfer, où l'auteur reconnaît, à propos de l'ancienne domination, que «l'on y vivait dans un État fondé sur le droit». Le poète dépouille le ressentiment et renonce aux griefs qui furent si longtemps de règle chez les Saxons, mais il abandonne aussi ses rêves. Il retourne à la source, qui pour lui ne saurait être autre chose que la vie des Saxons de Transylvanie, la ville et la terre natales, le fleuve „dont le grondement était si étrange à nos oreilles quand nous étions tout jeunes“. On les avait en effet, dans leur enfance, élevés dans l'admiration des liens qui les unissaient à la lointaine Allemagne et, revenus au murmure des forêts et des cours d'eau de Transylvanie, ils comprenaient que c'était là que vivaient leurs frères, les Saxons, les hommes de leur sang. Par delà, cependant, ils reconnaissaient l'impérieuse nécessité de vivre côte à côte avec les autres peuples et l'urgent besoin, étant donné le mélange des populations en Transylvanie, d'éclaircir leurs rapports avec les Hongrois et surtout avec les Roumains.

Tout cela constituait une initiative procédant d'un sentiment national judicieux, c'était un essai pour s'engager sur une voie nouvelle, qui, s'il s'était confirmé, eût certainement entraîné tôt ou tard une révision de la

conception historique saxonne, avec la clarification des illusions stéréotypées et l'usage plus intensif de l'auto-critique. Mais le temps manqua pour cela. Au moment précis où les liens séculaires des Saxons se relâchaient et même se rompaient et où, dans le paysage transylvain d'une „sauvagerie romantique“, ils se sentaient aussi étrangers qu'autrefois leurs aïeux dans le „pays sauvage“, le nouveau grand empire s'éleva à l'horizon occidental, qui, doué d'une puissance inespérée depuis longtemps, non seulement raffermirait l'État allemand en train de se désagréger, mais encore considéra comme siens les fragments de population allemande, si éloignés fussent-ils.

On sait que la nouvelle presse se servit avec un succès extraordinaire de formules telles que „Volkstum“ et „Blut und Boden“, formules que l'on mit en usage pour embrasser la cause des minorités allemandes à travers les frontières des États étrangers intermédiaires. Si, après la catastrophe, les liens qui les avaient unis à l'Autriche, aux Habsbourg et à la Hongrie eussent conservé quelque prestige, ces modestes réminiscences se fussent évanouies de la mémoire du peuple, soumis qu'il était à une éducation nouvelle.

Il restait un point unique de la conception de Teutsch, la conscience de l'identité spirituelle avec l'Allemagne, qui à partir de ce moment fut seule à régner dans la manière de voir des historiens. Le pouvoir totalitaire prit complètement en main l'âme et l'histoire saxonnes; en dehors des moyens de la presse et de la politique, les sciences politiques se mirent à l'oeuvre, elles aussi, pour opérer la fusion complète et parfaite des Saxons. Cela, même du point de vue national allemand, dépassait d'une manière essentielle la conception des Teutsch, qui, à côté de tout leur nationalisme allemand, songeaient en premier lieu au maintien de l'unité du peuple Saxon, et avaient recherché et décrit son histoire non pour qu'il fût un jour absorbé par une unité plus grande, mais au contraire pour qu'il

conservât à jamais, à travers tous les orages, son individualité et son autonomie.

Il serait superflu de faire connaître en détails la nouvelle conception de l'histoire qu'on essaie de dégager de ces principes depuis quelques années. Une de ses caractéristiques, techniquement parlant, est que les directives ne sont plus données par des aborigènes, mais par des savants envoyés d'Allemagne. Dans ce nouvel agencement, la plus grande importance est donnée à la question de l'origine, qui, comme à tous les grands tournants de l'histoire saxonne, constitue le problème central. Sous ce rapport, il a été aussi mis fin à la conception des *Teutsch*: l'immigration des Saxons à l'époque de Géza II se prolonge derechef à de vagues périodes du moyen âge et de l'histoire ancienne des Germains. En faisant appel à la linguistique et à l'archéologie on découvre de nouveau des tribus germaniques dans les premiers habitants de la Transylvanie et il semble que les tendances de Tröster, de Toppelt et de Miles soient en train de se réveiller. Le fait que le linguiste berlinois qui dirige ces recherches ait établi ses quartiers à Bucarest donne à tout ce mouvement un intérêt particulier; il lui est aisé d'établir un lien entre la présence de Germains dans l'ancienne Transylvanie et la théorie daco-roumaine, qui se trouverait ainsi justifiée. Inutile de dire qu'il est impossible de pousser ce tour d'acrobatie jusqu'aux recherches de détail et les enquêteurs de l'histoire locale saxonne ont déjà à se défendre contre les résultats de la science roumaine.

Non seulement nous voyons renouveler sous nos yeux les recherches du XVII^e siècle, dénuées d'esprit critique, au sujet de l'origine des Saxons; la direction nouvelle se propose de découvrir des liens spirituels plus étroits avec la mère-patrie. Elle ne craint pas de s'aventurer dans les ténèbres pour ainsi dire mythiques que personne, depuis l'entreprise romantique de Haltrich, de Frédéric Müller et de leurs amis, n'avait essayé d'éclairer et qui laissaient les *Teutsch* indifférents. Il est évident que les moyens dont dispose la critique historique refusent tout service

en face de questions de ce genre, mais cela constitue pour ces enquêteurs un si mince obstacle que, ne serait-ce que par pure curiosité, nous pouvons examiner, dans cette dissertation „scientifique“, les résultats obtenus par eux. C'est ainsi, par exemple, qu'ils ont établi que les expressions servant à désigner les écoles et les maîtres qui en dépendent ont été apportés, avec leurs rangs, du „pays ancestral“ par les Saxons de Transylvanie. Donc, Auner avait tort en déclarant qu'il n'avait pas trouvé les traces d'écoles populaires saxonnes avant 1415, de même que Fr. Teutsch, qui, comme nous l'avons vu, s'était rangé à l'opinion d'Auner et qui plus est avait établi le rapport existant entre les premières écoles saxonnes et les écoles capitulaires de Hongrie.* L'explication de l'origine du nom saxon en connexion avec les Saxons de Transylvanie est un tour de force non moins stupéfiant: le nom tire son origine de mercenaires vieux-saxons établis peut-être dans la région de Szeben, car il existe des données prouvant l'établissement sinon de Vieux-Saxons, du moins de mercenaires wallons.**

Ces résultats, ainsi que beaucoup d'autres du même genre, n'ont pu être obtenus que de la façon suivante: afin de dissiper l'ombre, on a plongé dans les ténèbres même les sources historiques qui étaient claires jusque-là, sources qui, entourées de brumes à leur tour, apparaissent sous un jour tout différent. Ajoutons à cela le style, que nous pourrions qualifier d'expressionniste et qui tranche sur celui de Fr. Teutsch, lequel est clair, reposé et précis; il n'y a à cela d'exception que lorsque l'auteur énumère les résultats ainsi obtenus, qu'il groupe généralement en paragraphes violents, libéré qu'il est du doute scientifique et de modestie apparente.

Il est absolument certain que l'historiographie saxonne

* S. C. Müller, *Urheimat und Entstehungszeit der siebenbürgisch-sächsischen Schule*. *Siebenbürgische Vierteljahrsschrift*, 1940, 207.

** Andreas Scheiner, *Stammeskunde der Sachsen von Hermannstadt*. p. 180.

se retrouvera et se soumettra à nouveau aux méthodes scientifiques. Il ne manque pas d'efforts dans ce sens; nous en voulons entre autres pour preuve le livre sur Honterus de Charles Kurt Klein, qui a cependant ses défauts à cause de sa manière de voir outrancière. Son histoire de la littérature saxonne de Transylvanie* est aussi un ouvrage de valeur, bien qu'en faisant entrer les Saxons de Transylvanie dans l'histoire de la littérature des Allemands de l'étranger, il abandonne une fois de plus la théorie des Teutsch concernant l'évolution séparée des Saxons.

L'idéologie actuellement à la mode pèse d'autant plus lourdement sur la science saxonne que ni l'autocritique ni la résistance persévérante n'y ont joué de rôles au cours du siècle dernier. Même dans les ouvrages qui, pour le reste, sont composés avec un entier respect des méthodes scientifiques, il se mêle des éléments d'actualité au sujet principal. Il nous reste à mentionner deux ouvrages de valeur parus au cours de ces dernières années.

Le premier est l'Histoire des Saxons de Transylvanie, par Roderich Gooss, à l'époque des guerres entre les rois Ferdinand et Jean, c'est à dire de 1521 à 1538.** Les attaches de sa famille, les fonctions occupées par ses ancêtres autorisaient l'auteur à cultiver les liens qui l'unissaient à l'Autriche, aux Habsbourg et à la Hongrie; en effet, en qualité d'ancien archiviste de la cour de Vienne, il prit part entre autres à la publication des traités passés par l'État autrichien et, dans ce cadre, publia les traités de l'État transylvain; plus tard, à propos des questions soulevées par le commencement de la première guerre mondiale, il établit à l'aide d'une riche documentation un exposé de l'attitude serbe. Le volume qui nous intéresse ici offre un tableau d'histoire politique

* Karl Kurt Klein, *Literaturgeschichte des Deutschtums im Ausland*. Leipzig, 1939.

** *Die Siebenbürger Sachsen in der Planung deutscher Südostpolitik*. I., Wien, 1940.

exemplaire et montre l'interdépendance des événements militaires, diplomatiques et politiques. Il présente un autre avantage, qui est de n'attaquer personne; on n'y trouve ni animosité ni sentimentalité larmoyante.

En guise de préface, l'auteur trace au début du volume les contours de la personnalité du peuple saxon et il juge bon, dès la première immigration, de la désigner sous le nom de „Volksgemeinschaft“. Il est vrai que, fréquemment, il ne parle que de communauté politique, et ailleurs de communauté religieuse; il est toutefois impossible de se méprendre sur le sens d'actualité de son récit. Il est exact aussi qu'il ne néglige pas l'élément transylvain et qu'il n'oublie pas les rapports avec les deux autres nations, mais son ouvrage eût pu à peine voir le jour sans l'idéologie allemande qui y règne. Ceci d'autant moins, qu'en tant qu'historien consciencieux il s'écarte à peine de la version de Fr. Teutsch. En relatant les faits, toutefois, non seulement il y remplace simplement plusieurs éléments déjà connus par l'esprit national allemand, mais encore il leur donne expressément leur forme actuelle. On comprendra ainsi que, dans son livre, même les données les plus positives soient présentées dans un but tendancieux et ceci en deux directions. L'une est la tendance actuelle, celle de l'auteur. Il se plaît à montrer, en s'appuyant sur des données qui sont exactes, que les véritables directives de la politique saxonne dépendaient de l'intérêt et de l'instinct de la „communauté du peuple“. Sa seconde tendance se rapporte au gouvernement habsbourgeois du XVI^e siècle, dont il présume que dès cette époque il nourrissait de sérieux desseins pour la conduite de la „Südostpolitik“ allemande, naturellement par instinct allemand et en utilisant les sentiments instinctifs semblables de la „communauté du peuple saxon“. C'est à ceci que se rapporte le terme, aujourd'hui à la mode, de „Planung“, qui, appliqué à la politique des princes du XVI^e siècle, peut se justifier dans la presse mais non par des moyens scientifiques.

L'auteur s'exprime plus clairement encore dans le dernier chapitre, où il examine le complexe déjà connu de Höchsmann sur la base des déclarations des divers historiens. Sur ce point, il réfute sévèrement l'opinion de Höchsmann et en même temps celle, révisée, de Fr. Teutsch; en revanche il partage la première manière de voir de Fr. Teutsch qui, comme nous le savons, croyait encore fermement à la fin du siècle à la force déterminante du sentiment national allemand des Saxons sur la politique du XVI^e siècle; il est aussi du même avis que J. C. Schuller et G. D. Teutsch sur ce point. Dans son argumentation il groupe toutes les exagérations et toutes les bévues qui émaillent le récit passionné de Höchsmann, toutes ses accusations et ses soupçons injustifiés contre le caractère de Ferdinand I^{er}; d'autre part, il recherche toutes les déclarations dispersées qui, de la part des administrations viennoises, démontrent le sentiment national allemand et la conscience raciale. La conception des Teutsch avait disparu, était tombée dans l'oubli, mais le manteau restait, retailé à la mode nouvelle et repassé.

Il est intéressant de noter chez Gooss et chez l'autre auteur sérieux d'ouvrages historiques, Maja Depner, la première femme que nous rencontrons ici, qu'il n'est pas dans leur intention de limiter leurs sujets, mais qu'ils les prolongent dans le temps jusqu'aux origines. Peut-être ont-ils l'impression que leurs notions et expressions nouvelles seraient incompréhensibles, appliquées à telle ou telle coupe de l'histoire, et qu'il leur faut éclairer les grands enchaînements de faits à l'aide de leurs réflecteurs modernes. R. Gooss, pour étudier quinze années du XVI^e siècle, jette en guise d'introduction un regard sur toute l'histoire des Saxons, M. Depner de son côté, dans son récit des luttes entre les Impériaux et les Transylvains au XVIII^e siècle, commence par parler... de saint Étienne.* Le choix

* Maja Depner, *Das Fürstentum Siebenbürgen im Kampf gegen Habsburg*. Stuttgart, 1938.

de ses sujets montre aussi que la discipline des Teutsch n'engage plus en rien les enquêteurs saxons et qu'ils portent leurs recherches sur des terrains qui sont à peine en connexion avec les questions saxonnes. M. Depner n'examine pas non plus la politique des Bethlen et des Rákóczi à l'égard des Saxons; ces derniers ne jouent là qu'un rôle secondaire, et le problème qui intéresse l'auteur au premier chef est celui de l'empire allemand. Pourquoi l'Allemagne n'a-t-elle pas pris en mains la direction dans le „Donauraum“, bien qu'elle fût seule appelée à jouer ce rôle, car elle était l'unique grande puissance (l'auteur n'a que dédain pour les petites nations) et était seule capable d'élever les peuples vivant dans cette région au niveau de la paix et de la culture!

Cela montre qu'il s'agit là de la recherche de rapports que la presse allemande contemporaine a rendus fort intéressants. Nous y trouvons en effet, dans des à-côté qui n'ont rien de commun avec la politique étrangère de Bethlen, de nombreux clichés répandus par la presse moderne ou par la pseudo-science. La Transylvanie fut en vérité l'oeuvre des Germains, bien que le mérite des Hongrois ait été de les recevoir en Europe Centrale. L'historiographie commet une grande erreur en s'imaginant que l'État hongrois doit son existence aux qualités politiques et créatrices des Hongrois. Qualités inexistantes, saint Étienne déjà n'avait pu imposer le nouvel État à son peuple inorganisé qu'avec l'aide des troupes de chevaliers allemands, État qui fut créé de toutes pièces sur le modèle carolingien. La noblesse hongroise se montra incapable de maintenir l'État, qu'elle n'avait pas créé et qui n'était pas le sien. D'ailleurs il faut que l'État soit puissant, le droit est une chose secondaire; nous savons de Bethlen que bien qu'il ait été une grande personnalité, en tant que chef d'un petit État vassal de la Turquie il n'était pas assez puissant pour transformer la Hongrie et n'ayant pas la puissance „c'est pourquoi il n'en avait pas le droit. Il engagea la

lutte, mais la force lui manquait pour remporter la victoire. Ce fut sa tragédie“.

N'allons pas cependant tirer de là la conclusion que l'auteur s'était entièrement rangé à l'avis de Nietzsche ou de Treitschke et qu'il tenait compte de la puissance seule et non des forces de l'esprit. Ce sont aussi celles-ci qui, pour lui, décident en dernier ressort. Le „Donauraum“, c'est à dire l'Autriche, la Bohême et la Hongrie, n'avait pu faire partie à cette époque de l'Empire romain-germanique, ce qui eût signifié un empire s'étendant de Hambourg à Brassó, parce que les empereurs d'alors, avec leur disposition spirituelle, étaient incapables d'accomplir cette tâche. La loi vitale du territoire en question, en effet, est de former une unité, mais cette unité est paralysée du fait qu'il est impossible de la réaliser de l'intérieur, à preuve les tentatives infructueuses d'Ottokar Podiébrad et de Mathias Hunyadi; il faut qu'une grande puissance vienne du dehors pour réunir dans un même bercail les peuples vivant dans cette région. Seule, la puissance allemande en est capable et le mal était pour les Habsbourg qu'ils n'étaient pas allemands. L'auteur invoque trois faits pour prouver cette assertion. Le premier, c'est qu'ils n'ont pas accepté la Réforme et que, sous Charles-Quint, ils n'ont pas saisi l'occasion d'anéantir à jamais Rome, bien qu'ils eussent dû savoir que toute l'histoire de l'empire consistait en une longue lutte contre Rome. De plus ils avaient opprimé les Allemands dans leur propre pays en imposant la Contre-Réforme. Enfin, ils avaient sacrifié les Allemands de Hongrie qui, de l'avis de l'auteur, avaient non seulement été les seuls facteurs de civilisation en Hongrie, ce que nous savions déjà, mais encore, en tant que noblesse allemande puis en tant que bourgeoisie, avaient autrefois représenté un grand pouvoir militaire et politique. Il ressort de quelques remarques en marge du sujet, que les Hongrois leur ont été inférieurs dans tous les domaines et que le „Volkstum“ hongrois doit au „Volkstum“ allemand même

la religion et la Réforme. Il n'approuve donc pas qu'on établisse un parallèle entre les grands hommes de la Hongrie et de l'Allemagne; Bethlen n'était pas Gustave-Adolphe, mais sa fondation de la Transylvanie n'est non plus comparable à l'œuvre créatrice de Frédéric le Grand et de Bismarck, car ces derniers ont obtenu en 1785 et en 1866 la justification de l'histoire et c'est eux qui ont tracé la voie à l'avenir allemand, tandis que Bethlen n'a pas été justifié par l'avenir et n'a pas tracé sa voie à la Hongrie.

Il est difficile de discuter ces assertions. Au sens des méthodes historiques jusqu'ici en usage il faudrait procéder à de longues recherches. Mais la Puissance, l'Espace, le Grand État et autres notions nouvelles se soucient fort peu des méthodes critiques; chacune d'elles monte en scène chaussée de cothurnes et joue les rois, à moins qu'elle ne vise plus haut encore et ne songe à un pouvoir plus illimité. Une chose certaine, c'est qu'elles se conduisent en conquérantes, mais sans séduire, et que l'historien fera bien, en se conformant à l'ancienne mode, de ne point prophétiser ni projeter *demain* dans le passé. Tout cela, en réalité, est en dehors du domaine de l'histoire, mais peut-être valait-il la peine qu'on en fit mention, car cela caractérise bien l'état actuel de l'historiographie saxonne, état dans lequel des études menées selon d'excellentes méthodes paraissent pour ainsi dire nécessairement panachées de cette manière. Car tout cela, chez Depner aussi, n'est que panachage; son ouvrage est en vérité une analyse excessivement fine de l'origine des relations internationales de Gabriel Bethlen, et en même temps des idées politiques personnelles de ce prince. On ne trouve pas trace chez elle de la réserve, hostile envers les Hongrois, des disciples des Teutsch; elle comprend parfaitement qu'après plusieurs siècles les Hongrois soient devenus de fougueux champions de l'indépendance et elle se sert des écrivains hongrois sans faire entre eux de choix du point de vue national, ce qui

lui vaut de la part de plusieurs critiques à la mode, l'accusation d'avoir par trop fait siennes les „thèses“ de l'historiographie hongroise.

Un ou deux ouvrages méritoires ne sauraient néanmoins suffire à dissimuler la réalité; depuis que la conception des Teutsch a perdu toute sa valeur, il ne reste plus rien de permanent dans l'historiographie saxonne, qui s'est véritablement perdue elle-même en tolérant l'influence extérieure, non encore éprouvée, de la presse. Il ne s'est pas formé, sous la domination roumaine, de manière de voir plus réaliste, et le relèvement qui s'est produit depuis et fut accueilli avec enthousiasme a eu pour corollaire le déplacement dans la mère-patrie du centre de gravité saxon. Ajoutons à cela la rélévation à l'arrière-plan de la pensée objective et le libre développement et l'achèvement de certaines valeurs affectives irrationnelles; tout cela fait comprendre que la conception historique maintenue naguère dans les bornes d'une discipline pour ainsi dire trop sévère, libérée des observations de la critique et des réalités du passé, ne devint pas libre mais tomba dans l'excès opposé; elle fut le jouet de sa fantaisie et n'exprime et ne nourrit que des passions. Dans cette nouvelle conception, les Saxons ont perdu depuis longtemps leur position centrale; ils ont uni le passé saxon avec celui des autres Allemands du bassin danubien et se sont mis en opposition irréductible avec le passé hongrois.

Une des expressions de cette nouvelle conception de l'histoire émane de l'un des romanciers actuellement les plus fêtés et dont les théories sont acceptées par les revues scientifiques. D'après Henri Zillich, les Hongrois, après avoir pénétré en Europe, continuèrent de vivre de pillage, mais subirent des échecs; leurs rois comprirent alors qu'il leur fallait se soumettre aux lois de l'Europe: ils adoptèrent la religion chrétienne et les mœurs occidentales, dont le rayonnement leur parvenait à travers l'Allemagne. Leur cour prit l'aspect d'une cour allemande; ils firent venir des Allemands, qui élevèrent des châteaux forts et

des villes; ils placèrent aux endroits les plus dangereux des Saxons, et ces derniers assurèrent la protection des Hongrois, beaucoup plus nombreux pourtant. Ce furent aussi les Allemands qui apportèrent avec eux l'industrie, l'art de faire la guerre, l'agriculture et qui opérèrent ainsi la jonction définitive des Hongrois de l'Europe à l'Empire qui, à cette époque, était dans cette partie du monde la pensée créatrice et organisatrice. Tout cela fut d'un grand profit aux Hongrois; leur nationalité ne subit aucun dommage jusqu'au temps des Turcs. Puis vinrent les Turcs, devant qui les Hongrois s'inclinèrent; seule, la Transylvanie subsista ou pour mieux dire les Saxons seuls car les autres trahirent fréquemment la cause commune de l'Europe. Puis lorsque les Allemands eurent fini par chasser les Turcs et que l'empereur d'Allemagne voulut refaire de la Hongrie un pays européen, les Hongrois n'avaient plus la sûreté de vue d'autrefois. Depuis lors et durant des siècles ils n'ont cessé de protester et de se défendre contre les valeurs communes qui leur appartiennent aussi, comme elles sont aux Allemands et à toute l'Europe. Ils ont perdu, en effet, leur faculté de comprendre les grandes idées: „Vous ne pouvez plus percevoir l'ensemble“, ce qui revient à dire qu'ils refusent de s'adapter au grand ensemble que leur apportent les libérateurs depuis l'expulsion des Turcs.

Nous ne poursuivrons pas l'exposé de cette conception, dont ce que nous avons vu démontre qu'elle n'appartient plus aux Saxons de Transylvanie; elle se borne à l'occasion à se parer des couleurs saxonnes. Comme nous l'avons dit, elle est le fruit de la passion et de l'imagination et n'est plus caractéristique du passé, mais du présent. Nous pouvons tout au plus ajouter que, comme on pouvait s'y attendre d'après ce qui précède, les Hongrois ont une assez mauvaise presse dans ce „tableau d'actualité“. Les seuls qui puissent encore espérer leur grâce sont les nobles, dont on continue de dire, en opposition flagrante avec la manière de voir des Teutsch, que c'est eux qui, de concert avec les Allemands, ont créé la Hongrie.

INDEX DES NOMS DE LIEUX

Nous avons employé partout dans le livre les noms de lieux historiques hongrois, comme c'étaient habituels au cours de l'histoire. Nous en publions les nouvelles variantes non hongroises dans ce qui suit:

1. FLEUVES, RUISSEAUX

hongrois	roumain	slovaque	serbe	croate	allemand
Hernád		Hornád			
Kőrös	Criș				
Krassó	Caraș				
Maros	Mureș				
Temes	Timiș				
Ung		Uh			
Vág		Váh			

2. VILLES, VILLAGES

Barót	Baraolt				
Beszterce	Bistrița				Bistritz
Beszterce- bánya		Baňská Bystrica			Neusohl
Brassó	Brașov				
Déva	Deva				Kronstadt

INDEX DES NOMS DE LIEUX

hongrois	roumain	slovaque	serbe	croate	allemand
Enyed	Aiud				
Érsekújvár		Nové Zámky			Neuhausel
Eszék			Osek	Osijek	
Fiume				Rijeka	
Fogaras	Făgăraș				
Gyulafehérvár	Alba Iulia				Karlstadt
Hátszeg	Hateg				
Kassa		Košice			Kaschau
Kőhalom	Cohalm (Rupea)				Reps
Kolozsvár	Cluj				Klausenburg
Marosvásárhely	Târgu-Mureș				
Medgyes	Medias				Mediasch
Nagyenyed v. Enyed					
Nagyszeben v. Szeben					
Nagyszombat		Trnava			Tirnau
Nagyvárad	Oradea-Mare				Gross- wardein
Naszód	Năsăud				
Nyitra		Nitra			Neutra
Pozsony		Fratislava			Pressburg
Rozsnyó		Rožňava			
Segesvár	Sighișoara				Schaesburg
Selmecbánya		Baňská Stiavnica			Schemnitz
Szászváros	Orăștie				
Szatmár	Satu-Mare (Sătmar)				Broos
Szeben	Sibiu				
Szörény	Severin				Hermann- stadt

INDEX DES NOMS DE LIEUX

hongrois	roumain	slovaque	serbe	croate	allemand
Talmács	Tălmaci				
Temesvár	Timișoara				
Turócszent- márton		Turčiansky- Svätý Martin			
Újvidék			Novi Sad		Neusatz
Várad v. Nagyvárad					

3. COMITATS, DÉPARTEMENTS

Bács			Bač		
Bácska			Bačka		Banat
Bánság	Banat				
Bihar	Bihar				
Hunyad	Hunedoara				
Királyföld	Pământul crăiesc				Burzenland
Kolozs	Cojocna				
Krassó- szörény	Caraș- Severin				
Máramaros	Maramureș				
Sáros		Šarišská župa			
Szerém			Srem	Srijem	
Szilágyság	Sălaj (Silvania)				
Temesköz v. Bánság	Timișana				
Túróc		Turčianska župa			

INDEX DES NOMS

Adam, madame 74
 Adami, évêque 277
 Albert, chancelier 146
 Albert de Habsbourg 148
 Albert de Strasbourg 145
 Albert, M. 311
 Albrich, Jean 256
 Alembert, Jean Le Rond d' 14, 192
 Alexandre le Grand 262
 Andrassy, comte Jules 62, 75, 94
 André II, roi de Hongrie 228, 229, 236
 Anonyme, le notaire 234
 Apafi, Michel pr. de Transylvanie 264, 265
 Árpád, prince de Hongrie 139, 243
 Arnt 304
 Attila 110, 242, 263, 289
 Auguste 262
 Auner, Michel 323, 324, 333

Babes, Vincent 211
 Bach, Alexandre 47, 55, 57
 Bacsányi, Jean 22, 34, 35
 Bălcescu, Nicolas 204
 Bánfi, Martin 254
 Bánfi, Pierre 253, 254
 Báróczy, Alexandre 22
 Bartenstein, Jean Christian 177

Báthori, Gabriel, pr. de Transylvanie 256, 257, 258, 259, 308
 Batizi, André 242
 Batthyány, Ignace 290
 Bausner, famille 272
 Barcsai, Ákos, pr. de Transylvanie 260
 Báthori, Sigismond, pr. de Transylvanie 248, 259, 293, 320
 Báthori, Étienne, roi de Pologne 238
 Beatus Rhenanus 245
 Bedeus, Joseph baron de Scharberg 293, 294
 Béla IV, roi de Hongrie 240, 328
 Below, Georges 312, 323
 Benigni v. Mildenberg, Joseph 292, 293
 Bernatzik, Edward 87
 Bernolák, Antoine 40
 Berzeviczy, Grégoire 25
 Bessenyei, Georges 20, 21, 22, 23, 24, 193, 194
 Bethlen, comte Étienne 97, 98
 Bethlen, Gabriel, pr. de Transylvanie 256, 259, 261, 308, 337, 339
 Bethlen, Farkas 291
 Bethlen, Jean 256, 259, 262
 Bethlen, Nicolas 259, 261, 264

INDEX DES NOMS

Biró, Alexandre 217
 Bismarck, Othon prince de 68, 75, 76, 78, 83, 84, 219, 222, 223, 338, 339
 Bocskai, Étienne, pr. de Transylvanie 257, 258
 Bogáti, Paul 273
 Bomel, Thomas 243, 244
 Bonfini, Antoine 233, 236, 244, 264
 Brétislav, prince de Moravie 142
 Bruckenthal, baron Samuel 272, 273, 278, 280, 282, 283, 293
 Bülow, Bernard prince de 76

Caprivi, G.-Léon comte de 76
 Caraffa, Jean Baptiste 267
 Catherine de Brandeburg 289
 Catherine II, tzarine de Russie 283
 Cernovič, Arsène 172
 Charles I^{er}, roi de Roumanie 98
 Charles III, roi de Hongrie 18, 176, 185
 Charles VI, emp. du St Empire rom.—germ. (v. Charles III)
 Charlemagne 138, 240, 257, 265, 282
 Charles—Robert, roi de Hongrie 229
 Charles d'Anjou 131
 Charles le Petit, roi de Hongrie 253
 Charles Quint 338
 Claudius, seigneur allemand 249
 Closs von Cronenthal, Jean 269
 Cicéron 313
 Commène, Anne 141
 Conrad, Michel 271, 272, 273, 274, 275
 Cosmas de Prague 142

Cromwell, Oliver 79
 Csernoch, Jean 212
 Csokonai-Vitéz, Michel 194
 Cuza, prince de Roumanie 59, 60
 Czakó, Simon 253, 254

Dahlmann, Frédéric 301
 Damjanich, Jean 49
 Dávid, François 171
 Deák, François 36, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 69, 75, 89, 202, 208, 209, 210
 Décébal, roi des Daces 240, 289
 Decsi de Baranya, Jean 252
 Deér, Joseph 112
 Depner, Maja 336, 337
 Dévai—Biró, Mathias 242, 243
 Diderot 14, 192
 Diltthey 312
 Dobrowsky, Jean 40
 Dragos, seigneur roumain 50, 204
 Draudt, 254

Eberus de Wittenberg 237, 238
 Eder, Joseph-Charles 282, 288, 290, 291, 295, 296, 302, 322
 Eger, baron 19
 Elisabeth, reine d'Angleterre 79
 Eötvös, Joseph baron 36, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 69, 75, 87, 89, 93, 100, 202, 206, 207, 208, 209, 210, 315
 Eszéki, Jean 246
 Esterházy, Nicolas 261
 Esterházy, comte François 12
 Étienne, archiduc de Habsburg 49, 125
 Eugène, prince de Savoie—Carignan 183
 Eulenburg, 76

INDEX DES NOMS

Faludi, Francois 23
 Fándly, Georges 40
 Felmer, Martin 288, 289, 291
 Ferdinand I^{er} roi de Hongrie
 153, 166, 243, 246, 252, 308,
 320, 324, 325, 334, 336
 Fischer, Joseph 237
 Fleischer, André 264
 Forgács, Valentin 254
 Forgács, Blaise 253
 Forgács, Michel 253, 291
 Fox, Charles James 33
 Frank, Valentin 265, 266, 267
 Francois—Ferdinand, archiduc
 de Habsbourg 99, 223
 Francois Joseph I^{er}, roi de
 Hongrie 61, 75, 80, 219
 Frédéric le Grand, roi de
 Prusse 18, 283, 339
 Freytag, Gustave 308, 309
 Fronius, Fr. 318
 Fuchs, Marc 255, 256
 Fustel de Coulanges 71

Gáj, Louis 44, 45, 199
 Garašanin 45, 49
 Gebler, baron 19
 Gengiskhan 110, 286, 287
 Gerhard, 240
 Gertrude, reine de Hongrie
 289
 Géza, prince de Hongrie 240
 Géza II, roi de Hongrie 227,
 229, 243, 248, 257, 265, 282,
 285, 289, 290, 304, 309, 332
 Greissing, 254
 Goethe 17, 42, 304, 313
 Gottesohn, roi des Goths 262
 Gooss, Roderich 334, 336
 Gos, Charles 301
 Gotzmeister, 257
 Görgey, Arthur 47
 Grassalkovich, prince Antoine
 186
 Grimm, Jacques 43
 Grimm, frères 41

Grüngras, Lucas 235
 Grünwald, Béla 68, 69, 74
 Guillaume II, empereur d'Alle-
 magne 219
 Gumplovitz 86, 87
 Gunesch, André 256
 Gustave-Adolphe, roi de Suède
 339
 Gvadányi, Joseph 24
 Gyöngyösi, Étienne 23

Habsbourg, les 18, 19, 47,
 51, 53, 84, 195, 230, 231, 232,
 267, 270, 276, 281, 283, 288
 293, 308, 314, 321, 330, 331,
 334, 338
 Haller, Pierre 246
 Haltrich, 299, 332
 Hanar, Georges Jérémie 276
 Hanka, V. 40
 Hannenheim 274
 Hasse, Ernst 84, 85
 Harnack, Adolph 313
 Harruckern, baron Georges 186
 Hegyes, André 251, 252, 253
 Hell, Maximilien 19
 Heltai, Gaspar 242
 Heltanus 240
 Herder 26, 27, 28, 33
 Hermann, David 277
 Hermann, seigneur allemand
 240, 249, 282
 Hermann 311
 Heydendorf (v. Conrad, Mienel)
 271, 294
 Hlinka, André 92
 Höchsmann, Jean 319, 321, 324,
 325, 336
 Hodža, Milan 52
 Hoitsy, Samuel 95
 Hóman, Valentin 122, 124, 131
 Honterus, Jean 237, 238, 242,
 244, 245, 246, 247, 248, 254,
 260, 268, 317, 319
 Huet, Albert 248, 249, 257, 269

INDEX DES NOMS

Humboldt, Ch.—G. baron de 62
 Hunyadi, Jean 135, 148, 236, 243
 Hunyadi, Mathias (v. Mathias)
 Hurbán, Joseph 52

Isabelle, reine de Hongrie 246
 Istvánffi, Nicolas 241, 255, 256
 Ivan, ban 146
 Ivan, seigneur hongrois 146

Janku, Avram 50, 204
 Jean, roi (v. Zápolyai)
 Jean—Sigismond (v. Zápolyai)
 Jelačić, ban de Croatie 48, 54
 Joseph II, roi de Hongrie 11, 12, 13, 14, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 31, 32, 33, 56, 169, 177, 183, 187, 188, 190, 191, 194, 195, 231, 272, 274, 275, 278, 279, 280, 282, 288
 Jovius 264
 Jules César 262
 Julie, fille d'Auguste 262
 Jungmann, Émile 40

Karadžić, Vuk Stefanovic 42, 43
 Karageorgevitch, Alexandre 49
 Károlyi, Alexandre 186
 Kaunitz, prince 44
 Kazinczy, François 22, 24, 25, 28, 34, 35, 194
 Keglevich, famille 161
 Kemény, Jean, pr. de Transylvanie 259, 273
 Kirchow, 83
 Klapka, Georges 60
 Klein, Charles Kurt 334
 Klein—Micu, Samuel 37, 38
 Kmetty, Georges 96
 Knieszsa, Étienne 121

Kollár, Jean 41, 42, 194
 Kollonich, comte Léopold 173, 174, 176, 179, 184
 Korniss comte 278
 Korodi Lutz 221
 Kossuth, François 99
 Kossuth, Louis 36, 44, 50, 53, 60, 61, 65, 68, 75, 95, 96, 204, 206, 207, 222
 Krauss, Georges 257, 259, 261
 Krauss, Valentin 239, 253

Ladislas IV, roi de Hongrie 131, 145
 Ladislas V, roi de Hongrie 148
 Lagarde, 82
 Lamprecht, Charles 312
 Lebel, Jean 239, 240
 Leitmeritz 142
 Léopold I^{er}, roi de Hongrie 158, 159, 169, 172, 173, 265
 Léopold II, roi de Hongrie 25, 266, 267
 Liutprand 137
 Louis II, roi de Hongrie 235, 251
 Louis le Grand, roi de Hongrie 134, 229, 243
 Louis, prince de Bavière 145
 Lupinus (Wolf), Christian 256
 Luther, Martin 246

Majlád, Étienne 238
 Major, Pierre 38, 39
 Mályusz, Elemir 136
 Maniu, Jules 217
 Marie, reine de Hongrie 289
 Marie—Christine, pr. de Transylvanie 257
 Marie—Thérèse, reine de Hongrie 18, 19, 22, 37, 175, 186, 187, 268, 275, 288
 Marienburg, Lucas Joseph 289, 290
 Martinuzzi, Georges 243, 247

INDEX DES NOMS

Mártonffy, Joseph 290
 Masaryk, Thomas G. 78, 215
 Massa, Simon 255, 256
 Mathias, roi de Hongrie (v. Hunyadi) 73, 135, 148, 190, 229, 233, 242, 291, 306, 338
 Maximilien, roi de Hongrie 252
 Mayerhofer 49
 Mederus 254
 Melanchton, Philip 246
 Mélius, Pierre 171
 Metternich, prince Clément de 44, 47
 Meschendörfer, Adolphe 330
 Michelet 71
 Mihali, Théodore 97, 98
 Miles, Mathias 264, 265, 332
 Milton, 79
 Mocsáry, Louis 89, 90
 Mocsonyi 211
 Mommsen, Théodor 71
 Montesquieu, 14
 Möser, Justus 25
 Müller, Frédéric 299, 327, 328, 329, 332
 Müller—Gutenbrunn 221
 Napoléon I^{er}, empereur de France 295
 Napoléon III, empereur de France 63
 Nádasdy, les 161
 Nietzsche, 82, 338
 Nyirő (v. Rasorls) 256

Opitz, Martin 284
 Othon de Freisingen 138, 142, 282
 Othon le Grand, emp. du St. Empire rom.—germ. 137
 Obradović, Dossitej 42
 Oláh, Nicolas 241, 242
 Oltard, Jean 256
 Ostermayer, Jérôme 250, 251, 252
 Ötvös, Jean 148

Palacký, Jean 40, 51, 99
 Pancratius 277
 Pálffy, Charles 29
 Pálffy, Nicolas 157, 158
 Paskievitch, prince 48
 Pázmány, Pierre 167, 170
 Péczeli, Joseph 22, 29, 33
 Pemflinger, Marc 246, 320, 324, 325
 Pitt, William 33
 Pline 313
 Podiébrad, Ottokar, roi de Bohême 338
 Pomarius 317, 318
 Popovici, Aurèle 99, 100
 Prónay, Ladislás 28

Rachfall 312
 Rájnis, François 22
 Rákóczi, François II, pr. de Transylvanie 51, 154, 158, 161, 164, 168, 170, 173, 175, 181, 186, 260, 337
 Rákóczi, Georges II, pr. de Transylvanie 152, 164, 260, 293, 337
 Ranke, Léopold 301, 313, 322
 Rasorls (v. Nyirő)
 Reicherstorffer 325
 Reissenberger, Louis 318
 Renan, Ernest 72, 73, 74
 Renner, 100
 Révai, Nicolas 21, 22, 23, 34, 193
 Richelieu, 16, 192
 Richl, G. 318
 Ritter, 301
 Rodolphe, roi de Hongrie 145, 146, 258
 Rosenfeld, 280
 Roth, Étienne Louis 51
 Roth, Paul 256
 Roth, Victor 318
 Rotteck, 300
 Rousseau, Jean—Jacques 273
 Rückert 304

INDEX DES NOMS

Safařík 40, 44
 Saint Démétrius 156
 Saint Éméric 114
 Saint Étienne, roi de Hongrie
 73, 112, 113, 118, 119, 141,
 145, 149, 240, 282, 289, 337
 Salamon, François 165
 Schäfer, Dietrich 313
 Schenkendorf, 304
 Schesaeus, Christian 241, 242,
 243, 265, 291
 Schlözer, August Louis 270,
 283, 284, 285, 286, 287, 288,
 290, 295, 296, 302, 304, 305,
 322
 Schmerling 57
 Schmoller 312
 Schulek, famille 95, 96
 Schuler (v. Libloy) Fr. 312
 Schuller, G. Adolphe 313, 322,
 327
 Schuller, Jean Charles 296,
 297, 302, 320, 322, 324, 336
 Schuster, Guillaume 299
 Schwarzenberg, prince 47, 55,
 57
 Seton—Watson, R. W. 91
 Shakespeare, William 79
 Siegler, Mathias 243, 244
 Sigismond, roi de Hongrie 135,
 143, 229, 243
 Simon de Kéza 234
 Sincai, Georges 38, 39
 Slavici, 214
 Somogyi, Ambroise 252, 291
 Soliman, sultan 152, 153
 Sonnenfels 16, 17, 18
 Spignitev 142
 Stefanik, 95
 Stöckel, 242
 Strauss 72
 Stuart Mill 62
 Štur, Louis 51, 52, 95
 Šulek (v. Schulek)
 Sulyok (v. Schulek)
 Svatopluk, prince de Moravie
 42

Szalay, Ladislas 63
 Szalárdi, Jean 229, 259
 Szamosközi, Étienne 252, 265,
 291
 Széchenyi, comte François 28
 Széchenyi, comte Étienne 36,
 46, 75, 89, 195, 200, 201, 204
 Szemere, Barthélemy 53, 54,
 204
 Szerdahelyi, Michel 254
 Szilágyi, Michel 148
 Szilágyi, baron Désiré 273

Tacite 263
 Tamerlan 110
 Teleki, comte Samuel 290
 Teutsch, Georges Daniel 300,
 301, 302, 303, 304, 305, 306,
 307, 308, 309, 310, 311, 312,
 313, 314, 315, 316, 317, 318,
 319, 320, 322, 324, 326, 327,
 328, 330, 331, 332, 336, 339,
 340, 342
 Teutsch, Frédéric 233, 279, 312
 313, 314, 315, 317, 318, 319,
 322, 323, 324, 325, 326, 327,
 328, 330, 332, 334, 335, 336,
 339, 340, 342
 Teutsch, Traugott 311
 Thobias, Christian 237, 238
 Thököly, Éméric 168, 173, 181
 Thuanus 264
 Thurzó, Georges 167
 Tinódi, Sebastian 242
 Tisza, comte Étienne 98
 Tisza, Coloman 67, 90
 Tite—Live 263
 Toppeltinus (v. Töppelt)
 Töppelt, Laurent 263, 264, 265,
 266, 332
 Trajan, 39, 263
 Treitschke, Henry 78, 79, 80,
 81, 82, 84, 313, 338
 Troeltsch 312

INDEX DES NOMS

Tröster, Jean 262, 263, 264,
265, 332

Tuhutum 39

Turóczi, Jean 236, 244

Uhland, Ludwig 304

Uncius, Leonhardus 242

Váczy, Pierre 112

Vályi, André 24

Verancsics, Antoine 241

Veres de Böjth, Gaspar 252

Virgile 264

Vladislas Lokietek, roi de Po-
logne 144

Voltaire 14, 26, 273, 283

Wagner, Valentin 247

Watenbach, 83

Weber, Max 323

Weiss, Michel 250, 254, 257, 258

Werbőczy, Étienne 43, 180, 181,
200

Weyrauch, David 229

Willemer, Mlle de 313

Wohlgemuth, Philippe 31

Wolff, Charles 318

Wratislav, prince de Moravie
142

Zay, comte 201

Zápolyai, Jean, roi de Hongrie
235, 308, 320, 325, 334

Zápolyai, Jean-Sigismond, pr.
de Transylvanie 238

Ziegler, Jean 256

Ziegler, Martin 255

Zillich, Henri 340

Zimmermann, François 321,
322, 323

Zimmermann, Jean Georges
25, 26

Zrinyi, Nicolas 170, 261

Zrinyi, famille 161, 168

Zschokke 301, 302

CARTES

	Pages
Carte géographique de la Hongrie historique	8—9
Les territoires autonomes de la Hongrie au moyen âge	136—137
Cartes ethnographiques de la Hongrie méridio- nale au XIV ^e et au XVIII ^e siècles	176—177
Les peuples de la Hongrie en 1773	188—189

ILLUSTRATIONS

Joseph Jelačić	48
Le baron Joseph Eötvös	49
Louis Štur	64
Gardes frontière serbes	65
Paysans hongrois de la Grande Plaine	160
Couple allemand de la Scépusie	161
Paysans ruthènes	168
Roumaines du Banat	169
Types de l'établissement allemand du Banat	200
Nobles hongrois	208
L'émeute des paysans en Transylvanie	209
Paysan croate	216
Slovaques du comitat de Nyitra	217
Foire dans la Transylvanie	280
Page de titre du livre de M. Fronius	281



TABLE DES MATIERES

	Pages
AVANT-PROPOS	7
LE HONGROIS, LANGUE D'ÉTAT	9
<i>I. Lutte pour la langue hongroise (11). — II. La langue hongroise et les minorités (31).</i>	
ESSAI D'UNE HISTOIRE DES NATIONALITÉS EN HONGRIE	105
<i>I. Le moyen âge (107). — II. Les nationalités à l'époque des guerres turques (150). — III. L'immigration au XVIII^e siècle (171). — IV. État national et minorités nationales (191).</i>	
L'HISTORIOGRAPHIE DES SAXONS DE TRANSYLVANIE	225
INDEX DES NOMS DE LIEUX	343
INDEX DES NOMS	347



TABLE DES MATIERES

	Pages
AVANT-PROPOS	7
LE HONGROIS, LANGUE D'ÉTAT	9
<i>I. Lutte pour la langue hongroise (11). — II. La langue hongroise et les minorités (31).</i>	
ESSAI D'UNE HISTOIRE DES NATIONALITÉS EN HONGRIE	105
<i>I. Le moyen âge (107). — II. Les nationalités à l'époque des guerres turques (150). — III. L'immigration au XVIII^e siècle (171). — IV. État national et minorités nationales (191).</i>	
L'HISTORIOGRAPHIE DES SAXONS DE TRANSYLVANIE	225
INDEX DES NOMS DE LIEUX	343
INDEX DES NOMS	347



REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

DIRECTEUR

DOMINIQUE KOSÁRY

RÉDIGÉE PAR

COLOMAN BENDA

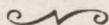
SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION

LADISLAS KENYERES

PUBLIÉE PAR L'INSTITUT PAUL TELEKI
PARAISANT QUATRE FOIS PAR AN

La „REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE“

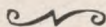
publie des études d'histoire comparée des peuples danubiens. Elle ouvre ses colonnes à la collaboration du monde savant de toutes les nations et par là, elle espère contribuer utilement à l'historiographie des moyens et petits peuples de la région danubienne.



PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL

25 fr. suisses

Toute correspondance doit être adressée à
l'Institut Paul Teleki
(Eszterházy-utca 26. Budapest VIII^e)



DÉPOSITAIRES

ESPAGNE: Sociedad General Española de Libreria, Madrid

FRANCE: Les Presses Universitaires de France, Paris

SUEDE: Fritzes Kgl. Hovbokshandel, Stockholm

SUISSE: Libraire Payot, Lausanne

TURQUIE: Haset Kitabevi, Istanbul

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 15 SEPTEMBRE MIL NEUF CENT
QUARANTE-CINQ SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DE LA S. A.
GLOBUS A BUDAPEST

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 15 SEPTEMBRE MIL NEUF CENT
QUARANTE-CINQ SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DE LA S. A.
GLOBUS A BUDAPEST

**BIBLIOTHEQUE
DE LA
REVUE D'HISTOIRE
COMPARÉE**

I.

GABRIEL TOLNAI:

**La cour de Louis XV. Journal de voyage du
comte Joseph Teleki**

II.

ALEXANDRE ECKHARDT:

De Sicambria à Sans-Souci. Histoires et légendes franco-hongroises

III.

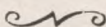
DOMINIQUE KOSÁRY

Histoire de Hongrie

IV.

JULES SZEKFÜ

État et Nation



OUVRAGES A PARAÎTRE

LADISLAS MAKKAI:

Histoire de Transylvanie

ÉTIENNE BARTA:

**La réorganisation et la région danubienne
1815—1920**

LADISLAS HADROVICS:

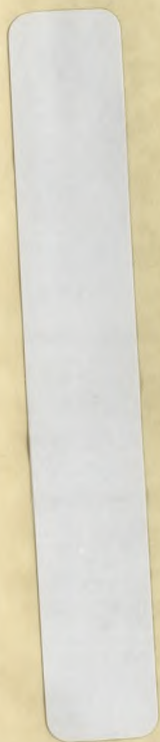
Le peuple serbe et son Église sous la domination turque

CSABA CSAPODI:

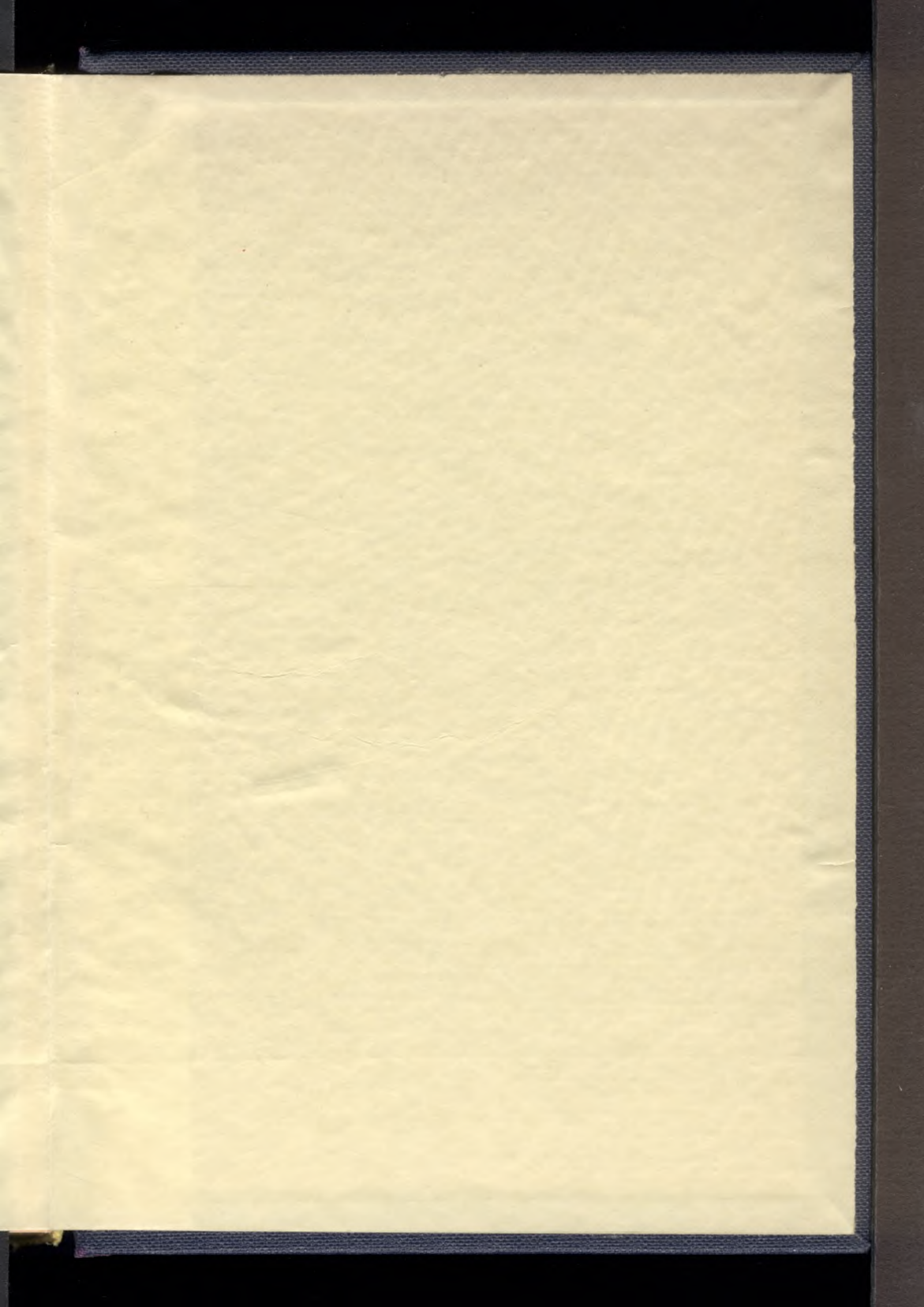
Bibliographie de l'histoire de Hongrie

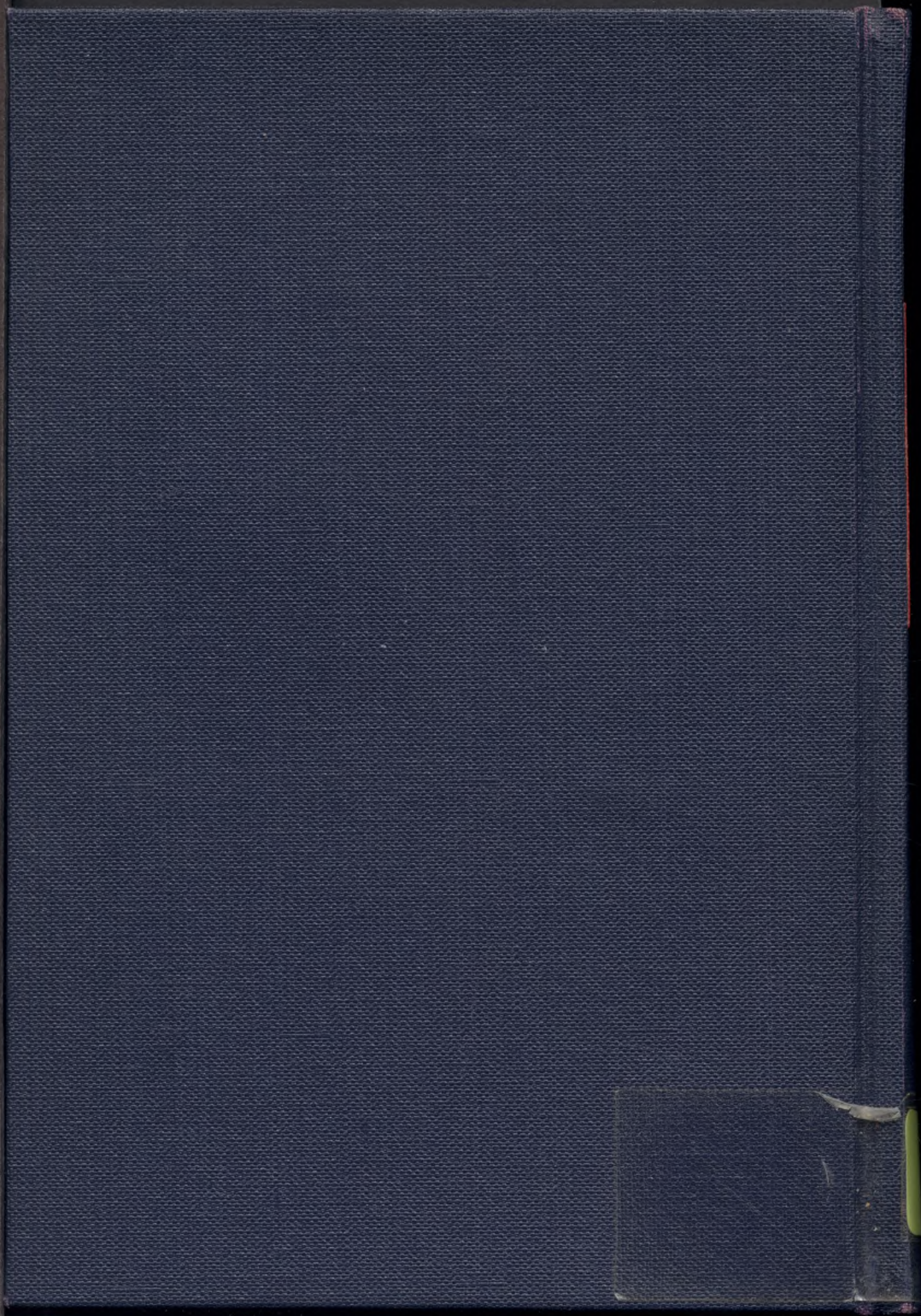
ZOLTÁN I. TÓTH:

**Les débuts du nationalisme roumain
1697—1792**



陳天華





SZEKFÜ
ÉTAT ET
NATION

13/
2.44